

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

JUIN 2016

N°161

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

SOMMAIRE

RAA JUIN 2016

	<i>Pages</i>
<u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS <i>(Conseil du 30 juin 2016)</i>	3
<u>PARTIE 2</u> : DECISIONS <i>(Conseil du 30 juin 2016)</i>	317
<u>PARTIE 3</u> : ARRETES	434
<u>PARTIE 4</u> : CERTIFICAT D'AFFICHAGE - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL ARTICLE R. 332-25-2 DU CODE DE L'URBANISME	489

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

Pages

HORS COMMISSION	10
ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	65
AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION	71
BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	87
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOPYAGE	90
CULTURE	108
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	142
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	155
FINANCES	182
LOGEMENT	208
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	230
RESSOURCES HUMAINES	238
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	249
SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	267
TRANSPORTS ET MOBILITE	290
VOIRIE, ESPACE PUBLIC	312

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N° DÉLIB	COMMISSIONS	PAGES
HORS COMMISSION		
13885	Hors Commission - Convention d'application du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 - Engagements de Montpellier Méditerranée Métropole et Contrat d'Application - Contrat triennal Montpellier Méditerranée Métropole Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées - Autorisation de signature	11
13886	Hors Commission - Jumelage avec Palerme (Italie) - Accord de coopération international - Autorisation de signature	21
13962	Hors Commission - Organisme Extérieur - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale SOMIMON - Représentants de Montpellier Méditerranée Métropole - Désignation	23
13963	Hors Commission - Rapports annuels des délégataires de Service Public de l'exercice 2015 - Approbation	25
13964	Hors Commission - Rapport d'activités de la Commission Consultative des Services Publics Locaux - Approbation	28
13965	Hors Commission - Renouvellement de la concession du domaine public maritime de la plage sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de lancer la procédure	31
13966	Hors Commission - Contournement Ouest de Montpellier - Acquisition foncière sur la commune de Saint Jean de Védas - Convention de financement - Autorisation de signature	34
13967	Hors Commission - Article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales - Délégations permanentes- Modifications - Approbation	36
13968	Hors Commission - Commissions du Conseil de Métropole - Modification de la composition	43
ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES		
13921	Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques - Bilan des acquisitions et des cessions pour l'année 2015 - Approbation	66
13922	Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques - Marché n°4600MG16 de fourniture de mobilier administratif - Autorisation de lancer un appel d'offres et de signer les marchés	69
AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION		
13897	Agro-écologie et alimentation - Gouvernance et mise en œuvre opérationnelle - Convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture de l'Hérault - Approbation et autorisation de signature	72
13911	Agro-écologie et alimentation - Gouvernance et mise en œuvre opérationnelle - Convention de partenariat avec le Réseau InPACT (INitatives pour une Agriculture Citoyenne et Territoriale) - Approbation et autorisation de signature	77
13912	Agro-écologie et alimentation - Adhésion à l'association Terres en Ville - Désignation de représentants - Approbation	81
13913	Agro-écologie et alimentation - Élaboration et mise en œuvre de la politique agroécologique et alimentaire - Contrat de collaboration entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA)	84
BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE		
13937	Biodiversité, Culture scientifique et technique - "La Métropole dans les étoiles" - Conventions de partenariat avec les communes - Approbation - Autorisation de signature	88

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N° DÉLIB	COMMISSIONS	PAGES
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE		
13888	Cohésion sociale - Stratégie métropolitaine pour utiliser la commande publique comme levier d'insertion professionnelle - Adhésion au réseau « clause sociale pour la promotion de l'emploi et de l'insertion » d'Alliance Ville Emploi - Convention de coopération maître d'ouvrage - Autorisation de signature	91
13889	Cohésion sociale - Avenant opérationnel et financier au Contrat de Ville 2015-2020 pour l'année 2016 - Approbation - Autorisation de signature	95
13890	Cohésion sociale - Attribution de subventions - Appel à projets 2016 au Contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	99
CULTURE		
13898	Culture - Création d'un Centre d'Art Contemporain - Approbation du Programme Général - Convention de mandat avec la SA3M - Autorisation du lancement d'une procédure concurrentielle avec négociations pour l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre - Autorisation de signature	105
13925	Culture - Réseau des médiathèques - Demande de subvention auprès du Centre National du Livre dans le cadre de la participation à la grande fête du livre pour la jeunesse 2016 - Approbation	109
13926	Culture - Réseau des médiathèques - Convention de coopération avec la commune de Saint-Drézéry pour la mise en place du passeport multimédia - Autorisation de signature	112
13927	Culture - Marché n°3670DC14 de maintenance multitechnique du musée Fabre - Avenant n°1 relatif à l'élargissement du périmètre d'intervention - Autorisation de signature	114
13928	Culture - Musée Fabre - Avenant n° 1 au marché n° 3521DC13 - Interventions de restauration-conservation sur des œuvres du musée Fabre - Lot 5 - Approbation et autorisation de signature	117
13929	Culture - Musée Fabre - Convention de mécénat avec la Fondation BNP Paribas - Autorisation de signature	119
13930	Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec des Universités de Montpellier, Poitiers et Florence - Autorisation de signature	122
13931	Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat d'édition avec Réseau Canopé - Autorisation de signature	125
13932	Culture - Musée Fabre - Service de Probation et d'Insertion Pénitentiaire de l'Hérault - Direction Régionale des Affaires Culturelles - Convention de Partenariat - Autorisation de signature	128
13933	Culture - Total Festum 2016 - Soutien à la culture Occitane de la Métropole - Affectation de subventions - Conventions de partenariat - Autorisation de signature	131
13934	Culture - Hôtel Montcalm - Marchés de travaux n°2183DC09 et 3131DC12 - Protocoles transactionnels avec les entreprises SOCAMO et SOPESUD - Autorisation de signature	134
13935	Culture - Agora de la Danse - Convention d'occupation temporaire avec les associations Montpellier Danse et Centre Chorégraphique National de Montpellier - Avenant n°1 relatif à la prolongation de la convention - Autorisation de signature	137
13936	Culture - Convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les radios associatives de Montpellier et leur fédération représentative - Autorisation de signature	139

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N° DÉLIB	COMMISSIONS	PAGES
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT		
13896	Développement économique - Convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat - Autorisation de signature	143
13908	Développement économique - Actions Design - Convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie - Convention de partenariat avec Indigo d'oc - Approbation et autorisation de signature	146
13909	Développement économique - Fondation entreprendre - Attribution de subvention dans le cadre de l'organisation des universités d'été - Convention - Autorisation de signature	150
13910	Développement économique - Convention constitutive de groupement de commandes entre la Métropole et la Ville de Montpellier - Accords-cadres à bons de commande mono attributaire n°4546RI16 d'extension du réseau Très Haut Débit et maintenance associée - Autorisation de signature la convention	153
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT		
13899	Développement et aménagement durable du territoire - Modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pérols - Approbation	156
13900	Développement et aménagement durable du territoire - Modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée du plan local d'urbanisme de la commune de Clapiers - Approbation	158
13901	Développement et aménagement durable du territoire - Commune de Vendargues - Participation de la Métropole à une étude de définition d'un projet urbain - Convention de groupement de commandes - Approbation	160
13902	Développement et aménagement durable du territoire - Zone d'Aménagement Différé sur le site de Bionne sur le territoire de la commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole - Création - Approbation	163
13903	Développement et aménagement durable du territoire - Création de la Zone d'Aménagement Différé sur le site Font d'Armand au bénéfice de la Commune de Sussargues - Avis sur la création de Zone d'Aménagement Différé	166
13904	Développement et aménagement durable du territoire - Zone d'Aménagement Différé sur le site stratégique « Naussargues - Bel-Air » sur le territoire des communes de Juvignac et Saint Georges d'Orques, au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole - Création - Approbation	169
13905	Développement et aménagement durable du territoire - Politique foncière en faveur du logement social - Convention avec l'État, l'Établissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon et la commune de Pignan - Autorisation de signature	172
13906	Développement et aménagement durable du territoire - Projet Urbain Partenarial - Commune de Juvignac - Secteur "la Bergerie" - Convention avec la SCCV "IMMO LA BERGERIE" - Convention de reversement à la Commune - Autorisation de signature	175
13907	Développement et aménagement durable du territoire - Ecocité - Concession d'aménagement Route de la Mer - Lattes et Pérols - convention de Projet Urbain Partenarial entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) et Kaufman et Broad opération sise à Lattes	178

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N° DELIB	COMMISSIONS	PAGES
FINANCES		
13891	Finances - Compte Administratif et Compte de Gestion 2015	183
13892	Finances - Pacte Financier et Fiscal - Approbation	195
13893	Finances - Avenant de transfert du contrat de partenariat public privé relatif à l'éclairage public - Commune de Castelnau-le-Lez	198
13894	Finances - Répartition 2016 du Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC)	201
13895	Finances - Gestion de la dette - Mise en œuvre du fonds de soutien - Autorisation de signature	205
LOGEMENT		
13914	Logement - Convention de partenariat sur l'échange de données avec la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier - Autorisation de signature	209
13915	Logement - Contrat de Mixité Sociale - Commune de Pignan - Autorisation de signature	211
13916	Logement - Réaménagements de prêts contractés par ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la construction de 18 résidences à Montpellier - Renouvellement de la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	214
13917	Logement - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Cévennes 1 - Convention d'avance de subventions - Autorisation de signature	217
13918	Logement - Opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2016 - Attribution de subvention pour la réhabilitation de vingt-deux logements - Autorisation de signature	220
13919	Logement - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2010-2015 - Quartiers Gambetta / Figuerolles / Nord Ecusson - Attribution de subventions pour la réhabilitation de quatre logements - Autorisation de signature	223
13920	Logement - Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier - Quartier Cévennes - Plan de sauvegarde du Petit-Bard - Attribution de subvention pour la réhabilitation d'un logement - Autorisation de signature	227
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC		
13952	Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Marchés 3220GD13 lot n°1 pour le traitement des déchets végétaux de la zone Ouest de la Métropole de Montpellier - Avenant n°1 de prolongation de durée - Autorisation de signature	231
13953	Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Traitement des déchets ménagers - Marché n°4275GD16 relatif à la collecte et au traitement des déchets diffus spécifiques déposés en déchèteries - Autorisation de signature	233
13954	Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Convention avec le CROUS de Montpellier dans le cadre du Programme d'amélioration des collectes d'Eco-Emballages - Autorisation de signature	236
RESSOURCES HUMAINES		
13923	Ressources Humaines - Modification du tableau des emplois et des effectifs	239
13924	Ressources Humaines - Renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au GEFLUC (Groupement des Entreprises Françaises de Lutte contre le Cancer) - Approbation	247

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N° DÉLIB	COMMISSIONS	PAGES
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT		
13946	Service public de l'eau et de l'assainissement - Économies d'eau - Opération Aquaméto - Convention de partenariat avec l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Montpellier - Autorisation de signature	250
13947	Service public de l'eau et de l'assainissement - Ressources en eau - Commune du Crès - Abandon du captage F1 du Stade Robert - Abrogation de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) - Restitution du captage F3 à la commune du Crès - Approbation	253
13948	Service public de l'eau et de l'assainissement - Commune de Montpellier - Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement de l'avenue du Val Montferrand - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	256
13949	Service public de l'eau et de l'assainissement - Schéma Directeur d'Assainissement - Construction de l'Intercepteur Est Amont - Marché 4160EA16 - Lot n° 1 : Réseaux d'eaux usées RD 65 - Lot n° 2 : Pompages - Autorisation de signature	259
13950	Service public de l'eau et de l'assainissement - Commune de Castelnau-le-Lez - Pose de réseaux d'assainissement et de télécommunications pour la desserte de la ZAC du Caylus - Convention de coordination de travaux entre Montpellier Méditerranée Métropole et Orange - Autorisation de signature	262
13951	Service public de l'eau et de l'assainissement - Villeneuve-lès-Maguelone - Travaux d'amélioration de la station d'épuration - Avant Projet et demande d'aides financières - Approbation	264
SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES		
13938	Sports et traditions sportives - Construction de la piscine Héraclès à Saint-Brès - Marchés de travaux n°3978DS15 (Lots 2, 3, 7 et 10) - Autorisation de signature	268
13939	Sports et traditions sportives - Montpellier Hérault Sport Club - Marché négocié n°4465DS16 - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements pour le développement du Football - Saison sportive 2016-2017 - Autorisation de signature	271
13940	Sports et traditions sportives - Montpellier Rugby Club - Marché négocié n°4466DS16 - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements pour le développement du Rugby - Saison sportive 2016-2017- Autorisation de signature	274
13941	Sports et traditions sportives - Montpellier Handball - Marché négocié n°4467DS16 - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements pour le développement du Handball - Saison sportive 2016-2017- Autorisation de signature	277
13942	Sports et traditions sportives - Stade de la Mosson "Mondial 98" - Occupation temporaire du domaine public - Convention de mise à disposition au Montpellier Hérault Sports Club - Saison sportive 2016-2017 - Autorisation de signature	280
13943	Sports et traditions sportives - Complexe sportif Yves-du-Manoir - Occupation temporaire du domaine public - Convention de mise à disposition au Montpellier Hérault Rugby Club - Saison sportive 2016-2017 - Autorisation de signature	282
13944	Sports et traditions sportives - Palais des Sports René Bournol - Occupation temporaire du domaine public - Convention de mise à disposition au Montpellier Handball - Saison sportive 2016-2017 - Autorisation de signature	285
13945	Sports et traditions sportives - Affectation de subventions - Jeu de Balle au Tambourin - Convention d'attribution - Autorisation de signature	287

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N° DÉLIB	COMMISSIONS	PAGES
TRANSPORTS ET MOBILITE		
13887	Transports et Mobilité - Délibération cadre sur la logistique et le transport de marchandises en ville - Demande de subventions pour les études d'élaboration du schéma directeur de la logistique de la Métropole	291
13955	Transports et Mobilité - Marché n°4562DM16 de fournitures de supports de feux tricolores pour la maintenance du parc existant de la Métropole - Autorisation de lancer la consultation des entreprises et de signer le marché	301
13956	Transports et Mobilité - Marché n°4550DM16 de contrôle des installations électriques des carrefours à feux tricolores et des dispositifs de fermetures automatiques de la Métropole - Autorisation de lancer la consultation des entreprises et de signer le marché	303
13957	Transports et Mobilité - Tramway bouclage ligne 4 - Avenant n°1 au marché 8.483 des travaux préparatoires d'équipements - Autorisation de signature	305
13958	Transports et Mobilité - Marché N°4549DM16 de travaux de maintenance des carrefours à feux tricolores de la Métropole - Autorisation de lancer la consultation des entreprises et de signer le marché	308
13959	Transports et Mobilité - Marché n°4564DM16 de récolement et de cartographie des réseaux secs et du patrimoine de la Métropole - Autorisation de lancer la consultation des entreprises et de signer le marché	310
VOIRIE, ESPACE PUBLIC		
13960	Voirie, Espace Public - Saint Génès des Mourgues - Création d'un cheminement piétonnier du baladas - Demandes de subventions	313
13961	Voirie, Espace Public - Adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association Française de l'Eclairage (AFE) - Approbation	315

HORS COMMISSION



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

**HORS COMMISSION – CONVENTION D'APPLICATION DU CONTRAT DE PLAN
ETAT RÉGION 2015-2020 - ENGAGEMENTS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE
MÉTROPOLE ET CONTRAT D'APPLICATION - CONTRAT TRIENNAL MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE RÉGION LANGUEDOC ROUSSILLON MIDI
PYRÉNÉES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les contrats de plan Etat Région (CPER) sont, depuis la décentralisation, l'outil privilégié des relations contractuelles entre l'Etat et les Régions. Ils traduisent, en outre les priorités partagées en matière d'aménagement et de développement du territoire.

En application de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République « *la métropole est associée de plein droit à l'élaboration du contrat de plan conclu avec l'Etat (...) qui comporte un volet spécifique à son territoire* ».

Sur le Languedoc-Roussillon, l'Etat et la Région ont signé le CPER le 20 juillet 2015 qui définit des objectifs et des leviers d'actions sur huit volets thématiques :

- Volet Mobilité multimodale,
 - Volet Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation
 - Volet Transition écologique et énergétique,
 - Volet Numérique,
 - Volet Innovation, Filières d'avenir et Usine du futur,
 - Volet Emploi-Formation-Jeunesse,
 - Volet Culture et Patrimoine,
 - Volet Territorial (Equilibre territorial, Politique de la Ville et Littoral),
- et sur un Volet transversal Métropolitain.

Or la dynamique de cette nouvelle grande région repose principalement sur la vitalité, le rayonnement et les capacités d'entraînement de ses deux métropoles : Toulouse et Montpellier. Elles sont en effet les foyers du développement économique, universitaire, de la recherche, mais aussi culturel, urbain ou touristique de leur grand territoire. En ce sens, les politiques publiques développées par les deux métropoles et les entreprises et établissements qui y sont installés, sont susceptibles de démultiplier leurs effets sur le territoire régional, si les infrastructures nécessaires permettent d'accompagner leur développement et leurs mises en réseaux à toutes les échelles.

Cette volonté de consolider les synergies caractérise les coopérations que Montpellier Méditerranée Métropole a engagé avec les villes et les EPCI des territoires voisins, notamment au sein de la Conférence des Territoires, mais aussi avec la Métropole de Toulouse, ou avec d'autres métropoles à l'échelle internationale.

Dans ce contexte, la stratégie de Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie sur sept piliers stratégiques de développement incontournables pour la valorisation de ses atouts, de ceux de son pôle métropolitain en émergence et de sa nouvelle Région :

- La Santé,
- Le Numérique,
- Les Transports – Mobilité,
- Le Développement économique, le Tourisme et l'Industrie,
- L'Agroécologie – Alimentation,
- La Culture - le Patrimoine – l'Université,
- Le Commerce – l'Artisanat.

Le caractère stratégique de ces sept piliers pour l'attractivité et le développement de la Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, justifie que l'Etat, la Région et la Métropole fassent converger leurs contributions mobilisées dans le cadre du CPER pour la période 2015-2020 sur des actions structurantes du territoire métropolitain.

Au-delà du CPER, sur la période 2015-2020, les autres fonds et politiques contractuelles portées par l'Europe, l'Etat, la Région et leurs satellites, doivent eux aussi pouvoir être mobilisés au service des mêmes objectifs, notamment les fonds européens gérés par l'Etat et la Région, dont le FEDER, le FEADER et le FSE, les Programmes d'Investissements d'Avenir (PIA), les financements propres aux Transports en commun en site propre (TCSP), à la Politique de la Ville, aux actions Climat-Energie-Environnement, aux déplacements multimodaux ... Ils constituent en effet des ressources complémentaires au CPER. Celles-ci sont essentielles pour la promotion d'opérations à forte valeur ajoutée, autour desquelles les partenariats doivent se nouer, pour conforter le niveau d'équipement et les infrastructures du territoire métropolitain dans l'intérêt bien compris du territoire régional.

Les investissements susceptibles d'être générés par ces grandes politiques publiques représentent également une opportunité significative pour l'économie régionale, que ce soit celle du bâtiment et des travaux publics, qui représente l'un des secteurs les plus pourvoyeurs en emplois non délocalisables, ou pour d'autres filières économiques potentiellement bénéficiaires : le numérique, la santé, mais aussi la culture, le tourisme...

Les propositions de Montpellier Méditerranée Métropole pour le volet transversal métropolitain du CPER, s'inscrivent dans la dynamique de la stratégie métropolitaine et de ses 7 piliers stratégiques. Elles comprennent ses engagements à financer des opérations portées par l'Etat, la Région et leurs établissements publics.

Mobilité multimodale :

Montpellier Méditerranée Métropole confirme son engagement, au côté de l'Etat et des autres collectivités territoriales qui le souhaitent, à soutenir les grands projets d'infrastructures indispensables au développement de la grande vitesse, des trains intercités et régionaux et du fret ferroviaire : le Contournement Nîmes-Montpellier (CNM), de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP), l'aménagement et la création de Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM de la Mogère, PEM de Baillargues, de Sablassou et de Villeneuve-lès-Maguelone).

Ces investissements majeurs, sont destinés à assurer à la fois les connexions européennes manquantes entre la vallée du Rhône et l'Espagne et les dessertes essentielles au développement économique et touristique de la Région et de la Métropole. Le CNM, puis la LNMP, contribuent en effet à développer massivement, outre la grande vitesse et le fret sur l'arc languedocien, les sillons dédiés aux Trains Régionaux et d'Equilibre du Territoire sur le « doublet » de lignes, CNM et ligne historique, afin d'amplifier le transfert modal de la route vers le rail. Cette multiplication des sillons d'exploitation sur un réseau ferré aujourd'hui saturé, permet d'alléger d'autant les mouvements pendulaires sur le réseau routier et de favoriser ainsi la transition énergétique tout répondant à la demande croissante de mobilité.

C'est pourquoi, l'ensemble formé par la ligne ferrée historique, le CNM et le réseau de TCSP urbain, constitue le socle du « réseau armature » du Plan de Déplacement Urbain (PDU) de Montpellier Méditerranée Métropole, établi en concertation avec l'ensemble des Autorités Organisatrices des Mobilités, mais aussi de son Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) et de son Plan Climat Énergie Territorial (PCET) qui consolident en orientant les développements urbains en cohérence lui.

Aujourd'hui, une nouvelle étape de ce schéma doit être envisagée pour optimiser le réseau ferré existant sur l'aire métropolitaine de Montpellier, par la mise à l'étude d'un mode de transport adapté (tram-train ou autre mode), afin de pallier à l'absence d'étoile ferroviaire pour la desserte du périurbain, en complément du réseau de trains régionaux et des TCSP urbains. Si la faisabilité d'un tel réseau est confirmée, celui-ci devrait permettre d'améliorer significativement le report modal de la route vers le fer dans les mouvements pendulaires.

Les "effets de levier" de ces infrastructures sont assurés par les principaux pôles urbains développés par la Métropole et les communes, conformément au SCoT et en appui sur les PEM et les stations de transport en commun.

L'achèvement du système de contournement routier dont Montpellier est encore dépourvue, est la seconde pièce maîtresse du réseau armature du PDU de la Métropole. Le déplacement de l'A9 ouvre

en effet enfin la possibilité d'assurer la continuité d'itinéraire en boucle autour de la ville et entre les autoroutes A9 et A750.

En libérant les communes et les quartiers urbains de la circulation de transit, ce contournement permet de réaffecter l'espace public aux autres modes de déplacement : covoiturage, autopartage, VAE, pistes cyclables, fret urbain mutualisé et décarboné...

Le CPER a prévu que l'achèvement de ce contournement se poursuivre en priorité par la réalisation indispensable du Contournement Ouest de Montpellier (COM) et de la déviation de la RN 113 (au droit de Saint-Brès et de Baillargues).

Ce volet mobilité recouvre ainsi 123,4 M€ au total d'investissements publics attendus, dont 42,4 M€ de l'État, 18,7 M€ de la Région et 17 M€ de la Métropole.

Enseignement supérieur, recherche et innovation :

Avant la constitution de la grande Région, plus de 94 000 étudiants étaient accueillis dans l'enseignement supérieur en Région Languedoc-Roussillon, faisant d'elle la 9^e région Française. Près de 70% sont inscrits dans des établissements de l'aire Montpelliéraine. Ce territoire régional était également classé 5^e au rang national concernant le nombre de chercheurs (5 322) dans la recherche publique et par le nombre de productions scientifiques. De plus, 62 projets ont été retenus dans le cadre des investissements d'avenir pour la région. Elle est classée au 3^e rang national pour la création d'entreprises innovantes entre 2004 et 2012.

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permettra à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite contribuer au volet Enseignement Supérieur Recherche et Innovation du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. Ce positionnement va permettre à la Métropole d'être présente à toutes les étapes de la création d'entreprises innovantes.

Actuellement, elle intervient dans les projets de maturation à fort potentiel de développement économique pour le territoire, via son soutien à la Société Accélétratrice de Transfert Technologique (SATT) AxLR. Elle est également présente dans l'accompagnement des porteurs de projet et la création d'entreprises grâce à son Business and Innovation Centre (BIC) et à ses pépinières d'entreprises. Dorénavant, la Métropole accompagnera la recherche universitaire, au 5^e rang national, en favorisant le développement de nouveaux programmes de recherche innovants et à fort potentiel pour le développement économique du territoire, ce qui permettra de faire rayonner l'excellence scientifique du territoire à l'international.

L'innovation scientifique, les liens avec le monde socio-économique sont des critères de différenciation en termes de visibilité internationale. Réunir ces critères et l'excellence déjà reconnue en matière de recherche feront de la Métropole un territoire attractif pour les étudiants qui souhaiteront une formation de pointe, pour les chercheurs désirant travailler sur les sujets de recherche les plus pointus mais également pour les entreprises qui voudront bénéficier des dernières avancées scientifiques et technologiques.

Au-delà du volet scientifique, les universités montpelliéraines, faisant parties des plus anciennes du monde occidental, possèdent un patrimoine historique parmi les plus importants de France, dont le bâtiment historique de la Faculté de Médecine, le Jardin des Plantes, les différentes collections telles que celles d'astronomie, botanique, minéralogie... Ce patrimoine exceptionnel pourra faire l'objet d'un travail concerté pour sa valorisation à destination du monde universitaire et pour la population montpelliéraine désireuse de mieux connaître son histoire.

De même, la vie étudiante et son intégration à la ville, sont des actions auxquelles Montpellier Méditerranée Métropole est attachée et qu'elle accompagne dans le cadre de ses compétences. En matière de logement étudiant tout particulièrement, la Métropole porte une programmation particulièrement volontaire dans son plan Local de l'Habitat (PLH). Cette programmation s'appuie sur les réseaux de transports en communs urbains, pour assurer une répartition équilibrée des résidences étudiantes sur son territoire et permettre ainsi d'intégrer la vie étudiante à la ville.

Au total, la contribution de Montpellier Méditerranée Métropole au CPER 2015-2020, au-delà de favoriser le développement économique, l'innovation et l'attractivité du territoire, permet d'engager l'institution comme un partenaire et un interlocuteur privilégié des Etablissements d'Enseignements Supérieur, de Recherche et d'Innovation du territoire.

Ce volet Enseignement supérieur, recherche et innovation représente 140 M€ au total d'investissements publics attendus, dont 47,2 M€ de l'État, 50,3 M€ de la Région et 15,1 M € de la Métropole.

Numérique :

La généralisation des technologies de l'information et de la communication et la présence sur le territoire de la Métropole, d'entreprises reconnues ou récemment incubées localement et résolument ouvertes à l'international, appellent à structurer un écosystème numérique métropolitain d'intérêt national reconnu par la labellisation de Montpellier French Tech.

Cette stratégie s'appuie sur les dispositifs ouverts et collaboratifs d'une cité intelligente (smart City) multi-services et multi-acteurs, sur des territoires d'innovation, dont celui de l'EcoCité, Lab City de 2500 Ha retenue par l'Etat, la CDC et l'ADEME, sur un Système d'information Géographique à la fois métropolitain et régional (SIG LRMP), mais aussi sur des infrastructures et des services assurant sa diffusion sur tout le territoire.

Dans le cadre du schéma directeur numérique de la Métropole, cela passe à la fois par le parachèvement de la desserte en Très Haut Débit des pôles économiques et des équipements jusqu'en pied d'immeubles dans des délais adaptés aux besoins recensés, en complément des réseaux déployés par les opérateurs nationaux, la Région et le Département, et par la suppression des zones blanches internet et téléphonie mobile, dans les meilleurs délais possibles, pour réduire la fracture qui subsiste aujourd'hui encore au sein même du territoire métropolitain, tout particulièrement sur les communes de Montaud, Sussargues et Murviel-lès-Montpellier.

Cette action prioritaire doit s'inscrire dans les politiques de soutien au développement numérique des territoires portées par le volet numérique du CPER, que ce soit sous forme de contribution directe ou d'appels à projets.

Le volet Numérique correspond à 16,6 M€ au total d'investissements publics attendus dont 0,325 M€ de l'État et 1,9 M€ de la Région, pouvant être affectés sur le territoire de la Métropole.

Innovation usine du futur :

Le renforcement de l'appareil économique montpellierain sur les filières d'excellence à forte valeur ajoutée, est conduit à partir des démarches d'innovations collaboratives (open innovation) portées par les pôles de compétitivité, les universités et les pôles de recherche régionaux, l'écosystème économique local innovant et les dispositifs d'accompagnement de la Métropole qui ont fait leur preuve : le Business Innovation Center reconnu à l'échelle internationale, constitue une tête de réseau régional, permettant d'incuber et d'accompagner la création de start-up et de développer les systèmes et les dispositifs d'accélération de la croissance des entreprises.

Ce développement doit aussi s'appuyer sur de nouveaux dispositifs et immobiliers d'entreprises, en soutien aux filières qui le nécessitent que ce soit dans les domaines de l'économie résidentielle ou dans celui de l'économie dite productive, afin de permettre aux entreprises locales de s'adapter à l'évolution des marchés générés par le dynamisme du développement urbain.

Les volets « Filières d'Avenir et Usine du Futur » et « Emploi – Formation - Jeunesse » font l'objet d'un traitement spécifique à l'échelle régionale, en dehors du champ de la présente convention (notamment, soutien à des structures régionales et appels à projets nationaux).

Transition écologique et énergétique :

Montpellier Méditerranée Métropole est résolument engagée dans l'optimisation de la résilience de son territoire.

Cela passe par de nombreuses actions menées en cohérence dans le cadre de son Plan Climat Energie Territorial (PCET) 2013-2018 conduit en partenariat avec l'ADEME, de ses schémas directeurs hydrauliques, de son schéma directeur d'assainissement, de son schéma directeur d'eau potable...

Une croissance durable suppose notamment la maîtrise des ressources naturelles et patrimoniales et passe nécessairement par la poursuite des actions en matière d'adaptation au changement climatique, de gestion de la ressource hydrique et de la lutte contre le risque inondation. Il s'agit ici de poursuivre l'effort engagé dans le cadre des Programmes d'actions de prévention contre les inondations (PAPI) sur le Lez – Mosson et sur l'Etang de l'Or, ainsi que le projet Aqua Domitia

Ce volet représente 47 M€ au total d'investissements publics attendus, dont 12,2 M€ de l'État et 13,04 M€ de la Région et 4,6M€ de la Métropole.

Culture et patrimoine :

La Région présente un potentiel touristique encore insuffisamment exploité, alors que cette filière constitue pourtant une ressource majeure pour son économie, mais aussi pour la mise en valeur du territoire et de son environnement exceptionnel.

Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole, ses communes membres et ses partenaires, sont engagés dans la poursuite du développement de l'offre de sites et d'équipements culturels et touristiques sur son territoire, identifiée dans le volet thématique « Culture et Patrimoine » du CPER, à travers la valorisation du Château de Castries, le développement du Site archéologique Lattara à Lattes et la restauration du Cloître de la cathédrale de Villeneuve-lès-Maguelone.

6,5 M€ d'investissements publics attendus, dont 1,65 M€ de l'État, 1,9 M€ de la Région au titre du volet territorial et 2,95 M€ de la Métropole.

Volet territorial Métropolitain à fort impact régional :

Montpellier Méditerranée Métropole, ses communes et leurs partenaires, portent des actions structurantes et innovantes de développement durable du territoire métropolitain à fort impact régional, qui s'inscrivent logiquement dans les objectifs portés par le CPER.

Ainsi, chacune de leurs actions participent au renforcement de l'un et, le plus souvent, de plusieurs, des sept piliers de développement stratégique de la Métropole et de son grand territoire.

Le pilier « Culture-Patrimoine-Université » s'appuie notamment sur une armature de grands équipements culturels métropolitains qu'il convient de renforcer. C'est pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole porte notamment l'inscription au CPER de la création du Centre d'Art Contemporain pour les arts plastiques, de la construction d'un nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) pour le théâtre, la musique et la danse.

Le pilier « Numérique » s'appuie notamment sur la réalisation d'un Hôtel Totem de French Tech Montpellier. Avec 1100 entreprises et 7500 emplois, le numérique est la clef de voute de la structuration et de la dynamisation de l'ensemble de l'économie métropolitaine car il concerne la quasi-totalité des filières du territoire. La structuration de l'écosystème économique numérique représente un fort enjeu, en permettant de fédérer les entreprises et les acteurs du secteur, en cohérence

avec la stratégie nationale French Tech. Ceci passe notamment par la réalisation d'un bâtiment structurant du pôle numérique, à la fois cluster, pépinière et hôtel d'entreprises.

Le pilier « Numérique » s'appuie également sur le développement de la Cité intelligente sous une forme résolument innovante. La stratégie mise en place privilégie en effet une approche transversale multi-services, multi-acteurs et "multi-systèmes" qui embrasse toute la chaîne de valeur constitutive d'une « smart city », dans un dispositif global non propriétaire, qui a pour objectif de favoriser les modes collaboratifs.

Ce dispositif ouvert permet de soutenir le développement des services en soutien des piliers stratégiques de la Métropole, notamment la gestion du risque, de l'hydraulique, des réseaux d'eau potable, des déplacements (dont le dispositif partenarial de Gestion Multimodal des Déplacements de l'agglomération de Montpellier –GEMDaM), du domaine public, de l'énergie, de la santé, du tourisme... au service d'une ville plus durable, car plus collaborative et mieux armée pour affronter les enjeux environnementaux et sociétaux de demain.

Par ailleurs, la modélisation du système de déplacement de Montpellier à l'échelle de son aire urbaine, au bénéfice de l'ensemble des Autorités Organisatrices des Mobilités, est un outil indispensable à la mise en œuvre de cette stratégie de déplacement métropolitaine.

Le pilier « Santé », est pris en compte notamment à travers l'axe de l'autonomie des personnes dépendantes ;

Celui-ci se décline sur le quartier « Eureka ! » à Castelnau-le-Lez par la mise en œuvre d'une plateforme numérique de services innovante à l'échelle de l'ensemble de ce nouveau pôle urbain qui associe le développement de services et supports de gestion de toutes natures, dont un important volet de soutien à l'autonomie et à l'intergénérationnalité.

Cet axe se décline aussi à travers le Pôle Autonomie Santé (PAS) et la réalisation d'un cluster-incubateur-hôtel d'entreprise, sur Lattes, support d'une filière industrielle, de services, d'accompagnements et de formations, dédiés aux instruments et dispositifs supports de l'autonomie.

Le pilier « Tourisme » est intégré dans les développements de la Cité intelligente, grâce aux connexions qu'offre la plateforme numérique de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il s'incarne aussi, dans le projet de Site d'interprétation de Murviel-lès-Montpellier, qui a l'ambition de faire le lien entre le site archéologique de l'Oppidum du Castellat, la forte activité viti-vinicole du territoire, le pilier « Agro-écologie-Alimentation » de la Métropole, l'animation touristique et le développement économique.

Le site du Lunaret, riche d'une biodiversité exceptionnelle, et offrant des services à la population à fort rayonnement, dont le parc zoologique qui constitue l'un des sites touristiques et de loisir les plus fréquentés au plan régional, nécessite qu'un important programme d'aménagement soit mis en œuvre pour assurer sa protection, sa mise en valeur et son accessibilité dans des conditions maîtrisées.

Les piliers « Commerce et Artisanat » et « Agro-écologie-Alimentation » sont portés par deux actions significatives du volet territorial métropolitain du CPER ;

D'une part le Marché d'Intérêt national de Montpellier (MIN), qui est un support essentiel de développement durable du territoire métropolitain et régional, à la fois en matière de massification et de distribution mutualisée des productions agricoles locales et de maîtrise des chaînes de distributions logistiques à toutes les échelles, en lien avec les grands pôles régionaux, notamment le Port de Sète tout proche. Le positionnement du MIN doit être réinscrit dans une vision stratégique prenant en compte l'ensemble des nombreux partenaires des filières concernées.

D'autre part la réalisation d'un nouveau village d'entreprises artisanales et de services reste à réaliser en complément des équipements existants soumis à une demande forte dans un contexte de hausse des valeurs locatives des locaux professionnels sur le territoire montpellierain.

L'ensemble de ces actions s'inscrivent aussi très étroitement dans les objectifs de développement durable portés par Montpellier Méditerranée Métropole.

En la matière, les objectifs portés par le CPER peuvent être potentiellement amplifiés dans leur traduction territoriale, par le projet EcoCité *De Montpellier à la Mer*, démarche nationale initiée par l'Etat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'ADEME, pour promouvoir les projets de développement durable les plus innovants et duplicables. Le projet porté par Montpellier Méditerranée

Métropole avec les Villes de Montpellier, Castelnau-le-Lez, Lattes et Pérols a en effet été retenu au titre des Programmes d'Investissement d'Avenir (PIA) « Ville de demain », tant en phase 1 (2011-2014 et une seconde tranche complémentaire) que pour la phase 2 (2015-2017).

Parmi les actions innovantes de l'EcoCité, figure la priorité donnée à la transition énergétique, dans le cadre du PCET 2013-2018 de Montpellier Méditerranée Métropole. Elaboré de manière mutualisée avec les communes, dans le cadre d'une démarche de concertation approfondie avec les acteurs associatifs et institutionnels concernés et en collaboration étroite avec l'Etat, la Région et l'ADEME, le PCET de Montpellier Méditerranée Métropole a permis de poser les bases d'un diagnostic partagé et d'un plan d'actions volontaire.

La maturité de la Métropole en matière de dispositifs innovants pour le développement des énergies renouvelables, lui permet de passer à une nouvelle phase dans ce domaine, dans le cadre de l'EcoCité. C'est le cas du quartier « Eureka ! », où Montpellier Méditerranée Métropole, souhaite engager un dispositif de connexion des réseaux numériques, thermiques et électriques, permettant d'associer à des productions locales d'énergie renouvelable, les échanges de chaleur, de froid et d'électricité, à l'échelle de l'ensemble d'un quartier mixte de bâtiments à haute performance énergétiques, tout en permettant aux usagers finaux de mieux maîtriser leurs consommations.

Outre l'aménagement innovant des nouveaux quartiers et la réhabilitation thermique du patrimoine locatif social, la rénovation thermique des copropriétés privées constitue un défi majeur qui répond aux objectifs de transition énergétique portés par le CPER. Cette priorité du PCET de la métropole répond à un triple défi : environnemental, mais aussi social, la plupart des copropriétés accueillant des ménages fragilisés par la facture énergétique, et économique, à travers les enjeux des filières professionnelles concernées par ce vaste chantier. Cette opération de longue haleine doit se décliner en prenant en compte la singularité de nos milieux méditerranéens, le réchauffement climatique imposant une adaptation rapide de nos dispositifs d'intervention sur le bâti existant, en intégrant le confort d'été comme cible majeure.

Enfin, en ce qui concerne la résilience du territoire et la préservation de l'exceptionnelle biodiversité qui caractérise notre environnement, l'EcoCité porte une action à fort pouvoir de compensation écosystémique sur le territoire de la commune de Pérols. Dans le cadre du projet Ode à la Mer - Secteur du Fenouillet - une opération innovante de transfert des commerces existants, a pour objet de restituer à la nature des zones inondables aujourd'hui étanchéifiées et potentiellement soumise aux aléas de submersion, aujourd'hui étanchéifiées, pour permettre la continuité d'un corridor essentiel de biodiversité essentiel.

Par ailleurs, l'aménagement de la phase 2 du lido de Villeneuve-lès-Maguelone, est une action majeure de préservation du trait de côte qui s'inscrit pleinement dans les objectifs d'aménagement du littoral languedocien porté par le CPER 2015-2020, dans la continuité des opérations engagées avec succès dans le cadre du CPER 2007/2013.

Enfin, le Contrat de ville est également pris en compte, notamment à travers le financement des opérations de rénovation urbaines en cours de contractualisation avec l'ANRU.

Au total, ce volet territorial métropolitain du CPER est hautement stratégique pour l'avenir de la Région, car la généralisation du fait urbain doit s'accompagner de métropoles à la fois fortes et rayonnantes dans le concert des métropoles européennes, identitaires et culturellement attractives, durables et soutenables socialement, ouvertes et connectées à leur territoire aussi bien qu'à l'échelle européenne.

C'est en répondant à ces enjeux fondamentaux que Montpellier Méditerranée Métropole créera les effets d'entraînement vitaux en faveur des nécessaires équilibres du territoire régional qu'il convient de préserver et qui passent par la consolidation de ses atouts stratégiques.

Sur le programme des investissements du volet Territorial métropolitain proposés par la Métropole, l'Etat s'engage à contribuer à hauteur de 7,5 M€ (hors crédits spécifiques déjà attribués) et la Région à hauteur de 30 M €. La Métropole interviendra à hauteur de 68,1 M€.

Au final à travers cette convention d'application métropolitaine du Contrat de Plan, l'Etat, la Région et Montpellier Méditerranée Métropole mobilisent 329,8 M€ d'investissements publics destinés à consolider le dynamisme et le rayonnement régional : l'Etat 111 M€, la Région 114 M€, Montpellier Méditerranée Métropole 104,8 M€ (36,7 M€ pour les volets thématiques du CPER et 68,1M€ pour le volet territorial du CPER).

Le 3 juin 2016, le Préfet de Région, la Présidente de Région et le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ont signé un protocole d'accord sur un projet de convention d'application du CPER. Il est aujourd'hui proposé d'autoriser la signature de la convention d'application du CPER.

En complément du Contrat de Plan Etat-Région, la Présidente de Région et le Président de Montpellier Méditerranée Métropole se sont entendus pour signer un protocole d'engagement préfigurant les bases d'un Contrat triennal définissant les contributions que la Région accepte d'apporter aux opérations portées par la Métropole et ses communes en complément du CPER.

Le contrat triennal Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées - Montpellier Méditerranée Métropole met en avant la cohérence et la synergie des grandes orientations stratégiques et priorités portées par les deux niveaux de collectivités. Il permettra la mise en œuvre de projets opérationnels qui n'auraient pu voir le jour sans un partenariat financier Région / Métropole.

Le contrat portera sur une période de trois ans (2015-2017) et se décline annuellement sous forme d'engagements financiers basés sur une programmation détaillée de l'exercice en cours, soit 2016.

Hors cadre CPER, deux volets spécifiques relatifs aux enjeux de mobilité particuliers à la Métropole sont identifiés :

- Une dotation spécifique aux TCSP avec une contribution Régionale de 11M€ sur un investissement de la Métropole de 121 M€, au titre de la réalisation de la Ligne 4 de tramway, du prolongement de la Ligne 1 vers la gare TGV et des études du TCSP Ligne 5.
- Une dotation spécifique « Déviation Est de Montpellier (DEM) » avec des engagements respectifs de la Région et de la Métropole de 15 M€ chacun, sur un investissement estimé à 45M€.

En outre, la Région s'engage à contribuer à un ensemble d'opérations exceptionnelles ou récurrentes à caractère structurant, dont la programmation concerne des champs d'interventions complémentaires tels que :

- Le développement durable, les Mobilités, les Transports, dont : le financement de l'échangeur des Levades à Pérols, et de celui de Via Domitia sur le LIEN à Vendargues, de la station cycles de la Gare St-Roch, de voies vertes jusqu'à la Mer, du Schéma directeur des Energies, de l'Agence Locale de l'Energie (ALE) et du PAPI 2 ;
- Le Développement économique, l'Emploi et la formation professionnelle, dont le financement de l'aménagement de l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier en Hôtel d'entreprises French Tech, du BIC et de la MLJAM ;
- Dynamiques territoriales, Attractivités du territoire et Solidarités dont : le financement de programmes de logements locatifs sociaux, d'espaces publics de centre-ville, centre-villages et de quartiers, d'équipements sportifs (parc multiglisser G Bruyères à Baillargues, piscine Héraclès à St-Brès), ainsi que des structures et des événements sportifs et culturels,

L'ensemble des opérations exceptionnelles ou récurrentes à caractère exceptionnel représentent une contribution de la Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées de 33 921 485 € tandis que la part de la Métropole s'élève à 67 642 712 €.

Au regard de ces propositions, il est proposé d'autoriser également la signature de la convention d'application du Contrat Triennal entre la Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées et Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les objectifs ci-dessus énoncés pour le Contrat d'application du Plan État-Région (CPER) 2015-2020 et pour le Contrat Triennal avec la Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées sur la période 2016-2018,
- approuver la programmation prévisionnelle proposée pour le Contrat d'application du CPER, notamment la contribution de Montpellier Méditerranée Métropole aux volets thématiques et le volet territorial métropolitain,
- approuver la programmation prévisionnelle proposée pour le Contrat Triennal à passer avec la Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'application du Contrat de Plan Etat-Région pour la période 2015-2020 comprenant un ensemble de volets thématiques et le volet territorial métropolitain,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le contrat triennal à passer avec la Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées, pour la période 2016-2018.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1126002-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

HORS COMMISSION – JUMELAGE AVEC PALERME (ITALIE) - ACCORD DE COOPÉRATION INTERNATIONALE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. A cet effet, elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine (Shanghai, Chengdu, Beijing), aux Etats-Unis (Austin, Orlando et le New Jersey), en Russie (Obninsk) et au Canada (Québec et Sherbrooke)... Elle est, en outre, active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...). Elle a aussi souhaité intensifier son action économique par un positionnement renforcé dans la zone régionale euro-méditerranéenne et notamment en Italie.

La Ville de Palerme, Capitale de la Sicile, possède de fortes similitudes avec Montpellier et la Métropole, en termes de richesses patrimoniales et culturelles, d'infrastructures économiques. Elle s'inscrit aussi dans la logique des relations engagées avec les autres partenaires méditerranéens.

A la suite de la visite à Palerme, et dans le cadre de la venue du Maire de Palerme à Montpellier, début juillet, il est proposé de formaliser les relations entre les deux Villes et la Métropole, dans le cadre d'un accord de coopération internationale tripartite. Outre les relations économiques qui pourront en découler au travers notamment du rapprochement des deux incubateurs et de la signature d'un accord de partenariat économique, cet accord cadre portera sur les échanges culturels, touristiques, universitaires, médicaux,... envisageables entre les entités.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'accord de coopération entre la Métropole et la Ville de Palerme,
- approuver le projet d'accord de partenariat économique,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'accord de coopération ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1128339-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

**HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ ANONYME
D'ECONOMIE MIXTE LOCALE SOMIMON - REPRÉSENTANTS DE MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - DÉSIGNATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La SOMIMON exploite le Marché d'Intérêt National de Montpellier. La Société Anonyme d'Economie Mixte Locale assure ainsi la mise en marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone de chalandise en plein essor démographique.

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire principal de la SOMIMON au capital de 240 000 euros composé de 15 000 actions. Elle détient 42% du capital, soit 6 300 actions et occupe 4 postes sur 10 au Conseil d'Administration de la société, dont le poste de Présidence.

Par délibérations n°12 218 en date du 22 avril 2014 et n°13 225 en date du 22 juillet 2015, le Conseil de Métropole a procédé à la désignation de ses 4 représentants dont 1 au sein de l'Assemblée Générale, conformément à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux statuts de la SAEML SOMIMON.

Il convient aujourd'hui de désigner un nouveau représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'administration de la SAEML en remplacement de M. Christophe COUR.

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il propose également de désigner Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en tant que représentante de la Métropole au sein de l'Assemblée Générale de la société et pour présenter la candidature de la Métropole au poste de la présidence.

En vertu de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Métropole décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au scrutin secret mais à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de représentante de la Métropole au sein du Conseil d'Administration de la société et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- confirmer Madame Isabelle TOUZARD, Messieurs Yvon PELLET et Renaud CALVAT en tant que représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'Administration de la société et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- désigner Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de représentante de la Métropole au sein de l'Assemblée Générale de la société, de la doter de tous pouvoirs à cet effet, et de l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- désigner Madame Jackie GALABRUN-BOULBES de la Métropole pour présenter la candidature Montpellier Méditerranée Métropole au poste de Présidente de la société et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. C. COUR.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 07/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1128642-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 07/07/2016

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

HORS COMMISSION – RAPPORTS ANNUELS DES DÉLÉGATAIRES DE SERVICE PUBLIC DE L'EXERCICE 2015 - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service (article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales).

Ces rapports sont assortis d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Dès la communication de ce rapport, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte, c'est l'objet de la présente délibération.

Il est donc proposé à l'Assemblée de prendre acte des rapports annuels des délégations de services publics suivants :

- Eau potable ;
- Assainissement ;
- Unité de méthanisation AMETYST ;
- Transports urbains ;
- Marche d'Intérêt National ;
- Patinoire Végapolis ;
- Corum Zénith ;
- Aquarium Mare Nostrum ;
- Service extérieur des pompes funèbres et du crematorium ;
- parcs de stationnement "Foch-Préfecture /Marché aux fleurs" et "Arc de Triomphe" ;
- parc de stationnement "Peyrou Pitot" ;
- parcs de stationnement "Antigone" et "Comédie" ;
- parc de stationnement "Europa" ;
- parc de stationnement "Gambetta" ;
- parc de stationnement "Nouveau Saint Roch" ;
- parc de stationnement "Laissac" ;
- parc de stationnement "Arceaux" ;
- Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- acter la réception des rapports provisoires des délégataires de service public pour l'exercice 2015 dans les délais conformes à la réglementation en vigueur ;
- confier l'analyse de ces rapports à la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- autoriser la Commission de Contrôle des Comptes à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13963

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1127798-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

HORS COMMISSION – RAPPORT D'ACTIVITÉS DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux créée par délibération n°4943 du 23 décembre 2002 en application de la loi n°2002-276 du 27 février 2002 examine les rapports annuels des délégataires et les rapports sur le prix et la qualité des services publics de la collecte et du traitement des déchets ménagers, de l'assainissement, de l'eau potable et de l'eau brute. Elle émet aussi un avis sur tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de la gestion déléguée.

Pour son activité couvrant l'année 2015, elle était présidée par la représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, désignée par arrêté, Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée au à l'administration générale, contentieux, affaires juridiques et protocole.

Elle est composée par ailleurs comme suit :

De 5 conseillers métropolitains membres titulaires :

- Laurent JAOUL,
- Gilbert PASTOR,
- Titina DASYLVA,
- Maud BODKIN,
- Catherine DARDE.

De 5 Conseillers métropolitains membres suppléants :

- Fabien ABERT,
- Valérie BARTHAS-ORSAL,
- Michèle DRAY-FITOUSSI,
- Arnaud MOYNIER,
- Patricia MIRALLES.

Et de manière paritaire un représentant des associations d'usagers suivantes :

- FNAUT (Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports),
- CLCV (Consommation Logement Cadre de Vie),
- VELOCITE LANGUEDOC,
- PAILLADE MOSSON COULEE VERTE,
- LRNE (Languedoc Roussillon Nature Environnement).

Pour l'année 2015, les services publics et équipements métropolitains qui ont fait l'objet d'un examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux sont les suivants :

- Service public de collecte et traitement des déchets ménagers,
- Service public des transports en commun urbains,
- Service public de l'eau potable et de l'eau brute,
- Service public de l'Assainissement,
- Corum, Palais des Congrès et Zenith,
- Marché d'Intérêt National,
- Unité de méthanisation Ametyst,
- Aquarium Mare Nostrum,
- Patinoire Végapolis.

La Commission Consultative des Services Publics s'est réunie le 21 avril 2015, le 08 juillet 2015 puis le 12 février 2016.

Lors de la séance du 21 avril 2015, la Commission s'est prononcée sur le projet de création de la Régie Publique de l'Eau.

Au cours de ces deux dernières séances, la Commission a examiné :

- les rapports annuels des délégataires de service public des services et équipements métropolitains ci-dessus énoncés ;
- et les rapports sur le prix et la qualité des services publics de la collecte et du traitement des déchets ménagers, de l'assainissement, de l'eau potable et de l'eau brute.

Le 12 février 2016, la CCSPL s'est également prononcée sur les projets de délégation de service public de la patinoire Végapolis, de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole pour l'exercice 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1128434-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

HORS COMMISSION – RENOUELEMENT DE LA CONCESSION DU DOMAINE PUBLIC MARITIME DE LA PLAGE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - AUTORISATION DE LANCER LA PROCÉDURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le domaine public maritime est constitué des zones que peuvent atteindre les plus hautes mers en l'absence de perturbations exceptionnelles. Ces limites sont déterminées par les services de l'Etat en fonction des observations faites sur les lieux.

Pour répondre aux besoins du public qui portent essentiellement sur la pratique balnéaire, l'Etat peut conclure des concessions de plage pour organiser l'aménagement, l'exploitation et l'entretien de la plage (article L.2124-4 du Code général de la propriété des personnes publiques). La plage peut ainsi accueillir des plagistes, titulaires de sous-traités d'exploitation dont l'emprise ne doit pas dépasser 20 % de la surface des plages naturelles.

La commune de Villeneuve-lès-Maguelone s'est vu confier la concession par l'Etat, par arrêté préfectoral n° DDTP34 – 2013 – 01 – 02857, de la gestion du domaine maritime de sa plage naturelle, concession qui échoit le 31 décembre 2017 et qu'il convient donc de renouveler.

Il résulte de l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, issu de la loi n°2015-991 du 7 Aout 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, que la Métropole est l'autorité concessionnaire de l'Etat en lieu et place des communes pour les plages dans les conditions prévues à l'article L. 2124-4 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Le Conservatoire du Littoral est pour sa part affectataire du domaine public maritime sur 5 400 mètres à partir de la limite de la commune de Frontignan à l'Ouest afin de mieux en assurer la préservation, au droit des propriétés qu'il a acquises.

La partie du littoral objet de la concession d'Etat a fait l'objet en février 2016 d'un nouveau relevé suite aux modifications du trait de côte après les dernières intempéries. Le domaine public maritime qui fera l'objet de la future concession de plage présente un linéaire de 3 170 mètres pour une surface de 109 400 m².

Il convient aujourd'hui de lancer la procédure de renouvellement de la concession pour une durée de 12 ans maximum, qui comporte les étapes suivantes :

- Constitution du dossier de renouvellement de concession de plage, en partenariat avec la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, comprenant :
 - une délimitation des espaces réservés à l'implantation d'activités sportives et ludiques à destination de la commune ou d'associations (Zones d'Activités Municipales),
 - une délimitation des espaces réservés à des activités de bains de mer (sous concessions) qui seront soumises à une procédure de délégation de service public,
 - le projet de cahier des charges de ces DSP.
- Le dossier est soumis pour avis à la Préfecture maritime, à la Commission départementale nature et paysage (CNDPS), à la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL),
- Après approbation par les services concernés, le projet est soumis en enquête publique,
- Une fois l'arrêté préfectoral de concession signé, la Métropole lancera une consultation pour attribuer les sous concessions commerciales d'activités de bains de mer assorties accessoirement d'activités de restauration, la durée de ces sous concessions ne pourra excéder 7 ans.
- La concession et ses sous concessions seront ensuite approuvées par délibération du Conseil de Métropole.

Délibération n° 13965

Conformément aux souhaits de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, la future concession reprendra les emplacements des activités actuelles limitées à 6 mois maximum (montage et démontage compris) sans emprise fixe :

- Activités de bain de mer et restauration (plage du Pilou),
- Activités nautiques non motorisées (Pilou),
- Activités de bain de mer et restauration (plage du Prévost),
- Activités nautiques motorisées (Prévost).

Trois zones d'activités municipales, ZAM :

- Une activité Kitesurf (Prévost),
- Un centre de loisirs de la police nationale (Maguelone),
- Un centre de loisirs municipal + une école de voile + accueil PMR (Maguelone).

Le dossier de renouvellement a été constitué avec la commune sur ces bases. Il doit être déposé à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault dans les meilleurs délais.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de la procédure de renouvellement de la concession avec l'Etat du domaine public maritime de la plage sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- approuver le dossier constitué à cet effet sur les bases décrites ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127415-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

**HORS COMMISSION – CONTOURNEMENT OUEST DE MONTPELLIER -
ACQUISITION FONCIÈRE SUR LA COMMUNE DE SAINT JEAN DE VÉDAS -
CONVENTION DE FINANCEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Contournement Ouest de Montpellier (COM) constitue un maillon essentiel du réseau « armature » tel que défini dans le Plan de Déplacement Urbain (PDU) 2010-2020 de Montpellier Méditerranée Métropole. Il s'y inscrit en tant qu'élément d'un contournement routier complet intégré à un système multimodal de déplacement articulant modes actifs, transports collectifs routiers et ferroviaires.

Le COM est en premier lieu destiné à assurer la continuité de l'itinéraire autoroutier national depuis l'A750 jusqu'à son raccordement à l'autoroute A9. En second lieu, il doit permettre aux trafics nationaux, régionaux et métropolitains d'être canalisés hors du réseau de voiries locales aujourd'hui engorgées et de faciliter les liaisons entre les communes de la Métropole et la desserte des quartiers de Montpellier. Il est à noter que ce report de trafic se fera au bénéfice des transports collectifs et des modes de déplacement actifs.

Compte tenu de l'évolution de son environnement, des projets d'aménagement urbains en cours de réalisation ou projetés, du déplacement de l'autoroute A9 dont la mise en service est prévue en 2017, la réalisation du COM devient donc autant urgente qu'indispensable.

Les études de faisabilité ayant été reprises en 2014, la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Languedoc Roussillon Midi Pyrénées (DREAL LRMP) se fixe aujourd'hui comme objectif de tenir une Enquête Publique en 2018. De plus, les premiers financements de cette opération sont inscrits dans le Contrat de Plan Etat Région (CPER) 2015-2020 à hauteur d'un montant de 25 M€.

Dans ce contexte, en 2015, les propriétaires de la parcelle AB 50 située sur la commune de Saint Jean de Védas impactée par le projet souhaitant vendre leur bien depuis plusieurs années et qui n'ont pu trouver acquéreur en raison du projet du COM, ont mis la DREAL LRMP en demeure de l'acquérir.

Aussi, compte tenu que cette acquisition constitue une avance sur son financement global, un accord de co-financement entre l'Etat et les collectivités territoriales sous la forme d'une convention de financement est requis.

Les coûts d'acquisition du bien (conforme à l'avis de France Domaines), des frais notariés et des frais de démolition additionnels ont été estimés à 800 000 €.

Selon le plan de financement de l'opération arrêté dans le cadre du CPER 2015-2020 (44 % Etat et 56 % Collectivités territoriales à parts égales), Montpellier Méditerranée Métropole est appelée à contribuer au financement de cette opération aux côtés de l'Etat, de la Région Languedoc-Roussillon Midi Pyrénées et du Conseil Départemental de l'Hérault pour un montant de 149 333 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la présente convention de financement portant sur l'acquisition foncière de la parcelle AB 50 sur la commune de Saint Jean de Védas ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2016 de Montpellier méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de financement ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127391-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

HORS COMMISSION – ARTICLE L 5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS PERMANENTES- MODIFICATIONS - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1°Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;

2°De l'approbation du compte administratif ;

3°Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;

4°Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

5°De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6°De la délégation de la gestion d'un service public ;

7°Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Compte tenu des compétences de la Métropole, il convient de préciser les délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président prévues aux articles 1.2, 1.8, 1.14 et 6.4.

Montpellier Méditerranée Métropole, en tant qu'autorité concédante de la distribution publique de l'électricité et du gaz, représente 24 de ses communes au sein du Syndicat Mixte Hérault Energies qui exerce, à titre principal, la compétence d'autorité organisatrice des missions de services publics afférentes au développement et à l'exploitation du réseau de distribution d'électricité sur le territoire de 332 communes du département de l'Hérault dont les 24 communes susvisées, plus deux communes supplémentaires intégrées à ce syndicat via l'adhésion du Syndicat Mixte d'électrification de la Région Nord Est de Montpellier (SIERNEM).

En application de ses statuts et de la réglementation en vigueur relative aux marchés et contrats publics, ce syndicat réalise pour le compte de ses membres et à leur demande, des études préalables permettant de définir les travaux à réaliser sur les réseaux d'électricité et le cas échéant d'éclairage public et de télécommunications en cas de travaux coordonnés, et de fixer de manière précise leur montant dans la perspective du lancement des procédures de mise en concurrence ainsi que pour la sollicitation des subventions afférentes.

Afin de faciliter la gestion des opérations de renforcement ou d'enfouissement des réseaux d'électricité et le cas échéant d'éclairage public et de télécommunications, en cas de travaux coordonnés, le plus souvent concomitantes à la réalisation d'opérations de voirie, il est proposé de déléguer au président de Montpellier Méditerranée Métropole la conclusion et la signature de ces conventions d'études préalables avec le Syndicat Mixte Hérault Energies ainsi que la validation de leur montant, dans la limite d'un montant maximum de 5000 € HT et de créer un article 4.13 tel que rédigé ci-après ;

L'ensemble des autres délégations permanentes demeure inchangé.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

1. Patrimoine et domanialité :

- 1.1 arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 1.2 autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, **par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme** ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 1.3 décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;
- 1.4 décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- 1.5 autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention
- 1.6 autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- 1.7 autoriser l'acquisition d'œuvres d'art à titre onéreux qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- 1.8 approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) autoriser celles établies au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, lorsque les crédits sont inscrits au budget et **la signature des conventions de dépôt d'œuvres qui ne sont grevées ni de conditions ni de charges ;**
- 1.9 accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- 1.10 fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Métropole, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Métropole qui n'ont pas un caractère fiscal ;
- 1.11 agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- 1.12 autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- 1.13 autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions.
- 1.14 autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ou de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- 1.15 déterminer à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances, sur le territoire des communes où il n'a pas été établi un règlement de voirie, conformément à l'article R.141-15 du Code de la Voirie Routière et dans l'attente de l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain.

2. Urbanisme

2.1 autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme;

2.2 autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;

2.3 autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole.

2.4 autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

2.5 prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme.

3. Finances

3.1 procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

3.2 créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

3.3 autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de Montpellier Méditerranée Métropole, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;

3.4 autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation.

4. Commande publique

- 4.1 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- 4.2 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des articles 17, 18, 19 et 20 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- 4.3 prendre toute décision concernant la résiliation des marchés publics et accords cadres conclus par Montpellier Méditerranée Métropole.
- 4.4 prendre toute décision autorisant dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, la signature des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix unitaires, dans la limite de 5% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix forfaitaire et dans la limite résultant de ces taux et des modalités de calcul définies à l'article 15.3 pour les marchés à prix mixte ;
- 4.5 approuver et conclure toutes les modifications aux marchés et accords cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, en application de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, 4ème paragraphe.
- 4.6 approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- 4.7 prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur ;
- 4.8 préparer, passer, exécuter et régler tous les marchés publics relevant de l'urgence impérieuse, quel que soient leurs montants, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- 4.9 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels qui peuvent être passés dans le cadre des marchés à procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice ;
- 4.10 fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence pour la conclusion des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.11 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés subséquents aux accords-cadres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

4.12 prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs.

4.13 prendre toute décision concernant les conventions d'études à intervenir avec le Syndicat Mixte Hérault Energies et la validation de leur montant, préalables à la réalisation de travaux sur les réseaux d'électricité et le cas échéant, en cas de travaux coordonnés, d'éclairage public et de télécommunications, des communes représentées par la Métropole au sein de cet établissement public intercommunal dans la limite de 5000 € HT par étude.

5. Personnel – élus

5.1 adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail ;

5.2 adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;

5.3 autoriser la signature des contrats de protection sociale complémentaire liés aux transferts d'agents communaux vers Montpellier Méditerranée Métropole

6. Contentieux

6.1 intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

6.2 régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

6.3 indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable.

6.4 autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, **dont le montant est supérieur à 5 000 €.**

7. Divers

7.1 autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

7.3 autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l'élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des délégations permanentes accordées par le Conseil au Président telle que définie ci-dessus,
- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés,
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la signature de ces décisions et des actes subséquents à ces décisions,
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1126999-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

**HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLE –
MODIFICATION DE LA COMPOSITION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite de la réception de nouvelles demandes d'élus métropolitains et d'élus désignés par les maires, il convient d'acter la participation de nouveaux membres et le retrait d'autres membres au sein des différentes commissions, par la présente délibération.

Les tableaux figurant en annexe sont ainsi mis à jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle composition des commissions ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127800-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

Composition des Commissions

Conseil de Métropole

Commission Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Isabelle GUIRAUD

Présidents Suppléants

Eliane LLORET

Didier MERLIN

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	DELAUNAY	Stéphanie	Castelnau-le-Lez
MICHEL	Béatrice	Juvignac	GABORIT	France	Clapiers
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	CHARTIER	Jean-Pierre	Cournonsec
DRAY-FITOUSSI	Michèle	Montpellier	MALLET-POUJOL	Nathalie	Jacou
GUIRAUD	Isabelle	Saint Jean de Védas	ANDREU	Francis	Lattes
LLORET	Eliane	Sussargues	LUZY	Hélène	Le Crès
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	RATHUILLE MARTINEZ	Isabelle	Montaud
			ZAGHAR	Khalid	Prades-le-Lez
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			MERLIN	Didier	Saint Jean de Védas
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Agro-écologie et alimentation

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Isabelle TOUZARD

Présidents Suppléants

Yvon PELLET

Eliane LLORET

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MICHEL	Béatrice	Juvignac	COURTES	Jean-Marie	Baillargues
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
RAYMOND	Joël	Montaud	VAN PEETERSSEN	Anne	Castelnau-le-Lez
COUR	Christophe	Montpellier	ESCURET	Serge	Castries
DANAN	Perla	Montpellier	VINDOLET	Thierry	Clapiers
FRECHE	Julie	Montpellier	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
JAMET	France	Montpellier	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier	NURIT	Gilles	Cournonsec
TOUZARD	Isabelle	Murviel-lès-Montpellier	VERLHAC	Véronique	Cournonsec
PELLET	Yvon	Saint Geniès des Mourgues	VIDAL	Maurice	Cournonsec
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	DIVET	Jean-Pierre	Grabels
LLORET	Eliane	Sussargues	LACHENAL	Renaud	Grabels
			MARINES	Jean François	Grabels
			BAUDOUIN	Christine	Jacou
			DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
			PLANCKE	Nicole	Lattes
			PERVENT	Paloma	Lavérune
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			CHAMPAY	Stéphane	Le Crès
			SANICOS	Claire	Le Crès
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			MAYOUX	Laurent	Murviel-lès-Montpellier
			CINÇON	Sylvie	Pignan
			LE PRUNENNEC	Fabien	Pignan
			GUZZAGALOPPA	Ludovic	Prades-le-Lez
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			LE ROLLE	Jean-Marie	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			LOPEZ	Marie-Françoise	Saint Jean de Védas
			BERNON	Jean	Saussan
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			FERRARA-MARTOS	Virginie	Villeneuve-lès-Maguelone
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Cohésion sociale, politique de la Ville, lutte contre les discriminations,
insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage**

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Catherine DARDE

Présidents Suppléants

Noël SEGURA

Annie YAGUE

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	SUAY	Régine	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	LEVY	Nathalie	Castelnau-le-Lez
BUONO	Rosy	Lattes	MAINADIER	Solange	Castries
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	BARON	Monique	Clapiers
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	BREDA	Isabelle	Cournonsec
LEVY-RAMEAU	Chantal	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	CONSTANS	Ghislaine	Cournonsec
YAGUE	Annie	Montpellier	PALA	Christine	Fabrègues
MALEK	Jérémie	Montpellier	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
HART	Clare	Montpellier	COUDRAY-COUDER	Mariette	Grabels
SANTARELLI	Marie-Hélène	Montpellier	DIRHOUSI	Zohra	Grabels
RICO	Jean-Pierre	Pérols	EHRLICH	Célia	Grabels
SEGURA	Noël	Villeneuve-lès-Maguelone	BAUDOUIN	Christine	Jacou
			CASTELL	Alain	Juvignac
			JIMENEZ	Danièle	Lattes
			PACE	Hélène	Lattes
			LAGET	Jean-Jacques	Lavérune
			ROUBEAU	Sébastien	Le Crès
			DI GRAZIA	Chantal	Le Crès
			ARNAUD	Audrey	Le Crès
			CALADOU	Geneviève	Montaud
			GROS	Emilie	Montaud
			GIMENEZ	Anne	Murviel-lès-Montpellier
			GUAZZAGALOPPA	Ludovic	Prades-le-Lez
			ORRICO	Patricia	Prades le Lez
			ZIRAUI	Samira	Prades-le-Lez
			LECERF	Dominique	Restinclières
			BAECKEROOT	Marie-Hélène	Saint-Drézéry
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			VALETTE	Martine	Saint Georges d'Orques
			SERRANO WATTEEL	Roselyne	Sussargues
			NAVARRO	Marie	Vendargues
			MARES	Danièle	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Culture

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Bernard TRAVIER

Président Suppléant

Eliane LLORET

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	GUY	Philippe	Castelnau-le-Lez
BARRAL	Guy	Montpellier	GREPINET	Daniel	Castelnau-le-Lez
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	LEMAISTRE	Vanessa	Castries
JAMET	France	Montpellier	MIAS	Brigitte	Clapiers
DI RUGGIERO	Jean-Marc	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
MARSALA	Isabelle	Montpellier	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
HART	Clare	Montpellier	PAUL	Richard	Cournonsec
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
DANAN	Perla	Montpellier	ALBERT	Marie	Cournonterral
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	FRANCES	Trinité	Cournonterral
LARUE	Alex	Montpellier	PRIVAT	Serge	Cournonterral
TRAVIER	Bernard	Montpellier	SPIGLER	Patricia	Cournonterral
FRECHE	Julie	Montpellier	CRAYSSAC	Dominique	Fabrègues
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	CHAMUSSY	Nancy	Grabels
LLORET	Eliane	Sussargues	MARINES	Jean-François	Grabels
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	CARITEY	Jean-Michel	Jacou
			MERLET	Hélène	Juvignac
			ROESCH	Laurent	Juvignac
			BATIVELLI	Jacques	Lattes
			FRAISSE	Dély	Lavérune
			GAILLET	Murielle	Le Crès
			ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
			ARNAUD	Audrey	Le Crès
			DE MONTLAUR	Georges	Montaud
			GUILLERMET	Cathy	Montaud
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			DE SAINT JOUAN	Cédric	Montpellier
			LIZA	Nicole	Montpellier
			PIERRE	Denis	Murviel-lès-Montpellier
			TAIONI-KLOSTER	Béatrice	Murviel-lès-Montpellier
			ROCHETTE	Lydie	Montferrier-sur-Lez
			ARRANZ	Bernadette	Pérols
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			ARCOS	Isabel	Restinclières
			MELLINAS	Patricia	Saint-Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint-Brès
			AUBRY	Anne	Saint-Drézéry
			QUESNOY	Mylène	Saint-Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint Geniès des Mourgues
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			GRENIER	Bernard	Saussan
			PAGES	Catherine	Sussargues
			GARCIA	Michèle	Vendargues
			SALLES	Régine	Vendargues
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone
			KEUSCH	Vanessa	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Développement et aménagement durable du territoire et de l'espace public, habitat

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Stéphanie JANNIN

Présidents Suppléants

Catherine DARDE

Cyril MEUNIER

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	RIBEIRO	David	Baillargues
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	CHRETIEN	Gilles	Clapiers
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	LABARIAS	Bernard	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
MEUNIER	Cyril	Lattes	NURIT	Gilles	Cournonsec
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	ALBERT	Marie	Cournonterral
COUR	Christophe	Montpellier	GINE	Martine	Cournonterral
DEMON	Véronique	Montpellier	MARTY	Robert	Cournonterral
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	CELIE	Christophe	Grabels
MALEK	Jérémie	Montpellier	DIVET	Jean Pierre	Grabels
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	FLACHER	Bruno	Grabels
CASSAR	Michelle	Pignan	LEMAIRE	Yannick	Grabels
BALAZUN	Geniès	Restinclières	MOULIN	Gaby	Jacou
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	BRAEMER	Luc	Juvignac
VERA	Joël	Saussan	CAPEL	Christian	Lattes
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			LAGET	Jean-Jacques	Lavérune
			LENOIR	Philippe	Lavérune
			PERVENT	Paloma	Lavérune
			WEBER	Jean-Paul	Lavérune
			CARBONELL	Gérard	Le Crès
			LUZY	Hélène	Le Crès
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			GUILLERMET	Cathy	Montaud
			MAVEL	Catherine	Montaud
			JAMME	Alain	Montferrier-sur-Lez
			BRETON	Alain	Montferrier-sur-Lez
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			VALLETTE-VIALLARD	Alain	Murviel-lès-Montpellier
			CONESA	André	Pérols
			DELTOUR	Benoît	Pérols
			GALINIER	Denis	Pignan
			ZUMBIHL	Robert	Prades-le-Lez
			LECERF	Dominique	Restinclières
			LE ROLLE	Jean-Marie	Saint-Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint-Brès
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			VALENTIN	Guy	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			BASTIDE	Laurent	Saint Geniès des Mourgues
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			CLAMOUSE	Alain	Saint Jean de Védas
			JOUD	Patricia	Sussargues
			TERRAL	Didier	Sussargues
			LAURET	Guy	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Développement économique, enseignement supérieur et recherche,
innovation, international, artisanat**

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Chantal MARION

Présidents Suppléants

Caroline NAVARRE

Thierry BREYSSE

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	PERRIER	Thierry	Baillargues
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	VAN PEETERSSEN	Anne	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	BRISARD	Bernadette	Clapiers
PASTOR	Gilbert	Castries	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	VERLHAC	Véronique	Cournonsec
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	VIDAL	Maurice	Cournonsec
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
RAYMOND	Joël	Montaud	COUDRAY-COUDER	Mariette	Grabels
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	BOUROUBA	Nachida	Jacou
MARION	Chantal	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	CASTELL	Alain	Juvignac
BRISAUD	Anne	Montpellier	DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
COTTE	Robert	Montpellier	MARGUERITTE	Martine	Lattes
NAVARRE	Caroline	Montpellier	LAGE	Jean-Jacques	Lavérune
DANAN	Perla	Montpellier	ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
JAMET	France	Montpellier	ROUVE	Pierre-Yves	Le Crès
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	CAUSIN	Laurent	Le Crès
LARUE	Alex	Montpellier	CHAMPAY	Stéphane	Le Crès
HART	Clare	Montpellier	PINTARD	Céline	Le Crès
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	JEAN	Bernard	Le Crès
COUR	Christophe	Montpellier	GROS	Emilie	Montaud
DEMON	Véronique	Montpellier	MARTIN-PRIVAT	Dominique	Montpellier
PEREZ	Véronique	Montpellier	BOULET	Serge	Murviel-les-Montpellier
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	PIERRE	Denis	Murviel-lès-Montpellier
ROUSSEL-	Brigitte	Montpellier	MATTERA	Patrick	Pignan
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			POBLADOR	Jean-Luc	Prades-le-Lez
			DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
			DABONNEVILLE	Thibault	Saint-Brès
			LECOESTER	Séverine	Saint-Brès
			PAGES	Céline	Saint-Brès
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint-Geniès-des-Mourgues
			COEURVILLE	André	Saint Georges d'Orques
			CROS	Magali	Saint Georges d'Orques
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghislain	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			PETIT	Floriane	Saint Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			GARCIA	Michèle	Vendargues
			JULIAN	Anne	Vendargues
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Energie et transition énergétique

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Michèle CASSAR

Présidente Suppléante

Titina DASYLVA

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
MICHEL	Béatrice	Juvignac	ESCURET	Serge	Castries
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	NOEL	Thierry	Clapiers
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	TEISSIER	Michel	Cournonterral
BRISSAUD	Anne	Montpellier	JUEN	Claude	Fabrègues
DASYLVA	Titina	Montpellier	CELIE	Christophe	Grabels
JAMET	France	Montpellier	RUF	Thierry	Jacou
CASSAR	Michelle	Pignan	LACOMBE	Guy	Lattes
QUILES	Thierry	Pignan	PETIT	François	Lavérune
RICO	Jean-Pierre	Pérols	MILOSZYK	Francis	Le Crès
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	PHILIPON	Pierre	Montaud
			DE MONTLAUR	Georges	Montaud
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			CINÇON	Sylvie	Pignan
			DELAUZE	Daniel	Pignan
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loic	Saint Drézéry
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslaine	Saint Georges d'Orques
			CLAMOUSE	Alain	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			JOUD	Patricia	Sussargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			KEUSCH	Vanessa	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Finances

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Max LEVITA

Président(e-s) Suppléant(e-s)

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	SOULIER	Alain	Baillargues
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	GABORIT	France	Clapiers
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
PASTOR	Gilbert	Castries	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	GUIZARD	Christian	Cournonterral
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrègues	AUFRANC	Thierry	Grabels
CALVAT	Renaud	Jacou	NAZET MARSON	Magali	Jacou
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	GREPINET	Alain	Juvignac
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	MARTIN	Eliane	Lattes
FRAYSSE	Michel	Montferrier-sur-Lez	PEREZ	Michel	Lavérune
COUR	Christophe	Montpellier	JEAN	Bernard	Le Crès
LEVITA	Max	Montpellier	ROUVE	Pierre-Yves	Le Crès
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	ANGELVIN	Céline	Montaud
BRISAUD	Anne	Montpellier	CAPO	Bernard	Montferrier-sur-Lez
DASYLVA	Titina	Montpellier	ROUSSEAU	Laurence	Murviel-lès-Montpellier
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
JAMET	France	Montpellier	ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	POBLADOR	Jean-Luc	Prades-le-Lez
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	DURAND	Philippe	Saint-Brès
PELLET	Yvon	Saint-Geniès-des Mourgues	MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
GUIRAUD	Isabelle	Saint Jean de Védas	ARQUILIERE	Anne-Marie	Saint-Geniès-des Mourgues
			CARMONA	Robert	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			VIDAL	Fanny	Saussan
			SERIEYS	Luc	Sussargues
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Régine ILLAIRE

Présidente Suppléante

Patricia MIRALLES

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	PAPE	Luisa	Castelnau-le-Lez
PASTOR	Eric	Lattes	ALLOUCH	Jean-Philippe	Castelnau-le-Lez
JAMET	France	Montpellier	DALAINÉ	François	Castries
MALEK	Jérémie	Montpellier	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
MIRALLES	Patricia	Montpellier	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
NAVARRÉ	Caroline	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
			MARTY	Robert	Cournonterral
			GINE	Martine	Cournonterral
			EHRlich	Célia	Grabels
			BONNET	Marie-France	Jacou
			LARGUIER	Jérôme	Juvignac
			ACQUAVIVA	Marcel	Lattes
			MAURY	Françoise	Lavérune
			AYACHE	Sophia	Montpellier
			WASSELIN	Michèle	Pignan
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			SIRVEN	Françoise	Saint-Drézéry
			TRINDADE	José	Saint Jean de Védas
			SERRANO WATTEEL	Roselyne	Sussargues
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Logement

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Noël SEGURA

Présidents Suppléants

Catherine DARDE

Jérémie MALEK

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
FOURCADE	Mylène	Fabrigues	BARON	Monique	Clapiers
DONADA	Carole	Lattes	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	CHALME	Sophie	Grabels
PASTOR	Eric	Lattes	DIRHOUSI	Zohra	Grabels
MALEK	Jérémie	Montpellier	BONNET	Marie-France	Jacou
COTTE	Robert	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	BRAEMER	Luc	Juvignac
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	GRAVIER	Eugène	Juvignac
VERA	Joël	Saoussan	LOPEZ	Alexandre	Juvignac
SEGURA	Noël	Villeneuve-lès-Maguelone	LENOIR	Philippe	Lavérune
			MAURY	Françoise	Lavérune
			WEBER	Jean-Paul	Lavérune
			DI GRAZIA	Chantal	Le Crès
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			GUILLERMET	Cathy	Montaud
			MAVEL	Catherine	Montaud
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			MOYA ANNE	Claudine	Murviel-lès-Montpellier
			THALAMAS	Fabienne	Pignan
			CONESA	André	Pérois
			MIRAULT	Xavier	Pérois
			MORETEAU	Colette	Pérois
			RODRIGUEZ	Brigitte	Pérois
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			ZAGHAR	Khalid	Prades-le-Lez
			ZIRAOU	Samira	Prades-le-Lez
			BOUISRI	Rosa	Saint-Brès
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			AUBRY	Anne	Saint-Drézéry
			MARTIN-LAVAL	Bruno	Saint Jean de Védas
			LE BLEVEC	Benjamin	Saint Jean de Védas
			AMIEL	Anne	Saint Georges d'Orques
			SERRANO-WATTEEL	Roselyne	Sussargues
			NAVARRO	Marie	Vendargues
			CREGUT	Annie	Villeneuve-lès-Maguelone
			DONATIEN-GARNICA	Florence	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Participation citoyenne, performance et
évaluation des politiques publiques

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Eliane LLORET

Président Suppléant

Max LEVITA

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	DELAUNAY	Stéphanie	Castelnau-le-Lez
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	AVENTURIER	Marjolaine	Clapiers
HART	Clare	Montpellier	EHRlich	Célia	Grabels
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	FLACHER	Bruno	Grabels
LEVITA	Max	Montpellier	GAILLAC	Emmanuel	Jacou
LLORET	Eliane	Sussargues	VIGNERON	Emmanuelle	Juvignac
			ANDREU	Francis	Lattes
			JEAN	Bernard	Le Crès
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			GARCIA	Michèle	Vendargues
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Président de Droit:

Philippe SAUREL

Présidente:

Jackie GALABRUN-BOULBES

Présidents Suppléants:

Pascal KRZYZANSKI

René REVOL

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	COURTES	Jean-Marie	Baillargues
REVOL	René	Grabels	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
MICHEL	Béatrice	Juvignac	DUTAU	Gilles	Clapiers
DONADA	Carole	Lattes	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	FAUCHARD	Alain	Fabrigues
MEUNIER	Cyril	Lattes	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
JAMET	France	Montpellier	PAGES	Jean-Louis	Grabels
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	RUF	Thierry	Jacou
CASSAR	Michelle	Pignan	LOPEZ	Alexandre	Juvignac
QUILES	Thierry	Pignan	PLANCKE	Nicole	Lattes
GALABRUN-BOULBES	Jackie	Saint Drézéry	LOPEZ	Lionel	Lattes
			PETIT	François	Lavérune
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			CARBONELL	Gérard	Le Crès
			COMBALBERT-VERNIS	Jean-Sylvain	Le Crès
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			RIGUIDEL	Gérard	Pérois
			BERTAUD	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			RASCALOU	Max	Vendargues
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Cyril MEUNIER

Présidents Suppléants

Henri DE VERBIZIER

Jackie GALABRUN-BOULBES

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
PASTOR	Gilbert	Castries	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
REVOL	René	Grabels	DUTAU	Gilles	Clapiers
MICHEL	Béatrice	Juvignac	MARAVAL	Françoise	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	PISCOT	Marc	Cournonsec
MEUNIER	Cyril	Lattes	ALBERT	Marie	Cournonterral
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	SOUVEYRAS	Christian	Fabrigues
COUR	Christophe	Montpellier	BAUDOUIN	Christine	Jacou
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	PLANCKE	Nicole	Lattes
QUILES	Thierry	Pignan	PERVENT	Paloma	Lavérune
GIANIEL	Isabelle	Pérols	CARBONELL	Gérard	Le Crès
GALABRUN-BOULBES	Jackie	Saint-Drézéry	DE MONTLAUR	Georges	Montaud
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	PHILIPON	Pierre	Montaud
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	JAMME	Alain	Montferrier-sur-Lez
			ALBERNHE	Luc	Montpellier
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			MIGNARD	Mathias	Murviel-lès-Montpellier
			GIL	Mickael	Pignan
			MALEK	Jean-Marc	Pérols
			BERTHELOT	Raphaël	Prades-le-Lez
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			SOUSSEN	Alain	Restinclières
			QUESNOY	Mylène	Saint-Drézéry
			VILLAR	Gisèle	Saint Geniès des Mourgues
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			GRENIER	Bernard	Saussan
			JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Proximité, relations usagers, complexe funéraire, chasse et pêche

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Laurent JAOUL

Président Suppléant

Lorraine ACQUIER

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ACQUIER	Lorraine	Montpellier	CHASSING	Philippe	Castelnau-le-Lez
JAOUL	Laurent	Saint-Brès	PAPE	Luisa	Castelnau-le-Lez
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	VLAISLOIR	Edith	Castelnau-le-Lez
LLORET	Eliane	Sussargues	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
			AVENTURIER	Marjolaine	Clapiers
			ANTONICELLI	Sarah	Cournonsec
			CONSTANS	Ghislaine	Cournonsec
			LIATIM	Aïcha	Cournonsec
			SAVIO	Laurent	Cournonsec
			SOUVEYRAS	Christian	Fabrigues
			BONNET	Marie-France	Jacou
			GRAVIER	Eugène	Juvignac
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			CASTILLO	Sandrine	Lavérune
			CALADOU	Geneviève	Montaud
			SALOMON	Samira	Montpellier
			BEAULIEU	Hélène	Prades-le-Lez
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			GIRAUDEAU	Olivier	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MERLIN	Didier	Saint Jean de Védas
			PUJOL	Roger	Vendargues
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Ressources Humaines

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Pierre BONNAL

Présidents Suppléants

Rosy BUONO

Guy BARRAL

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
BUONO	Rosy	Lattes	NOEL	Thierry	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	GUIZARD	Christian	Cournonterral
BARRAL	Guy	Montpellier	AUFRANC	Thierry	Grabels
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	MARINES	Jean-François	Grabels
MALEK	Jérémie	Montpellier	VIDAL	Jacqueline	Jacou
EL KANDOUSI	Abdi	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
			MERLET	Hélène	Juvignac
			ANDREU	Francis	Lattes
			LUZY	Hélène	Le Crès
			BARBE	Patrick	Montaud
			BOULAND	Corinne	Montaud
			BARRENECHEA	Yolande	Saint-Brès
			BAECKEROOT	Marie-Hélène	Saint-Drézéry
			ARQUILIERE	Anne-Marie	Saint Geniès des Mourgues
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			VALETTE	Martine	Saint Georges d'Orques
			PAINTRAND	Jean-François	Saint Jean de Védas
			SERIEYS	Luc	Sussargues
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			MARES	Danielle	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Service public de l'eau et de l'assainissement

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

René REVOL

Présidents Suppléants

Renaud CALVAT

Cyril MEUNIER

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	COURTES	Jean-Marie	Baillargues
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrègues	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
REVOL	René	Grabels	VINDOLET	Thierry	Clapiers
CALVAT	Renaud	Jacou	PISCOT	Marc	Cournonsec
MICHEL	Béatrice	Juvignac	VIDAL	Maurice	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	FLACHER	Bruno	Grabels
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
MEUNIER	Cyril	Lattes	RUF	Thierry	Jacou
RAYMOND	Joël	Montaud	LENOIR	Philippe	Lavérune
FRAYSSE	Michel	Montferrier-sur-Lez	PETIT	François	Lavérune
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
JAMET	France	Montpellier	PINTARD	Céline	Le Crès
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	COMBALBERT-VERNIS	Jean-Sylvain	Le Crès
GIANIEL	Isabelle	Pérois	PHILIPON	Pierre	Montaud
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	ALBERNHE	Luc	Montpellier
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	ASSIE	Rémi	Montpellier
			VALLETTE VIALLLARD	Alain	Murviel-lès-Montpellier
			LITTON	Michel	Pérois
			PELLET	Marc	Pérois
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			SOUSSEN	Alain	Restinclières
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			FONTVIEILLE	Henri	Saint Jean de Védas
			JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Sports et Traditions sportives

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Jean-Luc MEISSONNIER

Président Suppléant

Fabien ABERT

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	SUAY	Régine	Baillargues
ABERT	Fabien	Montpellier	VANGREVELYNGHE	Patricia	Baillargues
BARRAL	Guy	Montpellier	ALZAS	Thierry	Castelnau-le-Lez
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	SARRADIN	Muriel	Castelnau-le-Lez
JAMET	France	Montpellier	CROUZET	Chantal	Castries
BRISAUD	Anne	Montpellier	VINDOLET	Thierry	Clapiers
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	ANTONICELLI	Sarah	Cournonsec
MARTIN	Hervé	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
FRECHIE	Julie	Montpellier	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
CASSAR	Michelle	Pignan	LABARIAS	Bernard	Cournonsec
QUILES	Thierry	Pignan	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	CARNET	Olivier	Cournonterral
JAOUL	Laurent	Saint-Brès	FRANCES	Trinité	Cournonterral
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	TEISSIER	Michel	Cournonterral
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	CRAYSSAC	Dominique	Fabrigues
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	CARRERE	Véronique	Grabels
			CELIE	Christophe	Grabels
			GALANT	Christine	Grabels
			COMBETTES	Michel	Jacou
			CASTELL	Alain	Juignac
			THALY-BARDOL	Audrey	Juignac
			CANDELA	Frédéric	Lattes
			JOUE	Régis	Lattes
			BILLETTE	Patrick	Lavérune
			CARBONNEILL	Philippe	Lavérune
			CHAVANCE	Maxime	Le Crès
			HEULOT	Yann-Eric	Le Crès
			ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
			CAUSIN	Laurent	Le Crès
			PINTARD	Céline	Le Crès
			DE MONTLAUR	George	Montaud
			FABRI	Stéphane	Montaud
			RUIZ	Jacques	Montferrier-sur-Lez
			MOULIN	Laurent	Murviel-lès-Montpellier
			BOUDET	Olivier	Pérols
			LEIENDECKERS	Jean-Marc	Pérols
			LITTON	Michel	Pérols
			NIVASSE	Patricia	Pérols
			MERCADIER	Jean-Laurent	Prades-le-Lez
			ARCOS	Isabel	Restinclières
			LECOESTER	Séverine	Saint-Brès
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			MELLINAS	Patricia	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			CHOMEL	Chantal	Saint Georges d'Orques
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			RUST	Albert	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			FASSIO	Isabelle	Saint Jean de Vedas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Vedas
			TRINDADE	José	Saint Jean de Vedas
			VIGROUX	Christine	Saussan
			PAGES	Catherine	Sussargues
			BERETTI	Philippe	Vendargues
			RASCALOU	Maxime	Vendargues
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Transports et Mobilité

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Isabelle GIANIEL

Président Suppléant

Jean-Luc MEISSONNIER

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
FOURCADE	Mylène	Fabrigues	CARNET	Olivier	Cournonterral
JABADO	Claire	Grabels	FRANCES	Trinité	Cournonterral
CALVAT	Renaud	Jacou	PAGES	Jean-Louis	Grabels
PASTOR	Eric	Lattes	JOURDAN	Nicolas	Jacou
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	LOPEZ	Alexandre	Juvignac
BRISAUD	Anne	Montpellier	LACOMBE	Guy	Lattes
COUR	Christophe	Montpellier	LOPEZ	Lionel	Lattes
DOMERGUE	Jacques	Montpellier	MARTIN	Eliane	Lattes
EL KANDOUSSI	Abdi	Montpellier	PERVENT	Paloma	Lavérune
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	CARBONELL	Gérard	Le Crès
MALEK	Jérémie	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	PHILIPON	Pierre	Montaud
CASSAR	Michelle	Pignan	LAZUTTES	Marie-André	Montferrier-sur-Lez
QUILES	Thierry	Pignan	CHARDES	Mylène	Montpellier
GIANIEL	Isabelle	Pérols	HALUSKA	Vincent	Montpellier
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	BOULET	Serge	Murviel-lès-Montpellier
JAUL	Laurent	Saint-Brès	WASSELIN	Michèle	Pignan
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	CINÇON	Sylvie	Pignan
			LEIENDECKERS	Jean-Marc	Pérols
			TAVERNE	Jocelyne	Pérols
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			HARDEMAN	Jean	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			BERTAUD	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Biodiversité et Culture scientifique et technique

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Jean-François AUDRIN

Présidents Suppléants

Rosy BUONO

François DELAINE

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BUONO	Rosy	Lattes	DALAINÉ	François	Castries
BARTHAS-ORSAL	Valérie	Montpellier	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
JAMET	France	Montpellier	GONDRAN	Claire	Grabels
AUDRIN	Jean-François	Saint Georges d'Orques	GULLIANELLI	Anne-Marie	Pérols
			JAUMES	Sylvie	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			PAINTRAND	Jean-François	Saint Jean de Védas
			RASCALOU	Max	Vendargues
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Voirie, espace public

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Rabii YOUSSEUS

Président Suppléant

Jérémie MALEK

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
GRAND	Jean-Pierre	Castelnau-le-Lez	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	ESCURET	Serge	Castries
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	BASCOUL	Julien	Clapiers
MALEK	Jérémie	Montpellier	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
YOUSSEUS	Rabii	Montpellier	NURIT	Gilles	Cournonsec
COUR	Christophe	Montpellier	PISCOT	Marc	Cournonsec
BALAZUN	Génès	Restinclières	FRANCES	Trinité	Cournonterral
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	JUEN	Claude	Fabrigues
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
			PAGES	Jean-Louis	Grabels
			JOURDAN	Nicolas	Jacou
			BRAEMER	Luc	Juvignac
			CAPEL	Christian	Lattes
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			MARTIN	Eliane	Lattes
			PERVENT	Paloma	Lavérune
			PAU	Brigitte	Le Crès
			LOUCHE	Christian	Montaud
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			JAMME	Alain	Montferrier-sur-Lez
			ALBERNHE	Luc	Montpellier
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			VIALLLARD VALLETTE	Alain	Murviel-lès-Montpellier
			GALINIER	Denis	Pignan
			MALEK	Jean-Marc	Pérols
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			HARDEMAN	Jean	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			FONTVIEILLE	Henri	Saint Jean de Védas
			SCIALOM	Daniel	Saint Jean de Védas
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

**ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET
AFFAIRES JURIDIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – BILAN DES ACQUISITIONS ET DES CESSIONS POUR L'ANNÉE 2015 - APPROBATION

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Métropole doit se prononcer sur le bilan des acquisitions et cessions foncières et immobilières effectuées au cours de l'année 2015.

Ces acquisitions et cessions ont été réalisées dans le cadre des compétences suivantes :

1 – Au titre de la compétence Inondation :

Acquisition sur la commune de Lattes de 12 209 m² pour un montant 2 344,98 euros ;

2 – Au titre de la compétence Administration Générale :

Acquisition sur la commune de Montpellier d'un local de 785 m² pour un montant 1 752 000 euros ;

3 – Au titre de la compétence Développement Economique :

Acquisition de 322 755 m² pour un montant de 7 716 821,73 euros :

Acquisition :

sur la commune de Grabels de 3 510 m² pour un montant 1 974,84 euros ;
sur la commune de Juvignac de 10 079 m² pour un montant de 70 775,82 euros ;
sur la commune de Lattes de 6 177 m² pour un montant de 20 8916,78 euros ;
sur la commune de Montpellier de 287 795 m² pour un montant de 7 152 510,29 euros ;
sur la commune de Saint Jean de Védas de 11 572 m² pour un montant de 231 360,00 euros ;
sur la commune de Vendargues de 2 478 m² pour un montant de 37 000,00 euros ;
sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone de 982 m² pour un montant de 14 284,00 euros.

Cession de 38 709 m² pour un montant de 1 614 695 euros :

- Cessions sur la Commune de Montpellier de 38 709 m² pour un montant de 1 614 695,00 euros,

4 – Au titre de la compétence Transport :

Cession de 1 228 m² pour un montant de 51 815,66 euros :

- Cessions sur la Commune de Montpellier de 953 m² pour un montant de 26 016,90 euros,
- Cessions sur la Commune de Castelnau-le-lez de 275 m² pour un montant de 25 798,76 euros.

5 – Au titre de la compétence Aménagement, mandats SERM :

Cession de 83 488 m² pour un montant de 12 897 338 euros :

- Cessions sur la Commune de Montpellier de 76 878 m² pour un montant de 12 461 638 euros,
- Cession sur la Commune de Saint Jean de Védas de 4 810 m² pour un montant de 336 700 euros
- Cessions sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone de 1 800 m² pour un montant de 99 000 euros.

6 – Au titre de la compétence Aménagement, mandats SAAM :

Acquisition de 237 339 m² pour un montant de 18 817 363,38 euros :

- acquisition sur la Commune de Lavérune de 1 016 m² pour un montant de 28 000 euros,
- acquisition sur la Commune de Lattes de 146 839 m² pour un montant de 1 849 040,38 euros,
- acquisition sur la Commune de Pérols de 84 041 m² pour un montant de 16 684 212 euros
- acquisition sur la Commune de Saint Jean de Védas de 5 443 m² pour un montant de 256 111 euros.

Compétences	Acquisitions		Cessions	
	Surface	Montant	Surface	Montant
Inondation	12 209m ²	2 344,98€		
Administration Générale	785m ²	1 752 000,00€		
Développement Economique	322 755m ²	7 716 821,73€	38 709m ²	1 614 695,00€
Transport			1 228m ²	51 815,66€
Aménagement - Mandat SERM			83 488m ²	12 897 338,00€
Aménagement - Mandat SAAM	237 339m ²	18 817 363,38 €		
Total	573 088m ²	28 288 530,09 €	123 425m ²	14 563 848,66€

Le total des opérations pour l'année 2015 représente :

- Pour les acquisitions 573 088 m² pour un montant de 28 288 530.09 euros.
 - Pour les cessions 123 425 m² pour un montant de 14 563 848.66 euros.
- Ce bilan est annexé au compte administratif 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan des acquisitions de la politique foncière pour l'année 2015,
- approuver le bilan des cessions de la politique foncière pour l'année 2015,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127435-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
MARCHÉ N°4600MG16 DE FOURNITURE DE MOBILIER ADMINISTRATIF –
AUTORISATION DE LANCER UN APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHÉS**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Afin de faire face à l'évolution de ses effectifs et de pourvoir au renouvellement de son mobilier devenu vétuste, Montpellier Méditerranée Métropole doit lancer une consultation suivant la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 25-I, 66 et 67 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pour la fourniture de différents mobiliers pour des fonctions de type administratif. Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en application des articles 78 et 80 du Décret précité.

Montpellier Méditerranée Métropole dispose actuellement d'un marché n°3030MG12 de fourniture de mobilier administratif composé de 3 lots qui arrivera à échéance le 14 avril 2017.

Il est proposé de lancer une nouvelle procédure pour le marché n°4600MG16 sur le même fondement : la consultation comprendra 3 lots, attribués par marchés séparés pour une durée de un an à compter du 15 avril 2017, ou de la notification si celle-ci est ultérieure, reconductible 3 fois.

Les lots se définiront de la manière suivante :

- Lot n°1 : Bureaux, tables et caissons, estimé à 45 000 € H.T./ an.
- Lot n°2 : Armoires et rayonnages, estimé à 15 000 € H.T. /an.
- Lot n°3 : Fauteuils et Sièges, estimé à 55 000 € H.T./ an.

Les estimations de montants annuels ne sont pas contractuelles. Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans montant minimum ni maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'une procédure d'appel d'offres ouvert pour la dévolution du marché n°4600MG16, d'acquisition de mobilier administratif,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la passation, à souscrire les accords-cadres à intervenir avec le(s) candidat(s) retenu(s) par la Commission d'Appel d'Offres à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et à signer les marchés ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution, notamment leur éventuelle résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1127876-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

AGRO-ÉCOLOGIE ET ALIMENTATION – GOUVERNANCE ET MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'HÉRAULT - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Agro-écologie et alimentation, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole se construit progressivement autour de sept piliers stratégiques pour l'avenir, vecteurs de développement économique, territorial et humain. Parmi eux, le pilier « Agro-écologie et Alimentation » vise à répondre à cinq finalités :

- offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre,
- soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire,
- préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles,
- limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter face au changement climatique,
- favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

La surface agricole utile des exploitations agricoles de la Métropole couvre aujourd'hui 10 000 ha, soit 22% de la surface totale du territoire administratif de Montpellier Méditerranée Métropole. 640, dont la moitié sont viticoles, modèlent le paysage aux portes des espaces urbanisés. Entre 2000 et 2010, près de 40% des exploitations et 20% des surfaces agricoles ont disparu. L'emploi a chuté de moitié, passant de 1500 salariés permanents en 2000, à 850 en 2010.

Malgré la consommation d'espace des dernières décennies et la diminution du nombre d'exploitants, l'agriculture périurbaine reste dynamique et génère une économie réelle. Elle a la particularité d'être très diversifiée dans ses productions (viticulture, maraîchage, arboriculture, élevage, etc.), dans ses modes de commercialisation (notamment les circuits courts) et plus généralement dans ses fonctions (environnementale, paysagère ou d'accueil touristique).

Les défis auxquels fait face l'agriculture de la Métropole sont nombreux et majeurs :

- Comment assurer une relève qualifiée d'entrepreneurs et de salariés quand plus des 2/3 de ses exploitants agricoles professionnels ont plus de 55 ans et que 75% d'entre eux n'ont pas de successeur identifié ?
- Comment maintenir le potentiel de production alors qu'à l'échelle de la métropole, près de la moitié des terres agricoles se trouvent dans l'incertitude quant à leur devenir à moyen terme ?
- Comment nourrir convenablement une population urbaine, dont 20% est aujourd'hui en situation de précarité sociale et bien souvent alimentaire ?
- Comment associer les acteurs du monde agricole à la préservation, la valorisation et la promotion du patrimoine paysager et environnemental, qui contribue au bien vivre des habitants et à l'attractivité du territoire ?
- Comment produire durablement tout en s'adaptant au changement climatique ?

La 21ème Conférence Internationale des Parties sur le Climat (COP21), accueillie en France l'hiver dernier, a tenté d'attirer l'attention des dirigeants de la planète sur l'urgence climatique. Ici, il est plus que jamais temps de prendre en compte dans les politiques publiques le fait que le climat méditerranéen s'étendra d'ici 2100 à la moitié Sud de la France. La Métropole est convaincue que l'agroécologie est une réponse solide et durable à l'enjeu d'adaptation à la nouvelle donne climatique. Avec une communauté scientifique de pointe dans ce domaine, Montpellier doit devenir un territoire exemplaire, résilient, précurseur en la matière. Ainsi, l'agroécologie est bien sûr partie prenante au Plan Climat Air Energie Territorial de la Métropole. Conformément à la loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt, adoptée en septembre 2014 par le Gouvernement, qui reconnaît officiellement l'agroécologie, la Métropole prend appui sur cette démarche pour favoriser une transition dans les pratiques agricoles et alimentaires.

La Métropole met en avant l'agroécologie comme levier majeur du maintien de la richesse et de la diversité de l'alimentation méditerranéenne dans un monde de plus en plus global. Enfin, le modèle économique de l'agroécologie peut être une clé pour l'avenir : des exploitations à taille humaine, plus denses en emplois et valeur ajoutée à l'hectare, plus facilement cessibles à un repreneur non familial quand vient l'heure de la retraite.

En lien avec son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) et le projet « Montpellier Métropole Territoires », alors que la révision du SCoT est engagée et compte-tenu des évolutions réglementaires récentes (lois Grenelle, loi de Modernisation de l'agriculture et de la pêche et plus récemment loi ALUR et loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt), la préservation des espaces naturels et agricoles est posée comme enjeu incontournable des documents de planification. Il apparaît ainsi indispensable d'intégrer ces espaces comme composante vitale du projet de territoire et pour ce faire favoriser et accompagner une filière agricole et alimentaire durable.

La Chambre d'Agriculture de l'Hérault est à la fois établissement consulaire et organisme de services en direction des entreprises, des filières et des territoires. Elle constitue auprès de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics qui leur sont rattachés l'organe consultatif, représentatif et professionnel des intérêts agricoles.

Dans le cadre de ses missions consulaires, la Chambre d'Agriculture de l'Hérault est notamment, conformément au Code de l'urbanisme, associée à l'élaboration du SCoT de Montpellier Méditerranée Métropole en tant que personne publique associée (PPA). A ce titre, elle participe aux réunions de travail et formule des avis sur les projets.

La Chambre d'Agriculture accompagne également par secteur et par filière les agriculteurs du département. Elle est également sollicitée par les pouvoirs publics dès que l'agriculture est concernée par une décision ou un projet. De par la diversité de sa composition et sa représentativité professionnelle, elle est un lieu de concertation entre les différents organismes agricoles ; elle joue un rôle de médiation et de proposition.

La Chambre d'agriculture, en tant qu'établissement de proximité, regroupe des compétences pluridisciplinaires techniques (toutes filières de productions) et transversales (gestion de l'espace, économie, projets alimentaires, agro-écologie : conduites alternatives des cultures, gestion de l'eau, biodiversité, agroforesterie, etc.). Elle propose ses services aux agriculteurs, aux structures économiques et aux collectivités locales et leurs groupements. Elle intervient dans les domaines de l'accompagnement technique, économique, environnemental des projets individuels et collectifs, en adéquation avec les enjeux des territoires.

Pour répondre aux défis présents et futurs de l'agriculture sur le territoire, la Chambre d'Agriculture anime le Projet Agricole Départemental Horizon 2020. Projet participatif, prospectif et stratégique le PADH a permis de définir un scénario partagé et voulu pour l'agriculture héraultaise à l'horizon 2020, et un programme d'actions pour l'atteindre. Paraphée le 26 janvier 2015 par 15 signataires, sa Charte stratégique entend donner un sens commun à l'action des acteurs agricoles héraultais. Terreau d'innovation, elle prend corps à travers le déploiement de 8 actions concrètes, nouvelles ou émergentes répondant à 3 défis majeurs :

- Créations d'entreprises agricoles ;
- Qualité et proximité de l'alimentation ;
- Agricultures et territoires durables.

Depuis des années, la Chambre d'Agriculture s'engage avec les entités locales pour répondre aux préoccupations communes en matière de développement agricole et rural. Le PADH, qui a vocation à être mis en œuvre à différentes échelles territoriales, selon la portée et les acteurs concernés par ses actions, trouve dans les intercommunalités un ancrage privilégié.

Enfin, le Protocole d'Accord pour une Métropole durable, approuvé par le Conseil du 26 mai 2016, co-signé par la Métropole, la Chambre d'Agriculture de l'Hérault, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier et les Grandes et Moyennes Surfaces du territoire, propose trois axes prioritaires de travail conjoint :

- Promouvoir les circuits de proximité en privilégiant la commercialisation auprès des citoyens de denrées produites localement ;
- Renforcer la lutte contre le gaspillage alimentaire en accroissant les relations avec les associations qui au quotidien sur le terrain assurent la collecte et la distribution des invendus ;
- Réduire les déchets, améliorer la valorisation des déchets en favorisant le tri sélectif et diminuer les emballages.

Ces axes sont des enjeux majeurs notamment en termes économiques, de préservation et de gestion des ressources et de lutte contre le changement climatique.

Dans ce contexte, il est proposé d'inscrire durablement le partenariat engagé dans la feuille de route de la politique publique, et à cet effet, de signer une convention cadre pour trois ans (2016-2018) intégrant les orientations stratégiques actualisées et notamment :

Pour accompagner la création et le maintien de l'activité agricole durable

(Axe 1) :

- L'accompagnement des paysans de plus de 55 ans actuellement sans repreneur ;
- La mobilisation de foncier public et privé pour le développement de l'activité agricole ;
- La lutte contre les risques de pollution diffuse par le développement d'aires de lavage
- La mobilisation de l'eau brute pour l'agriculture, condition sine qua non de l'avenir agricole du territoire, ainsi que la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques

Pour favoriser l'approvisionnement durable du bassin de consommation métropolitain :

(Axe 2)

- L'identification des points de vente de produits locaux et leur valorisation auprès du grand public ;
- L'élaboration et la mise en œuvre de schémas de connexion entre l'offre et la demande dans le cadre du développement d'un approvisionnement local de la restauration collective métropolitaine ;
- La consolidation des ateliers de transformation agroalimentaires ;

Pour mobiliser les citoyens vers la transition agroécologique et le renouvellement du système alimentaire territorial (Axe 3)

- L'implication dans la construction de la plateforme collaborative des initiatives agroécologiques et alimentaires,
- L'implication dans l'organisation du festival du même nom, programmé à l'automne 2016 ;

Pour soutenir l'innovation et les entreprises innovantes sur toute la chaîne de valeur (Axe 4)

- L'installation d'activités agricole innovantes (productions et conduites innovantes) sur des terrains publics ;
- Contribution à un schéma de gestion circulaire des déchets verts agricoles et urbains ;

Pour promouvoir la diversité des produits emblématiques du territoire et développer l'agro-tourisme (Axe 5)

- La mise en cohérence des différentes fêtes de terroir et la contribution au développement de l'activité agricole via la mise en valeur de l'offre lors de ces événements festifs ;
- L'élaboration de la stratégie agro-touristique, et notamment l'actualisation de l'état des lieux de l'offre territoriale actuelle ;

Pour construire une démarche cohérente d'intégration de l'agriculture dans les projets d'aménagement (Axe 6)

- Suivi des procédures de révision des documents d'urbanisme en tant que personne publique associée ;
- Participation au travail engagé sur le développement de systèmes agricoles périurbains, basé sur les outils de maîtrise du foncier.
- S'assurer de la bonne articulation entre politique agroécologique et alimentaire, politique d'aménagement durable du territoire et politique de l'eau.

Il est proposé que la Métropole verse à la Chambre d'Agriculture de l'Hérault un concours financier de 25 000 € pour l'exercice 2016.

Le détail des actions envisagées sur la période 2016-2018 figure dans la convention de partenariat annexée à cette délibération, dans laquelle sont en particulier précisées les actions proposées pour l'année 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat cadre 2016-2018,
- approuver le versement pour l'exercice 2016 d'une subvention d'un montant de 25 000 € à la Chambre d'Agriculture de l'Hérault,

Délibération n° 13897

- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 25/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 25/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1127285-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 25/07/2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

AGRO-ÉCOLOGIE ET ALIMENTATION – GOUVERNANCE ET MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE RÉSEAU INPACT (INITIATIVES POUR UNE AGRICULTURE CITOYENNE ET TERRITORIALE) - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Agro-écologie et alimentation, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole se construit progressivement autour de sept piliers stratégiques pour l'avenir, vecteurs de développement économique, territorial et humain. Parmi eux, le pilier « Agro-écologie et Alimentation » vise à répondre à cinq finalités :

- offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre ;
- soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire ;
- préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles ;
- limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter face au changement climatique ;
- favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

La surface agricole utile des exploitations agricoles de la Métropole couvre aujourd'hui 10 000 ha, soit 22% de la surface totale du territoire administratif de Montpellier Méditerranée Métropole. 640 exploitations, dont la moitié sont viticoles, modèlent le paysage aux portes des espaces urbanisés. Entre 2000 et 2010, près de 40% des exploitations et 20% des surfaces agricoles ont disparu. L'emploi a chuté de moitié, passant de 1500 salariés permanents en 2000, à 850 en 2010, alors que 2/3 des porteurs de projets s'installent hors cadre familial.

Malgré la consommation d'espace des dernières décennies et la diminution du nombre d'exploitants, l'agriculture périurbaine reste dynamique et génère une économie réelle. Elle a la particularité d'être très diversifiée dans ses productions (viticulture, maraîchage, arboriculture, élevage, etc.), dans ses modes de commercialisation (notamment les circuits courts) et plus généralement dans ses fonctions (environnementale, paysagère ou d'accueil touristique).

Les défis auxquels fait face l'agriculture de la Métropole sont nombreux et majeurs :

- Comment assurer une relève qualifiée d'entrepreneurs et de salariés quand plus des 2/3 de ses exploitants agricoles professionnels ont plus de 55 ans et que 75% d'entre eux n'ont pas de successeur identifié ?
- Comment maintenir le potentiel de production alors qu'à l'échelle de la Métropole, près de la moitié des terres agricoles se trouvent dans l'incertitude quant à leur devenir à moyen terme ?
- Comment nourrir convenablement une population urbaine, dont 20% est aujourd'hui en situation de précarité sociale et bien souvent alimentaire ?
- Comment associer les acteurs du monde agricole à la préservation, la valorisation et la promotion du patrimoine paysager et environnemental, qui contribue au bien vivre des habitants et à l'attractivité de notre territoire ?
- Comment produire durablement tout en s'adaptant au changement climatique ?

La 21ème Conférence Internationale des Parties sur le Climat (COP21) accueillie en France l'hiver dernier a tenté d'attirer l'attention des dirigeants de la planète sur l'urgence climatique. Ici, il est plus que jamais temps de prendre en compte dans les politiques publiques le fait que le climat méditerranéen s'étendra d'ici 2100 à la moitié Sud de la France. La Métropole est convaincue que l'agroécologie est une réponse solide et durable à l'enjeu d'adaptation à la nouvelle donne climatique. Avec une communauté scientifique de pointe dans ce domaine, Montpellier doit devenir un territoire exemplaire, résilient, précurseur en la matière. Ainsi l'agroécologie est bien sûr partie prenante au Plan Climat Air Energie Territorial de la Métropole. Conformément à la loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt, adoptée en septembre 2014 par le Gouvernement, qui reconnaît officiellement l'agroécologie, la Métropole prend appui sur cette démarche pour favoriser une transition dans les pratiques agricoles et alimentaires.

La Métropole met en avant l'agroécologie comme levier majeur du maintien de la richesse et de la diversité de l'alimentation méditerranéenne dans un monde de plus en plus global. Enfin, le modèle économique de l'agroécologie peut être une clé pour l'avenir : des exploitations à taille humaine, plus denses en emplois et valeur ajoutée à l'hectare, plus facilement cessibles à un repreneur non familial quand vient l'heure de la retraite.

En lien avec son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) et le projet « Montpellier Métropole Territoires », alors que la révision du SCoT est engagée et compte-tenu des évolutions réglementaires récentes (lois Grenelle, loi de Modernisation de l'agriculture et de la pêche et plus récemment loi ALUR et loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt), la préservation des espaces naturels et agricoles est posée comme enjeu incontournable des documents de planification. Il apparaît ainsi indispensable d'intégrer ces espaces comme composante vitale du projet de territoire et pour ce faire favoriser et accompagner une filière agricole et alimentaire durable.

Le pôle InPACT (Initiatives Pour une Agriculture Citoyenne et Territoriale) est né en 2001 au niveau national avec le regroupement d'associations engagées dans le développement durable des territoires ruraux. Depuis, différents pôles régionaux se sont constitués en France. En Languedoc-Roussillon, le collectif InPACT LR a commencé à se réunir en 2012, à l'initiative de la FR CIVAM LR et de l'ADEAR LR. En 2015, après trois années de travail d'interconnaissance et de structuration, ses membres ont décidé de créer une fédération. Parallèlement, dans le cadre de la fusion des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, les structures LR se sont rapprochées de leurs homologues de Midi-Pyrénées, où il n'existe pas de regroupement InPACT. La fédération InPACT LR-MP a été créée en mars 2016 ; elle regroupe 12 membres : Accueil Paysan LR, ADEAR-LR, ARDEAR MP, Boutiques Paysannes LR, FRCIVAM LR-MP, Marchés Paysans LR, Nature & Progrès 11, Solidarité Paysans LR, Terracoopa (Espaces-Test LR), Terre de Liens LR, Terre de Liens MP et Terres Vivantes. Une description détaillée des membres d'INPACT figure dans la convention de partenariat.

Le réseau associatif rassemble des bénévoles et des salarié-e-s autour de valeurs partagées pour développer une agroécologie paysanne ancrée dans les territoires, créatrice de lien social et fondée sur l'autonomie des acteurs. Leur approche de l'agriculture est ouverte aux préoccupations de la société : alimentation, environnement, éducation, solidarité, précarité... La mise en commun de leurs compétences et de leurs outils permet de créer de nouveaux projets et d'accompagner les initiatives des paysans, citoyens et collectivités pour l'émergence, le maintien, l'épanouissement et la défense d'une agriculture citoyenne et territoriale.

Des stratégies collaboratives

InPACT et la Métropole sont convaincues de la nécessité de soutenir la diversité des formes agricoles et l'émergence de nouveaux modèles favorisant la diversité et valorisant le potentiel de l'agriculture paysanne et biologique en périurbain, en termes de liens sociaux, de qualité de l'alimentation, de créations d'emplois et de vitalisation des territoires. Les deux signataires ont entamé des démarches stratégiques et opérationnelles collaboratives depuis plusieurs années et souhaitent aujourd'hui contractualiser sur des volets d'actions conjointes identifiées.

Dans le cadre de l'élaboration de la stratégie agricole et alimentaire de la Métropole et de son déploiement opérationnel, le territoire agricole métropolitain se fait creuset de projets économiques, au sein d'un espace collaboratif d'expérimentation. Dans cet esprit, elle entend, via une gouvernance territoriale concertée et force de propositions, favoriser les synergies et les projets concertés entre acteurs publics du territoire, entreprises, acteurs de la recherche, et centres de formation et d'enseignement supérieur. La fédération InPACT LR-MP est un des membres actifs de cette gouvernance territoriale.

En tant que fédération regroupant des acteurs du développement de l'agriculture paysanne et agissant pour la promotion des liens entre agriculteurs, citoyens et territoires, InPACT LR-MP a structuré une stratégie opérationnelle pour développer ensemble les potentialités de ces nouveaux modèles au service des habitants du territoire. Cette stratégie vise à promouvoir l'agroécologie et l'approvisionnement de proximité et de qualité sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, en se fondant sur les compétences de ses membres et sur la plus-value de la dynamique de projets communs. Les volets d'actions qui suivent traduisent cette stratégie en l'articulant avec

les objectifs opérationnels construits par la Métropole pour la mise en œuvre de sa politique agroécologique et alimentaire.

Sur la base des problématiques et des enjeux identifiés, InPACT et Montpellier Méditerranée Métropole ont identifié ensemble des leviers d'action et s'entendent à mettre en commun leurs expertises et analyses concernant :

- L'animation d'un groupe de travail sur l'installation progressive en agriculture ;
- L'élaboration d'un guide cartographié collaboratif des circuits alimentaires de proximité ;
- l'élaboration et à la mise en œuvre de schémas de connexion entre l'offre et la demande dans le cadre du développement d'un approvisionnement local de la restauration collective métropolitaine ;
- La mise en cohérence des différentes fêtes de terroir et la contribution au développement de l'activité agricole via la mise en valeur de l'offre lors de ces événements festifs ;
- L'élaboration de la stratégie agro-touristique ;
- La construction d'une plateforme collaborative citoyenne pour l'agroécologie et l'alimentation responsable et durable et l'organisation du festival des initiatives, programmé à l'automne 2016 ;
- La sensibilisation des référents PLUi autour de l'intégration des enjeux agricoles et alimentaires et du rôle des collectivités dans l'accès au foncier agricole en faveur d'une agriculture durable ;
- L'accompagnement des paysans de plus de 55 ans actuellement sans repreneur ;
- La mobilisation de foncier public et privé pour le développement de l'activité agricole.

Il est proposé que la Métropole verse à la fédération InPACT un concours financier de 15 000 € pour 2016.

Le détail des actions envisagées figure dans la convention de partenariat annexée à cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat 2016,
- approuver le versement pour l'année 2016 d'une subvention d'un montant de 15 000 € au réseau InPACT,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127238-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

AGRO-ÉCOLOGIE ET ALIMENTATION – ADHÉSION À L'ASSOCIATION TERRES EN VILLE - DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS - APPROBATION

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Agro-écologie et alimentation, rapporte :

"Terres en Villes" est une association loi de 1901 qui regroupe des binômes composés de représentants de collectivités territoriales, leurs groupements et de Chambres d'Agriculture. Créée en 2000, elle rassemble à ce jour près de 30 intercommunalités. Son objectif est de favoriser les échanges entre les territoires urbains et périurbains, français et étrangers, engagés dans des politiques agricoles et forestières.

Parmi les actions qu'elle met en œuvre, on peut citer l'information et la formation des membres notamment par la création d'une banque d'expériences, l'organisation de séminaires annuels, de journées techniques, de groupes de travail thématiques nationaux, la création de cahiers de bonnes pratiques, de guides méthodologiques et toute autre activité concourant à renforcer les compétences des adhérents dans l'exercice de leurs missions.

Terres en Villes a également pour objectif de contribuer au débat français et européen sur la ville et son agriculture. Pour cela, elle travaille autour de 5 grands chantiers :

- la co-construction des politiques agricoles périurbaines,
- la protection et la gestion concertée des espaces agricoles mais aussi forestiers et naturels,
- les circuits de proximité et la gouvernance alimentaire des agglomérations,
- la prise en compte de l'agriculture et des espaces ouverts périurbains par les politiques européennes,
- la forêt périurbaine.

L'adhésion à cette association permettrait à Montpellier Méditerranée Métropole d'accéder aux formations et aux outils développés au niveau national. Elle permettrait également à aux élus et aux services d'échanger avec leurs homologues sur les aspects techniques, économiques et juridiques liés à la préservation et la protection des espaces agricoles, à la promotion des circuits courts de proximité...

Ces échanges d'expériences permettront de conforter les actions mises en place depuis le démarrage de la politique agroécologique et alimentaire de la Métropole. Ils contribueront également à promouvoir, au niveau national, les actions engagées par la Métropole.

Conformément à la proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale de l'association a approuvé à l'unanimité le 6 juillet 2012, le montant des cotisations d'adhésion pour les intercommunalités ayant une population comprise entre 200 000 et 500 000 habitants s'élève à 3600 € annuels.

Il est proposé d'adhérer conjointement avec la Chambre d'Agriculture de l'Hérault à l'association Terres en Villes en tant que membres, en invitant le collectif InPACT (Initiatives Pour une Agriculture Citoyenne et Territoriale) aux travaux de l'association.

Par ailleurs, il est proposé de désigner deux représentants, un titulaire et un suppléant, pour siéger au sein du collège « collectivités territoriales avec voix délibérative » conformément aux statuts de l'association. A ce titre, il est proposé de ne pas procéder à la désignation des représentants par vote à bulletin secret mais à main levée, ce en application aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2121-21 et L.5211-1.

Il est par ailleurs proposé de désigner deux représentants (un titulaire et un suppléant)

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

- Madame Isabelle TOUZARD, au poste de représentant titulaire ;
- et de Brigitte ROUSSEL-GALIANA, au poste de représentant suppléant.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'adhésion à l'association Terres en Ville et le versement de la cotisation, d'un montant de 1 800 € pour le deuxième semestre 2016,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 929,
- décider à l'unanimité de ne pas procéder aux désignations de représentants à bulletin secret, mais à main levée,
- procéder à la désignation de Mesdames Isabelle TOUZARD et Brigitte ROUSSEL-GALIANA en tant que représentantes respectivement titulaire et suppléante, et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1127273-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

AGRO-ÉCOLOGIE ET ALIMENTATION – ÉLABORATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE AGROÉCOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE - CONTRAT DE COLLABORATION ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (INRA)

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Agro-écologie et alimentation, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole se construit progressivement autour de sept piliers stratégiques pour l'avenir, vecteurs de développement territorial, dont l'un d'eux est intitulé «Agro-écologie et Alimentation». Aujourd'hui en effet, la Métropole veut agir sur le renouvellement de l'agriculture en s'appuyant sur sa fonction nourricière et sa transition vers l'agroécologie.

Parmi les défis à relever, celui de la participation des acteurs agricoles à cette orientation nouvelle apparaît essentiel. Le Conseil a ainsi approuvé le 29 juin 2015 (délibération 13088) l'engagement d'une thèse CIFRE dont le projet de recherche vise à « concevoir et mettre en œuvre une organisation formalisée de gouvernance alimentaire territoriale permettant d'inclure et valoriser une diversité de pratiquants agricoles». Les avancées envisagées concernent essentiellement la méthodologie de conception de nouveaux espaces de gouvernance, ouverts et multi-acteurs, autour des questions agro-écologiques et alimentaires à une échelle de territoire agri-urbain, comme une Métropole en France.

Il est rappelé qu'une Convention Industrielle de Formation par la recherche (thèse CIFRE) a pour objet de cofinancer la formation d'un doctorant qui servira de support à la préparation d'une thèse. Cette thèse a été acceptée par l'Association Nationale de la Recherche Technologie (ANRT), organisme responsable de la gestion des fonds dédiés par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, sous le n°2015 - 0420 en date du 16 juillet 2016. Le doctorant, est embauché pour trois ans en contrat à durée déterminée de droit privé financé par la Métropole et, pour près de moitié, par une subvention d'Etat versée par l'ANRT.

Afin de finaliser le dossier de thèse, il est proposé d'approuver le contrat de collaboration de recherche entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), organisme de tutelle du doctorant. Les modalités de suivi et de réalisation de la thèse, les dispositions concernant la confidentialité, la propriété des résultats, les droits de cession, l'utilisation et l'exploitation de ces résultats ainsi que leur communication sont précisées dans le contrat.

Il est notamment proposé que l'INRA assure au doctorant l'ensemble des conditions favorables pour conduire sa recherche-action pendant les trois années de thèse. L'INRA mettra ainsi à sa disposition les logiciels d'analyse textuelle et spatiale pertinents ainsi les bases de données et bibliographiques scientifiques en lien avec son sujet. L'INRA assurera la prise en charge des frais de traduction, de publication et de reprographie ainsi que celle des déplacements nécessaires à la recherche. Dans cette perspective, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole couvre financièrement les frais afférents à cette prise en charge, à hauteur de 7 111€ par an, soit 21 333 € pendant trois ans (montant entendu net de taxes).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du contrat de collaboration de recherche avec l'INRA (2016-2018), ainsi que le versement à l'INRA d'une subvention annuelle d'un montant de 7 111 €,
- dire que les crédits nécessaires pour l'exercice 2016 sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13913

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1127242-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

**BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET
TECHNIQUE**



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – "LA MÉTROPOLE DANS LES ÉTOILES" - CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-F. AUDRIN, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Biodiversité et la Culture Scientifique et Technique, rapporte :

Le planétarium Galilée et Montpellier Méditerranée Métropole sont les promoteurs d'une manifestation d'astronomie populaire appelée « La Métropole dans les étoiles » qui est organisée dans les communes situées sur le territoire métropolitain. Cette manifestation a été ainsi organisée en 2015 dans les communes de Sussargues, Montaud et Villeneuve-lès-Maguelone.

Elle reçoit de la part du public un accueil très favorable ; elle constitue l'occasion de voir le ciel nocturne qui est souvent de meilleure qualité qu'en zone urbanisée, de bénéficier de la médiation faite par les animateurs du planétarium et par des amateurs des associations d'astronomie qui animent des postes d'observation. Toutes les activités gratuites permettent de toucher un large public.

L'organisation de cette manifestation est le résultat de partenariats entre la Métropole et les communes participantes. Ces dernières mettent à disposition l'infrastructure ainsi que les moyens techniques nécessaires, la Métropole se chargeant, au travers du Planétarium, de la médiation. Pour donner une forme conventionnelle à ce partenariat, une convention de partenariat doit être conclue avec chacune des communes accueillantes. Elle détaille les prestations qui sont à la charge de chacun des partenaires et qui participent de la bonne organisation de cette manifestation.

Pour l'année 2016, le choix s'est porté comme suit :

- Grabels le 8 juillet,
- Beaulieu le 9 septembre,
- Fabrègues le 7 octobre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention-type de partenariat avec les communes concernées,
- dire que les dépenses sont inscrites au budget de la Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1126748-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,
LUTTE CO NTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU
VOYAGE**



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

COHESION SOCIALE – STRATÉGIE MÉTROPOLITAINE POUR UTILISER LA COMMANDE PUBLIQUE COMME LEVIER D'INSERTION PROFESSIONNELLE - ADHÉSION AU RÉSEAU « CLAUSE SOCIALE POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION » D'ALLIANCE VILLE EMPLOI - CONVENTION DE COOPÉRATION MAÎTRE D'OUVRAGE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de mettre l'insertion au cœur de sa stratégie de Développement Economique.

A ce titre, la Métropole s'engage d'une part à créer les conditions favorables à la croissance des entreprises de son territoire. L'une de ses principales finalités est la création de nouveaux emplois sur le territoire, de préférence au bénéfice de la population active locale, avec une attention particulière en faveur de ceux qui rencontrent des difficultés spécifiques d'accès à l'emploi.

D'autre part, la Métropole, elle-même acteur du développement économique, souhaite faire de l'activité qu'elle génère par les marchés qu'elle lance, un tremplin vers l'emploi pour ceux qui en sont le plus éloigné. Elle a ainsi décidé d'utiliser sa commande publique comme levier d'insertion professionnelle pour s'insérer dans une dynamique d'achat socialement responsable.

Pour cela, elle développe l'utilisation de clauses sociales dans ses marchés et ceux de ses « satellites ». Les clauses sociales permettent de réserver des heures de travail à des publics en difficulté d'insertion et, conformément à l'ordonnance et au décret relatifs aux marchés publics, peuvent, sous conditions, prendre plusieurs formes :

- l'intégration d'une clause d'insertion sociale et professionnelle, en tant que condition d'exécution du marché ;
- la mise en place de marchés réservés aux structures en lien avec le handicap (entreprises adaptées, Etablissements et Services d'Aide par le travail et structures équivalentes), ainsi qu'aux structures de l'insertion par l'activité économique ;
- la mise en place de marchés de service de qualification et d'insertion professionnelle ;
- ou encore l'intégration d'une clause sociale en tant que critère de sélection des entreprises candidates sur leur performance en matière d'insertion professionnelle.

En 2014, plus de 33 000 heures d'insertion ont ainsi été mobilisées pour des publics en insertion professionnelle sur des marchés de la Métropole et de ses organismes satellites : dans la construction d'équipements publics, dans le traitement de l'eau, le tri, la collecte de déchets, des prestations de traiteurs, etc.

En 2015, ce sont plus de 84 000 heures d'insertion qui ont été réalisées.

Aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre et intensifier ses interventions en s'engageant autour de deux axes complémentaires :

1. Renforcer l'utilisation des clauses sociales dans les marchés publics ;
2. Structurer une « Plateforme collaborative métropolitaine clause sociale » de mise en œuvre et de suivi de ces clauses sociales, co-élaborée et inscrite dans le cadre du Contrat de Ville Métropolitain.

1- Renforcer l'utilisation des clauses sociales dans les marchés publics :

D'une part :

- Montpellier Méditerranée Métropole souhaite devenir exemplaire dans ce domaine et s'engage à aller plus loin dans le développement des clauses sociales sur ses propres marchés, en augmentant les volumes d'heures et en diversifiant les marchés et secteurs concernés,
- En outre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mobiliser dans cette dynamique ses organismes satellites, en leur demandant d'aller plus loin dans le développement des clauses sociales dans leurs marchés,

- Montpellier Méditerranée Métropole propose aussi d'étendre la démarche, aux 31 communes de son territoire.

D'autre part :

- En tant que pilote du Contrat de Ville, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter une attention particulière à la mise en œuvre de clauses sociales dans les marchés qui impactent les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, afin de permettre au plus grand nombre d'habitants de bénéficier de parcours d'insertion durables,
- Plus particulièrement, elle souhaite aussi impliquer les bailleurs sociaux menant des opérations sur son territoire,
- Enfin, plus largement, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite impliquer les maîtres d'ouvrage privés et publics agissant sur son territoire.

2- Mettre en place une « Plateforme collaborative métropolitaine clause sociale »

En complémentarité, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite structurer une « Plateforme collaborative métropolitaine clause sociale » partenariale, qui constitue une des actions du Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (Podem) du Contrat de Ville 2015-2020, co-animé avec l'Etat.

Cette plateforme vise à intervenir à deux niveaux.

Elle sera tout d'abord dédiée à la mise en œuvre et au suivi des clauses sociales dans les marchés de Montpellier Méditerranée Métropole.

Elle proposera ensuite de l'ingénierie, des outils et méthodes au profit :

- de ses « organismes satellites »,
- des 31 communes de la Métropole,
- des opérations qui impactent les quartiers prioritaires de la politique de la ville, dont les opérations de rénovation urbaine,
- des bailleurs sociaux,
- et plus largement d'autres Maîtres d'Ouvrage intervenant sur le territoire métropolitain.

La plateforme aura une mission d'appui à « Maîtrise d'Ouvrage » et interviendra en tant que « facilitateur clause sociale ».

Elle s'articulera autour de deux grandes phases :

1. En amont de la commande publique, sa mission consistera à :

- Promouvoir les clauses sociales sur le territoire,
- Sensibiliser et communiquer sur les services de la plateforme auprès des élus, décideurs techniques, responsables achats des Maîtres d'Ouvrage,
- Engager les Maîtres d'Ouvrage, via la signature de conventions de coopération avec la Métropole, selon le modèle de convention annexé à la présente délibération, sur des modalités d'application des clauses sociales. Ceci, afin de favoriser l'utilisation de dispositifs d'accompagnement adaptés, renforçant les chances d'insertion durable,
- Mettre à la disposition des Maîtres d'Ouvrage une expertise dédiée aux clauses sociales : appui au repérage des opérations appropriées à la clause, conseiller dans les choix des procédures, appui au calcul des heures d'insertion attendues, conseiller sur la rédaction des appels d'offres (règlement de consultation, Cahier des Clauses Administratives Particulières, acte d'engagement,...), répondre aux questions des entreprises sur les choix de modalités de mise en œuvre de la clause (sous-traitance à des SIAE, embauches directes, ..), etc....

2. En aval de la passation, sa mission consistera à :

- Animer un partenariat composé de l'ensemble des prescripteurs du territoire métropolitain (Service Public de l'Emploi dont la Mission Locale des Jeunes métropolitaine, Département, CCAS, associations de proximité, médiateurs à l'emploi...) et des opérateurs (Structures d'Insertion par l'Activité Economique,...) dans l'objectif de proposer des candidatures aux entreprises et de favoriser le dialogue et la concertation entre les acteurs,
- Aller à la rencontre des entreprises attributaires pour les accompagner dans les modalités d'application de la clause et dans le recrutement de candidats,

- Etre un lieu ressource pour les entreprises répondant aux marchés publics,
- Mutualiser les heures d'insertion sur plusieurs opérations afin d'offrir des parcours d'insertion plus structurants,
- Suivre l'exécution des engagements à travers la collecte des pièces justificatives,
- Evaluer les résultats, tenir des tableaux de bord et animer des temps de restitution.

Cette plateforme s'appuiera sur l'ensemble des structures en charge de l'accueil, de l'orientation de l'insertion et de l'emploi, pour identifier le public ciblé par les clauses sociales.

En outre, la plateforme s'inscrira dans une volonté de développer le travail en partenariat avec les autres cellules, services, chargés de mission des donneurs d'ordre du territoire métropolitain, et territoires voisins, qui auraient développé leur propre ingénierie en interne.

Afin d'optimiser et structurer cette plateforme, il est proposé de s'inscrire dans un réseau national dédié aux clauses sociales, animé par Alliance Villes Emploi qui est l'association nationale des collectivités territoriales pour la formation, l'insertion et l'emploi.

Ainsi, à cet effet, il est proposé d'adhérer au réseau spécifique « clause sociale pour la promotion de l'emploi et de l'insertion » d'Alliance Ville Emploi pour un montant annuel de cotisation de 2 950 €.

Enfin, le plan stratégique de développement des clauses sociales de Montpellier Méditerranée Métropole, dont les axes de développement sont proposés au vote du Conseil, fera l'objet de déclinaisons opérationnelles en partenariat étroit avec les acteurs de l'insertion et du développement économique du territoire.

Les actions et projets spécifiques feront l'objet de conventions de partenariat dédiées, qui seront proposées au Conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la stratégie métropolitaine de mise en œuvre de la clause sociale dans sa commande publique ;
- approuver le modèle type de convention de coopération entre la Métropole et le maître d'ouvrage souhaitant bénéficier de l'accompagnement de la "plateforme collaborative clause sociale" ;
- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au réseau spécifique « clause sociale pour la promotion de l'emploi et de l'insertion » d'Alliance Ville Emploi pour un montant annuel forfaitaire de 2950 € ;
- dire que les crédits correspondant à cette adhésion sont prévus au budget de la Métropole pour l'année 2016, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire et toute convention avec les maîtres d'ouvrage souhaitant bénéficier de l'accompagnement de la "plateforme collaborative clause sociale" si cette convention est conforme à la convention type ;
- autoriser Monsieur le Président à solliciter de tous les organismes intéressés leurs meilleures aides financières pour le co-financement de la "plateforme collaborative métropolitaine clause sociale".

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127293-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

COHÉSION SOCIALE – AVENANT OPÉRATIONNEL ET FINANCIER AU CONTRAT DE VILLE 2015-2020 POUR L'ANNÉE 2016 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Le contrat de ville de Montpellier (contrat cadre) a été signé le 10 juillet 2015. La stratégie élaborée et partagée par tous les partenaires est organisée autour des 3 piliers de la loi « Lamy » et des principes intégrateurs de la nouvelle politique de la ville de la Métropole. Les 20 partenaires signataires ont identifié sept priorités stratégiques qui traduisent un engagement politique fort et partagé pour le contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces 7 priorités sont les suivantes :

- Rapprocher les activités économiques des quartiers ;
- Responsabiliser les entreprises pour refonder le dispositif d'insertion ;
- Mobiliser l'ensemble des communes et des quartiers de la Métropole en faveur d'une véritable mixité de l'habitat, afin de contribuer à l'équilibre social du territoire ;
- Renforcer la mixité dans les établissements scolaires de la maternelle au collège ;
- Engager en priorité le réinvestissement urbain du quartier Sud Mosson pour renouveler en profondeur son image et son fonctionnement ;
- Promouvoir l'attractivité des quartiers par des actions coordonnées et efficaces pour la tranquillité publique et la gestion des espaces publics et privés ;
- Valoriser les talents en contribuant à faire que chaque jeune, chaque femme et chaque homme trouve sa place dans la société et se sente citoyen de la Métropole.

Onze enjeux viennent traduire ces 7 priorités et constituent l'amorce de la déclinaison opérationnelle du contrat de ville, objet de l'avenant soumis à l'approbation du Conseil. Ce dernier a été présenté aux signataires du contrat de ville, en présence des représentants des 12 conseils citoyens nouvellement désignés, à l'occasion d'un comité de pilotage qui s'est tenu le 2 juin 2016.

L'avenant du contrat de ville complète le contrat cadre sur les points suivants :

- La déclinaison opérationnelle par programme d'actions, des enjeux identifiés dans le contrat cadre ;
- La définition de la gouvernance et de l'ingénierie du contrat de ville ;
- Les modalités de fonctionnement des conseils citoyens ;
- et les engagements financiers des signataires.

La déclinaison opérationnelle :

Quinze ateliers réunissant des représentants des institutions et le cas échéant des opérateurs de terrain experts, ont travaillé avec l'objectif de décliner plus précisément les 11 enjeux en fiches opérationnelles, définissant en particulier les objectifs et résultats attendus, le ou les pilotes qui sera ou seront en charge de s'assurer de la mise en œuvre effective des actions, et les partenariats à mobiliser. Soixante-quinze fiches opérationnelles ont été co-construites et co-rédigées et leur contenu compilé dans un tableau – base de la future maquette financière. Elles trouvent leur sens autour de 5 objectifs opérationnels constituant un fil rouge :

- Le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers, avec la volonté de coordination et de mise en cohérence ;
- Le renforcement de la mixité dans le logement à l'échelle métropolitaine et la poursuite du renouvellement urbain ;
- Le soutien aux jeunes et aux familles, dans une approche de coéducation et de renforcement de la mixité sociale ;

- L'assurance pour chaque citoyen d'un accès équitable aux droits, services et équipements en privilégiant « l'aller vers » et l'adaptation de l'existant ;
- L'amélioration du cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

Les conseils citoyens

Les conseils citoyens, issus de la loi « Lamy », sont une instance de démocratie participative, mise en place à l'initiative des collectivités et de l'Etat. L'objectif qui préside à la définition des conseils citoyens est le recueil du point de vue, de « l'expertise d'usage » de l'habitant. Douze conseils citoyens ont été mis en place à Montpellier. Chacun s'est créé en association. Tous sont composés, d'une part, d'un collège d'habitants à parité et majoritaire, tiré au sort le 28 avril 2015 pour 2/3 et 1/3 d'habitants volontaires et, d'autre part, d'un collège d'associations et d'acteurs socio-professionnels exerçant leur activité dans le quartier prioritaire et n'ayant pas de lien avec l'un des acteurs institutionnels déjà représentés au sein des instances du contrat de ville. Les conseils varient entre 20 et 40 personnes en fonction du nombre d'habitants du quartier. Chaque conseil a désigné 2 représentants pour siéger au comité de pilotage du contrat de ville.

Pour assurer leur bon fonctionnement, des locaux, du mobilier, des équipements en matériel informatique et téléphonique sont mis à disposition de chacun d'entre eux par la Métropole ainsi qu'un financement pour leur fonctionnement (délibération du 14 avril 2016).

La gouvernance et l'ingénierie du contrat de ville

L'organigramme du système de gouvernance approuvé lors du comité de pilotage du 17 décembre 2014 est complété pour la conduite opérationnelle du contrat de ville. Huit groupes de travail projet seront mis en place pour impulser et suivre la mise en œuvre opérationnelle du contrat de ville. Ils seront garants de l'articulation avec les dispositifs intégrés au contrat de ville : PRE – NPNRU – Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance (STSPD), ATI, convention d'utilisation de l'abattement de TFPB,.....

Ces 8 groupes de travail projet sont :

- Education et parentalité,
- Dispositif innovant pour l'insertion et l'emploi (PODEM),
- Habitat,
- Renouvellement urbain,
- Gestion urbaine de proximité (GUP), Prévention de la délinquance, Insécurité,
- Sport et culture,
- Accès aux droits et santé.

Des conférences territoriales ainsi que des ateliers participatifs permettront les échanges avec les territoires et particulièrement avec les conseils citoyens.

Un dispositif d'animation et de coordination basé sur une équipe pluridisciplinaire, organisée en grande partie en mode projet, sera mis en place par la Métropole et s'appuiera sur les compétences repérées et les référents désignés par les partenaires du contrat de ville.

Les engagements financiers

Dans cet avenant, les partenaires s'engagent à quantifier ou à qualifier leurs engagements, déclinés par enjeux. En raison notamment des transferts de compétences prévus par la loi NOTRe entre le Département et la Métropole, de la mise en œuvre en cours de la politique régionale intégrant pleinement la fusion des 2 régions initiales, l'année 2016 est considérée comme une année de transition. Un nouvel avenant financier sera élaboré pour la période 2017 – 2018, si les conditions issues de la loi MATPAM et de la loi NOTRe sont réunies, en particulier celles relatives à l'évolution des collectivités, notamment à leurs périmètres respectifs d'interventions, aux transferts ou délégations de compétences.

Au-delà des engagements financiers précisés dans la maquette financière 2016, des ressources pourront être mobilisées pour répondre aux enjeux et aux fiches opérationnelles.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pour sa part, à mobiliser les crédits inscrits au budget 2016 pour la réalisation des actions s'inscrivant dans les objectifs opérationnels du contrat de ville. Un nouveau partenaire a souhaité s'engager au côté des 20 premiers signataires du contrat cadre de ville : il s'agit de la SEM ADOMA (ex SONACOTRA), opérateur de logement très social du groupe SNI (Caisse des Dépôts et Consignations), qui dispose d'entités de gestion au sein des quartiers prioritaires et signera l'avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant opérationnel et financier du Contrat de Ville cadre 2015–2020 de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant opérationnel et financier au Contrat de Ville ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127400-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

COHÉSION SOCIALE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - APPEL À PROJETS 2016 AU CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Les partenaires du contrat de ville ont convenu du lancement d'un appel à projet 2016 sur la base des objectifs et résultats attendus figurant dans les fiches opérationnelles constituant la déclinaison opérationnelle du contrat de ville. Seuls les objectifs dont la réalisation nécessite la mobilisation du milieu associatif ont été ouverts à l'appel à projets. Ils concernaient les 5 axes opérationnels du contrat de ville :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers,
- La mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement),
- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents,
- Faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs),
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

En 2016, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réalisation de **142 projets** réalisés à destination des habitants des 12 quartiers prioritaires (contre 99 en 2015 et 50 en 2014), pour un montant total sollicité de **550 735 €** (contre 465 607 € en 2015 et 180 336 € en 2014).

A l'issue d'une instruction partenariale, d'une analyse des dossiers au regard des objectifs, inscrits au contrat de ville et d'une grille de priorisation commune à l'ensemble des financeurs, il est proposé que la Métropole apporte son soutien à **64 projets** proposés par 46 associations, pour un total de **172 100 euros** dont :

- 97 500 € pour l'axe développement économique - emploi – insertion,
- 74 600 € pour les 4 autres axes du contrat de ville.

Sigle de l'association	Intitulé du projet	Subv. proposée 2016
Actions relatives au pilier Développement Economique et Emploi		
AJPPN	Guidance socioéconomique	1 500 €
APIEU - Territoires de Montpellier	Des métiers verts pour mon quartier et pour moi...	2 000 €
APIJE	Femmes V.I.P. (Vers l'Insertion Professionnelle)	4 500 €
APIJE	Mise en parcours et formation de jeunes femmes	4 000 €
CENTRE APAJ	Webactions	2 500 €
CENTRE APAJ	Médiemploi	4 000 €
CORALINE	Passeports mise en situation professionnelle	4 000 €
DeFI	Pôle actions sociolinguistiques	5 000 €

DeFI	IVAL.COM (Valorisation des COMPétences de base pour l'Insertion économique)	3 000 €
H2M	Tremplin pour la Mosson	4 000 €
IMEIF (Institut méditerranéen d'étude d'ingénierie et de formation)	Atelier socio linguistique femmes à visée professionnelle	3 000 €
IMPSL (Initiative Montpellier Pic St Loup)	Fonds d'excellence quartier	15 000 €
Inforim Léo Lagrange	Le Club	5 000 €
Kaina Tv	Reporters citoyens numériques	15 000 €
NOUAS	Favoriser le rapprochement de l'Offre d'emploi identifiée avec la Demande dans les quartiers prioritaires.	5 000 €
NOUAS	Français à visée emploi	2 500 €
Octopus Expression	Chantier expressions	1 500 €
PFCA34	Animer le Qui Fait Quoi de l'accompagnement à la création d'activités	10 000 €
RESURGENCES 34	Sas Diagnostic Projet	2 000 €
UNI'SONS	Coulisses Solidaires	4 000 €
TOTAL DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI		97 500 €
Actions relatives aux autres piliers du Contrat de Ville		
ACLE	Ateliers sociolinguistiques *	1 000 €
Accord production	Festival 2+2=5	1 000 €
Adages espace famille	Le Français au quotidien comme vecteur d'intégration *	1 000 €
Association Jeunes Phobos Paillade Nord (AJPPN)	Promotion actions éducatives	1 500 €
Ass. Nationale Compagnon Bâtisseurs LR	Ateliers de Quartier	8 000 €
Ass. Nationale Compagnon Bâtisseurs LR	Espace ressource habitat	2 500 €
APIEU	Espaces publics espaces intermédiaires, espaces privés (club de ville Petit Bard)	500 €
APIEU	Jardin'âges partagés (club de ville Lemasson)	500 €

APIEU	Du DD pour mon quartier	1 000 €
ARDI	Action socio-éducative *	1 000 €
ATTITUDE	Cultures urbaines Mosson Petit Bard	1 000 €
AVEC	Aide éducative auprès des parents	500 €
Boutique d'Ecriture &CO	Education parentalité	3 000 €
Boutique d'Ecriture &CO	Citoyenneté et apprentissage du français	3 000 €
CDAD	Faciliter l'accès aux droits par l'accès des informations et conseils juridiques gratuits	1 000 €
Comité départemental sport adapté de l'Hérault (CDSA)	Sport insertion handicap	1 000 €
Comité départemental sport adapté de l'Hérault (CDSA)	Sport adapté QPM Quartier Paillade Mosson	1 000 €
CCI - MSF	Création artistique et éducation à travers les cultures du monde	2 500 €
Ceregard	Accompagnement à la structuration des offres linguistiques de proximité de 3 M / Phase 1 *	2 000 €
Cie Didier Théron	Allons'Z'Enfants	2 500 €
CLCV - union locale	Accompagnement des habitants du quartier petit Bard	1 000 €
CLCV - union locale	Résidence la Pompignane vers une résidence collaborative	1 000 €
CLCV - union locale	Accompagnement des habitants du quartier Cévennes	900 €
CSS 34 (culture et sport solidaire)	Ateliers de pratiques artistiques à destination de publics éloignés de la culture *	1 500 €
i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté (i.PEICC)	Université du citoyen	1 000 €
i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté (i.PEICC)	Tiers lieu culturel	1 000 €
i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté (i.PEICC)	Espace projet animation jeunesse	1 000 €
Institut de victimologie LR	accompagnements psychologiques de jeunes	4 000 €
Jasmin d'Orient	Maîtrise de la langue française *	2 500 €
La Vista	Actions culturelles du théâtre la Vista	1 500 €

La Vista	Pass Vista	1 000 €
Le Passe Muraille	Des jardins partagés au cœur de la Paillade	1 000 €
MDA (Maison des adolescents)	Alim en jeu	1 500 €
Mosaïque HJ	Ateliers jardins partagés aux seniors fragilisés	1 000 €
PACIM	Génération solidaires à la Mosson	2 000 €
Primesautier théâtre	Principe du truc	2 500 €
PULX	District Danse	2 000 €
RAIPONCE	Raiponce *	2 500 €
Solidarité DOM TOM	POF pour tous *	1 000 €
Solidarité DOM TOM	La mobilité et culture par le jeu	2 000 €
Tin Hinan	Vers une intégration sociolinguistique réussie	3 500 €
UFOLEP 34	SportCitoyen 11-17 ans	1 500 €
UFOLEP 34	Accueil jeunes Mosson	1 000 €
UNI'ONS	L'atelier HIP HOP	1 200 €
TOTAL ACTIONS AUTRES AXES DU CONTRAT DE VILLE		74 600 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions, telles que décrites dans le tableau ci dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les subventions sont versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. T. DEWINTRE.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127401-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

CULTURE



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

CULTURE – CRÉATION D'UN CENTRE D'ART CONTEMPORAIN - APPROBATION DU PROGRAMME GÉNÉRAL - CONVENTION DE MANDAT AVEC LA SA3M - AUTORISATION DU LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE CONCURRENTIELLE AVEC NÉGOCIATIONS POUR L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°12293 en date du 19 juin 2014, le Conseil a prononcé l'arrêt de l'opération de construction du Musée de l'Histoire de France et de l'Algérie (MHFA) dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier, et l'étude de sa réorientation vers un projet fondé sur l'art contemporain.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est depuis attachée à solder l'ensemble des marchés de travaux en cours sur le bâtiment, et à engager les études préalables nécessaires. Pilotées depuis son arrivée en février 2016 par Nicolas Bourriaud, Chef de projet du Centre d'Art, ces études conduisent aujourd'hui à la remise d'un programme général qui présente les grandes caractéristiques de cet équipement.

Premier centre d'art public en France de la décennie 2010, le futur Centre d'art de Montpellier Méditerranée Métropole représente une occasion unique de créer une institution de nouvelle génération, à la fois lieu d'expositions temporaires, espace muséal et centre de recherche et d'enseignement : ancrée dans son contexte culturel et historique, opérant une rencontre entre le local et le global, elle sera innovante dans sa forme tout en présentant un condensé dynamique de son territoire à destination du monde entier.

Le futur Centre d'art entend contribuer à faire de l'ensemble de la Métropole la capitale culturelle du sud, en dialogue avec l'ensemble de ses acteurs culturels, et jouer le rôle d'une interface internationale dans le domaine des arts plastiques.

Au centre de la préfiguration du futur Centre d'art à partir de janvier 2017, la Panacée abritera la plupart des événements publics relatifs au projet, et en sera la principale source d'information et d'expérimentation.

Avec une surface de 3 150 m² SDO et plus de 2 350 m² de surfaces exploitables dont 1500 m² d'exposition, le futur Centre d'art – Montcalm, deviendra une place incontournable des arts actuels en France.

Fortement ancré localement et bénéficiant d'espaces extérieurs ouvert sur la ville (parc Roblès et cour d'honneur), le Centre d'art disposera de toutes les fonctions nécessaires pour garantir une programmation à la fois exigeante et attractive :

- Accueil et convivialité : information et mise en résonnance territoriale de la politique culturelle, restauration et lieux de convivialité en intérieur comme à l'extérieur,
- Exposition : 1500m² d'exposition dont 3 grands volumes de 320, 380 et 600m² bénéficiant d'une hauteur libre supérieure à 4m permettant la mise en place d'exposition à rayonnement national et international
- Gestion-administration : présence d'une équipe dédiée assurant à la fois la direction des sites de Montcalm et de la Panacée.
- Logistique : livraison, prise en charge des œuvres, atelier de montage, stockage
- Locaux techniques : contrôle climatique, etc...

Plus que la réalisation d'un simple bâtiment c'est toute la pratique et l'image du quartier de la gare qui se trouveront régénérées avec l'ouverture du site de Montcalm et du parc Roblès. Il s'agira donc de proposer de nouveaux usages et un nouveau regard sur la ville par les arts et les créations associées.

Sans en être la condition sine qua non, une véritable programmation hors les murs est envisagée avec, en premier lieu, les espaces extérieurs de Montcalm (jardin, cour, terrasse, etc...). Ces espaces seront donc pensés et ajustés pour pouvoir accueillir toutes sortes de propositions.

Une partie des travaux de restructuration de Montcalm ayant déjà été réalisée, les travaux restant à réaliser tiendront compte bien entendu de la nouvelle destination du bâtiment et des changements d'affectation de certains espaces :

- Gros œuvre : adaptations structurelles ;
- Charpente : modification du traitement pour la stabilité au feu du R+1 ;
- Clos couvert et étanchéité : adaptations (mise en place d'œuvres en terrasses accessibles) ;
- Second œuvre : réalisation des sols, des plafonds et achèvement des revêtements muraux ;
- Courants forts : raccordement et adaptations (notamment éclairage) ;
- Courants faibles : raccordement et adaptations (notamment en lien avec la SSI) ;
- Désenfumage : raccordement et adaptations ;
- CVC : modifications de traitement de l'air et raccordement aux attentes prévues ;
- Plomberie : adaptations (notamment avec la création d'une cuisine de restaurant) ;
- Installations techniques : achèvement et raccordement ;

Sur la base de ce programme général, le montant des travaux est évalué à 3 800 000 € H.T., pour un budget prévisionnel global estimé de l'opération de 5 513 013 € H.T. (valeur juin 2016), qui s'inscrit dans l'enveloppe allouée initialement au projet de construction du MHFA. La livraison prévisionnelle du bâtiment et son ouverture au public interviendront en juin 2019.

Conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 (articles 3 et suivants), il est proposé de déléguer à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) le soin de faire réaliser cet ouvrage au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de représenter Montpellier Méditerranée Métropole pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du Maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat régi par les textes législatifs précités et par les dispositions d'une convention de mandat.

La convention à intervenir est exclue du champ d'application de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, par l'article 17 III de ladite ordonnance relative aux contrats conclus entre un pouvoir adjudicateur et un cocontractant sur lequel il exerce, conjointement avec d'autres pouvoirs adjudicateurs, un contrôle analogue à celui qu'ils exercent sur leur propres services et qui réalise plus de 80% de son activité dans le cadre des tâches qui lui sont confiées par les pouvoirs adjudicateurs qui la contrôlent.

Cette convention porte sur la réalisation du futur Centre d'Art Contemporain, au sein de l'hôtel Montcalm à Montpellier (tranche ferme), et sur l'assistance à la négociation foncière pour l'acquisition amiable de locaux complémentaires (tranche conditionnelle n°1). Elle précise les attributions et les modalités d'intervention du mandataire, et définit sa rémunération, fixée provisoirement à un montant forfaitaire provisoire de 280 000,00 € H.T. pour la tranche ferme, et à un montant forfaitaire provisoire de 23 000,00 € H.T. pour la tranche conditionnelle n°1. Elle est conclue pour une durée allant de sa date de notification jusqu'à l'expiration de la période initiale de parfait achèvement des travaux, soit, prévisionnellement, jusqu'à mars 2020.

Enfin, il convient également d'engager la procédure relative à la désignation du maître d'œuvre de l'opération. Compte tenu du montant prévisionnel des travaux, de la complexité de cette opération, des taux de rémunération habituellement pratiqués sur ce type de prestations, la rémunération du marché de maîtrise d'œuvre devrait représenter entre 12% à 15% du montant des travaux. Il s'agira d'une mission de maîtrise d'œuvre de base complétée par des missions complémentaires dont notamment les missions d'OPC (Ordonnancement, Pilotage et Coordination des travaux), de CSSI (coordination en matière de Système de Sécurité Incendie), de SYN (Synthèse) et d'EXE partielle (études d'exécution partielle pour les lots de finitions), conformément à la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (loi "MOP") et ses décrets d'application.

Dans ce cadre, il est proposé d'autoriser le futur mandataire à lancer une procédure restreinte, concurrentielle avec négociations en application des articles 25 et 90 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. A l'issue du classement des candidatures, au maximum de trois candidats seront admis à présenter une offre sur la base du programme de l'opération.

Dans le cadre de cette procédure, compte tenu des éléments qu'il est envisagé de demander aux candidats admis à négocier, il n'est pas prévu le versement d'une prime.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme, le planning et l'estimation du budget de l'opération de construction du Centre d'art de Montpellier Méditerranée Métropole, sur le site de l'Hôtel Montcalm,
- approuver la passation d'une convention de mandat avec la SA3M pour la poursuite de l'opération,
- autoriser le lancement d'une procédure concurrentielle avec négociations pour l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre en application des articles 25 et 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- dire que les crédits relatifs aux études et au concours de maîtrise d'œuvre sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- approuver les demandes de subventions au taux le plus large possible auprès de l'État, la Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées et le Département de l'Hérault, en soutien à l'opération de construction du Centre d'art de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de mandat susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127908-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

CULTURE – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU CENTRE NATIONAL DU LIVRE DANS LE CADRE DE LA PARTICIPATION À LA GRANDE FÊTE DU LIVRE POUR LA JEUNESSE 2016 - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Pour la deuxième année consécutive, le réseau des médiathèques participera à la grande fête du livre pour la jeunesse, manifestation nationale pilotée depuis 2015 par le Centre National du Livre (Ministère de la Culture). Les dates ont été fixées du 20 au 31 juillet 2016.

Anciennement « Lire en short », cet événement prendra pour sa deuxième édition l'appellation « Partir en livre ». Il a pour objectif de promouvoir la lecture auprès des jeunes, en amenant le livre vers les publics sur leurs lieux de vacances ou de loisirs, en plein air.

En 2015, la programmation hors les murs du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole était l'un des deux événements labellisés par le Centre National du Livre dans la région. La participation du réseau à la première édition de la grande fête du livre pour la jeunesse a connu un franc succès, tant du point de vue de la fréquentation que de la qualité des échanges avec les enfants et leurs familles autour du livre et de la littérature jeunesse. Cette manifestation s'inscrit pleinement dans la programmation annuelle des médiathèques tournée vers la médiation du livre et de la lecture auprès des habitants de la Métropole et s'intègre pleinement à notre *Année du Livre*.

Cette année, la programmation se déclinera en trois axes principaux :

- Des rencontres et ateliers avec des auteurs de littérature jeunesse et de bande dessinée vivant sur le territoire,
- La mise en place de « points lecture » dans des lieux populaires et de loisirs de la Métropole,
- Une « tournée » métropolitaine d'une « Bibliambule », bibliothèque mobile sur vélo.

Pour la deuxième année consécutive, le réseau des médiathèques s'associera à « Piscines en fête », en œuvrant ainsi à la complémentarité des actions des équipements de la Métropole, et aux communes de la Métropole pour la mise à disposition de certains lieux. Nouveauté pour cette édition, la médiathèque George Sand investira la plage du Pilou de Villeneuve-lès-Maguelone.

Aussi est-il proposé dans ce cadre, et compte tenu de l'importance de cette manifestation pour laquelle le réseau des médiathèques bénéficie d'une labellisation 2016, d'autoriser la demande d'une subvention du montant le plus large possible auprès du Centre National du Livre au profit du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de sa programmation estivale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de subvention d'un montant le plus large possible auprès du Centre National du Livre pour la participation du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole à la grande fête du livre pour la jeunesse 2016,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13925

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1125608-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

CULTURE – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - CONVENTION DE COOPÉRATION AVEC LA COMMUNE DE SAINT-DRÉZÉRY POUR LA MISE EN PLACE DU PASSEPORT MULTIMÉDIA - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait de l'intercommunalité une coopérative d'action publique au service des communes et mène une politique de développement de la lecture publique à l'échelle de son territoire.

Une des manifestations concrètes de cet engagement a été d'élargir l'accès des médiathèques métropolitaines à d'autres médiathèques communales de la Métropole, via une carte dite « Passeport multimédia », qui vient compléter la carte d'abonnement donnant accès à l'ensemble des équipements métropolitains de lecture publique.

Sans changer le fonctionnement technique, informatique et administratif des différentes bibliothèques, ce dispositif vise à faciliter la circulation des usagers entre les différents établissements. Il a donné lieu en 2005 à la signature d'une première convention pour la mise en place du Passeport multimédia entre Montpellier Méditerranée Métropole et deux communes du territoire, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone.

Depuis 2012, le Conseil a approuvé la signature de six nouvelles conventions avec les communes de Murviel-lès-Montpellier, Cournonterral, Cournonsec, Fabrègues, Lattes et Prades-le-Lez par des délibérations en date du 24 mai 2012, 19 juillet 2012, 8 octobre 2012, 24 septembre 2013, 29 octobre 2013 et 27 novembre 2013.

Il est proposé aujourd'hui d'adopter une nouvelle convention, qui met en partenariat le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole et la médiathèque de la commune de Saint-Drézéry.

Sur demande d'un usager dans les équipements partenaires, elle prévoit la délivrance d'une carte passeport donnant la possibilité à l'utilisateur inscrit en médiathèque dans l'une des deux entités signataires de la convention de fréquenter et emprunter des documents dans les autres établissements, sans devoir acquitter de frais supplémentaires au titre d'une nouvelle inscription.

Le dispositif de passeport commun est rendu possible par l'harmonisation préalable des tarifs d'inscription.

La convention pour la mise en place du « Passeport multimédia » renforce la dynamique de coopération et prend la mesure des nouveaux enjeux territoriaux en matière de service public de lecture.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de coopération pour la mise en place du « Passeport multimédia » avec la commune de Saint-Drézéry,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1126581-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

CULTURE – MARCHÉ N°3670DC14 DE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DU MUSÉE FABRE - AVENANT N°1 RELATIF À L'ÉLARGISSEMENT DU PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°12422 du 31 juillet 2014, le Conseil a approuvé le lancement d'une procédure d'Appel d'Offres visant à la conclusion du marché de maintenance multitechnique du musée Fabre n°3670DC14, composé de deux lots : lot n°1 – Maintenance multitechnique et lot n°2 – Contrôles réglementaires.

Au terme de la procédure, les marchés ont été notifiés le 26 mars 2015 aux entreprises suivantes :

- Lot n°1 : Entreprise S.M.E., pour un montant forfaitaire de 189 620,88 € H.T., avec possibilité de recourir à des prestations complémentaires sur la base d'un bordereau de prix unitaires, dans la limite de 50 000 € H.T. annuel,
- Lot n°2 : Entreprise Vinci Facilities, pour un montant forfaitaire de 5 130 € H.T.

Ces marchés ont été conclus pour une première période courant de leur notification jusqu'au 31 décembre 2015. Ils ont été reconduits pour une durée d'un an jusqu'au 31 décembre 2016, et pourront l'être de la même manière pour 2 années supplémentaires.

Les travaux bâtiment de l'Hôtel Montcalm, qui accueillera le futur Centre d'Art Contemporain, ont été réceptionnés à l'été 2015. L'ensemble des réserves restant à lever l'ont été à l'issue du 1^{er} trimestre 2016. Afin d'assurer la pérennité des équipements techniques installés sur le site, il est nécessaire de démarrer les prestations de maintenance multitechnique de niveaux 1 à 4 au sens de la norme FD X 60 000, notamment sur les installations d'électricité, de plomberie, de ventilation et de sécurité incendie.

Pour ce faire, compte tenu de la proximité et des liens techniques existants entre les sites musée Fabre et Hôtel Montcalm (reports d'alarmes notamment), il est proposé d'élargir l'objet du marché n°3670DC14 – Lot n°1 : Maintenance multitechnique, de manière à intégrer dans son périmètre l'Hôtel Montcalm.

Cette modification induit une augmentation du montant forfaitaire annuel du marché de +17 743,03 € H.T., ce qui représente une évolution de +9,36% par rapport au montant forfaitaire initial du marché.

Il est en conséquence proposé d'approuver la conclusion d'un avenant n°1 au marché susmentionné, pour prise en compte de ces nouvelles modalités. La Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 14 juin 2016, a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant n°1.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 au marché n°3670DC14 - Lot n°1 : Maintenance multitechnique avec l'entreprise S.M.E.,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°1 susmentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13927

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1127419-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

**CULTURE – MUSÉE FABRE - AVENANT N° 1 AU MARCHÉ N° 3521DC13 -
INTERVENTIONS DE RESTAURATION-CONSERVATION SUR DES ŒUVRES DU
MUSÉE FABRE - LOT 5 - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°12068 en date du 19 décembre 2013, le Conseil a autorisé le lancement d'une procédure de consultation en procédure adaptée en vue de la conclusion de marchés n°3521DC13 d'interventions de restauration-conservation sur des oeuvres du musée Fabre.

A l'issue de cette procédure, le lot n°5 a été attribué sous forme de groupement solidaire à Madame Grazia Nicosia (mandataire), Mme Alexandra Siddi et Mme Aline Maire, pour un montant de 15 000 € H.T. annuel.

Ce marché a été conclu pour une durée initiale de douze (12) mois, reconductible expressément trois fois par période de douze (12) mois sans que leur durée totale n'excède quarante huit (48) mois consécutifs.

Madame Grazia Nicosia, mandataire, a déclaré son intention de sortir du groupement.

Un avenant doit donc être conclu pour organiser la poursuite de l'exécution du contrat dans le cadre de ce groupement réduit. L'entreprise défaillante étant mandataire du groupement, les cotraitants ont proposé au pouvoir adjudicateur un nouveau mandataire choisi parmi eux, Mme Alexandra SIDDI, actuel membre du groupement solidaire.

A cette occasion, les deux membres du groupement ont également souhaité changer de forme pour passer en groupement conjoint.

L'avenant présenté prend acte de ces évolutions et modifie en ce sens l'acte d'engagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n° 1 au marché n°3521DC13 d'interventions de restauration-conservation sur des œuvres du musée Fabre – Lot n° 5,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1126758-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC LA FONDATION BNP PARIBAS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de conservation et de valorisation de ses collections, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans un projet de grande ampleur valorisant les travaux de restauration de ses collections.

Le musée Fabre débute un chantier de restauration de cinq œuvres de ses collections présentant des spécificités remarquables en termes de conservation et de restauration. Les cinq œuvres sont les suivantes :

- *Paysage*, attribué à Herman van Swanevelt, XVIIe siècle (119 x 166 cm), peinture sur toile,
- *La Sainte-Trinité*, anonyme espagnol ou flamand, première moitié du XVIe siècle (166 x 127,5 cm), peinture sur bois,
- *Apollon et Daphné*, d'après Le Bernin, première moitié du XVIIe siècle (85 x 32 x 54 cm), sculpture,
- *Paysages*, de Jacob Philipp Hackert, deuxième moitié du XVIIIe siècle, deux dessins.

Les travaux de restauration engagés sur ces cinq œuvres permettent de donner à voir une vision d'ensemble de la discipline de la restauration, indispensable rouage de la mission première d'un musée définie dans l'article 2 de la loi 2002-5 relative aux Musées de France « Conserver, restaurer, étudier et enrichir leurs collections ». Réalisés selon des techniques innovantes, en accord avec le C2RMF, Centre de Recherche et de Restauration des Musées de France, ces travaux permettront de faire des avancées considérables dans la recherche scientifique pour la conservation des œuvres d'art.

Pour valoriser et médiatiser cette action d'envergure, le musée souhaite proposer une exposition « dossier » à ses visiteurs au cours du premier semestre 2018 afin de mettre en lumière une discipline peu connue du grand public : la restauration d'œuvres d'art. L'exposition qui présentera les résultats de ces interventions permettra de sensibiliser le public aux coulisses du musée et aux contraintes de conservation d'une œuvre d'art. Les œuvres, qui auront été restaurées dans le cadre de ce projet, seront ensuite présentées au public dans les collections permanentes du musée.

Cette exposition sera accompagnée d'une publication et d'un colloque. Le projet d'ensemble est estimé à 208 000 € TTC.

La Fondation BNP Paribas, partenaire de la vie culturelle française et européenne, entend poursuivre sa politique de mécénat en faveur de la restauration d'œuvres des collections des musées et institutions ouvertes au public, menée depuis 1994 en lien avec le Service des musées de France du Ministère de la Culture et de la Communication, et le Centre de Recherche et de Restauration des Musées de France. La Fondation BNP Paribas souhaite aujourd'hui s'associer à ce projet de restauration et d'exposition des œuvres du musée Fabre précédemment citées, dans le cadre d'un important mécénat financier, afin de participer à la sauvegarde de ce patrimoine historique et artistique. La Fondation BNP Paribas s'engage à offrir un mécénat financier d'un montant de 70 000€ TTC pour soutenir le projet.

Cette action de mécénat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie aux plans administratif et financier, et précise notamment que la Fondation BNP Paribas sera associée comme « Mécène Principal » du projet.

La Fondation BNP Paribas s'engage ainsi à s'acquitter de cette contribution financière par virement bancaire selon l'échéancier suivant :

- 35 000 euros net (trente-cinq mille euros net), à la signature de la convention en 2016 ;
- 35 000 euros net (trente-cinq mille euros net), versés dans le courant de l'année 2017.

Le musée Fabre s'engage quant à lui à faire bénéficier à la Fondation BNP Paribas de contreparties valorisables pour un montant limité à 25% de la valeur des services offerts sous forme de prestations

Délibération n° 13929

de billetterie ou de location d'espaces ainsi que d'une visibilité dans les supports de communication dédiés à l'ensemble du projet, comme défini dans les différentes clauses de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de mécénat avec la Fondation BNP Paribas,
- dire que les crédits sont inscrits en recettes au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de mécénat susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1126756-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC DES UNIVERSITÉS DE MONTPELLIER, POITIERS ET FLORENCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole exerce ses missions de conservation, de restauration et d'étude de ses collections conformément à l'article 2 de la loi « musée » du 4 janvier 2002 relative aux musées de France. Dans ce cadre, le musée Fabre élabore des chantiers de restauration de ses collections en collaboration avec les institutions de recherches telles que le C2RMF, le CICRP et les universités nationales et internationales spécialisées dans la recherche scientifique appliquée aux œuvres d'art.

Le musée souhaite s'engager dans un projet visant à l'étude et à la restauration d'un panneau de bois de ses collections. Cette étude permettra d'obtenir des avancées sur la recherche des variations climatiques qui touchent ce type de support. Dans cette perspective, le musée Fabre souhaite associer les chercheurs de l'Université de Montpellier, de Poitiers et de Florence afin de construire un protocole d'étude inédit sur ce type de support et d'obtenir des résultats scientifiques déterminants pour l'avancée de la recherche dans le domaine de la conservation des œuvres sur support de bois. A la suite de cette étude, le panneau de bois peint sera restauré.

L'ensemble de ces opérations, présentant un haut degré d'intérêt scientifique du point de vue de la restauration et de la conservation préventive des œuvres sur bois en général, sera d'un très grand intérêt pour les chercheurs, mais aussi pour les visiteurs. Ainsi, l'œuvre sera présentée en salle pendant la durée du relevé, dans son enceinte climatique.

Dans cette optique, il est proposé de conclure avec les universités susmentionnées une convention de partenariat ayant pour but de définir les obligations et engagements respectifs des diverses parties pour ce projet.

Ainsi les universités concourront à ce projet par le prêt de matériel, par la mise à disposition de leurs chercheurs, par la collecte, l'étude et l'analyse des données résultant de ce dispositif.

Sur le plan logistique, le musée Fabre assurera la coordination collégiale du projet avec les trois universités (Montpellier, Poitiers, Florence), la conservation et la mise à disposition pour les chercheurs du panneau de bois peint, l'accueil pour la durée des études des chercheurs dans les locaux du musée, l'assistance des équipes techniques et scientifiques du musée lors des différentes étapes, la présentation et la médiation au public des résultats scientifiques et l'accueil de stagiaires. Le musée Fabre fournira également le matériel complémentaire nécessaire aux chercheurs et participera au financement des prestations spécifiques développées par chaque université. La participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole est estimée à 14000 euros TTC pour ce projet et se décompose de la façon suivante :

- 5000 euros TTC pour le financement d'une prestation de l'Institut Polytechnique de Poitiers Recherche et Ingénierie en Matériaux Mécanique et Energétique (Institut PPRIME) pour le déploiement de la méthode de stéréo-suivi de marqueurs nécessaire aux Etablissements (développée par l'axe PEM),
- 3000 euros TTC correspondant à une contribution libérale à la recherche à l'Université de Florence/Italie (GESAAF),
- 1500 euros TTC pour la prise en charge des frais de mission d'un chercheur de l'Université de Florence,
- 1500 euros TTC pour le financement d'une prestation du LMGC correspondant à l'achat du dispositif de suivi de masse,
- 3000 euros TTC pour la rémunération d'un stagiaire pour six mois.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

Le projet d'étude de ce panneau de bois est intégré dans un projet global de valorisation des recherches menées sur les œuvres du musée Fabre et fera l'objet d'une exposition dossier en 2018 qui permettra de valoriser le travail réalisé dans le cadre de cette convention auprès du public.

Ce projet s'inscrit dans un projet global de restauration pour lequel la Fondation BNP Paribas propose un mécénat financier de 70 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec des Universités de Montpellier, Poitiers et Florence,
- approuver la prise en charge financière des frais de mission susmentionnés,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1126754-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

CULTURE = MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT D'ÉDITION AVEC RÉSEAU CANOPÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole réalise un espace d'interprétation sur le thème de la sculpture qui prendra place dans l'atrium Richier (au rez-de-chaussée du musée) du 10 décembre 2016 au 28 mai 2017 et qui s'intitulera *L'art et la matière*.

Ce projet propose un concept innovant afin d'offrir un accès à tous aux sculptures par un dispositif tactile (moulages) ainsi que par des espaces d'interprétation multi-sensoriels notamment à destination des plus jeunes (espace dédié).

Cette galerie tactile, qui s'étendra sur environ 50m² et présentera une dizaine de reproductions de sculptures, propose d'offrir au visiteur une expérience nouvelle de l'art grâce au toucher, la découverte d'une histoire de la sculpture à travers une sélection de moulages mais aussi un espace de recherche et d'expérimentation.

A l'occasion de ce projet, le musée souhaite s'associer au Réseau Canopé pour l'édition d'un ouvrage pédagogique et la réalisation d'un set de 6 affiches accompagnées de leur notice documentaire autour de la galerie tactile. (Réseau Canopé est un organisme placé sous tutelle du Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche qui édite des ressources pédagogiques transmédias, répondant aux besoins de la communauté éducative).

Ce projet répond à une volonté de la part du musée de pouvoir faire bénéficier le projet *L'art et la matière* d'un accompagnement complet sur le plan scientifique et culturel afin de s'inscrire étroitement dans la vie du musée mais aussi d'en favoriser l'accès à un public le plus large possible.

Dans l'optique de ce partenariat, il est proposé de conclure avec le Réseau Canopé une convention qui décrit les obligations et engagements respectifs des deux parties pour ce projet.

Le musée Fabre se charge de l'expertise scientifique et de la rédaction de l'ouvrage. Il acquiert et cède, à titre non exclusif, les droits d'auteur correspondant avec droit de reproduire, de représenter ces contributions sous forme papier et numérique. Il propose en outre les choix iconographiques pour la couverture et les illustrations intérieures et met à disposition, à titre gracieux à Réseau Canopé, en sa qualité d'éditeur, les reproductions et les droits des œuvres qu'il détient.

Il acquiert à titre gracieux ou onéreux, les reproductions et les droits iconographiques des œuvres ne lui appartenant pas.

Enfin, le musée Fabre participe financièrement au projet par le préachat auprès de Réseau Canopé de 1000 exemplaires de l'ouvrage ainsi que 1000 sets d'affiches et notices dont il pourra disposer pleinement, en particulier pour la distribution auprès des enseignants qui participeront aux séances de préparation à la visite de l'exposition pour leurs classes.

De son côté, Réseau Canopé assure la préparation de copie, le secrétariat d'édition, les relectures correctives et validations d'épreuves. Il assure le traitement des images, la composition et la mise en page.

Réseau Canopé est responsable de la commande et du suivi d'impression jusqu'à la livraison. En sa qualité d'éditeur et de diffuseur, il commercialise l'ouvrage, sous forme imprimé et numérique, directement ou par l'intermédiaire de ses partenaires distributeurs.

L'ouvrage sera publié dans un univers national du Réseau Canopé, intitulé « Eclairer illustré ». Il sera édité à 2050 exemplaires destinés à la vente, diffusés auprès des librairies, notamment spécialisées, au sein de l'Académie de Montpellier et de manière générale au sein du réseau de distribution de Réseau Canopé. Il sera également disponible en version numérique. Le set d'affiches et notices sera imprimé à 1050 exemplaires dont 1000 sont destinés au musée Fabre pour une distribution gratuite, et 50 exemplaires pour Réseau Canopé (communication et prêt). Il sera également disponible en version numérique.

Délibération n° 13931

La participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 10 815 euros TTC pour ce projet dont le coût global est estimé à 36 000 euros TTC.

Dans le cadre de ce projet, la DRAC a accordé au musée Fabre une subvention d'un montant de 4 000 euros. Le coût de revient final pour Montpellier Méditerranée Métropole s'élève donc à 6 815 euros TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat avec Réseau Canopé,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1126752-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

CULTURE – MUSÉE FABRE - SERVICE DE PROBATION ET D'INSERTION PÉNITENTIAIRE DE L'HÉRAULT - DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, dans sa politique d'ouverture au public le plus large, affirme sa mission de développement et de diversification des usagers pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Il est à ce titre un instrument majeur pour tout dispositif de réinsertion sociale. Dans une démarche volontariste de solidarité et de citoyenneté, un partenariat avec le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) de l'Hérault et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) s'avère nécessaire afin de participer à la politique de réinsertion culturelle et sociale des détenus.

Le SPIP, dans le cadre de ses missions de réinsertion sociale des publics placés sous main de justice, a vocation à favoriser l'accès à la culture des publics dits empêchés.

La DRAC dans le cadre du protocole culture justice s'attache à atteindre les objectifs de démocratisation de la culture auprès des publics spécifiques en facilitant et accompagnant les jumelages entre les grands équipements culturels et les établissements en charge des personnes sous main de justice.

Depuis 2007, une convention permet aux différents partenaires de mettre en œuvre une action qui propose d'aller à la rencontre des populations qui n'ont pas accès à l'art afin d'accomplir leur insertion culturelle et sociale.

Le projet 2016/2017 concernera deux groupes de 8 détenus volontaires de la Maison d'Arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone.

La convention à venir règle l'ensemble des modalités techniques et administratives nécessaires à la mise en œuvre de ces objectifs, et précise notamment les obligations de chacune des parties.

Le musée Fabre s'engage à mettre à disposition ses collections et le savoir faire de ses médiateurs comme le point de départ d'une action culturelle et artistique pratiquée au musée dans le parcours permanent et les ateliers de pratiques plastiques. Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole prendra en charge les frais de fonctionnement liés aux activités du service organisées dans les murs (billets d'entrée, matériel arts plastiques, mise à disposition de l'atelier, frais de personnel) pour un budget global prévisionnel de 3 000€.

La convention prendra effet à la date de signature par les parties pour une durée d'un an. Deux réunions proposées par le musée Fabre permettront de dresser un bilan des actions, d'effectuer une évaluation partagée, de définir les perspectives et objectifs à venir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le Service de Probation et d'Insertion Pénitentiaire de l'Hérault et la Direction Régionale des Affaires Culturelles,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13932

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1126802-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

CULTURE – TOTAL FESTUM 2016 - SOUTIEN À LA CULTURE OCCITANE DE LA MÉTROPOLE - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Afin de soutenir sur son propre territoire les projets artistiques mettant en valeur la culture occitane, Montpellier Méditerranée Métropole s'associe à la onzième édition de la manifestation Total Festum organisée par la Région Languedoc-Roussillon.

Les aides financières attribuées par Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de ces manifestations aux différentes structures organisatrices tiennent compte des critères d'exigences envers notamment la promotion de la langue occitane soutenus par la Région Languedoc-Roussillon, mais également de l'intérêt culturel pour la Collectivité à défendre sur son propre territoire les initiatives valorisant et promouvant ce patrimoine immatériel.

Montpellier Méditerranée Métropole soutien les manifestations à la culture occitane sur le territoire des communes suivantes :

1/ Projets labellisés Total Festum

COMMUNES	MONTANT ACCORDE
Cournonterral- Association Le Chevalet de Cournonterral	2400
Saussan	500
Montpellier	
- Théâtre de la Vista	3000
- Intercal	2000
- Bras'oc	2000
Murviel les Montpellier- Lézar du	3000
Pignan- ACEPAV	500
Cournonsec- Cop Sec	400
Villeneuve Les Maguelones- Emergence	700
TOTAL	14 500

2 / Projets Hors Total Festum

En outre, en marge de Total Festum, une animation est organisée par la commune de Saint Génès des Mourgues. Compte tenu de l'intérêt culturel pour la collectivité à défendre sur son propre territoire les initiatives valorisant la culture occitane, il est proposé de soutenir cette manifestation par l'affectation d'une subvention de 500 €.

Le total des aides apportées par Montpellier Métropole à la culture occitane s'élève ainsi à 15 000 €.

Ces aides seront formalisées par des conventions financières conclues entre Montpellier Méditerranée Métropole et les bénéficiaires susvisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions susmentionnées,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions de partenariat afférentes, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 13933

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1126584-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

**CULTURE – HÔTEL MONTCALM - MARCHÉS DE TRAVAUX N°2183DC09 ET 3131DC12 -
PROTOCOLES TRANSACTIONNELS AVEC LES ENTREPRISES SOCAMO ET SOPESUD
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°12293 en date du 19 juin 2014, la Collectivité a prononcé l'arrêt de l'opération de construction du MHFA, et l'étude de sa réorientation vers un projet fondé sur l'art contemporain. Faisant suite à cette décision, la Collectivité et les entreprises contractuellement impliquées sur cette opération ont engagé des discussions visant à modifier et supprimer un certain nombre de prestations et travaux bâtiment prévus dans le marché initial.

Ces ajustements nécessaires ont conduit à proposer à certaines entreprises titulaires une diminution substantielle du montant forfaitaire de leur marché. Au moment de la réception des travaux, établie à l'été 2015, ces entreprises ont intégré à leur projet de décompte final une indemnité pour préjudice subi, sur laquelle les parties ont échangé.

1/ Sur le marché n°2183DC09 – Lot n°8 : Revêtements de sol, faïences – Entreprise SOCAMO :

L'entreprise SOCAMO était titulaire du marché n°2183DC09 de « Travaux de construction du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie », lot n°7 : Revêtement de sol en résine, faïences. Ce marché lui a été notifié le 28 juillet 2010 pour un montant de 285 010,85 € H.T., porté à 313 414,27 € H.T. par 2 avenants successifs.

La société SOCAMO a refusé de signer l'avenant n°3 ayant pour objet la prise en compte contractuelle de la modification des travaux et de la diminution du montant du marché susmentionnée de -164 382,49 € H.T.

Par courrier du 19 juin 2015 puis 19 octobre 2015, la société SOCAMO a transmis à la Collectivité un mémoire en réclamation au terme duquel elle sollicite le versement d'une indemnité de 67 798,78 € H.T. pour le préjudice subi.

Après échanges avec l'entreprise :

- Considérant qu'il ressort des dispositions de l'article 16 du CCAG travaux applicable que l'entrepreneur a droit à être indemnisé du préjudice qu'il a subi du fait de cette diminution au-delà de la diminution limite de 5% de la masse initiale,
- Considérant qu'en application des dispositions susmentionnées, l'assiette du préjudice s'établit strictement à 148 715,07 € H.T.,
- Considérant que l'entreprise SOCAMO consent à arrondir cette assiette à 145 000 € H.T.,
- Considérant qu'il ressort de cette assiette que la perte de marge consécutive à la diminution du montant de travaux s'établit à 44 950 € H.T.,
- Considérant que la perte de productivité consécutive à l'inactivité des ouvriers du fait de la diminution brutale de la masse travaux s'établit à 720 heures à 28€H.T./h, soit 20 160 € H.T.,

Les parties conviennent de transiger sur une indemnité pour préjudice subi d'un montant total de 44 950 € H.T. + 20 160 € H.T. = 65 110 € H.T., arrondi à 65 000 € H.T.

2/ Sur le marché n°3131DC12 – Lot n°8 : Peinture – Nettoyage – Entreprise SOPESUD

L'entreprise SOPESUD était titulaire du marché n°3131 DC 12 de « Travaux de construction du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie », lot n°8 : Peinture - Nettoyage. Ce marché lui a été notifié le 14 octobre 2013 pour un montant de 215 243,50 € H.T.

L'entreprise SOPESUD a accepté la conclusion d'un avenant n°1 au marché, formalisant une diminution de -42,4% du montant initial du marché, soit - 91 269,50 € H.T. Cet avenant lui a été notifié le 29 mai 2015.

Suite à la réception des travaux, l'entreprise SOPESUD a transmis à la Collectivité un projet de décompte final, intégrant une demande d'indemnité suite à l'abandon du projet de 22 720 € H.T., décomposée comme suit :

1/ Coût de la main d'œuvre non productive (secrétariat – service Etudes) :	960,00 € H.T.
2/ Coût de la main d'œuvre non productive (mètreur) :	3 640,00 € H.T.
3/ Perte d'exploitation :	16 200,00 € H.T.
4/ Frais d'étude, recherche, présentation d'échantillons :	1 920,00 € H.T.

Après échanges avec l'entreprise :

- Considérant que les frais chiffrés au point n°1 susmentionné relèvent de la prise en compte d'aléas classiques dans la conduite d'un chantier, et qu'ils n'ont en conséquence pas à être intégrés dans le chiffrage de la réclamation,
- Considérant que les frais chiffrés au point n°2 susmentionné correspondent à des prestations effectivement réalisées, et que le mode de chiffrage apparaît cohérent au vu du temps passé et des taux horaires habituellement usités,
- Considérant que l'abandon du projet de construction du MHFA a impacté fortement les équipes de la société SOPESUD mobilisées sur le chantier, et qu'en conséquence la société SOPESUD a dû redéployer en urgence ses équipes sur d'autres chantiers, avec une perte d'exploitation avérée dont l'évaluation faite par la société SOPESUD dans son mémoire explicatif, validée par la maîtrise d'œuvre, apparaît cohérente et justifiée (point n°3),
- Considérant que les frais chiffrés au point n°4 susmentionné correspondent à des prestations effectivement réalisées, et que le mode de chiffrage apparaît cohérent au vu du temps passé et des taux horaires habituellement usités,

Les parties conviennent de transiger sur une indemnité pour préjudice subi d'un montant total de 21 760 € H.T.

Il est, en conséquence, proposé de conclure avec chacune des sociétés (SOCAMO et SOPESUD) un protocole transactionnel. Ces protocoles sont régis par les dispositions des articles 2044 et suivants du code civil et sont donc revêtus, conformément aux dispositions de l'article 2052 du même code, de « l'autorité de la chose jugée en dernier ressort ».

La Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 14 juin 2016, a approuvé la conclusion de ces deux protocoles transactionnels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du protocole transactionnel avec l'entreprise SOCAMO, actant d'une indemnité de 65 000 € H.T.,
- approuver la conclusion du protocole transactionnel avec l'entreprise SOPESUD, actant d'une indemnité de 21 760 € H.T.,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les protocoles transactionnels susmentionnés ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-Imc1127420-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

CULTURE – AGORA DE LA DANSE - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE AVEC LES ASSOCIATIONS MONTPELLIER DANSE ET CENTRE CHORÉGRAPHIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER - AVENANT N°1 RELATIF À LA PROLONGATION DE LA CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°12868 du 31 mars 2015, le Conseil de Métropole a autorisé la signature d'une convention d'occupation temporaire de l'Agora de la Danse avec les associations Montpellier Danse et Centre Chorégraphique National de Montpellier.

Par cette mise à disposition, Montpellier Méditerranée Métropole permet à Montpellier Danse de développer, dans le domaine de la danse, une activité de création, production, organisation, exploitation, gestion et formation. Montpellier Danse peut en outre réaliser ou co-réaliser, produire ou co-produire, diffuser ou co-diffuser toutes activités phonographiques, radiophoniques, télévisuelles, cinématographiques ou audiovisuelles et toutes autres activités conformes à son objet.

De la même manière, le Centre Chorégraphique National de Montpellier a la faculté d'œuvrer, auprès d'un public le plus large possible, à la promotion de l'art chorégraphique et des disciplines complémentaires et, plus généralement, de s'intéresser à tout ce qui se rattache directement ou indirectement à l'expression corporelle des personnes, par une activité de création et présentation de spectacles et d'œuvres chorégraphiques, de formation et de soutien de toute association ou groupement de personnes répondant à cette mission.

La convention d'occupation temporaire de l'Agora de la Danse arrive à terme au 30 septembre 2016. Au vu du bilan positif de cette convention, et afin de poursuivre la mise à disposition de cet équipement au bénéfice des associations susmentionnées et ainsi permettre la continuité de leurs activités, il est proposé de la prolonger pour une année supplémentaire, soit jusqu'au 30 septembre 2017.

Hormis l'article 4 relatif à la durée, les autres clauses de la convention demeurent inchangées. Ainsi, le principe d'une refacturation des fluides est maintenu, tout comme celui d'une mise à disposition de l'équipement à titre gracieux, celle-ci relevant d'une contribution volontaire de Montpellier Méditerranée Métropole, valorisée à hauteur de 164 000 € pour la partie Montpellier Danse, et 96 000 € pour la partie Centre Chorégraphique National de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion d'un avenant n°1 de prolongation de la convention d'occupation temporaire de l'Agora de la Danse avec les associations Montpellier Danse et Centre Chorégraphique National de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°1 susmentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127421-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

CULTURE – CONVENTION PLURIANNUELLE DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER, MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ, LES RADIOS ASSOCIATIVES DE MONTPELLIER ET LEUR FÉDÉRATION REPRÉSENTATIVE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

La Ville de Montpellier soutient de longue date le fonctionnement des radios associatives locales afin de défendre leur indépendance et préserver la diversité de ce secteur culturel ; ces aides sont complétées par l'achat de prestations et des mises à disposition de locaux municipaux.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole entendent aujourd'hui bâtir un programme partenarial pluriannuel avec ces radios associatives et leur fédération représentative, afin de développer des productions notamment en matière de culture, de patrimoine et de démocratie participative.

Il est proposé la signature d'une convention afin de définir les objectifs et le programme d'actions du partenariat pour la période 2016-2018.

La Ville s'engage ainsi à :

- Allouer une subvention annuelle de 8 000 € à chacune des 8 radios et 6 000 € à leur fédération, pour contribuer à leur bon fonctionnement ;
- Mettre à disposition de la Fédération des locaux rue Hébert, ce qui équivaut à une subvention en nature valorisable à hauteur de 1065 € annuels ;
- Commander auprès des radios associatives des prestations à hauteur de 25 000 € annuels, afin de mettre en œuvre le programme d'actions annuel ;

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- Commander auprès des radios associatives des prestations à hauteur de 25 000 € annuels, afin de mettre en œuvre le programme d'actions annuel ;

Les radios associatives s'engagent quant à elles à mettre en œuvre le programme d'actions annuel :

- Produire et diffuser des plateaux et messages d'intérêt général, afin de promouvoir les événements organisés ou soutenus par la Ville et la Métropole
- Mettre en œuvre un chantier « Mémoire et patrimoine », afin de constituer une mémoire sonore des quartiers, de la Ville et de la Métropole de Montpellier ; ces émissions, qui pourront être utilisées à des fins de développement touristique, auront pour objectif d'inciter les habitants à découvrir ou redécouvrir leur territoire ;
- Produire et diffuser des magazines d'actualité consacrés à la Ville et à la Métropole, sur les thèmes de la citoyenneté, le dialogue interculturel et le vivre ensemble, l'environnement, le développement durable, la santé, le sport, le tourisme ;
- Produire et diffuser des magazines sur le thème de la démocratie participative.

La convention prendra effet à compter de la date de sa signature et jusqu'au 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les radios associatives représentées par leur Fédération,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13936

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127939-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,
INTERNATIONAL, ARTISANAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONVENTION CADRE ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met en place des politiques publiques destinées à promouvoir et à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille, mais aussi à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international ou par des actions d'animation.

Dans cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Montpellier Méditerranée Métropole a lancé un programme ambitieux de soutien au développement du secteur numérique au travers du programme Montpellier Métropole Numérique. Forte de ce programme et en synergie avec l'écosystème local du numérique et de l'innovation, la Métropole a coordonné la rédaction d'un dossier de candidature à la labellisation des métropoles French Tech. Ce label a été obtenu en novembre 2014 et il prouve la pertinence du programme Montpellier Métropole Numérique ainsi que l'efficacité de l'écosystème local du numérique et de l'innovation pour accompagner le développement des entreprises.

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier met en œuvre une politique publique volontariste destinée à promouvoir l'artisanat sur le territoire communal. La Ville de Montpellier met en avant les savoir-faire locaux au travers de ses manifestations commerciales qui permettent aux créateurs de se faire connaître auprès du grand public. Afin d'aller plus loin que la seule promotion et de favoriser l'implantation de jeunes artisans sur son territoire, la Ville de Montpellier, avec son opérateur la SERM, a identifié des locaux en centre-ville pour les proposer à des artisans d'art et à terme créer un véritable circuit de l'artisanat d'art renforçant l'attractivité du centre historique.

Depuis 2012, la Ville de Montpellier travaille en étroite collaboration avec la Chambre syndicale Ateliers d'Art de France (AAF) afin de dynamiser la filière des métiers d'art sur le territoire. L'implantation d'AAF rue de l'Université ainsi que l'organisation du Salon Ob'Art représentent un signal fort de ce partenariat et contribuent à l'attractivité et au rayonnement de Montpellier comme « Ville Métiers d'Art », en valorisant et en préservant le développement économique des métiers d'art sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé de renforcer et conforter le partenariat avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, au travers d'une convention cadre, dans le but de développer l'artisanat et d'assurer la lisibilité des politiques publiques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier auprès des artisans.

Par la reconnaissance de leurs objectifs partagés et de leurs compétences complémentaires, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault souhaitent renforcer leur collaboration, en mettant en commun leur savoir-faire et leurs compétences au service des entreprises artisanales et du développement du territoire.

Les axes de coopération sont définis ainsi :

- Transition numérique et artisanat ;
- Promotion de l'artisanat et développement touristique ;
- Valorisation des métiers de l'artisanat et Politique de la Ville ;
- Observation des dynamiques économiques du territoire ;
- Démarche qualité et attractivité du centre-ville.

Cette convention sera signée pour une durée de trois ans et pourra être déclinée et complétée par des conventions thématiques opérationnelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention cadre définissant les modalités de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault ;

Délibération n° 13896

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1127199-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ACTIONS DESIGN - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC INDIGO D'OC - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole intègre au nombre de ses compétences obligatoires le développement économique. Dans ce cadre, elle met en place des politiques publiques destinées à promouvoir et à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille, mais aussi à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international ou par des actions d'animation.

Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques, les centres de formation et plus largement l'ensemble des acteurs économiques présents sur son territoire.

En 2016, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à soutenir une dynamique durable de développement économique et d'emploi autour du design.

Le Design est une fonction de l'entreprise qui contribue à satisfaire des besoins et attentes essentiels des consommateurs, des usagers et des citoyens.

Il joue aussi un rôle important dans la création de facteurs déterminants pour la compétitivité des entreprises. Il s'intègre autant aux activités des entreprises privées que publiques, politiques ou à but non lucratif, productrices de biens ou de services, adressant le marché des particuliers ou des entreprises.

Le Design est une activité créatrice dont le but est de présenter les multiples facettes de la qualité des objets, des procédés, des services et des systèmes dans lesquels ils sont intégrés au cours de leur cycle de vie.

Il est ainsi souvent considéré comme un facteur « d'humanisation innovante des technologies » et un moteur essentiel dans les échanges économiques et culturels.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole, le design constitue donc une opportunité pour fédérer les entreprises du territoire, dont les TPE et PME, facteur de création et d'innovation mais aussi de promotion des savoirs faire et produits locaux.

Le design à Montpellier est présent dans de nombreux domaines dont les transports, l'architecture, l'aménagement, le commerce, la culture, le numérique, la santé... et plus largement l'innovation.

C'est pourquoi, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite contribuer au développement d'une dynamique locale autour du Design et à la réussite d'un programme d'actions dédié, élaboré en lien étroit avec les partenaires et acteurs du design.

Ainsi, il est proposé de s'engager autour :

- De la signature d'une convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier afin de décliner des actions autour du design pour l'année 2016, et ce afin de favoriser l'émergence à terme d'un écosystème local dédié au design.
- Du renouvellement d'un soutien financier pour l'exercice 2016, au collectif de Designers Indigo d'Oc.

En premier lieu, il est donc proposé de signer une convention de partenariat spécifique entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier autour du design. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole et la CCI de Montpellier s'engagent ensemble autour de projets communs visant à soutenir l'émergence d'une véritable dynamique économique autour du design sur le territoire.

Il est proposé à ce titre d'accompagner et soutenir des projets inscrits dans un programme annuel s'adressant aux professionnels (entreprises, structures d'accompagnement, acteurs institutionnels, etc....) comme au grand public (dont les habitants, les étudiants, etc....), ainsi que l'organisation d'une manifestation « phare » annuelle autour du design (les Rencontres design acte 2 pour l'année 2016).

Pour ce faire, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite associer, animer et fédérer, avec la CCI, les acteurs du design.

L'action envisagée doit donc permettre de rassembler les acteurs du territoire autour d'une démarche innovante, collaborative et ouverte, respectueuse du positionnement et des intérêts des différentes parties prenantes associées, partenaires et acteurs.

Dans ce cadre, un comité de pilotage, animé par Montpellier Méditerranée Métropole et la CCI de Montpellier sera constitué et réunira, notamment, les acteurs suivants :

- LABSUD – FabLab montpelliérain.
- INDIGO D'OC – collectif de Designers
- L'ENSAM – Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier
- L'ESBAM - Ecole des Beaux-Arts de Montpellier
- La Ville de Montpellier
- Tout autre partenaire pouvant contribuer à la dynamique locale liée au design.

En complémentarité, il est proposé de renouveler le soutien à l'action du Collectif de Designers Indigo d'oc par l'attribution d'une subvention d'un montant de 15 000 € TTC pour l'année 2016 et la signature d'une convention de partenariat.

En effet, l'association Indigo d'Oc, collectif de Designer, a proposé de mettre en œuvre un programme d'actions en 2016 autour de projets comme la journée internationale du design Industriel lancée le 29 juin 2016 à la Maison des Relations Internationales de la Ville de Montpellier, et qui se poursuivra par l'organisation de plusieurs workshops, avec un deuxième temps fort programmé en octobre 2016 à l'Hôtel de Ville de Montpellier, dans le cadre de l'acte II du design, en collaboration avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier

Cette proposition de programme, qui contribue aux objectifs de la Métropole en matière de développement du design sur le territoire, a vocation à associer le plus largement possible les acteurs économiques locaux impliqués dans le design ou pour lesquels le design peut représenter un accélérateur au développement, en particulier le Fablab Lab Sud, ainsi que les acteurs universitaires et le grand public.

Au-delà de ce cycle et pour favoriser l'accès de tout public au design, d'autres actions pourront être organisées en cours d'année et enrichir le programme, notamment à travers des matinales du design, en lien avec le BIC notamment, ou des interventions dans les temps périscolaires.

La convention de partenariat proposée traduit donc une volonté commune de développement du design au service des professionnels et du grand public et définit les modalités de collaboration entre Montpellier Méditerranée Métropole et Indigo d'Oc, ainsi que les engagements réciproques des deux partenaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie, sur la mise en place d'un programme d'actions communes en faveur du Design sur le territoire.
- autoriser l'attribution d'une subvention de 15 000 euros à l'Association Indigo d'Oc, au titre de l'année 2016, sous réserve de la signature de la convention de partenariat ;

Délibération n° 13908

- dire que les crédits correspondants à la dépense sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127404-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – FONDATION ENTREPRENDRE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DES UNIVERSITÉS D'ÉTÉ - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique Montpellier Méditerranée Métropole élabore et met en œuvre des politiques publiques destinées à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, et à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international.

Dans cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique de soutien à la création, à l'innovation, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation des entreprises. Elle favorise les synergies entre les entreprises et l'ensemble de la sphère économique, notamment par le soutien aux pôles d'activités, aux universités, aux établissements d'enseignement supérieur.

Montpellier Méditerranée Métropole a décidé, dans le cadre de ses missions d'intérêt général, de soutenir l'organisation de l'Université d'été de la fondation Entreprendre de l'Université de Montpellier à hauteur de 10 000€. Cet événement offre à l'Université et à ses partenaires un espace privilégié de partage d'expériences et de réflexion. Les colloques et rencontres professionnelles permettent :

- Le repérage et la mutualisation de bonnes pratiques,
- L'exploration de nouvelles problématiques,
- L'échange entre réseaux d'acteurs qui se méconnaissent,
- La valorisation et le partage de travaux de recherche.

Dans une dynamique **pluridisciplinaire et participative**, l'UE SEED (Sud Emploi Entrepreneuriat et Développement) a pour objectif de faire se rencontrer les acteurs du développement économique territorial afin d'établir ensemble, lors de deux journées dédiées, des solutions ou pistes concrètes de solutions à des problématiques clés de nos territoires. résolument prospectifs, l'événement vise également à permettre un **échange d'expériences et de bonnes pratiques** entre universités, entreprises, organismes publics et partenaires.

Dans un contexte économique et institutionnel mouvant, ces deux journées ont l'ambition de répondre à un besoin de prise de recul des acteurs économiques, permettant de développer des stratégies d'organisation dans des domaines clés par le partage d'expériences et l'apport d'enseignants-chercheurs reconnus.

L'édition 2016, prévue pour les 7 et 8 juillet, s'attachera à étudier les liens entre nouveaux territoires et innovation, en tentant, de manière sectorielle, de développer ou de mettre en lumière les stratégies d'adaptation des structures aux contraintes externes. (l'acronyme « seed », signifiant « la graine » en anglais, fait référence ici au terme de germination, d'innovation...).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à la Fondation entreprendre de l'Université de Montpellier d'une subvention de 10 000 euros pour l'organisation des universités d'été,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme C. MARION.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Délibération n° 13909

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1127371-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA MÉTROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - ACCORDS-CADRES À BONS DE COMMANDE MONO ATTRIBUTAIRE N°4546RI16 D'EXTENSION DU RÉSEAU TRÈS HAUT DÉBIT ET MAINTENANCE ASSOCIÉE - AUTORISATION DE SIGNATURE LA CONVENTION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans le cadre du déploiement du réseau Très Haut Débit, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont identifié des besoins communs d'extension du réseau fibre optique pour les deux collectivités.

Afin de rationaliser les investissements et réaliser des économies, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont décidé de constituer un groupement de commandes, conformément à la convention annexée et à l'article 28 de l'Ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et de lancer une procédure commune de mise en concurrence.

Cette consultation fera l'objet d'une procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, en vue de la conclusion d'accords-cadres mono attributaires à bons de commandes, sans minimum et avec maximum en application des articles 78 et 80 du Décret susvisé.

Les prestations font l'objet de 2 lots :

- Lot 1 : Travaux d'extension du réseau Très Haut Débit pour un montant maximum annuel de 1 162 500 €H.T.
- Lot 2 : Maintenance réseau pour un montant maximum annuel de 87 500 € H.T.

Le lot n° 2 ne concernant que Montpellier Méditerranée Métropole.

Les deux accords-cadres seront conclus pour une durée initiale de 1 an à compter de leur notification et seront reconductibles 3 fois.

Montpellier Méditerranée Métropole sera désignée coordonnateur du groupement. A ce titre elle sera chargée de l'ensemble de la procédure de mise en concurrence, jusqu'à la notification.

La Ville et la Métropole seront chargées, chacune pour la partie qui la concerne, de l'exécution technique et financière des accords-cadres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'un groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour la passation d'accords-cadres à bons de commande mono attributaires d'extension du réseau Très Haut Débit et maintenance associée ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention constitutive du groupement et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127755-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU
TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s) :

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU PUBLIC DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE PÉROLS - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n°A2016-267 en date du 21 juin 2016, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée du PLU de la Commune de Pérols.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la 2ème tranche de la ZAC Ode acte 1, il est apparu nécessaire de rehausser les surfaces de plancher constructibles dans les sous-secteurs UI2 et 1AUI2 du Plan local d'urbanisme de PEROLS au sein du périmètre de la ZAC, et leur répartition entre les deux s/secteurs. Parallèlement, cette procédure permettra de corriger une erreur matérielle intervenue à l'occasion de la récente modification n°5 du PLU concernant les hauteurs maximales de clôtures.

Il est proposé de supprimer l'emplacement réservé n°10, au bénéfice de la Métropole, qui prévoyait l'élargissement de l'Avenue Bir Hakeim et pour lequel l'inscription au PLU n'a plus lieu d'être, du fait du report de cet élargissement sur le côté opposé de l'Avenue (projet Ode Acte 2).

Enfin, cette procédure permettra parallèlement de procéder à des adaptations mineures graphiques et réglementaires.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L 153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole. Dans ce contexte, le dossier de modification sera :

- mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Pérols aux heures d'ouverture habituelles ;
- accompagné d'un registre en Mairie de Pérols permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr) et de la Mairie de Pérols (adresse <http://www.ville-perols.fr/>).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée du plan local d'urbanisme de la commune de Pérols telles que définies dans le cadre de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1127171-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. HIAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU PUBLIC DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE CLAPIERS - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n° 2016-262 en date du 16 juin 2016, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée n°2 du PLU de la Commune de Clapiers afin de réduire de l'emplacement réservé n°13, institué au bénéfice de la Métropole pour organiser la réalisation du projet de ligne 5 de TCSP, les emprises mineures, hors linéaire de ligne de transport dont l'inscription au PLU de la commune de Clapiers n'a plus lieu d'être (et sur lesquelles la Commune souhaite implanter ses ateliers techniques).

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L 153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole. Dans ce contexte, le dossier de modification sera :

- mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Clapiers aux heures d'ouverture habituelles ;
- accompagné d'un registre en Mairie de Clapiers permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr) et de la Mairie de Clapiers (www.ville-clapiers.fr).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le conseil Métropole, adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée N°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Clapiers telles que définies dans le cadre de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1127170-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE VENDARGUES - PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE À UNE ÉTUDE DE DÉFINITION D'UN PROJET URBAIN - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par délibération du 12 novembre 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi). Conformément à la Charte de gouvernance adoptée par les 31 Communes et la Métropole, ce PLUi devra s'attacher à décliner un véritable projet de territoire fixant un cap pour un développement durable et équilibré du territoire, respectueux des 31 projets communaux.

Dans ce cadre, la Commune de Vendargues souhaite réaliser une étude de définition urbaine en vue de préciser les modalités d'aménagement du Sud de son territoire. Le site de Meyrargues, d'une superficie de près de 100 hectares, a été identifié par le SCoT comme un site d'extension. Dans le développement de ce secteur à forts enjeux urbains et paysagers, la Commune entend partager la problématique métropolitaine de conciliation de l'attractivité démographique et économique et de la préservation et valorisation de ses espaces naturels et souhaite y apporter des réponses concrètes.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Vendargues ont ainsi convenu de l'opportunité de mener une étude pour définir un projet urbain dont les principaux objectifs sont les suivants :

- Définir une programmation globale du secteur avec une vocation principalement habitat et étudier, au regard notamment des projets avoisinants, la faisabilité de l'implantation d'activités économiques au Sud de la RD 613 en regard de la zone d'activités du Salaison.
- Répondre à la problématique de l'accessibilité du site en intégrant les projets, à plus ou moins long terme, de déplacements dans le secteur Est de Montpellier.
- Concevoir un projet urbain en continuité avec les tissus existants communaux, notamment en appréhendant la coupure créée par la RD 613.
- Mener une réflexion sur les équipements publics communaux et sur leur localisation.
- Préserver et valoriser l'identité du hameau de Meyrargues en intégrant un volet agricole au projet urbain.
- Répondre à la problématique hydraulique du secteur notamment par une analyse fine des bassins versants et des exutoires.
- Intégrer la sensibilité environnementale du site.

Cette étude couvrira également une partie des prestations à engager par la Métropole dans le cadre de l'élaboration du PLUi, en particulier sur la définition d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et de recommandations réglementaires.

Dans ce contexte, une convention de groupement de commandes entre la Commune de Vendargues et Montpellier Méditerranée Métropole est proposée à l'approbation du Conseil de Métropole. Cette convention précise la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au coût de cette étude et le rôle respectif des parties à la convention. En application de cette convention, la Commune de Vendargues sera coordonnateur du groupement chargé de la passation, de la signature et de l'exécution du marché.

Le montant de l'étude est estimé à 50 000 € HT. Montpellier Méditerranée Métropole entend y participer à hauteur de 30% soit 15 000 € HT. Il est entendu que la Commune de Vendargues peut

Délibération n° 13901

solliciter auprès de ses partenaires, et autres collectivités locales, des subventions au financement de l'étude objet de la convention sus-visée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de groupement de commandes relatif à l'étude de définition du projet urbain du secteur de Meyrargues entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Vendargues ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention constitutive de groupement de commandes et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution du présent marché, y compris, le cas échéant, sa résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127234-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ZONE D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ SUR LE SITE DE BIONNE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER AU BÉNÉFICE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - CRÉATION - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), approuvé le 17 février 2006, a classé en armature des espaces naturels et agricoles le secteur de « Bionne », situé sur la Commune de Montpellier. Celui-ci est constitué à l'Est par la ripisylve et les prairies humides bordant la Mosson qui constituent le champ d'expansion de crue de la Mosson et abritent une biodiversité importante classée en Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF). A l'Ouest, ce site est bordé par le coteau qui surplombe la Mosson, sur lequel sont implantés le Château de Bionne, folie Montpelliéraïne de la fin du XVII^{ème} Siècle qui témoigne de la richesse du patrimoine architectural Montpelliéraïn et quelques habitations éparses.

Ce secteur naturel est traversé par la RD132 sur laquelle sera réalisé le projet de Contournement Ouest de Montpellier (COM). Ce projet d'infrastructure majeur, inscrit dans le Plan de Déplacements Urbains (PDU) de Montpellier Méditerranée Métropole, permettra de relier l'A709 et l'A750, axes autoroutiers structurants au niveau européen. Ce projet porté par l'Etat, en partenariat avec les collectivités locales et leurs groupements dont la Métropole, a fait l'objet d'une concertation et un tracé préférentiel est actuellement à l'étude.

Actuellement le secteur de « Bionne » connaît une forte pression foncière qui se traduit par des occupations illicites de terrains sur lesquelles vivent des populations défavorisées, des constructions illicites, des dépôts de matériaux polluants à proximité de la ripisylve de la Mosson.

Au titre de sa compétence en matière d'actions et de valorisation du patrimoine naturel et paysager et dans le cadre de sa politique de développement et d'aménagement durable du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite préserver le secteur naturel de « Bionne », veiller par anticipation à l'intégration future du COM dans ce site naturel et maîtriser le devenir de ses abords et les aménagements qui pourraient s'y développer dans le temps, dans le respect des dispositions du SCOT et du PLUi en cours d'élaboration.

Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mettre en place une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) sur ce site. Le périmètre de cette ZAD, d'une superficie d'environ 58 hectares, est délimité au nord par la N109, à l'Ouest par la Mosson, au Sud par la limite communale de Montpellier et à l'est par le coteau de « Bionne ». Une carte, annexée à la présente délibération, fait apparaître le périmètre précis de la future ZAD.

En date du 22 juin 2016, le Conseil Municipal de la Commune de Montpellier a donné un avis favorable concernant la création de cette ZAD.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- créer une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) sur le site de "Bionne", conformément au périmètre délimité sur le plan ci-après annexé, au bénéfice de la Métropole,
- autoriser monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13902

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1127218-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s) :

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CRÉATION DE LA ZONE D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ SUR LE SITE FONT D'ARMAND AU BÉNÉFICE DE LA COMMUNE DE SUSSARGUES - AVIS SUR LA CRÉATION DE ZONE D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), approuvé le 17 février 2006, a classé près de 35 hectares, situés au Sud de la Commune en zone d'extension urbaine. Dans la continuité de ce classement, la Commune de Sussargues, en partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole, a mené en 2006 une étude urbaine sur ce secteur afin de définir le projet urbain pouvant y être développé. En 2011, la Commune a réalisé sur le même périmètre un « état initial faune-flore-habitats » afin de prendre en compte les évolutions réglementaires liées au Grenelle de l'Environnement. Cette étude a fait apparaître que le secteur d'extension urbaine identifié au SCoT abritait une richesse écologique importante ainsi que des espèces protégées comme la Gagée de Granatelli.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Sussargues, approuvé le 24 juin 2013, a pris en compte les résultats de cette étude. Ceci a conduit à ne classer que 9,8 d'hectares, sur les 35 hectares précédemment identifiés, en zone à urbaniser future (AU0). L'ouverture à l'urbanisation de celle-ci est conditionnée à une modification ou une révision du PLU de Sussargues ainsi qu'à la mise en œuvre d'une opération d'aménagement d'ensemble sur la totalité de la zone AU0.

Le 11 juillet 2014, le conseil municipal de Sussargues a mandaté la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) pour mener les études préalables à l'aménagement de la zone AU0 précédemment évoquée. Ces études ont pour objectif de définir :

- La faisabilité d'une opération d'aménagement sur la zone AU0,
- Les différentes modalités de mise en œuvre pouvant être envisagée en ce qui concerne cette opération d'aménagement,
- La programmation à imaginer en cohérence avec le projet urbain communal défini dans le Projet d'Aménagement et Développement Durable (PADD) du PLU ainsi qu'avec le Programme Local de l'Habitat (PLH).

Conformément aux dispositions de l'article L212-1 du Code de l'urbanisme, une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) peut être créée, par décision motivée du représentant de l'Etat dans le département, sur proposition d'une commune et après avis de l'établissement public de coopération intercommunale.

Dans ce nouveau contexte, la Commune de Sussargues souhaite qu'une ZAD soit créée à son bénéfice, dont le périmètre reprendra celui de la zone AU0 du PLU, approuvée le 24 juin 2013. D'une superficie d'environ 9,8 hectares, la ZAD permettra de constituer des réserves foncières préservant la possibilité de réaliser une opération d'aménagement sur la zone AU0 du PLU.

Le conseil municipal de Sussargues a donc délibéré le 13 juin 2016 pour demander à :

- Montpellier Méditerranée Métropole de formuler un avis concernant la présente demande de création de ZAD,
- M. le Préfet de l'Hérault de créer une ZAD, sur l'ensemble des parcelles délimité sur le plan joint en annexe et représentant une superficie d'environ 9,8 hectares, au bénéfice de la Commune en tant que titulaire du droit de préemption.

Les objectifs de l'opération d'aménagement projetée par la Commune s'inscrivent totalement dans la politique de développement et d'aménagement durable du territoire métropolitain. En effet, le projet communal permet de :

- Mettre en œuvre un projet urbain de qualité prenant en compte les orientations du SCoT et du PLH,
- Mettre en œuvre une politique locale d'habitat à long terme favorisant la mixité sociale.

Le projet de création cette ZAD au bénéfice de la Commune de Sussargues répond pleinement aux objectifs stratégiques de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de développement et d'aménagement durable du territoire Métropolitain et de politique foncière. Il est en cohérence avec

Délibération n° 13903

la délibération du conseil de métropole en date du 26 mai 2016, définissant l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- formuler un avis favorable en ce qui concerne la création de la Zone d'Aménagement Différé sur le site "Font d'Armand" au bénéfice de la Commune de Sussargues en tant que titulaire du droit de préemption ,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1126701-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ZONE D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ SUR LE SITE STRATÉGIQUE « NAUSSARGUES - BEL-AIR » SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE JUVIGNAC ET SAINT GEORGES D'ORQUES, AU BÉNÉFICE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - CRÉATION - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole se caractérise par sa dynamique démographique qui est parmi les plus fortes de France, par sa dynamique économique car chaque année près de 1 800 emplois y sont créés et par sa situation géographique et climatique qui favorise le développement d'une biodiversité remarquable.

Le projet de territoire « Montpellier Métropole Territoires », en cours d'élaboration, a pour ambition de faire de Montpellier une référence au plan national en matière de développement durable. Il intègre 4 objectifs fondamentaux :

- Préserver et valoriser la richesse environnementale du territoire,
- Mieux répondre à la diversité des parcours résidentiels dans un contexte d'évolutions démographiques en mutation,
- Favoriser la construction d'un potentiel foncier mieux adapté au développement économique,
- Intégrer la vulnérabilité du territoire aux aléas, notamment climatiques.

« Montpellier Métropole Territoires » constituera le socle spatial et programmatique de l'ensemble des documents de planification en cours de révision ou d'élaboration (Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI), ...).

Sur le plan économique, le territoire de la Métropole a connu un fort développement le long de l'axe de l'A709 (ex A9 et futur contournement sud de Montpellier), axe autoroutier structurant au niveau européen, qui a induit une forte concentration d'emplois au sud du territoire générant de nombreux flux pendulaires. Au regard de ce contexte, le projet « Montpellier Métropole Territoires » doit impulser une dynamique visant à mieux répartir géographiquement l'emploi ce qui permettra notamment de réduire les déplacements « domicile-travail ». Pour ce faire, il s'appuiera sur les grands projets structurants d'infrastructures, comme :

- Le Contournement Ouest de Montpellier (COM) qui permettra de relier l'A750 (entrée nord-ouest du territoire métropolitain) à l'A709, tout en permettant une meilleure desserte de l'ouest du territoire métropolitain.
- La Liaison Intercantonale d'Evitement Nord de Montpellier (LIEN) qui permettra de relier l'A750 à l'A709 via le nord du territoire montpellierain, déjà en partie réalisée et dont le raccordement à l'A750 doit être réalisé dans les toutes prochaines années (le futur échangeur entre l'A750 et le LIEN est implanté sur le site de «Naussargues – Bel-Air »).

Aussi ce site de «Naussargues – Bel-Air», situé notamment sur les communes de Juvignac et de Saint-Georges-d'Orques, apparaît être un site opportun pour développer un projet d'aménagement novateur sur cette partie nord-ouest du territoire métropolitain faiblement pourvue en emplois et bénéficiant d'un réel potentiel en matière de desserte autoroutière. Ce site a d'ailleurs été identifié, pour cette raison, au SCoT approuvé le 17 février 2006, comme un site de projet potentiel pouvant accueillir une programmation novatrice alliant activités, loisirs, agriculture de proximité, habitat et valorisation du patrimoine naturel.

Aujourd'hui la volonté de faire émerger un projet d'aménagement à dominante économique sur une partie du site « Naussargues – Bel-Air » est partagée avec les Communes de Juvignac et de Saint-Georges-d'Orques. Le Conseil Municipal de Juvignac a voté une motion, le 21 mars 2016, demandant la création d'un « Eco Techno Pole » sur ce site.

L'aménagement de ce site stratégique est de compétence Métropolitaine, celle-ci ayant pris, par délibération en date du 26 mai 2016, la compétence aménagement pour toutes les opérations situées sur les sites stratégiques identifiés dans le SCoT.

Ce projet d'EcoParc Technico-Industriel dans un ensemble mixte à définir, comportant activités économiques, technologiques et industrielles, habitats et équipements publics devra faire l'objet d'études à mener en étroite association avec les commune de Saint-Georges-d'Orques et de Juvignac,

ainsi que les communes proches de Murviel-lès-Montpellier et de Grabels et les EPCI voisins compétents, dans l'objectif de répondre aux enjeux suivants :

1. Créer en premier lieu et avant tout un réel écosystème économique productif regroupant des activités diversifiées, recherche et formations supérieures.
2. Préserver le patrimoine naturel et agricole du site.
3. Intégrer, dans le programme de l'opération, mais subordonné au développement des activités du parc et de l'offre de logement existante et à venir dans les communes limitrophes, de l'habitat pour favoriser la mixité urbaine et le rapprochement domicile-travail.
4. Utiliser le gisement foncier, lié aux potentialités de densification du parc d'activités du Mijoulan dans le cadre d'un processus de requalification.

Afin de préparer la mise en œuvre de ce projet Montpellier Méditerranée Métropole doit se doter d'un nouvel outil foncier adapté au périmètre et aux objectifs tels que redéfinis ci-dessus. Conformément aux dispositions des articles L.212-1 et suivants du Code de l'urbanisme, la Métropole estime donc indispensable, de créer une zone d'aménagement différé (ZAD) à son bénéfice, sur un périmètre d'environ 486 ha, selon le plan annexé, défini en cohérence avec les nouvelles orientations décrites dans la présente délibération.

Les Conseils Municipaux des communes de Juvignac et de Saint Georges d'Orques sont appelés à émettre un avis concernant la création de cette ZAD.

Le Conseil municipal de la commune de Juvignac a donné un avis favorable en séance du 27 juin 2016.

En date du 29 juin le Conseil municipal de la Commune de Saint Georges d'Orques a également donné un avis favorable concernant la création de cette ZAD.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- créer une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) sur le site stratégique « Naussargues – Bel-Air », conformément au périmètre délimité sur le plan ci-après annexé, au bénéfice de la Métropole
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1127288-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – POLITIQUE FONCIÈRE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL - CONVENTION AVEC L'ÉTAT, L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LANGUEDOC-ROUSSILLON ET LA COMMUNE DE PIGNAN - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

En application des dispositions de l'article L.302-9-1 du Code de la construction et de l'habitation, et sur la base du bilan triennal portant sur le respect de l'objectif de production de logements sociaux sur la période 2011-2013, 13 communes, parmi lesquelles la commune de Pignan, ont fait l'objet d'un constat de carence par arrêté du Préfet du département de l'Hérault en date du 9 octobre 2014.

Une convention cadre entre l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR) et Montpellier Méditerranée Métropole a été signée le 5 janvier 2012, afin de définir une collaboration en matière d'action foncière, notamment sur l'exercice du droit de préemption urbain (DPU) dans les communes où un constat de carence au titre de l'article 55 de la loi SRU, aura été dressé. Dans ce cas, l'exercice du DPU revient au représentant de l'Etat qui le délègue à l'EPF-LR.

C'est dans ce cadre qu'une convention quadripartite sur 6 ans est élaborée. Elle associe l'Etat, l'EPF-LR, la commune de Pignan et Montpellier Méditerranée Métropole. Elle définit les modalités de collaboration entre les parties dans le cadre de l'exercice par l'Etat du DPU sur les zones de la commune où les constructions d'habitations sont autorisées.

Aux termes de cette convention, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage :

- A l'égard de la commune de Pignan:

- à modifier, si nécessaire, le document d'urbanisme et à poursuivre son assistance dans la mise en place des outils fonciers, financiers et réglementaires facilitant l'action foncière ;
- à poursuivre son appui technique afin de l'aider dans la formalisation de ses projets et dans la réalisation de logements locatifs sociaux ;
- à veiller, conformément aux SCoT, à une gestion toujours plus économe de la ressource foncière pour mieux en tirer profit auprès de la commune.

- A l'égard de l'EPF-LR :

- à faciliter le rapprochement avec les bailleurs sociaux susceptibles d'intervenir pour permettre chaque fois que cela s'avérerait possible un conventionnement direct avec eux, en concertation avec la commune ;
- à informer l'EPF-LR de l'état d'avancement des projets (notamment en termes de financement) ;
- le cas échéant, à se conformer aux obligations découlant de l'article L.314-1 du Code de l'urbanisme si celles-ci sont applicables en l'espèce, ou à défaut, apporter un appui à la commune en vue du relogement des occupants et, en présence de commerçants, artisans, ou d'industriels, à aider à leur transfert dans un local équivalent.

D'une manière générale, la Métropole s'engage :

- à intégrer dans sa programmation des aides à la pierre, les besoins de financement annuels nécessaires à la réalisation des logements sociaux, dans le cadre des crédits ouverts par l'Etat,
- à veiller auprès de l'Etat à l'obtention des agréments et à la disponibilité des financements annuels nécessaires à la réalisation de logements locatifs sociaux.

Elle mettra à disposition les ressources suivantes :

- les compétences de son Service Habitat en matière de mise en œuvre et de suivi du Programme local de l'Habitat (PLH), dans le domaine de l'ingénierie financière des « aides à la pierre » et du conseil aux communes,
- les compétences de son Service Foncier, tant dans les domaines de l'expertise que de la négociation,
- les résultats de son Observatoire Foncier Communautaire en cours de développement.

Cette convention permet de mettre en œuvre les objectifs de la convention cadre conclue avec l'EPF-LR et de contribuer à résorber, dans un cadre partenarial, le retard pris par la commune dans la réalisation des objectifs assignés par la loi et par le Plan Local de l'Habitat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention quadripartite entre l'État, la Commune de Pignan, l'EPF-LR et la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1126506-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL - COMMUNE DE JUVIGNAC - SECTEUR "LA BERGERIE" - CONVENTION AVEC LA SCCV "IMMO LA BERGERIE" - CONVENTION DE REVERSEMENT À LA COMMUNE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Projet Urbain partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini, notamment, aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R332-25-1 à R332-25-3 du même code.

Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce, à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

Le projet d'aménagement se situe sur un secteur en renouvellement urbain, à proximité de la RN109 et occupe une position stratégique en entrée de ville au nord ouest de la commune de Juvignac. L'aménagement du secteur de « la Bergerie » porte sur une superficie d'environ 3,2 ha sur un secteur antérieurement occupé par de l'activité économique (entreprises de travaux publics et de matériaux). Le projet prévoit la création de 5 macro-lots, qui se déploient autour d'une place située au cœur de l'opération. Au nord, un parc public (incluant des bassins de rétention) sera aménagé en pente douce vers le ruisseau de la Combe du Renard. La voie de desserte de l'opération depuis l'Allée de l'Europe se bouclera à terme sur l'avenue du Perret (qui pourrait accueillir la prolongation de la ligne 3 du tramway).

Les parcelles, concernées par le projet, sont les parcelles BS 03, 04p, 44p, 45p, 55, 57, 108 et 237.

Le projet concerné a fait l'objet du dépôt en mairie d'une demande de permis d'aménager n° 034 123 15 M 0001 par la SCCV « IMMO LA BERGERIE », qui agit en tant qu'aménageur en vue de créer un ensemble de macro-lots qui devraient accueillir à terme près de 401 logements ainsi qu'une résidence sénior, des commerces, des services et des bureaux.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions des projets portés par la SCCV « IMMO LA BERGERIE » et conformément au Code de l'urbanisme, il est prévu de conclure entre cette société et Montpellier Méditerranée Métropole un contrat de Projet Urbain Partenarial, dont le projet de convention est joint en annexe.

L'objet de ce Projet Urbain Partenarial est de permettre la prise en charge financière par la SCCV « IMMO LA BERGERIE » d'une partie des équipements publics nécessaires, liés à l'arrivée d'une population supplémentaire, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Juvignac. Les aménagements publics sont décrits dans les projets de convention de PUP. Ils consistent principalement en la réalisation de trois salles de classe supplémentaires dans les groupes scolaires de Juvignac, au renforcement du réseau public d'eau potable (afin d'assurer notamment la défense incendie) et au renforcement du réseau électrique ERDF.

Les équipements publics concernés étant des équipements publics de compétence communale et métropolitaine, il est prévu le reversement par la Métropole à la commune de Juvignac d'une partie des produits financiers versés à la Métropole. Le projet de convention de reversement joint en annexe en précise les modalités.

Le coût total des équipements à réaliser a été évalué à 1 624 000 € H.T. (acquisitions foncières, études et travaux) dont 1 474 000 € H.T. sera mis à la charge de l'aménageur.

Ladite convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV « IMMO LA BERGERIE ». Elle précisera les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre du Projet Urbain Partenarial, annexé à la convention, inclut l'emprise du terrain d'assiette du projet porté par la SCCV « IMMO LA BERGERIE ». Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du Projet Urbain Partenarial et exonère ces parcelles de Taxe d'Aménagement (part intercommunale) pour une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la délimitation du périmètre de PUP ci-joint en application de l'article L. 332-11-3 II du Code de l'urbanisme et pour une durée de quinze ans et des modalités de partage des coûts des équipements qui seront à la charge des aménageurs intervenant dans ce périmètre tel que défini ci-avant,
- approuver le projet de convention de Projet Urbain Partenarial établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV "IMMO LA BERGERIE",
- approuver la convention de reversement des produits du présent Projet urbain Partenarial établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Juvignac,
- autoriser monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les deux conventions ainsi que tout document afférent à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127241-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ECOCITÉ
- CONCESSION D'AMÉNAGEMENT ROUTE DE LA MER - LATTES ET PÉROLS
- CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL ENTRE MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE (SA3M) ET KAUFMAN ET BROAD OPÉRATION SISE
À LATTES**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Entre Montpellier et la mer, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole a défini, au travers du projet d'aménagement et développement durable (P.A.D.D.) de son schéma de cohérence territoriale (SCoT) approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006, des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer (ancienne RD 21 devenue voirie d'intérêt métropolitaine et dénommée avenue George Frêche).

Ce site est l'assise d'un projet urbain majeur dit « Ode à la Mer » sur les communes de Lattes et Pérols ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et, la modernisation ou la création selon les cas d'équipements publics.

En outre ce projet, retenu dans le cadre de l'appel à projet « Ecocité » initiée par l'Etat pour développer les villes durables, prend en compte, dès sa conception, la gestion et le rattrapage hydraulique, la préservation de la biodiversité, l'organisation des transports autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et intelligente des services urbains.

Il en découle une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1^{er} janvier 2015 en application de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme au titre de sa compétence « aménagement de l'espace », pour enclencher un processus de renouvellement urbain et de sa compétence « développement économique » pour favoriser une adaptation des formes de distribution aux évolutions des modes de vie.

A cette fin, la Métropole a décidé, par délibération du conseil n°10387 en date du 29 septembre 2011 de créer l'opération d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer », dans le cadre des dispositions du Code de l'urbanisme.

Il a également été décidé, par délibération n°10480 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession d'aménagement d'une durée de 20 ans.

Il est précisé que le renouvellement urbain d'ensemble de ce territoire sera engagé selon un processus de mise en place d'outils et de procédures d'aménagement successives par secteurs opérationnels cohérents (sous forme de ZAC, PUP, ou secteurs à taxe d'aménagement renforcée...).

Au sein de ce périmètre d'ensemble, la société Kaufman & Broad est titulaire d'un compromis de vente sur un terrain cadastré CP15 et situé voie communale du Mas Rouge à l'Estelle, sur la commune de Lattes (34 975) en zone UI1m du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 12 mars 2009 par la commune. Cette parcelle correspond à l'îlot 4H identifié au plan guide de l'opération d'ensemble Ode à la Mer.

Ladite société a manifesté l'intention de réaliser sur ces terrains une opération consistant en la construction d'un ensemble immobilier de 91 logements avec une surface de plancher de 5 134 m², dont 27 logements locatifs sociaux ; 183 places de parking environ sont envisagées en accompagnement de ce projet.

Ce projet a fait l'objet du dépôt en mairie d'une demande de permis de construire référencée comme suit :

- n° PC 3412915M0061 - KAUFMAN&BROAD, pour la réalisation d'une opération de 91 logements environ.

Le projet d'ensemble Ode à la Mer évoqué ci-avant prévoit notamment le réaménagement d'un ensemble d'axes primaires y compris ceux contigus à cette parcelle, ainsi que la réalisation d'une voirie de desserte interne au secteur des « Coteaux de la Lironde Nord ».

Ces équipements sont réalisés par la SA3M, en sa qualité de concessionnaire de l'opération d'aménagement Ode à la Mer.

Montpellier Méditerranée Métropole et le concessionnaire ont admis l'intérêt de cette opération de construction et la réalisation des équipements publics précités. Pour sa part, la société Kaufman & Broad a accepté le principe d'une participation au coût de réalisation de ces équipements publics.

Le décret du 23 décembre 2014 a entraîné la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole. Cette transformation a entraîné à la date du 1^{er} janvier 2015, le transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme, celle-ci étant jusqu'alors de la compétence de la Ville de Lattes. Ce transfert de compétence en matière de plan local d'urbanisme entraîne celle de la conclusion des conventions de projet urbain partenarial conformément aux dispositions des articles L 332-11-3 et L 332-11-4 du Code de l'urbanisme. Ainsi, en application de l'article L. 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, pour l'exercice des compétences transférées, la Métropole est substituée de plein droit aux communes membres, dans toutes leurs délibérations et dans tous leurs actes et contrats.

Dans ce contexte, il est proposé de conclure en accord avec la Société Kaufman & Broad, une convention de projet urbain partenarial (PUP) en vue de la prise en charge financière par celle-ci d'une partie des équipements publics à réaliser, nécessaires à ce projet dans les conditions définie par la collectivité dans le cadre de l'opération d'aménagement d'ensemble et mis en œuvre dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SA3M.

En effet, conformément aux dispositions de l'article L. 332-11-3 I du Code de l'urbanisme, dans les zones urbaines et les zones à urbaniser délimitées par les plans locaux d'urbanisme, lorsqu'une ou plusieurs opérations d'aménagement ou de construction nécessitent la réalisation d'équipements autres que les équipements propres mentionnés à l'article L 332-15, le ou les propriétaires des terrains, le ou les aménageurs et le ou les constructeurs peuvent conclure avec la commune ou l'établissement public compétent en matière de plan local d'urbanisme, une convention de projet urbain partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements.

Les dispositions de l'article L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme précisent alors que dans les communes où la taxe d'aménagement a été instituée, les constructions édifiées dans le périmètre de cette convention de PUP, sont exclues du champ d'application de cette taxe pendant un délai fixé par celle-ci, qui ne peut excéder dix ans.

Dans ce cadre, la convention de PUP avec ses annexes, à passer avec la société Kaufmann et Broad précise notamment l'opération de constructions projetée et le programme d'équipements publics à réaliser, ainsi le coût de celui-ci et la participation financière due par le constructeur à ce titre, tel qu'indiqué ci-après, et ses modalités d'exécution. Elle prévoit aussi l'exonération de la part métropolitaine de la taxe d'aménagement, dont les modalités ont été définies par délibération n°13373 du Conseil de Métropole en date du 12 novembre 2015, pour les constructions à édifier dans son périmètre, pendant une durée de 10 ans.

Il est précisé que cette convention ne peut mettre à la charge des propriétaires fonciers, des aménageurs ou des constructeurs que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention ou, lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci.

A ce titre, il y a lieu de délimiter par la présente délibération, le périmètre correspondant à l'opération projetée par la société Kaufman & Broad sur le terrain cadastré CP15. Ce périmètre d'application du PUP Kaufman & Broad est défini en annexe n°2, en application des dispositions de l'article L. 332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Les équipements publics mis à la charge du constructeur dans le cadre de ce PUP sont :

- l'aménagement surfacique et l'amélioration des réseaux existants primaires de l'opération d'ensemble Ode à la Mer (eau pluviale, eau potable, eaux usées, ouvrages hydrauliques, électricité, gaz, éclairage public, fibre optique, régulation de trafic, réseaux télécom) dont le coût prévisionnel est estimé à 56 271 149 € HT ;
- la création d'une voirie de desserte interne au secteur des « Coteaux de la Lironde Nord », dont le coût prévisionnel est estimé à 2 661 274 € HT.

Conformément aux dispositions de l'article L. 332-11-3 du Code de l'urbanisme, il est nécessaire de fixer les modalités de partage des coûts des équipements. Le descriptif global du programme de ces différents équipements publics à réaliser est détaillé en annexe n°3. Il est précisé que l'ensemble de ces équipements publics relèvent de la compétence de la Métropole, laquelle a organisé sa maîtrise d'ouvrage au moyen de la concession d'aménagement qu'elle a confié à la SA3M pour l'opération Ode à la Mer.

Kaufman & Broad s'engage, dans le cadre de la mise en œuvre des autorisations administratives nécessaires à la bonne réalisation de l'opération, à verser la fraction du coût des équipements publics nécessaires aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre de la présente convention.

Cette fraction étant estimée :

- à 0.7 % de la part à la charge des constructeurs agissant dans le cadre du périmètre du projet d'ensemble Ode à la Mer, au prorata des m² de SDP totaux à réaliser sur ce périmètre (776 023 m²) pour un montant de 423 781 € HT, auxquels s'ajoutent des frais de prestations intellectuelles associées pour un montant de 127 134 € HT, soit une somme totale de 550 915 € HT.
- à une somme de 50 000 € HT correspondent aux frais de raccordement à cette voirie de desserte interne au secteur, auxquels s'ajoutent des frais de prestations intellectuelles associées pour un montant de 15 000 € HT, soit une somme totale de 65 000 € HT.

Le montant de la participation totale à la charge de Kaufman & Broad s'élève par conséquent à 615 915 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention tripartite de projet urbain partenarial entre la société KAUFMAN&BROAD, la SA3M, et Montpellier Méditerranée Métropole et notamment le montant de la participation de Kaufman et Broad, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de projet urbain partenarial ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1125483-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

FINANCES



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

FINANCES – COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2015

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Conformément aux articles L. 2121-14 et L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

Le Conseil en application des dispositions susvisées élit Madame Catherine DARDE en tant que Présidente de séance.

Monsieur le Président de séance rapporte le Compte Administratif de l'exercice 2015, dressé par Monsieur Philippe Saurel, Président.

Monsieur le Président de la Métropole se retire.

La Présidente de séance :

I- donne acte de la présentation faite du Compte Administratif 2015, lequel est résumé par les tableaux ci-joints,

II- constate aussi bien pour la comptabilité principale que pour les comptabilités annexes des Services Funéraires, de l'Assainissement, du Service Public de l'Assainissement Non Collectif, de l'Eau Brute, de l'Eau Potable et du Transport, la stricte concordance avec le compte de gestion pour l'ensemble des données relatives aux reports à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

A cet égard, une attestation du comptable de la Métropole certifie que les données récapitulées sur l'Etat II-1 du compte de gestion 2015 sont exhaustives et correspondent aux prises en charge comptables transmises par l'ordonnateur, que ces données sont conformes à la comptabilité de l'ordonnateur, et certifie la bonne comptabilisation de la délibération d'affectation du résultat. Il atteste également de la conformité de l'exécution comptable 2015 constatée dans le compte administratif et le compte de gestion.

III - reconnaît la sincérité des restes à réaliser,

IV- déclare que le Compte de Gestion dressé, pour l'exercice 2015, par le Trésorier Principal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle pas de réserve,

V - arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessous :

BUDGET PRINCIPAL

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2015	réaliser
001	Résultat d'investissement reporté	77 724 118,82	
900	Services généraux	5 195 295,13	2 621 907,02
901	Sécurité	85 481,05	380 721,70
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	19 797 008,07	3 541 098,55
905	Aménagement des territoires et habitat	40 162 800,16	3 689 141,68
906	Action économique	14 050 659,52	2 849 877,88
907	Environnement	11 462 466,18	5 998 484,66
908	Transports	14 491 420,72	2 046 261,78
923	Dettes et autres opérations financières	16 441 126,18	10 500,00
925	Opérations patrimoniales	1 217 596,35	
926	Transferts entre les sections	10 642 318,72	
TOTAL - DEPENSES		211 270 290,90	21 137 993,27
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		232 408 284,17	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2015	réaliser
900	Services généraux	1 916,00	
901	Sécurité	27 580,00	
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	3 680 706,84	
905	Aménagement des territoires et habitat	7 070 777,48	1 848,49
906	Action économique	3 408 781,10	334 183,20
907	Environnement	630 735,24	2 606,40
908	Transports	2 995 569,33	2 368,32
921	Taxes non affectées	281 706,00	
922	Dotations et participations	83 325 904,85	
923	Dettes et autres opérations financières	10 000 000,00	23 000 000,00
925	Opérations patrimoniales	1 217 596,35	
926	Transferts entre les sections	26 791 763,10	
TOTAL - RECETTES		139 433 036,29	23 341 006,41
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		162 774 042,70	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2015	réaliser
930	Services généraux	23 867 299,85	379 250,00
931	Sécurité	17 532 499,86	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	84 698 573,60	
935	Aménagement des territoires et habitat	9 811 440,19	
936	Action économique	11 055 469,07	
937	Environnement	95 058 828,89	
938	Transports	62 511 989,35	
940	Impositions directes	21 132 443,78	
943	Opérations financières	10 581 857,85	
946	Transferts entre les sections	26 791 763,10	
TOTAL - DEPENSES		363 042 165,54	379 250,00
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		363 421 415,54	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2015	réaliser
002	Résultat de fonctionnement reporté	12 428 605,03	
930	Services généraux	4 231 261,01	
931	Sécurité	481 320,65	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	10 032 786,85	
935	Aménagement des territoires et habitat	636 171,20	
936	Action économique	3 674 948,49	
937	Environnement	9 267 836,19	
938	Transports	16 261 830,21	
940	Impositions directes	249 310 719,00	
941	Autres impôts et taxes	66 534 075,26	
942	Dotations et participations	64 470 475,00	
943	Opérations financières	405 246,64	
946	Transferts entre les sections	10 642 318,72	
TOTAL - RECETTES		448 377 594,25	0,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		448 377 594,25	

Le résultat brut global 2015 du Budget Principal, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 13 498 174,10 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 15 321 937,24 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2014	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2015	Résultat de clôture 2015	Résultat reports 2015	Résultat net 2015
Inv	-77 724 118,82		5 886 864,21	-71 837 254,61	2 203 013,14	-69 634 241,47
Fonct	90 152 434,34	77 723 829,31	72 906 823,68	85 335 428,71	-379 250	84 956 178,71

TOTAL	12 428 315,52	77 723 829,31	78 793 687,89	13 498 174,10	1 823 763,14	15 321 937,24
--------------	---------------	---------------	---------------	---------------	--------------	---------------

BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNERAIRES

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2015
011	Charges à caractère général	19 042,92
012	Charges de personnel et frais assimilés	499 510,52
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	340 681,00
65	Autres charges de gestion courante	66 699,32
66	Charges financières	16 551,40
67	Charges exceptionnelles	15 598,76
69	Impôt sur les bénéfices et assimilés	26 952,00
TOTAL - DEPENSES		985 035,92

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2015
002	Résultat de fonctionnement reporté	4 778 732,87
013	Atténuation de charges	8 583,90
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	585 563,08
75	Autres produits de gestion courante	460 611,00
77	Produits exceptionnels	47 633,39
TOTAL - RECETTES		5 881 124,24

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellé	l'exercice 2015	réaliser
16	Emprunts et dettes assimilées	30 525,19	0
21	Immobilisations corporelles	12 230,86	1 200,00
TOTAL DES DEPENSES		42 756,05	1 200,00
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		43 956,05	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellé	l'exercice 2015	réaliser
001	Résultat d'investissement reporté	397 462,22	0
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	340 681,00	0
TOTAL DES RECETTES		738 143,22	0
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		738 143,22	

Le résultat brut global 2015 du Budget annexe des Services Funéraires, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, y compris les réserves, est de + 5 591 475,49 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 5 590 275,49 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2014	Résultat de l'exercice 2015	Résultat de clôture 2015	Résultat reports 2015	Résultat net 2015
Inv	397 462,22	297 924,95	695 387,17	-1 200,00	694 187,17
Fonct	4 778 732,87	117 355,45	4 896 088,32	0,00	4 896 088,32

TOTAL	5 176 195,09	415 280,40	5 591 475,49	-1 200,00	5 590 275,49
--------------	--------------	------------	--------------	-----------	--------------

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2015
011	Charges à caractère général	2 406 031,71
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 730 253,05
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	8 224 480,28
65	Autres charges de gestion courante	2 010 774,96
66	Charges financières	2 981 425,35
67	Charges exceptionnelles	1 745 503,84
TOTAL - DEPENSES		20 098 469,19

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2015
002	Résultat de fonctionnement reporté	9 806 439,14
013	Atténuation de charges	90 818,40
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 534 768,11
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	19 586 872,65
74	Subventions d'exploitation	3 878 850,27
75	Autres produits de gestion courante	571 266,77
77	Produits exceptionnels	2 380 496,47
TOTAL - RECETTES		38 849 511,81

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellé	l'exercice 2015	réaliser
001	Résultat d'investissement reporté	10 662 395,12	0,00
13	Subventions d'investissement	13 144,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 764 982,91	0,00
20	Immobilisations incorporelles	73 308,66	35 163,00
21	Immobilisations corporelles	2 488 834,97	250 106,91
23	Immobilisations en cours	17 730 060,39	2 591 188,75
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 534 768,11	0,00
041	Opérations patrimoniales	1 472 809,43	0,00
TOTAL DES DEPENSES		40 740 303,59	2 876 458,66
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		43 616 762,25	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellé	l'exercice 2015	réaliser
10	Dotations, fonds divers et réserves	12 380 216,56	0,00
13	Subventions d'investissement	2 199 803,77	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	4 000 000,00
27	Autres immobilisations financières	1 382 244,52	0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	8 224 480,28	0
041	Opérations patrimoniales	1 472 809,43	0
TOTAL DES RECETTES		25 659 554,56	4 000 000,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		29 659 554,56	

Le résultat brut global 2015 du Budget annexe de l'Assainissement, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 3 670 293,59 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 4 793 834,93 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2014	Part affectée à l'investissement et Réserves	Résultat de l'exercice 2015	Résultat de clôture 2015	Solde des Reports 2015	Résultat net
Inv	-10 662 395,12		-4 418 353,91	-15 080 749,03	1 123 541,34	-13 957 207,69
Fonct	22 186 655,70	12 380 216,56	8 944 603,48	18 751 042,62		18 751 042,62
TOTAL	11 524 260,58	12 380 216,56	4 526 249,57	3 670 293,59	1 123 541,34	4 793 834,93

BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de l'exercice 2015
Chap.	Libellé	
011	Charges à caractère général	5 190,77
012	Charges de personnel et frais assimilés	30 000,00
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	1 581,00
65	Autres charges de gestion courante	5 881,72
67	Charges exceptionnelles	309,00
TOTAL - DEPENSES		42 962,49

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de l'exercice 2015
Chap.	Libellé	
002	Résultat de fonctionnement reporté	42 484,36
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	49 900,40
74	Subventions d'exploitation	6 160,00
75	Autres produits de gestion courante	220,58
77	Produits exceptionnels	848,15
TOTAL - RECETTES		99 613,49

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de l'exercice 2015	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
21	Immobilisations corporelles	11 446,52	909,02
TOTAL DES DEPENSES		11 446,52	909,02
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		12 355,54	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de l'exercice 2015	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
001	Résultat d'investissement reporté	7 862,72	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 307,22	0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	1 581,00	0,00
TOTAL DES RECETTES		12 750,94	0,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		12 750,94	

Le résultat brut global 2015 du Budget annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 57 955,42 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 57 046,40 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2014	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2015	Résultat de clôture 2015	Résultat reports 2015	Résultat net 2015
Inv	7 862,72		-6 558,30	1 304,42	-909,02	395,40
Fonct	45 791,58	3 307,22	14 166,64	56 651,00		56 651,00
TOTAL	53 654,30	3 307,22	7 608,34	57 955,42	-909,02	57 046,40

BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2015
011	Charges à caractère général	138 762,72
012	Charges de personnel et frais assimilés	19 000,00
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	21 393,00
65	Autres charges de gestion courante	14 816,16
67	Charges exceptionnelles	2 526,40
TOTAL - DEPENSES		196 498,28

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2015
002	Résultat de fonctionnement reporté	152 699,43
70	Ventes produits fabriqués, prestations	239 030,23
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	20 629,00
TOTAL - RECETTES		412 358,66

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2015	
23	Immobilisations en cours	39 289,00	35 505,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	20 629,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES		59 918,00	35 505,00
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		95 423,00	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2015	
001	Résultat d'investissement reporté	8 696,12	0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	21 393,00	0,00
TOTAL DES RECETTES		30 089,12	0,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		30 089,12	

Le résultat brut global 2015 du Budget annexe de l'Eau Brute, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de +186 031,50 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de +150 526,50.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2014	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2015	Résultat de clôture 2015	Résultat reports 2015	Résultat net 2015
Inv	8 696,12		-38 525 ,00	-29 828 ,88	-35 505,00	-65 333,88
Fonct	152 699,43		63 160,95	215 860,38	0,00	215 860,38
TOTAL	161 395,55		24 635,95	186 031,50	-35 505,00	150 526,50

BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalizations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2015
011	Charges à caractère général	3 129 696,31
012	Charges de personnel et frais assimilés	571 059,93
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	1 991 688,91
65	Autres charges de gestion courante	4 711,68
66	Charges financières	125 907,01
67	Charges exceptionnelles	2 816 607,00
TOTAL - DEPENSES		8 639 670,84

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalizations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2015
002	<i>Résultat de fonctionnement reporté</i>	<i>1 328 614,41</i>
013	Atténuation de charges	129 659,41
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	205 639,00
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	8 598 505,25
75	Autres produits de gestion courante	281 763,06
77	Produits exceptionnels	750 139,97
TOTAL - RECETTES		11 294 321,10

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalizations de	Restes à
Chap.	Libellé	l'exercice 2015	réaliser
001	<i>Résultat d'investissement reporté</i>	<i>1 209 697,76</i>	0,00
13	Subventions d'investissement	206 400,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	481 927,75	0,00
20	Immobilisations incorporelles	76 040,55	279 732,64
21	Immobilisations corporelles	11 632,00	39 235,11
23	Immobilisations en cours	3 770 312,45	2 125 147,28
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	205 639,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	390 625,18	0,00
TOTAL DES DEPENSES		6 352 274,69	2 444 115,03
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		8 796 389,72	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellé	l'exercice 2015	réaliser
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 769 765,77	0,00
13	Subventions d'investissement	815 686,03	58 880,91
27	Autres immobilisations financières	390 625,18	0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	1 991 688,91	0
041	Opérations patrimoniales	390 625,18	0
TOTAL DES RECETTES		6 358 391,07	58 880,91
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		6 417 271,98	

Le résultat brut global 2015 du Budget annexe de l'Eau potable, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 2 660 766,64 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 275 532,52 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2014	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2015	Résultat de clôture 2015	Résultat reports 2015	Résultat net 2015
Inv	-1 209 697,76		1 215 814,14	6 116,38	-2 385 234,12	-2 379 117,74
Fonct	4 098 380,18	2 769 765,77	1 326 035,85	2 654 650,26	0,00	2 654 650,26
TOTAL	2 888 682,42	2 769 765,77	2 541 849,99	2 660 766,64	-2 385 234,12	275 532,52

BUDGET ANNEXE TRANSPORT

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2015
011	Charges à caractère général	374 639,06
012	Charges de personnel et frais assimilés	476 197,04
014	Atténuations de produits	1 281 361,80
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	16 361 000,00
65	Autres charges de gestion courante	65 864 350,18
66	Charges financières	12 544 425,27
TOTAL - DEPENSES		96 901 973,35

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2015
013	Atténuation de charges	6 193,05
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	4 591 996,64
73	Produits issus de la fiscalité	82 778 379,93
74	Subventions d'exploitation	22 000 000,00
75	Autres produits de gestion courante	1 107 378,24
77	Produits exceptionnels	2 370 226,69
TOTAL - RECETTES		112 854 174,55

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellé	l'exercice 2015	réaliser
16	Emprunts et dettes assimilées	26 254 184,32	0,00
20	Immobilisations incorporelles	472 665,53	21 017,48
21	Immobilisations corporelles	3 186 337,39	2 740 516,55
23	Immobilisations en cours	30 312 873,13	805 033,70
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	4 591 996,64	0,00
041	Opérations patrimoniales	26 839 334,46	0,00
TOTAL DES DEPENSES		91 657 391,47	3 566 567,73
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		95 223 959,20	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellé	l'exercice 2015	réaliser
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement	14 988 008,00	49 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	27 500 000,00	0,00
23	Immobilisations en cours	51 052,14	310 000,00
27	Autres immobilisations financières	39 578,08	675 000,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	16 361 000,00	0
041	Opérations patrimoniales	26 839 334,46	0
TOTAL DES RECETTES		85 778 972,68	1 034 000,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		86 812 972,68	

Compte tenu de ces réalisations budgétaires, le montant de la subvention du budget principal au budget annexe transport est établie à 22 000 000 euros.

Le résultat brut global 2015 du Budget annexe Transport , intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de +10 073 782,41 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de +7 541 214,68 euros

	Résultat de clôture 2014	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2015	Résultat de clôture 2015	Résultat reports 2015	Résultat net 2015
Inv			-5 878 418,79	-5 878 418,79	-2 532 567,73	- 8 410 986,52
Fonct			15 952 201,20	15 952 201,20		15 952 201,20
TOTAL			10 073 782,41	10 073 782,41	-2 532 567,73	7 541 214,68

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte Administratif 2015 du budget principal et des budgets annexes des Services Funéraires, de l'Assainissement, du Service Public de l'Assainissement Non Collectif, de l'Eau Brute et l'Eau Potable, et des Transports ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

Délibération n° 13891

Le rapporteur propose à l'assemblée un vote à main levée par section. L'Assemblée adopte chacune des sections à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1128009-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

FINANCES – PACTE FINANCIER ET FISCAL - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Le Contrat de Ville de Montpellier 2015-2020 a été signé le 10 juillet 2015, permettant ainsi à une vingtaine de partenaires de s'engager à réduire les inégalités au sein des 12 quartiers retenus, tous situés sur la ville de Montpellier (Pompignane, Aiguelongue, Vert Bois, Celleneuve, Lemasson, Mosson, Près d'Arènes, Petit-Bard, Cévennes, Figuerolles, Gély, Pas du Loup/Val de Croze). Il repose sur quelques principes structurants tels que celui d'être adossé au projet de territoire porté par la Métropole, d'être le cadre unique pour les enjeux de cohésion sociale, de développement urbain et de développement économique et sur la base d'une meilleure implication des politiques publiques de droit commun.

Il fait l'objet aujourd'hui d'un avenant opérationnel et financier, qui sera présenté au cours de cette même séance, et qui le complète sur les points suivants : la déclinaison opérationnelle des enjeux identifiés dans le contrat cadre, la définition de la gouvernance et l'ingénierie du contrat de ville, les modalités de fonctionnement des conseils citoyens et les engagements financiers des signataires.

Le pacte financier et fiscal s'insère dans ce dispositif lié à la politique de la Ville. En effet, conformément aux dispositions de la loi de programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine du 21 février 2014, dite loi Lamy, « l'établissement de coopération intercommunale à fiscalité propre s'engage, lors de la signature du contrat de ville, à élaborer, en concertation avec ses communes membres, un pacte financier et fiscal de solidarité visant à réduire les disparités de charges et de recettes entre ces dernières (...) ».

Au-delà d'une obligation juridique, ce pacte financier et fiscal représente une opportunité nouvelle pour développer le projet de territoire et assurer son financement en prenant en compte l'ensemble des situations et des dynamiques financières et fiscales du bloc communal.

Conformément au pacte de confiance qui lie les Maires de la Métropole, cette nouvelle étape de la coopération sur le territoire de la Métropole s'est construite dans le respect des souverainetés communales et la volonté de favoriser les coopérations de proximité. Les travaux qui ont conduit à l'élaboration de ce pacte ont été engagés en concertation avec les élus et les directeurs généraux des communes lors de réunions dédiées, avant d'être présentés en conférence des Maires.

Ce pacte financier et fiscal intervient dans un contexte de baisse massive des dotations de l'Etat, pour la Métropole comme pour les communes membres, qui réduit significativement la capacité de l'intercommunalité à œuvrer en termes de solidarité financière, voire de péréquation territoriale. En outre, la perspective de la réforme de la DGF rend les moyens d'intervention futurs peu prévisibles et peu lisibles.

Des leviers peuvent néanmoins être trouvés pour optimiser les ressources et la dépense publique, développer des mécanismes péréquateurs et mettre en œuvre des projets structurants.

Le pacte financier et fiscal qui est présenté ici est une première étape, qui dresse un état des lieux des relations entre les communes et la Métropole et propose des pistes de travail pour conforter la collaboration entre elles.

- Il présente le contexte économique et social du territoire,
- Il retrace les relations financières et fiscales entre les communes et la Métropole et rappelle les mécanismes péréquateurs établis de manière solidaire et novatrice,
- Il rappelle les politiques et interventions publiques qui comportent des engagements structurants, vecteurs d'équité ou de levier économique et social et qui améliorent la capacité d'action commune et le développement de l'ensemble des communes, que ce soit à travers les investissements intercommunaux, les politiques d'aménagement, les co-financements ou le contrat de ville,
- Il propose des pistes d'optimisation des recettes et des dépenses qui pourraient être mises en place dans le cadre d'une démarche commune à travers la coopérative de services ou le schéma de mutualisation.

Délibération n° 13892

Rappelons enfin que, loin d'être définitif et figé dans le temps, le pacte financier et fiscal est amené à évoluer avec la construction du projet de territoire et le renforcement des solidarités. Il est proposé de le mettre à jour annuellement pour prendre en compte les problématiques émergentes et accompagner la mise en œuvre du projet de territoire et de son financement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le pacte financier et fiscal joint qui sera annexé au contrat de ville signé le 10 juillet 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (3 abstentions et 3 votes contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127976-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

FINANCES – AVENANT DE TRANSFERT DU CONTRAT DE PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ RELATIF À L'ÉCLAIRAGE PUBLIC - COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

La commune de Castelnau-le-Lez a signé, en date du 27 octobre 2006, avec la société Cegelec Sud-Est, un contrat de partenariat ayant pour objet la conception, la réalisation, le préfinancement, l'exploitation, la gestion et le renouvellement des installations nécessaires à la mise en lumière et à l'éclairage public. Ce contrat a été transféré par avenant n°3 à la société Cegelec Infra Tertiaire Sud Est, puis par avenant n°4 à la société Cegelec Languedoc.

Ce contrat, conclu pour une durée de quinze ans, porte sur quatre types de prestations : la fourniture de l'énergie (poste dit G1), la maintenance des installations (poste dit G2), le renouvellement des installations - programmé ou non - (poste dit G3), les travaux préfinancés (poste dit G4).

En application des dispositions de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole exerce désormais de plein droit en lieu et place des communes la compétence voirie-espace public.

En conséquence, la Métropole est substituée de plein droit aux obligations contractuelles de la Commune portant sur les compétences qui lui ont été transférées par l'effet de la loi comprenant l'éclairage des voiries et espaces publics dédiés.

Toutefois, si la majorité des prestations du Contrat de Partenariat relève ainsi de la compétence de la Métropole, une part minoritaire des prestations continue de relever de la compétence exclusive de la Commune. En effet, les compétences légalement transférées à la Métropole ne comprennent pas les prestations d'éclairage qui ne concernent pas l'exploitation de la voirie, de la circulation routière et des espaces publics dédiés, ce qui vise en particulier l'éclairage bâtementaire, les illuminations festives et les espaces publics non transférés.

Dès lors, une substitution intégrale de la Métropole à la Commune dans le cadre de l'exécution du Contrat de partenariat n'est pas envisageable au regard du principe de spécialité qui régit la Métropole. Il apparaît nécessaire de conférer au contrat un caractère tripartite afin de permettre à la Commune et à la Métropole de poursuivre l'exécution du Contrat de Partenariat, chacune pour les prestations dont elles ont la charge en considération des prestations transférées à la Métropole et de celles demeurant de la responsabilité de la Commune.

Le présent avenant a pour objet, en premier lieu, de constater cette situation d'utilisation tripartite du contrat et de préciser les effets de celle-ci, en particulier sur les modalités d'exécution du contrat, le périmètre exact des prestations effectuées pour le compte de la Commune et de la Métropole, et la répartition entre la Métropole et la Commune de la rémunération du Titulaire.

Par ailleurs, la société Cegelec Languedoc a cédé son fonds de commerce au profit de la société Travesset (groupe Vinci Energies). La société TRAVESSET se substitue ainsi à la société Cegelec Languedoc, dans l'ensemble des biens, droits et obligations, résultant des contrats conclus par celle-ci, contrats au nombre desquels se trouve le Contrat de Partenariat.

Dès lors, le projet d'avenant proposé vaut acceptation par la Métropole et la Commune de la cession par la société Cegelec Languedoc du Contrat de Partenariat à la société Travesset.

Par conséquent, il convient d'approuver, par la signature d'un avenant n°8, la co-utilisation du contrat par la Ville de Castelnau-le-lez et par Montpellier Méditerranée Métropole et le transfert du contrat de la société Cegelec Languedoc à la société TRAVESSET en application des dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 régissant les contrats de partenariat ainsi que du Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 5217-2 et L 5217-5 relatifs aux compétences de la Métropole et à sa substitution aux communes pour l'exercice des contrats concernant des compétences transférées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dispositions de l'avenant n°8 au contrat de partenariat, signé par la commune de Castelnau-le-Lez en date 27 octobre 2006 et ayant pour objet la conception, la réalisation, le préfinancement, l'exploitation, la gestion et le renouvellement des installations nécessaires à la mise en lumière et à l'éclairage public sur son territoire, telles que définies ci-dessus.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le présent avenant n° 8 et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1128026-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

FINANCES – RÉPARTITION 2016 DU FONDS NATIONAL DE PÉRÉQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC)

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) a été mis en place en 2012. Il institue le principe d'une péréquation horizontale entre collectivités et groupements d'une même catégorie et s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal, composé d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) et de ses communes membres.

Le montant des ressources du FPIC au niveau national est déterminé par la loi de finances. D'un montant de 150 M€ en 2012, il a été porté à 360 M€ en 2013, 570 M€ en 2014, 780 M€ en 2015 et à 1 milliard d'euros en 2016.

Ces ressources sont prélevées sur les collectivités et groupements dont le potentiel financier agrégé par habitant dépasse un certain seuil. Elles sont redistribuées entre les ensembles intercommunaux selon des critères de richesse (potentiel financier agrégé et revenu moyen par habitant) et d'effort fiscal.

Au vu de ces éléments, l'ensemble intercommunal de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses communes membres est bénéficiaire de ce fonds. Le montant qui lui est alloué en 2016 s'élève à 12 545 256 €, en hausse de 26,4 % par rapport à 2015.

Dans le cadre du droit commun, la répartition est effectuée d'une part, entre l'EPCI et les communes membres en fonction du coefficient d'intégration fiscale (CIF), et d'autre part, entre les communes membres en fonction de l'insuffisance du potentiel financier par habitant et de la population de chaque commune. Selon la répartition de droit commun, notifiée par la Préfecture de l'Hérault, les montants de FPIC pour 2016 s'établissent comme suit :

	FPIC 2016
Montpellier Méditerranée Métropole	5 966 549
Total communes	6 578 707
Baillargues	103 517
Beaulieu	29 108
Castelnau-le-Lez	249 295
Castries	87 739
Clapiers	85 485
Cournonsec	44 971
Cournonterral	93 209
Le Crès	120 383
Fabrègues	84 263
Grabels	107 450
Jacou	95 006
Juvignac	118 998
Lattes	201 337
Lavérune	30 132
Montaud	15 730
Montferrier-sur-Lez	48 834
Montpellier	4 142 223
Murviel-lès-Montpellier	30 096
Pérols	119 633
Pignan	100 808
Prades-le-Lez	71 074
Restinclières	29 069
Saint-Brès	42 772
Saint-Drézéry	35 320
Saint Geniès des Mourgues	29 715
Saint Georges d'Orques	79 603
Saint Jean de Védas	99 134
Saussan	23 798
Sussargues	43 367
Vendargues	66 466
Villeneuve-lès-Maguelone	150 172

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la répartition du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) ainsi définie pour 2016,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13894

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1127065-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

FINANCES – GESTION DE LA DETTE - MISE EN ŒUVRE DU FONDS DE SOUTIEN - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre de réaménagement d'emprunts, la Métropole a conclu auprès de Dexia Crédit Local deux contrats de prêts en 2007 et 2008 pour des montants de respectivement 19,7M€ et 12,7 M€. Ces deux contrats sont désormais gérés par la SFIL.

Il s'agit de deux contrats de dette dont les caractéristiques sont les suivantes :

N° du contrat : N° MPH257546EUR, anciennement MPH985290EUR

- Date de conclusion : 20 avril 2007
- Montant initial du capital emprunté : 19 698 971,30€
- Durée initiale du contrat de prêt : 28 ans et 8 mois
- Taux d'intérêt : 1^{ère} phase de la date de versement au 01/01/2012 : taux fixe de 3,20% 2^{ème} phase du 01/01/2012 au 01/01/2036 : formule de taux structurée indexée sur l'écart CMS 30 ans EUR – CMS 01 an EUR, taux fixe de 3,20 % en dessous de la barrière
- Score Gissler 3E

N° du contrat : N° MPH260968EUR

- Date de conclusion : 1er août 2008
- Montant initial du capital emprunté : 12 710 426,58€
- Durée initiale du contrat de prêt : 24 ans
- Taux d'intérêt : 1^{ère} phase : de la date de versement au jusqu'au 01/08/2022 : formule de taux structurée indexée sur l'écart CMS 30 ans EUR – CMS 05 an EUR, taux fixe de 4,57 % en dessous de la barrière
2^{ème} phase jusqu'au 01/08/2032 : taux fixe de 4,57%
- Score Gissler 3E

Pour ces 2 prêts, la Métropole a sollicité l'aide du fonds de soutien créée par la loi de finances pour 2014 pour aider les collectivités ayant contracté des produits structurés.

Cette aide a été accordée par notification du 19 avril 2016 pour des prises en charge de respectivement 15,43% et 13,43%, ce qui représente des montants maximum d'aide de 144 100,53 € et 668 752,40 €.

Cette aide peut être versée selon différentes modalités, en fonction du choix de la collectivité de réaménager les prêts ou de bénéficier du versement de l'aide sous forme de prise en charge partielle d'échéances d'intérêts dues et payées (régime dérogatoire au titre des dispositions de l'article 6 du décret n°2014-444).

Elle est subordonnée à l'accord du conseil, à la signature d'une transaction avec l'établissement de crédit et d'une convention avec le représentant de l'Etat permettant ultérieurement le versement de l'aide.

Au vu des propositions de réaménagement transmises par la SFIL et compte tenu de l'analyse de risque sur ces deux emprunts, il est proposé de pas procéder au réaménagement de ces 2 prêts aux

conditions actuelles du marché et de bénéficiaire de l'aide du fonds de soutien au titre des dispositions de l'article 6 du décret n°2014-444 pour ces deux prêts, le recours à ce dispositif dérogatoire du fonds de soutien n'excluant pas un réaménagement ultérieur.

Parallèlement il est proposé d'approuver la conclusion d'un accord transactionnel avec la Caisse de Financement Local (CAFFIL) et SFIL (anciennement dénommée Société de Financement Local) ayant pour objet de prévenir une contestation à naître opposant Montpellier Méditerranée Métropole, d'une part et CAFFIL et SFIL, d'autre part, au sujet de ces contrats de prêts.

Ce protocole transactionnel prend acte de la renonciation de Montpellier Méditerranée Métropole à tous droits ou actions à l'encontre de CAFFIL, SFIL et DCL (Dexia Crédit Local) et de l'engagement de CAFFIL à ne réaliser aucune marge sur la liquidité nouvelle qui serait apportée à la Métropole dans le cadre d'un refinancement des prêts concernés et qui dès lors serait consentie à prix coûtant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Vu l'article 92 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013,

Vu le décret n° 2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt structurés, modifié par le décret n° 2015-619 du 4 juin 2015,

Vu le code civil, et notamment les articles 2044 et suivants,

Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,

- solliciter le bénéfice de l'aide du fonds de soutien au titre des dispositions de l'article 6 du décret n°2014-444 pour les prêts N° MPH257546EUR, anciennement MPH985290EUR et N° MPH260968EUR ;

- approuver les dispositions du protocole transactionnel avec la CAFFIL et la SFIL, annexé à la présente délibération ;

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire, et en particulier, le bordereau d'acceptation de l'aide du fonds de soutien, le protocole transactionnel avec la CAFFIL et la SFIL ainsi que la convention à venir avec le représentant de l'Etat permettant ultérieurement le versement de l'aide.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 07/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 07/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1128040-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 07/07/2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

FINANCES

LOGEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

**LOGEMENT – CONVENTION DE PARTENARIAT SUR L'ÉCHANGE DE DONNÉES
AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE MONTPELLIER -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Afin d'établir et de pérenniser un socle de connaissances nécessaire à la conduite des politiques publiques de cohésion sociale et territoriale, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite disposer de données rendant compte des profils sociologiques des habitants de son territoire.

A ce titre, elle souhaite mobiliser les statistiques relatives aux bénéficiaires des prestations sociales et familiales dont celles relatives aux allocataires des aides au logement. Cette mobilisation est formalisée dans le cadre d'une convention partenariale d'échanges de données, objet de la présente délibération, à intervenir entre la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier et la Métropole de Montpellier.

L'exploitation de ces données pourra notamment alimenter les travaux pilotés par la Métropole dans le cadre du Contrat de ville et de la Conférence Intercommunale du Logement parmi lesquels figurent :

- l'observation des quartiers de la politique de la ville de Montpellier et le suivi-évaluation des actions du contrat de ville ;
- le diagnostic de l'occupation sociale du parc de logement ;
- la démarche d'études liée à l'établissement du prochain Programme Local de l'Habitat (PLH) et du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine (NPRU) ;
- l'observatoire des copropriétés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de partenariat sur l'échange de données entre la Caisse d'Allocations Familiales et Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1126979-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. HLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

LOGEMENT – CONTRAT DE MIXITÉ SOCIALE - COMMUNE DE PIGNAN - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

La loi du 18 janvier 2013, relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement, a renforcé les dispositions prévues à l'article 55 de la loi SRU en fixant à 25 % le taux de logements locatifs sociaux à atteindre d'ici 2025. Dans ce cadre, l'instruction du Gouvernement en date du 30 juin 2015 a rappelé l'intérêt du Contrat de Mixité Sociale (CMS) introduit par la loi portant engagement national pour le logement du 13 juillet 2006, en particulier pour les cinq communes de la Métropole ayant fait l'objet d'un constat de carence au titre de la période triennale 2011-2013.

Le Contrat de Mixité Sociale est l'aboutissement d'une démarche partenariale entre la Commune, l'Etat et la Métropole. Il constitue un cadre de référence dont l'objectif est de définir les modalités de réalisation des objectifs de construction de logements locatifs sociaux pour permettre à la Commune d'atteindre progressivement le taux de 25 % en 2025.

Le CMS s'attache à anticiper et à lever les obstacles à la réalisation des projets. Il définit de manière précise les engagements de la Commune, de l'Etat et de la Métropole en identifiant l'ensemble des opérations de développement de logements locatifs sociaux et en s'assurant du caractère opérationnel des projets. Les engagements pris peuvent ainsi porter sur l'intervention foncière, l'urbanisme réglementaire, l'urbanisme opérationnel, la programmation et les principes de financement...

Au 1^{er} janvier 2014, la Commune de Pignan disposait de 245 logements locatifs sociaux soit un taux de 9,35 % du nombre de résidences principales (2 619).

L'objectif, qui lui avait été fixé sur la période triennale 2011-2013, était de 63 logements sociaux.

La Commune, n'ayant pas réalisé son objectif, la carence a été prononcée par arrêté préfectoral du 9 octobre 2014 entraînant, de droit, le transfert du Droit de Préemption Urbain à l'Etat.

Le projet de Contrat de Mixité Sociale proposé à validation couvre précisément les périodes 2014-2016 et 2017-2019. Pour chacune d'entre elles, l'objectif de production de la Commune de Pignan est fixé, en référence au Programme Local de l'Habitat 2013-2018, à 105 logements locatifs sociaux (LLS).

Les engagements pris dans le Contrat de Mixité Sociale visent à permettre la mise en œuvre effective (PC déposé, agrément logement social délivré par délégation de l'Etat) des opérations de logement locatif social, permettant l'atteinte de ces objectifs cumulés :

Pour la période 2014-2016 :

- 32 LLS en 2014 dans le cadre de la réalisation de la résidence Orion, lotissement le Devès,
- 83 LLS en 2015 dans le cadre de la réalisation de la ZAC Saint Estève, lots M3 et M5,
- 3 LLS en 2015 rue du Four de la Caux.

Soit 118 logements locatifs sociaux sur la période (105 requis).

Pour la période 2017-2019 :

- 109 LLS en 2015 et 2016 dans le cadre de la réalisation de la ZAC Saint Estève, lots M1 et M4,
- au vu des projets de logements connus de propriétaires privés en secteur diffus et sous réserve de l'approbation du projet de PLU en cours de révision, le financement de 2 logements locatifs sociaux engagés par des particuliers durant cette période peuvent être intégrés.

Soit 111 logements locatifs sociaux sur la période (105 requis).

A l'horizon 2019, sur la base des opérations prévisionnelles, l'objectif consiste à passer d'un taux de logements locatifs sociaux parmi les résidences principales de la Commune de 9,19 % à 14,95 %.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de Contrat de Mixité Sociale entre la Commune de Pignan, l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole ;

Délibération n° 13915

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le Contrat de Mixité Sociale susvisé ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1126468-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

LOGEMENT – RÉAMÉNAGEMENTS DE PRÊTS CONTRACTÉS PAR ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, POUR LA CONSTRUCTION DE 18 RÉSIDENCES À MONTPELLIER - RENOUVELLEMENT DE LA GARANTIE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans le cadre d'une stratégie de réduction de son exposition au taux variables et structurés, ACM Habitat a l'opportunité, compte tenu des conditions actuelles de marché, de refinancer à taux fixe un emprunt indexé sur le cours Euro Franc suisse (score Gissler hors charte) et de bénéficier du fonds de soutien mis en place en faveur des établissements publics ayant contracté des emprunts structurés. Cet emprunt est issu de plusieurs réaménagements, en 2004, 2006, 2009 et 2010 (délibération n° 9914 du 125 décembre 2010).

ACM Habitat demande ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100% le refinancement de l'emprunt d'un montant total de 47 948 030,20 € qu'il sollicite auprès de Dexia Crédit Local, pour financer le capital restant dû de ce prêt contracté pour la réalisation de 18 des 21 résidences réalisées.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées par les articles L 2252-1 et suivants et L. 5111-4 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Le contrat de prêt est composé de deux prêts.

Les deux prêts de refinancement consentis par Dexia Crédit Local sont autonomes du contrat de prêt refinancé et sont exclusivement régis par les conditions suivantes :

- Objet du contrat de prêt : refinancer en date du 01/05/2016, à hauteur de 47 948 030.20 €, le contrat de prêt ci-dessous :

Numéro du contrat de prêt refinancé	Numéro de prêt	Score Gissler	Capital refinancé
MPH274103EUR	001	Hors charte	17 724 709,12 €

Le montant total de l'indemnité compensatrice dérogatoire intégrée dans le capital du contrat de prêt de refinancement est de 30 223 320,90 €

Le prêt de refinancement est autonome du contrat de prêt refinance et est exclusivement régi par ses stipulations.

Les deux prêts se composent chacun d'une tranche obligatoire et sont mis en place lors du versement des fonds.

Désignation	Prêt N°1 (Score Gissler 1A)	Prêt N°2 (Score Gissler 1A)
Montant	19 124 709,12 €	28 823 320,90 €
Versement des fonds	versés automatiquement le 01/05/2016	
Durée d'amortissement	30 ans	12 ans et 7 mois
Taux d'intérêt annuel	Taux fixe à 5,29 % du 01/05/2016 au 01/05/2046	Taux fixe à 1,80 % du 01/05/2016 au 01/12/2028
Base de calcul des intérêts	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours	

Echéances d'amortissement et d'intérêts	périodicité trimestrielle	périodicité annuelle
Mode d'amortissement	progressif	constant
Remboursement	autorisé pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle	

La garantie est accordée pour le remboursement de toute somme due en principal à hauteur de 100% (quotité garantie), augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les principales caractéristiques sont définies ci-dessus.

Dans l'hypothèse où ACM Habitat, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles au titre de ses engagements contractuels, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en ses lieux et place, sur simple notification de la Dexia Crédit Local par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir à 100% le remboursement de la somme de 47 948 030,20 € représentant le capital restant dû et l'indemnité compensatrice pour l'emprunt contracté par ACM Habitat auprès de Dexia Crédit Local pour la réalisation de 18 résidences à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre Dexia Crédit Local et ACM Habitat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme R. ILLAIRE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127026-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. HIAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT CÉVENNES 1 - CONVENTION D'AVANCE DE SUBVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Ville de Montpellier, suite à une étude pré-opérationnelle, a décidé de lancer en juillet 2010 une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Dégradée sur la copropriété Cévennes 1 (444 logement, 7 bâtiments). Cette copropriété est désormais incluse dans le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain au titre de l'intérêt Régional.

Après un travail de persuasion de la SERM, opérateur de l'OPAH, auprès des copropriétaires, un principe de travaux ambitieux a été voté en assemblée générale pour les 7 bâtiments : changement des menuiseries, mise en place de VMC, réfection des toitures et isolation par l'extérieur.

Lorsque les travaux seront finalisés, les bâtiments atteindront l'étiquette énergétique B pour un montant de travaux de 10,4 M€ et un montant de subventions, tous financeurs compris (Ville de Montpellier et Métropole par délégation de l'Anah et sur fonds propres) de plus de 4M€ déjà engagées.

Il s'agit de la plus importante rénovation thermique de logements privés réalisée à ce jour sur la Ville de Montpellier.

La présence de FDI ICI, comme syndic de cette copropriété depuis 2010, a permis de retrouver un fonctionnement normal de la copropriété sans pour autant régler tous les problèmes de trésorerie. En effet, les SACICAP avaient initialement mobilisé sur cette OPAH une avance de 950 K € pour permettre le préfinancement des subventions publiques.

L'arrêt des activités du Crédit Immobilier de France, propriété des SACICAP, n'a pas permis de mobiliser la totalité de cette avance de subvention ce qui a entraîné l'interruption des travaux, pendant plus d'un an.

Les problématiques financières mettent à mal la réalisation des travaux faute de trésorerie suffisante. De plus, les délais de forclusion des subventions Anah sont proches et ne peuvent plus faire l'objet de demande de prorogations supplémentaires.

Par délibérations n°2011/28, 2021/294, 2012/293, 2012/295, 2013/31, 2013/33, 2013/332 et 2013/333, la Ville de Montpellier a attribué des subventions pour la rénovation des parties communes des 7 bâtiments de la copropriété des Cévennes 1. La Métropole, compétente depuis le 1^{er} janvier 2015 en matière d'amélioration du parc immobilier bâti réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre, est devenue maître d'ouvrage des OPAH, et à ce titre reprend les engagements pris par la Ville de Montpellier notamment concernant le versement des subventions.

Le montant total des subventions votées par la Ville de Montpellier, sur les travaux en parties communes se montent à 597 039 € pour l'ensemble des 7 bâtiments (I, H, J, K, L, M et N).

Les travaux sur le bâtiment I sont terminés et les subventions à hauteur de 190 000 € ont déjà été versées. Les travaux sur les bâtiments N et H sont en cours et doivent être achevés avant la fin de l'année 2016, les premiers acomptes ont déjà été versés. Les bâtiments I, N et H n'entrent pas dans le champ de cette délibération.

Les travaux sur les bâtiments J et L doivent être achevés en 2017 et les travaux sur les bâtiments K et M mi-2018. Le vote définitif des travaux reste à intervenir pour ces 4 derniers bâtiments.

Il est proposé de permettre l'avance des subventions sur les parties communes des bâtiments J, K, L et M, au syndicat des copropriétaires, à hauteur de 70% (soit 204 103 €). Ces avances seront versées dès lors que les assemblées générales auront voté définitivement les travaux bâtiment par bâtiment.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec le syndicat des copropriétaires des Cévennes 1 représenté par le syndic FDI ICI ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;

Délibération n° 13917

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susvisée, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1126793-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2016 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION DE VINGT-DEUX LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Depuis le 1er décembre 2013, Montpellier Méditerranée Métropole a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisé « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux. La labellisation « Habiter Mieux », marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100% pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de vingt-deux logements situés dans les communes de Castelnau-le-lez, Castries, Clapiers, Cournonsec, Lattes, Le Crès, Montpellier, Saint Jean de Védas et Vendargues, dont un logement locatif, deux logements occupés par des locataires et dix-neuf logements occupés par des propriétaires aux ressources très modestes, pour un montant total de 61 950 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau joint en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer des loyers réglementés. Ces derniers signeront une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de Montpellier Méditerranée Métropole, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13918

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1126969-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE QUATRE LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil a décidé la participation Montpellier Méditerranée Métropole à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson pour la période 2010-2015, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,
- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100€/m² dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m² dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quatre logements locatifs et un logement occupé par un propriétaire aux ressources modestes, pour un montant total de 20 000 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, le propriétaire occupant s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer des loyers réglementés. Ils signeront une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole , chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de Montpellier Méditerranée Métropole, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13919

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1126971-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**Annexe à la délibération relative à l'OPAH Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradiées
"Gambetta, Figuerolles, Nord-Ecusson" à Montpellier - 2010 / 2016**

Conseil de Métropole du 30/06/2016

Nom du demandeur	Adresse du Logement	Ressources du demandeur	Type de loyer après travaux	Montant du loyer après travaux /m²/mois	Priorité d'intervention	Description des travaux	Typologie	Surface fiscale en m²	Coût de l'opération TTC	Dépense subventionnée	TOTAL subventions ANAH	TOTAL subvention Métropole	dont subvention base Métropole	dont prime vacance PB (2000 € ou 5%)	dont prime de réduction de loyer (50€ ou 100€ / m²)	Subvention autre	TOTAL des subventions	Reste à charge du propriétaire	Taux de subvention / TTC
LOUPIAC Etienne et Amy	1 place Auguste Fages	Modestes	*	*	LOGEMENT TRES DEGRADE - TRAVAUX LOURDS	Acquisition-amélioration. Réhabilitation complète du logement, mise aux normes électriques, huisseries, sols, cuisine, salle de bain, douche et mise en peinture - Gain énergétique de 8% (étiquette C)	T5	133,00	52 274 €	50 000 €	25 000 €	4 000 €	4 000 €			4 000 €	33 000 €	19 274 €	63%
BOURGY Pascal	10, 12 rue des Soldats	*	Loyer conventionné social	450,82	LOGEMENT TRES DEGRADE - TRAVAUX LOURDS	Réhabilitation complète du logement - Gain énergétique de 53% (étiquette F à D)	T2	58,70	136 112 €	78 093 €	43 947 €	4 000 €			4 000 €		47 947 €	88 165 €	35%
HARDY Joel et Marie Hélène	19 rue du Faubourg du Courreau	*	Loyer conventionné social	366,79	LOGEMENT TRES DEGRADE - TRAVAUX LOURDS	Réhabilitation complète des parties privatives et des parties communes - Gain énergétique de 43% (étiquette E à D)	T2	42,70	99 659 €	57 026 €	32 067 €	6 000 €		2 000 €	4 000 €		38 067 €	61 592 €	38%
BRUNEL Patrick	1 rue de Metz	*	Loyer conventionné social	432,14	LOGEMENT TRES DEGRADE - TRAVAUX LOURDS	Gros œuvre, enduits et façades, charpente, couverture, isolation, sols, serrurerie, plomberie, réseaux, ventilation, électricité et peinture.	T2	55,61	155 786 €	73 586 €	41 456 €	6 000 €		2 000 €	4 000 €		47 456 €	108 331 €	30%
TOTAL									443 831 €	258 705 €	142 458 €	20 000 €					166 469 €	277 362 €	

Ecrêtement de subvention : 80% pour les propriétaires occupants aux ressources modestes / 100% du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources très modestes



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

LOGEMENT – PROJET DE RÉNOVATION URBAINE DE MONTPELLIER - QUARTIER CÉVENNES - PLAN DE SAUVEGARDE DU PETIT-BARD - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibérations n° 12631 du 27 novembre 2014, n°10614 du 30 janvier 2012, n°9185 du 27 octobre 2009 et n°7877 du 02 octobre 2007, le Conseil a décidé la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au programme de réhabilitation des logements privés du quartier du Petit Bard à Montpellier, qui s'inscrit dans le cadre du Projet de Renovation Urbaine de la commune.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte une subvention de:

- 20% des travaux subventionnables par l'ANAH pour la réhabilitation des logements des propriétaires occupants à ressources modestes ;
- 25% des travaux subventionnables par l'ANAH pour la réhabilitation des logements des propriétaires occupants aux ressources très modestes ;
- 10% des travaux subventionnables par l'ANAH pour les logements à loyer conventionné intermédiaire ;
- 15% des travaux subventionnables par l'ANAH pour les logements à loyer conventionné social.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation d'un logement de type 3, d'une surface de 54 m², situé dans le bâtiment D15 du Petit-Bard, 6 square Henri de Régner, pour un montant de 855 €.

Le projet concerne des travaux de mise aux normes électrique et de réfection de la plomberie, ainsi que la rénovation de la salle de bain (installation d'une douche et d'un lavabo, remplacement d'un radiateur, de la faïence et du carrelage), à l'issue desquels le logement sera loué à loyer conventionné social.

Le coût des travaux s'élève à 5 697 € H.T. et correspond à la dépense subventionnable calculée selon les règles de l'ANAH. Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- subvention ANAH : 35% soit 1 994 € ;
- subvention Montpellier Méditerranée Métropole : 15 % soit 855 € ;
- resta à charge propriétaire : 3 418 €.

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 855 € à M. Benjamin COMBELERAN résidant 69 rue du Poirier Bonneau à Saint-Jean-de-Braye ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par le propriétaire bailleur de ses engagements vis-à-vis de Montpellier Méditerranée Métropole, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13920

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1126972-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. HILAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUËL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s) :

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC
– MARCHÉS 3220GD13 LOT N°1 POUR LE TRAITEMENT DES DÉCHETS VÉGÉTAUX
DE LA ZONE OUEST DE LA MÉTROPOLE DE MONTPELLIER - AVENANT N°1 DE
PROLONGATION DE DURÉE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Les marchés n°3220GD13 lot n°1 et lot n°2, relatifs au traitement des déchets végétaux issus des Points Propreté DEMETER (déchèteries) de la zone Ouest de la Métropole, attribués respectivement à l'entreprise Onyx Languedoc Roussillon et à l'entreprise Alliance Environnement, arrivent à échéance le 21 octobre 2016 pour le lot n°1, et le 13 décembre 2016 pour le lot n°2.

Il s'agit de marchés à prix unitaires dont la rémunération est fonction des quantités de déchets verts livrées par les prestataires titulaires des marchés d'exploitation des Points Propreté.

Les deux lots comportent des prestations complémentaires l'une de l'autre, le lot n°1 assurant l'admission et le broyage des déchets verts issus des points de propreté de la zone Ouest, le lot n°2 assurant l'enlèvement des déchets verts broyés, leur transport, et leur traitement final.

La notification initiale des deux lots, prévue pour être simultanée, a été contrariée pour le lot n°2 par un recours gracieux déposé par un candidat non retenu. En prévision du lancement d'un nouveau marché triennal de gestion des déchets verts issus des points de propreté de la zone Ouest, il est important de rétablir la synchronisation des deux lots.

Pour ce faire, il convient de prolonger la durée du lot n°1 du marché de 7 semaines environ pour que son échéance soit concomitante avec celle du lot n°2. L'augmentation prévisionnelle correspondante est estimée à 31 500 € H.T. représentant une augmentation de 4,2% du montant du marché initial.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au marché 3220 GD 13 lot n°1 pour le traitement des déchets végétaux de la zone Ouest de la Métropole, cet avenant ayant pour objet de prolonger le marché jusqu'au 13 décembre 2016,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant précité ainsi que tout document relatif à cette affaire,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Métropole, au chapitre 937.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1127684-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC
- TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - MARCHÉ N°4275GD16 RELATIF À LA
COLLECTE ET AU TRAITEMENT DES DÉCHETS DIFFUS SPÉCIFIQUES DÉPOSÉS EN
DÉCHÈTERIES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de protection de l'environnement, la Métropole met à disposition des usagers, sur les Points Propreté DEMETER (déchèteries), des armoires spécifiques de stockage permettant de récupérer les déchets diffus spécifiques (DDS) des ménages. Ces déchets, constitués pour l'essentiel de produits chimiques pouvant présenter des risques pour la santé et l'environnement, doivent ensuite être pris en charge par des sociétés agréées et éliminés dans des filières particulières. Dans ce cadre, à l'issue d'une procédure d'appel d'offres ouvert, le Conseil de Métropole a approuvé par délibération n°11884, la signature du marché n°3434GD13 avec la société TRIADIS pour la collecte et l'élimination de ces DDS. Ce marché arrive à échéance le 31 août 2016.

Une nouvelle consultation d'entreprises a été lancée selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 33 3°al, 57 à 59 du Code des Marchés Publics 2006 afin d'assurer la continuité de ce service.

Ce marché n°4275 GD 16 a pour objet :

- la mise à disposition ponctuelle de personnels et véhicules ayant pour mission la collecte, la prise en charge, le conditionnement, le transport, le traitement et l'élimination, vers les installations agréées appropriées, des déchets diffus spécifiques acheminés par les usagers sur l'ensemble des Points de Propreté de la Métropole;
- la mise à disposition ponctuelle de personnels et véhicules ayant pour mission l'accueil, la collecte des déchets diffus spécifiques et l'information des usagers, sur les Points de propreté de la Métropole non équipés de locaux spécifiques ;
- le suivi administratif et comptable des flux de déchets et la transmission régulière des informations à la Métropole.

Il s'agit d'un marché à prix unitaires conclu pour une période de 3 ans à compter de la date fixée par ordre de service. Les prestations seront rémunérées par application des prix unitaires du Bordereau des Prix.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 3 mai 2016, a attribué le marché à la société TRIADIS pour un montant estimatif prévisionnel de 790 411, 00 € HT, établi sur la base du Détail Quantitatif et Estimatif sur la durée du marché de trois ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°4275 GD 16 pour la collecte et l'élimination des Déchets Diffus Spécifiques, tel que défini ci-dessus avec la Société TRIADIS,
- dire que les crédits correspondants sont et seront inscrits aux budgets 2016 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché précité ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, y compris son éventuelle résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1125136-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – CONVENTION AVEC LE CROUS DE MONTPELLIER DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'AMÉLIORATION DES COLLECTES D'ECO-EMBALLAGES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public, rapporte :

Dans le cadre du Plan d'Amélioration de la Collecte (PAC) mis en place par Eco Emballages sur la période 2015-2016, Montpellier Méditerranée Métropole est lauréate pour un projet présenté en partenariat avec le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) de Montpellier.

Ce projet concerne « l'amélioration des collectes sélectives dans les résidences universitaires ». Il consiste, sur 5 résidences universitaires et environ 5 000 étudiants, à renforcer les dispositifs de tri existants en aménageant les points de collecte, en équipant les locaux (studios, cuisines, parties communes) de poubelles bi-compartmentées et en menant des campagnes de sensibilisation à chaque rentrée universitaire.

Dans ce cadre, le CROUS est amené à prendre en charge des dépenses soutenues financièrement par Eco-Emballages mais que ce dernier rembourse à la Métropole sur justificatifs. Aussi, il est proposé la signature d'une convention par laquelle la Métropole s'engage à reverser au CROUS, pour l'année 2016, le soutien financier d'ECO EMBALLAGES correspondant aux actions prévues au projet, financées par le CROUS et réalisées dans le respect des conditions fixées au contrat PAC.

Le montant des actions financées par le CROUS est estimé à 28 110 € H.T. pour un montant maximum pris en charge par Eco-Emballages, et donc reversé au CROUS, de 20 625 € (net de taxe).

En contrepartie, le CROUS s'engage à faire état de l'aide d'Eco-Emballages et de Montpellier Méditerranée Métropole dans les documents et informations qui seront diffusés à l'occasion de cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de reversement des soutiens Eco-Emballages à intervenir avec le CROUS,
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal 2016 de la Métropole, au chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1127412-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

RESSOURCES HUMAINES



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

I - Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans **l'annexe 1** ci-jointe.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès au poste mentionné en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 23 juin 2016.

III- Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 23 juin 2016.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

IV- Confirmations de postes :

a) Par délibération n°11497 du 11/04/2013, le poste relevant du cadre d'emploi des attachés pour exercer des fonctions de conseiller en création d'entreprise innovante au sein du service Business Innovation Center (n° du poste : 2004-660) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

- nature des fonctions : accompagner les porteurs de projet dans la réalisation de leur plan d'affaire, assurer le suivi des entreprises pendant les premières années de leur développement, organiser la formation des porteurs de projet et participer aux actions de prospection et de sensibilisation à la création d'entreprises,
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire correspondant au deuxième cycle d'études et d'une expérience similaire dans le domaine de la création d'entreprise,
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'accompagnement des entreprises en développement sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant,
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

b) Par délibération **n°11497 du 11/04/2013**, le poste relevant du cadre d'emploi des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de responsable des expositions du Musée Fabre (n° du poste : 2002-443) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au Musée Fabre.

- nature des fonctions : charger de l'organisation générale et du suivi des expositions temporaires, planifier et organiser la saison des expositions temporaires, organiser la négociation et la coordination des échanges avec les partenaires, prêteurs, comités scientifiques pour les étapes administratives, l'élaboration des éditions, la conception de la muséographie, encadrer des agents de service et préparer des montages et propositions budgétaires,
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant au moins au premier cycle d'études supérieures (Bac +3) et d'une expérience similaire dans le domaine des collectivités territoriales,
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer une continuité dans la gestion des expositions temporaires du Musée Fabre, ce poste ne peut rester vacant,
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

c/ Par délibération **n°13173 du 22 juillet 2015**, le poste de responsable du pôle d'information aux citoyens qui relève du cadre d'emploi des attachés territoriaux (n° du poste : 2012-030) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la communication.

- nature des fonctions : encadrer et coordonner les pôles web et photo ; assurer la coordination éditoriale transversale entre les différents pôles de production éditoriale ; être renfort de production pour le pôle magazine et édition ; assurer la relecture des supports de service de presse,
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la communication et connaissance de la presse des collectivités locales,
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant,
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

d/ Par délibération **n°13611 du 27/01/2016**, le poste relevant du cadre d'emploi des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux pour exercer les fonctions de Chef du service politique de la ville (n° du poste : 2014-027), a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au service politique de la ville :

- nature des fonctions : contribuer à définir et piloter la mise en œuvre de la politique communautaire en matière de cohésion sociale. Accompagner également la mise en œuvre des projets de rénovation urbaine avec l'objectif de réduction des écarts de développement entre quartiers prioritaires et la Métropole,

Délibération n° 13923

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 4 ans d'études et justifier d'une expérience professionnelle dans la conduite de projets de développement, impliquant le travail en partenariat,
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux ou sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
- motif : compte tenu de la nécessité pour la Métropole de définir piloter la stratégie en matière de cohésion sociale et urbaine sur son territoire, ce poste ne peut rester vacant,
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

e/ Par délibération **n°12953 du 28/04/2015**, le poste relevant du cadre d'emploi des attachés territoriaux ou pour exercer les fonctions de Directeur au sein du Service Commun de Direction du Protocole et de l'Événementiel (n° du poste : 2015-016), a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Protocole :

- nature des fonctions : Piloter et coordonner la mise en œuvre de l'ensemble des événements institutionnels et protocolaires de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier sous la responsabilité du Directeur de Cabinet et organiser les manifestations dans leur globalité niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : justifier d'une expérience professionnelle dans les relations publiques,
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
- motif : compte tenu de la nécessité pour la Métropole d'assurer une bonne représentation protocolaire, ce poste ne peut rester vacant,
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

f/ Par délibération **n°13518 du 18/12/2015**, le poste relevant du cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux pour exercer les fonctions de Chargé de l'Open data (n° du poste : 2015-076), a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction des Ressources Informatiques :

- nature des fonctions : identifier les données pertinentes et gérer de manière opérationnelle l'alimentation et l'animation de la démarche Open data de la Métropole et de ses partenaires,
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 4 ans d'études et justifier d'une expérience professionnelle dans le domaine de l'Open data,
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux,
- motif : compte tenu de la nécessité pour la Métropole de définir la stratégie open Data de la Métropole, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations de postes et des confirmations de poste ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127998-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

ANNEXE 1 : Créations de postes

Nbre de postes	Ref. Poste au tableau des effectifs	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail (temps complet/temps non complet)	Emplois / cadres d'emplois	Intitulé des fonctions/ service
1	2016-495	Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat	A	Temps complet	Attaché territorial	Responsable de l'Unité « politiques sociales du logement »
1	2016-496	Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat	B ou C	Temps complet	Rédacteur Territorial ou Adjoint administratif	Chargé(e) de gestion du contingent des logements sociaux
1	2016-497	Direction de l'Économie et de l'Emploi	B	Temps complet	Rédacteur Territorial	Chargé de suivi de projets « Emploi et insertion » du contrat ville
1	2016-498	Direction de l'Économie et de l'Emploi	B	Temps complet	Rédacteur Territorial	Chargé de suivi de projets « Economie sociale et solidaire et Responsabilité Sociétale des Entreprises »

ANNEXE 2 : Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s)						Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste					
Réf Poste	DÉPARTEMENT/ POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	DÉPARTEMENT/ POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2014-026	Direction Générale des Services	Direction Générale des Services	Temps Complet	Administrateur	Directeur de projets au sein de la DGS	2014-026	Direction Générale des Services	Direction Générale des Services	Temps complet	Administrateur territorial Ou Attaché territorial	Directeur de projets au sein de la DGS

ANNEXE 3 Transformations de postes au tableau des effectifs

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	DÉPARTEMENT/ POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	DÉPARTEMENT/ POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emploi à créer	Fonctions
2002- 169	Culture et Sport	Musée Fabre	Temps complet	Assistant de conservation Ou Adjoint du patrimoine	Assistant du service de documentation du musée Fabre	2016- 499	Culture et Sport	Musée Fabre	Temps complet	Assistant de conservation Ou Rédacteur Ou Adjoint du patrimoine Ou Adjoint administratif	Chargé de l'équipement audiovisuel et du développement du mécénat
2015- 052	Culture et Sport	Direction de la culture	Temps complet	Conservateur du patrimoine	Directeur du projet du Centre d'Art contemporain	2015- 052	Culture et Sport	Musée Fabre	Temps complet	Conservateur du patrimoine	Conservateur en charge des expositions d'art contemporain sur le territoire métropolitain

ANNEXE 3 Transformation de poste au tableau des effectifs
Conseil du 30 juin 2016– Modification du tableau des effectifs



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

RESSOURCES HUMAINES – RENOUELEMENT DE L'ADHESION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE AU GEFLUC (GROUPEMENT DES ENTREPRISES FRANÇAISES DE LUTTE CONTRE LE CANCER) - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Dans le cadre des actions de prévention menées pour la santé des agents de Montpellier Méditerranée Métropole, l'association GEFLUC (Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte contre le Cancer) est un partenaire prépondérant depuis plus de 10 ans désormais.

La mission principale du GEFLUC est d'intensifier la prévention et l'information sur les dépistages des cancers. Ainsi, le groupement organise au sein des entreprises et des collectivités des séances d'information et de sensibilisation à la prévention des cancers par des réunions et des conférences sur différents thèmes : le tabagisme passif et actif au travail, l'alcoolisme, l'alimentation, les addictions,...

Après la mise en place d'une conférence sur le tabac en février 2005, l'association continue d'accompagner les agents de la Métropole et des communes dans leur sevrage tabagique.

Cet accompagnement, appelé « plan anti-tabac », a concerné plus d'une centaine d'agents. Il est aujourd'hui individuel et constitué de plusieurs rendez-vous individuels avec le tabacologue.

Afin de poursuivre ce partenariat, notamment par des conférences sur des thèmes d'hygiène de vie, des formations d'agents, il est nécessaire d'adhérer à cette association. En effet, des actions de sensibilisation dans la démarche de prévention alcool, aux dépistages des cancers sont programmées. Cette demande d'adhésion s'inscrit dans une démarche de soutien à la recherche scientifique et de lutte contre le cancer.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le renouvellement d'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association GEFLUC ;
- autoriser le versement d'une cotisation à l'association GEFLUC d'un montant de 3 000 euros au titre de l'année 2016 ;
- dire que les crédits nécessaires à l'adhésion et au plan anti-tabac sont inscrits au budget primitif 2016, Chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1128219-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – ÉCONOMIES D'EAU -
OPÉRATION AQUAMÉTRO - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'AGENCE
LOCALE DE L'ÉNERGIE ET DU CLIMAT DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Le conseil de Métropole du 28 mai 2015 a approuvé la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au projet « Aquametro » porté par l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC), association de type loi 1901, en réponse à l'appel à projets "Économies d'eau" de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

L'opération « Aquametro », consiste en la mise en place d'un plan d'actions sur le volet « économie d'eau » sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, à travers un portefeuille de six actions visant différents usagers, du public scolaire au public municipal :

- défi « éco-minots » qui encourage le **public scolaire** à mettre en œuvre des comportements économes en énergie et en eau,
- élargissement des missions de l'Espace Info Energie à l'accompagnement du **grand public** aux économies d'eau (conseils, centre de ressources, animations, ateliers pratiques,...),
- accompagnement des **copropriétés** aux économies d'eau (bilan simplifié, conseils, distribution de kits économes, etc.),
- suivi des consommations d'eau des bâtiments communaux et des espaces verts communaux ou métropolitains et élaboration d'une base de données des consommations (2 actions),
- équipement en dispositifs hydroéconomes des bâtiments publics et suivi mensuel de leurs consommations sur les 4 communes (Baillargues, Castries, Saint-Génies-des-Mourgues et Sussargues) alimentées par une ressource en déficit quantitatif et devant faire l'objet d'un plan de gestion de la ressource en eau.

Ce programme d'un montant de 302 217 € serait déployé sur les années 2016 et 2017 avec une participation globale de la Métropole à hauteur de 132 952 € (44 %).

Pour s'assurer de la cohérence et la pertinence de ces propositions avec les actions déjà engagées par ailleurs, son élaboration a été faite en liaison avec les organismes de gestion de l'eau, à savoir : le Syndicat du bassin-versant de l'Or (SYMBO), le Syndicat du bassin du Lez-Mosson et Etangs palavasiens (SYBLE), le Syndicat Garrigues Campagne (SGC) et le Syndicat du Bas Languedoc (SBL) notamment.

Par ailleurs, ce programme est inscrit au programme d'actions du Contrat de Métropole pour la gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques de Montpellier Méditerranée Métropole, signé, aux côtés de l'Agence de l'eau et des syndicats de bassin-versant, le 28 janvier 2016.

A la suite de l'avis favorable prononcé par le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau, en sa séance du 22 octobre 2015, il convient d'approuver les modalités du partenariat avec l'ALEC pour l'année 2016, au travers d'une convention annuelle.

Celle-ci prévoit notamment une participation de la Métropole à hauteur de 67 615 €. Le plan de financement prévoit par ailleurs la participation de :

- l'Agence de l'Eau à hauteur de 44 %,
- l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) à hauteur de 10%,
- l'ALEC à hauteur de 4 %.

Le solde de la participation de la Métropole sera versé sur présentation d'un récapitulatif des dépenses et d'un rapport d'activités de la mise en œuvre de l'opération « Aquametro ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat avec l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Montpellier (ALEC),
- dire que les crédits sont et seront inscrits au budget annexe de l'eau potable, au chapitre 011,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127283-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RESSOURCES EN EAU
- COMMUNE DU CRÈS - ABANDON DU CAPTAGE F1 DU STADE ROBERT -
ABROGATION DE LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE (DUP) - RESTITUTION
DU CAPTAGE F3 À LA COMMUNE DU CRÈS - APPROBATION**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Le forage F1 du Stade Robert, qui alimentait en partie les quatre communes de l'ancien Syndicat du Salaison dissous en 2013 (Jacou, Le Crès, Vendargues et Saint Aunès), a été déclaré d'Utilité Publique le 31 mars 1982. Cette DUP porte sur les travaux d'alimentation en eau potable de dérivation d'eau souterraine ainsi que sur l'établissement de périmètres de protection de captage.

Or ce forage présente aujourd'hui une qualité de l'eau dégradée avec la présence de produits phytosanitaires. La vulnérabilité de l'ouvrage est élevée par sa localisation en milieu très urbanisé. Les installations et les capacités de l'ouvrage sont relativement faibles au regard des besoins du secteur. Ces problèmes ont été recensés dans le Schéma Directeur d'Eau Potable adopté par le Conseil Communautaire le 23 mai 2013 qui préconise l'abandon de l'ouvrage.

Dans les faits, ce forage refoulait vers le réservoir du Crès dans lequel la ressource était mélangée avec de l'eau en provenance du Système Lez et de l'eau traitée de BRL, puis était distribuée aux communes du Syndicat du Salaison. Lors de la prise de compétence eau potable par la Métropole en juillet 2013, le forage avait déjà été mis hors service et n'a donc pas été exploité par la suite.

En conséquence, il convient donc de désaffecter cet ouvrage qui n'est plus nécessaire pour le service public d'eau potable puis de solliciter le Préfet afin que ce dernier procède à l'abrogation de la Déclaration d'Utilité Publique pour le projet de travaux d'alimentation en eau potable de dérivation d'eau souterraine et d'établissement de périmètres de protection du captage F1 du Stade Robert. Cette procédure s'inscrit dans la démarche d'abandon de l'ouvrage afin de mettre fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage. Un dossier demande d'abrogation a été élaboré à cet effet.

Il est également nécessaire de procéder au retrait de la pompe ainsi qu'à l'isolement de l'ouvrage du reste du réseau, de manière irréversible. Ces interventions sont prévues prochainement.

Enfin sur le même site, à proximité du forage F1, se trouve le forage F3 qui était utilisé pour l'alimentation en eau potable jusqu'en juillet 2014, de la même manière que le forage F1. Ce forage F3 n'était pas soumis à Déclaration d'Utilité Publique, et de plus n'est plus utilisé dans le cadre du service public d'eau potable, il est donc proposé de le désaffecter également. Ce forage était mis à disposition de la Métropole pour l'exercice de la compétence eau potable, compte tenu de sa désaffectation, il reste propriété de la commune du Crès, à des fins d'arrosage du stade communal uniquement. L'eau prélevée ne pourra pas être utilisée pour la consommation humaine.

Les communes de Jacou, Le Crès, Vendargues et Saint Aunès sont aujourd'hui alimentées uniquement par l'eau en provenance du système Lez et de l'usine de potabilisation de BRL située au Crès. Cette dernière, arrivée en fin de vie sera prochainement mise à l'arrêt comme prévu par le schéma directeur d'eau potable et l'ensemble des communes sera alors uniquement alimenté depuis le système Lez.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- acter de la désaffectation des forages F1 et F3 qui ne sont plus utilisés pour le service public d'eau potable,
- approuver l'abandon du captage F1 du Stade Robert dans la commune du Crès,
- solliciter auprès de Monsieur le Préfet l'abrogation de la Déclaration d'Utilité Publique afférente,
- approuver le transfert du forage F3 à la commune,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 23 du budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13947

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1126799-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE MONTPELLIER - RENOUELEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DE L'AVENUE DU VAL MONTFERRAND - CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA RÉGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°12901 en date du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de créer une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette création a eu pour effet de transférer l'exercice de la compétence relative à l'eau potable et à l'eau brute à la Régie des Eaux.

L'avenue du Val de Montferrand sur la ville de Montpellier doit faire l'objet d'un aménagement de voirie. Des investigations ont été menées sur le réseau d'assainissement des eaux usées et sur le réseau d'eau potable. Le résultat de ces investigations a mis en évidence la vétusté des réseaux. Il est apparu nécessaire de :

- renouveler le réseau eaux usées actuellement en amiante-ciment de diamètre 150 mm sur 585 m,
- renouveler le réseau eau potable en fonte grise de diamètre 80 mm sur 290 m,
- renouveler le réseau eau potable en fonte grise de diamètre 100 mm sur 320 m,
- reprendre l'ensemble des branchements eau potable et eaux usées existant sur cette portion.

Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des deux projets, les travaux de cet ensemble d'ouvrages doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions ainsi que le coût financier, et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Le coût estimé de l'opération (études et travaux) s'élève à :

- 197 650 € HT soit 237 180 € TTC pour la part eau potable à la charge la Régie,
- 706 080 € HT soit 847 295 € TTC pour la part assainissement à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

C'est pourquoi il est proposé que la Régie délègue à la Métropole la maîtrise d'ouvrage des travaux de renouvellement du réseau d'eau potable dans les conditions définies par convention.

Celle-ci fixe les principes de répartition des coûts de travaux, mais également de maîtrise d'œuvre, de prestations topographiques et géotechniques mises à la charge de chacune des parties. La Métropole sera chargée de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter les différents marchés. Elle règlera l'ensemble des dépenses, la Régie lui remboursera sa part sur présentation de justificatifs mensuels.

La convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement soit 1 an après la réception sans réserves des ouvrages.

Les études seront menées en 2016. Les travaux seront réalisés au cours du 1^{er} semestre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole pour le renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable de l'avenue du Val Montferrand sur la commune de Montpellier,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, au chapitre 23,

Délibération n° 13948

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1126977-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - CONSTRUCTION DE L'INTERCEPTEUR EST AMONT - MARCHÉ 4160EA16 - LOT N° 1 : RÉSEAUX D'EAUX USÉES RD 65 - LOT N° 2 : POMPAGES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Schéma Directeur d'Assainissement, Montpellier Méditerranée Métropole a programmé la réalisation de l'Intercepteur Est. Long de 12 kilomètres et d'une capacité totale d'environ 160 000 Eq/hab, ce nouveau collecteur primaire se construit par étapes.

Le tronçon aval de l'Intercepteur Est entre le giratoire Christophe Colomb à Montpellier et la station d'épuration Maëra a été mis en service en 2007. Depuis, les travaux ont porté sur la construction du poste de refoulement principal à Castelnau le Lez puis sur les tronçons réalisés en coordination avec les travaux du département de l'Hérault le long de la RD65 sur les communes de Montferrier sur Lez et Clapiers.

Entre janvier 2015 et avril 2016, c'est sous l'avenue de la Pompignane que s'est réalisé un tronçon de 2200 mètres par une technique sans tranchée afin de ne pas perturber le fonctionnement de l'avenue et des commerces de proximité.

Enfin, deux nouveaux tronçons en refoulement, l'un sur la commune de Castelnau le Lez au lieu dit Navitau (en rive Gauche du Lez) et l'autre au droit de la rue de Ferran à Montpellier (en rive droite du Lez), ont été posés en totalité en domaine privé entre novembre 2015 et mai 2016.

Pour la finalisation de la mise en œuvre de l'Intercepteur Est dans sa partie amont, il reste à réaliser un nouveau poste de refoulement, qui constituera le poste de refoulement principal de Clapiers (PR Clapiers), des canalisations d'amenée et de refoulement depuis cet ouvrage et la traversée du Lez pour relier les communes de Castelnau le Lez et Montpellier.

Un projet de marché de travaux n° 4160EA16 a été élaboré en mars 2016 pour construire les canalisations d'amenée et de refoulement depuis le PR Clapiers, ainsi que des adaptations de pompages des postes de refoulement de Lavalette et Castelnau le Lez.

Une procédure d'appel d'offres ouvert a été menée en application des articles 33 3^oal. et 57 à 59 du Code des marchés publics en vue de la désignation d'entreprises pour l'exécution de ces travaux. Compte tenu de la nature très différente des constructions, le marché a été alloti.

Le lot 1 concerne la construction des réseaux le long de la RD 65 sur la commune de Clapiers dont les caractéristiques principales sont :

- la construction d'un réseau gravitaire Ø500 mm en PRV sur 490 ml permettant d'amener les effluents au PR Clapiers.;
- la construction des réseaux (EDF, FT, AEP) permettant le fonctionnement du PR Clapiers,
- la construction du réseau de refoulement Ø500 mm en fonte sur 590 ml,
- le remplacement des deux pompes du PR Closades,

Le montant des travaux a été estimé à 1 268 371,15 € HT.

La rémunération de l'entreprise sera calculée par application aux quantités réellement exécutées des prix figurant aux bordereaux des prix unitaires.

La durée du marché est fixée à 7 mois décomposée en 2 mois de période de préparation et 5 mois de travaux.

Le lot 2 concerne les adaptations des pompages des postes de refoulements de Castelnau le Lez et Lavalette sur Montpellier, dont les caractéristiques sont les suivantes :

PR Castelnau :

- Remplacement des « pompes existantes par 4 pompes de débit unitaire 575 m³/h, compris remplacement des lignes de tuyauteries à l'aspiration et au refoulement des pompes,
- Remplacement du ballon anti béliet existant,

PR Lavalette :

Délibération n° 13949

- Modification des unités de pompage existantes,
- Remplacement du ballon anti bélier existant.

Le montant des travaux a été estimé à 448 000 € H.T.

La rémunération de l'entreprise sera globale et forfaitaire.

La durée du marché est fixée à 5 mois décomposée en 2 mois de période de préparation et 1,5 mois de travaux pour chacun des postes, sachant que les travaux ne peuvent être menés en parallèle.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence et au vu du rapport d'analyse des offres, basé sur l'examen des prix, des mémoires techniques et des délais de réalisation proposés par les candidats, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 7 Juin 2016, a décidé d'attribuer le marché correspondant au lot n°1 à l'entreprise MALET, domiciliée à Mauguio, pour un montant estimatif de 725 995,00 € H.T., soit 871 194,00 € T.T.C et le marché correspondant au lot n°2 à l'entreprise MSE, domiciliée à Donzère (26) (offre de base), pour un montant estimatif de 275 290,00 € H.T., soit 330 348,00 € T.T.C..

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du marché de travaux n°4160EA16 pour la construction de l'Intercepteur Est Amont, lot n° 1 - réseaux eaux usées RD65 avec l'entreprise MALET pour un montant de 725 995,00 € HT et lot n° 2 - Pompages avec l'entreprise MSE pour un montant de 275 290 € H.T.,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution, y compris, le cas échéant, leur résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1127012-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - POSE DE RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS POUR LA DESSERTE DE LA ZAC DU CAYLUS - CONVENTION DE COORDINATION DE TRAVAUX ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET ORANGE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Dans le cadre de la création de la ZAC du Caylus sur la commune de Castelnau-le-Lez, il est apparu nécessaire :

- pour la Métropole, de restructurer le réseau d'eaux usées avec la construction d'un nouveau poste de refoulement et la pose de 996 ml de canalisation de refoulement en diamètre 100 mm,
- pour Orange, d'étendre son réseau fibre avec la pose de 510 ml de 6 fourreaux Ø60 mm et la construction de 3 chambres de tirage.

Au vu du tracé commun sur 465 mètres sur l'allée de la Tapenade, et afin d'optimiser les coûts de travaux et limiter la gêne aux riverains, la réalisation d'une tranchée commune est apparue opportune.

Il est ainsi proposé la conclusion d'une convention ayant pour objet d'organiser les relations entre les parties pour la réalisation des travaux de génie civil, de définir les missions respectives de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre ainsi que les responsabilités de chacune des parties, et de préciser les modalités de financement.

Le projet de convention prévoit en particulier qu'Orange confie à la Métropole la réalisation des fourreaux et chambres mais se réserve la pose des câbles.

Sur cette base, le coût prévisionnel de l'opération coordonnée s'élève, en valeur 2015, à :

- 96 251 € HT soit 115 771, 20 € TTC pour la part assainissement à la charge de la Métropole ;
- 33 600 € HT soit 40 320, 00 € TTC pour la part télécommunication à la charge d'Orange.

Orange remboursera à la Métropole les sommes toutes taxes comprises réellement déboursées, suivant la clé de répartition fixée par la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de coordination de travaux entre Orange et Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise en place de la fibre optique et le refoulement des eaux usées de la ZAC du Caylus sur la commune de Castelnau-le-Lez,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de coordination de travaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1126975-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s) :

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - TRAVAUX D'AMÉLIORATION DE LA STATION D'ÉPURATION - AVANT PROJET ET DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES - APPROBATION

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La station d'épuration de Villeneuve-lès-Maguelone, construite en 2000, est l'une des installations de traitement des eaux usées dont le Schéma Directeur d'Assainissement prévoyait la pérennisation.

Au regard de l'âge des ouvrages et équipements, et des difficultés signalées par l'exploitant, il convenait de mener un diagnostic de la station d'épuration, afin de déterminer les conditions du maintien de l'installation à un bon niveau de fonctionnement.

Une étude de diagnostic a été réalisée par le cabinet Hydratec, au cours du premier semestre 2013, qui a conduit à une programmation de travaux dont le coût estimatif avait été évalué à 720 000 € H.T.

Des premiers travaux, dits d'urgence et qui ne nécessitaient pas l'intervention d'un maître d'œuvre, ont été réalisés en 2014.

Les autres travaux, plus structurants, ont fait l'objet d'un contrat de maîtrise d'œuvre qui a été conclu en 2015 avec le cabinet ENTECH Ingénieurs-Conseil pour mener les études de conception et de réalisation.

Lors des études de conception, le cabinet ENTECH a proposé des améliorations dans l'organisation du fonctionnement des ouvrages, permettant de réduire les coûts d'exploitation et d'augmenter la durée de vie de l'installation. En outre certains travaux, sous-estimés lors de l'étude de faisabilité, conduisent à une réévaluation du programme de travaux définitif. Il s'agit :

- du déplacement du traitement de filtration tertiaire,
- de l'augmentation de la capacité de la centrifugeuse à boues,
- de la création d'un local d'épaississement des boues à proximité du stockage de boues,
- de la mise en place d'une canalisation fixe de transfert des boues, en lieu et place d'un transfert par bennes.

L'estimation financière de ces travaux amène un dépassement de 317 000 € H.T. de l'enveloppe provisoire initiale fixée au marché de maîtrise d'œuvre et le coût prévisionnel définitif de travaux passe à 1 037 000 € H.T.

Un avenant au marché de Maîtrise d'œuvre sera nécessaire pour prendre en compte l'augmentation de l'enveloppe prévisionnelle.

Le coût d'opération induit comprenant les honoraires de maîtrise d'œuvre, les campagnes de mesures, de topographie et de géotechnique, la coordination SPS, le contrôle technique, les essais de réception ainsi que les divers et imprévus s'élève à 1 206 000 € H.T.

Cette opération peut bénéficier des aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse qu'il convient de solliciter.

Les délais globaux de réalisation des travaux sont évalués à 4 mois, sous réserve de l'obtention de l'ensemble des autorisations administratives nécessaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme de travaux d'amélioration de la station d'épuration de Villeneuve-lès-Maguelone et son enveloppe prévisionnelle de 1 037 000 € HT,

Délibération n° 13951

- solliciter de tous les organismes intéressés leurs meilleures aides financières pour la réalisation de cette opération dont le coût global est évalué à 1 206 000 € HT,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1124293-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – CONSTRUCTION DE LA PISCINE HÉRACLÈS À SAINT-BRÈS - MARCHÉS DE TRAVAUX N°3978DS15 (LOTS 2, 3, 7 ET 10) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Par délibération n°10862 en date du 24 mai 2012, le Conseil a approuvé le programme de réalisation de la piscine Héraclès sur la Commune de Saint-Brès.

Pour la réalisation des travaux, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé un appel d'offres ouvert en application des articles 33,57 à 59 du Code des Marchés Publics, dont l'avis a été transmis à la publication le 23 juin 2015.

A l'issue de la procédure, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 1er décembre 2015, a décidé de retenir pour l'exécution de ces travaux, dans le cadre du marché n°3978DS15, les entreprises présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution définis dans le règlement de consultation, pour 9 des 12 lots.

Elle a, en revanche, déclaré sans suite les 3 lots restants, à savoir le lot n°2 « Charpente couverture – Etanchéité – ITE – Menuiserie Aluminium », le lot n°3 « Menuiserie et Agencement bois » et le lot n°10 « Electricité ».

De même, le lot n° 7 relatif au « Fond mobile » de la piscine, attribué à l'entreprise TECHNOX KBE pour un montant de 195 454 € H.T., a dû être déclaré sans suite pour motif d'intérêt général, par courrier en date du 16 mars 2016. En effet, en raison de l'existence de plusieurs technologies de fonds mobiles, la Métropole a été amenée à lancer une nouvelle étude sur les solutions techniques à envisager mettant à jour la nécessité de modifier le cahier des clauses techniques particulières de ce marché.

Dans ce contexte, quatre nouveaux appels d'offres ouverts ont été lancés par Montpellier Méditerranée Métropole en application des articles 33,57 à 59 du Code des Marchés Publics pour les lots 2, 3, 7 et 10 du marché 3978DS15.

Après analyse des offres remises, lors de sa séance en date du 7 juin 2016, la Commission d'Appel d'Offres a décidé d'attribuer les lots ainsi relancés comme suit :

Lots	Désignations des lots	Montant des offres en euros H.T	Entreprises retenues
02	CHARPENTE COUVERTURE - ETANCHEITE - ITE - MENUISERIES ALUMINIUM	1 630 603,15 €	BEAUDIN CHATEAUNEUF
03	MENUISERIES ET AGENCEMENT BOIS	238 623,80 €	ATELIER DUCROT
07	FONDS MOBILE	195 000 €	VARIOPOOL
10	ELECTRICITE	272 551,19 €	EIFFAGE ENERGIE

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution des lots 2,3, 7 et 10 du marché n°3978DS15, aux entreprises susmentionnées,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les marchés attribués aux entreprises sus-mentionnées et tous les actes relatifs à ces marchés notamment concernant leur exécution et leur règlement y compris leur éventuelle résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13938

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127422-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – MONTPELLIER HÉRAULT SPORT CLUB - MARCHÉ NÉGOCIÉ N°4465DS16 - ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D' ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU FOOTBALL - SAISON SPORTIVE 2016-2017 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence sportive, Montpellier Méditerranée Métropole favorise l'action des clubs sportifs et associations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de la métropole.

Le club sportif « Montpellier Hérault Sport Club » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du football et il évolue actuellement en championnat de Ligue 1. Montpellier Méditerranée Métropole, qui a vocation à intervenir auprès des équipes évoluant au niveau national, souhaite être associée aux manifestations organisées par le « Montpellier Hérault Sport Club » dans le cadre de l'élite du football français.

Les travaux réalisés au Stade de la Mosson « Mondial 98 », afin de répondre aux normes internationales et dans le respect de la réglementation en vigueur, s'inscrivent dans les compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment concernant la promotion et le soutien des équipes de haut niveau. Les résultats de ce club, qui évolue dans l'élite du football national, contribuent à l'image et au rayonnement du territoire. Les valeurs de dynamisme, de solidarité, d'efficacité participent à la promotion de la métropole montpelliéraine, à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique.

Outre l'activité économique qu'il génère, ce club de haut niveau fédère des énergies et contribue au développement d'un sentiment d'appartenance au sein de la population de nos communes membres. Dans ce cadre, soucieuse de développer la cohésion sociale et solidaire de ses habitants, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite disposer de places lors des matchs du Montpellier Hérault Sport Club afin de faire rayonner la politique sportive Métropolitaine auprès des clubs et associations sportives du territoire, et notamment des quartiers prioritaires et des villages du territoire.

L'acquisition de billets et d'abonnements permet également de renforcer l'image de la Métropole auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois au niveau local, national et international, et de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de nos compétences, voire, de récompenser les gagnants de jeux concours ou de tirage au sort, organisés lors des actions de communication à destination du grand public.

Afin de répondre à cet objectif, les besoins ont été évalués comme suit :

- 30 places en loge avec prestations ;
- 80 abonnements en tribune présidentielle centrale ;
- 40 abonnements en tribune présidentielle latérale ;
- 100 abonnements en tribune Gévaudan.

La promotion de notre image et de notre territoire, à la fois au niveau des spectateurs du Stade de la Mosson « Mondial 98 », mais surtout des téléspectateurs, nécessite l'achat d'espaces publicitaires et du droit d'apposer le logo de notre métropole de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

Le club résident représenté par la Société par Actions Simplifiées (SAS) « Montpellier Hérault Sport Club », au regard de sa notoriété et de ses résultats, peut seul répondre aux besoins de Montpellier Méditerranée Métropole vis-à-vis des décideurs locaux, à la fois économiques, politiques, culturels, de la population et des amateurs de football.

Conformément à l'article 30-I-3c du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, Montpellier Méditerranée Métropole a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en

Délibération n° 13939

concurrence et sans publicité pour l'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements avec cette société.

A l'issue de cette procédure, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 14 juin 2016 s'est prononcée favorablement sur le choix de la Société par Actions Simplifiées (SAS) « Montpellier Hérault Sport Club » comme attributaire du marché N°4465DS16 pour un montant de 959 693€ H.T. pour la saison 2016-2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°4465DS16 tel que défini ci-dessus avec la Société par Actions Simplifiées "Montpellier Hérault Sport Club",
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, y compris son éventuelle résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127250-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – MONTPELLIER RUGBY CLUB - MARCHÉ NÉGOCIÉ N°4466DS16 - ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D'ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU RUGBY - SAISON SPORTIVE 2016-2017- AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Le club sportif « Montpellier Rugby Club » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du rugby et il évolue actuellement au plus haut niveau national : le Top 14.

La réalisation et la maintenance du complexe sportif Yves-du-Manoir et le soutien financier apporté au « Montpellier Rugby Club », dans le respect de la réglementation en vigueur s'inscrivent dans les compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment concernant la promotion et le soutien des équipes de haut niveau.

Les résultats sportifs de ce club qui évolue dans l'élite du rugby national et européen contribuent à l'image et au rayonnement du territoire métropolitain. Les valeurs de dynamisme, de solidarité et d'efficacité valorisées par le club participent à la promotion de la métropole de Montpellier, à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique.

Outre l'activité économique qu'il génère, ce club de haut niveau fédère des énergies et contribue au développement d'un sentiment d'appartenance au sein de la population de nos communes membres. Dans ce cadre, soucieuse de développer la cohésion sociale et solidaire de ses habitants, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite disposer de places lors des matchs organisés au sein l'Altrad Stadium afin de faire rayonner la politique sportive Métropolitaine auprès des clubs et associations sportives du territoire, et notamment des quartiers prioritaires et des villages du territoire.

L'acquisition de billets et d'abonnements permet également de renforcer l'image de la Métropole auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois au niveau local, national et international, et de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de nos compétences, voire, de récompenser les gagnants de jeux concours ou de tirage au sort, organisés lors des actions de communication à destination du grand public.

Afin de répondre à cet objectif, les besoins ont été évalués comme suit :

- 30 places en loge avec prestations,
- 4 abonnements « Corbeille »,
- 44 abonnements « VIP »,
- 50 abonnements « Twickenham latérale »,
- 44 abonnements « Elis Park centrale ».

La promotion de notre image et de notre territoire à la fois au niveau des spectateurs de l'Altrad Stadium mais surtout des téléspectateurs de plus en plus friands de rencontres de rugby de haut niveau, nécessite l'achat d'espaces publicitaires et du droit d'apposer le logo de notre métropole de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

Le club résident représenté par la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Rugby Club » au regard de sa notoriété, peut seul répondre aux besoins de Montpellier Méditerranée Métropole vis-à-vis des décideurs locaux à la fois économiques, politiques, culturels, de la population et des amateurs de rugby.

Conformément à l'article 30-I-3c du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, Montpellier Méditerranée Métropole a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat de places, d'abonnements et d'espaces publicitaires avec cette société.

Délibération n° 13940

A l'issue de la séance du 14 juin 2016, la Commission d'Appel d'Offres a attribuée ce marché N°4466DS16 à la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Rugby Club » pour un montant de 786 770 € H.T. pour la saison sportive 2016-2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°4466DS16 tel que défini ci-dessus avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle "Montpellier Rugby Club",
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, y compris son éventuelle résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127706-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – MONTPELLIER HANDBALL - MARCHÉ NÉGOCIÉ N°4467DS16 - ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D'ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU HANDBALL - SAISON SPORTIVE 2016-2017- AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole poursuit chaque année sa démarche de promotion et de soutien des équipes de haut niveau qui contribuent à l'image et au rayonnement du territoire métropolitain.

C'est dans le cadre de ses compétences que le Métropole de Montpellier assure la maintenance et l'entretien du Palais des Sports René Bournol au sein duquel se déroule la grande majorité des rencontres disputées par ce club. Elle assure aussi les travaux de modernisation et d'extension de cette enceinte sportive.

Elle participe, dans le respect de la réglementation en vigueur, au financement de ce club qui a joué un rôle précurseur pour tous les clubs de l'élite de notre territoire puisqu'il a déjà remporté 14 fois le titre de champion de France.

La domination du Montpellier Handball sur le championnat national, les résultats déjà obtenus lors des compétitions européennes, dans un sport de plus en plus médiatique, contribuent à l'image et au rayonnement du territoire. Ce palmarès concrétise la cohésion, la puissance et l'efficacité de cette équipe et participe à la promotion de la Métropole à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique. De tels résultats contribuent au développement d'un sentiment d'appartenance et de fierté au sein de la population de notre territoire métropolitain.

Dans ce cadre, soucieuse de développer la cohésion sociale et solidaire de ses habitants, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite disposer de places lors des matchs du Montpellier Handball afin de faire rayonner la politique sportive Métropolitaine auprès des clubs et associations sportives du territoire, et notamment des quartiers prioritaires et des villages du territoire.

L'acquisition de billets et d'abonnements permet également de renforcer l'image de la Métropole auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois au niveau local, national et international, et de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de nos compétences, voire, de récompenser les gagnants de jeux concours ou de tirage au sort, organisés lors des actions de communication à destination du grand public.

Afin de répondre à cet objectif, les besoins en billetterie ont été évalués comme suit :

- 50 places VIP tribune institutionnelle avec réceptif ;
- 25 places VIP tribune présidentielle avec réceptif ;
- 20 abonnements pour les « matchs de championnat et Coupe joués à René Bournol »
- 80 abonnements pour les « matchs de championnat et Coupe joués à l'ARENA ».

La promotion de notre image et de notre territoire à la fois au niveau des spectateurs présents à l'ARENA et au Palais des Sports René Bournol, mais aussi des téléspectateurs qui peuvent suivre désormais les principaux matchs de championnats et de ligue des champions nécessite l'achat d'espaces publicitaires autour de l'aire de jeu, sur les écrans de grande dimension et du droit d'apposer notre logo de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

La mention « Montpellier Méditerranée Métropole » dans la dénomination du club et sur son blason participe à notre notoriété et doit être financée.

La société par actions simplifiées (SAS) « Montpellier Handball » est par nature la seule habilitée à gérer la vente d'espaces publicitaires, des billets et des abonnements du club dont elle porte le nom.

Conformément à l'article 30-I-3c du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives,

Délibération n° 13941

Montpellier Méditerranée Métropole a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets, d'abonnements avec cette société.

A l'issue de cette procédure, la Commission d'Appel d'Offres, lors de séance du 14 juin 2016 s'est prononcée favorablement à l'attribution sur le choix de la Société par Actions Simplifiées (SAS) « Montpellier Handball » comme attributaire du marché n°4467DS16 pour un montant de 781 500 € H.T. pour la saison 2016-2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°4467DS16 tel que défini ci-dessus avec la Société par Actions Simplifiées "Montpellier Handball",
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, y compris son éventuelle résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127264-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – STADE DE LA MOSSON "MONDIAL 98" -
OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE À
DISPOSITION AU MONTPELLIER HÉRAULT SPORTS CLUB - SAISON SPORTIVE
2016-2017 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Hérault Sport Club qui évolue en championnat de France de Ligue 1, dispute ses rencontres au stade de la Mosson « Mondial 98 », transféré à la Métropole par la délibération n°4848 du 22 octobre 2002.

La présence d'une équipe professionnelle qui évolue au plus haut niveau répond aux attentes d'un très large public et offre à Montpellier Méditerranée Métropole un rayonnement national.

C'est dans ce cadre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite faire bénéficier la Société par Actions Simplifiées (S.A.S) Montpellier Hérault Sport Club des installations du stade de la Mosson « Mondial 98 » pour la saison sportive 2016-2017.

Dans cette perspective, il convient d'établir avec la S.A.S du Montpellier Hérault Sport Club une convention de mise à disposition, pour la saison à venir.

L'ensemble des biens et espaces sont mis à la disposition de la société de manière non exclusive. Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'organiser des manifestations en dehors de la mise à disposition des installations à la société.

En contrepartie de l'utilisation non exclusive du Stade de la Mosson « Mondial 98 », la S.A.S acquitte une redevance tenant compte des avantages qu'elle en retire.

Cette redevance comprend la valeur des équipements mis à disposition et des charges de fonctionnement supportées par Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour la saison 2016-2017, elle sera de 310 428 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition des espaces du stade de la Mosson "Mondial 98" au Montpellier Hérault Sport Club pour la saison 2016-2017,
- dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1127686-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – COMPLEXE SPORTIF YVES-DU-MANOIR
- OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE À
DISPOSITION AU MONTPELLIER HÉRAULT RUGBY CLUB - SAISON SPORTIVE
2016-2017 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Rugby Club, qui évolue au plus haut niveau national au sein du championnat de France « Top 14 », et qui vient de se révéler sur le plan européen en remportant l'« European Challenge Cup » dispute ses rencontres au sein du complexe sportif « Yves-Du-Manoir », propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

La présence d'une équipe professionnelle qui évolue au plus haut niveau répond aux attentes d'un très large public et offre à Montpellier Méditerranée Métropole un rayonnement national et international.

C'est dans ce cadre que la Métropole souhaite continuer à faire bénéficier la Société Anonyme Sportive Professionnelle Montpellier Rugby Club des installations de l'Altrad Stadium pour la saison sportive 2016-2017.

Dans cette perspective, il convient d'établir avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle du Montpellier Rugby Club une convention de mise à disposition, pour la saison 2016-2017.

La convention définit les modalités de mise à disposition du stade et des espaces à compter de la date de la signature jusqu'au 30 juin 2017.

Cette convention prévoit la mise à disposition non exclusive du terrain d'honneur, des abords, des parkings pour 18 rencontres par an de l'équipe professionnelle et de l'ensemble des espaces réceptifs pour les 18 rencontres et des animations spécifiques organisées par le club.

La convention prévoit également la mise à disposition exclusive et permanente des bureaux, des vestiaires, de la salle de préparation physique, des locaux supporters, de la boutique, du local de restauration rapide et du stade d'entraînement pour l'équipe professionnelle à raison de 4 demi-journées par semaine pendant 42 semaines.

La redevance fixe annuelle qui prend en compte les avantages de toute nature dont bénéficie la Société Anonyme Sportive Professionnelle Montpellier Rugby Club pour cette mise à disposition est arrêtée à 262 400 €.

A cette redevance fixe s'ajoute une redevance variable établie en proportion des recettes du club issues de l'exploitation des installations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition des espaces du complexe sportif Yves-du-Manoir pour la saison 2016-2017,
- dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13943

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1127883-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – PALAIS DES SPORTS RENÉ BOUGNOL
- OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE
À DISPOSITION AU MONTPELLIER HANDBALL - SAISON SPORTIVE 2016-2017 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Handball, qui évolue en championnat de France de 1^{ère} division depuis 1992-1993, dispute ses rencontres au Palais des Sports René Bougnol, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole. La présence d'une équipe professionnelle qui évolue au plus haut niveau, avec 40 titres nationaux et internationaux, répond aux attentes d'un large public et offre à Montpellier Méditerranée Métropole un rayonnement national et international.

La Métropole souhaite donc faire bénéficier la Société par Actions Simplifiées « Montpellier Handball » des installations du Palais des Sports René Bougnol pour la saison sportive 2016-2017.

Dans cette perspective, il convient d'établir avec la Société par Actions Simplifiées « Montpellier Handball » une convention de mise à disposition, pour la saison à venir.

Cette convention prévoit la mise à disposition de l'équipement et règle les obligations réciproques du club et de la Métropole.

L'ensemble des biens et espaces sont mis à la disposition de la société de manière non exclusive, à l'exception des locaux administratifs du club. Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'organiser des manifestations en dehors de la mise à disposition des installations à la société.

En contrepartie de l'utilisation du Palais des sports, la Société par Actions Simplifiées « Montpellier Handball » acquitte une redevance tenant compte des avantages qu'elle en retire. Cette redevance comprend la valeur des équipements mis à disposition et des charges de fonctionnement supportées par la Métropole.

Pour la saison 2016-2017, la redevance reste inchangée et s'élèvera à 142 813€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition des espaces du Palais des Sports René Bougnol au "Montpellier Handball" pour la saison 2016-2017,
- dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127915-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – AFFECTATION DE SUBVENTIONS - JEU DE BALLE AU TAMBOURIN - CONVENTION D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive Montpellier Méditerranée Métropole soutient activement les sports traditionnels qui font la spécificité et la richesse de son territoire.

Dans ce contexte Montpellier Méditerranée Métropole se positionne comme un acteur du développement du jeu de balle à tambourin, discipline considérée aujourd'hui comme un véritable sport moderne qui compte plus de 5000 licenciés.

Compte tenu de l'intérêt métropolitain que représente ce sport séculaire, il est proposé d'affecter la subvention votée au budget primitif de la Métropole comme suit :

1/ 500 € par club de tambourin pour les aider dans leur fonctionnement associatif :

- L'association sportive Lattes Tambourin,
- Le Tambourin Club Cournonsecois,
- Le Tambourin Club Cournonterralais,
- Le Tambourin Indoor Fabrègues,
- L'US Grabels Tambourin,
- Le Tambourin Club Jacou,
- Le Tambourin Club Lavérunois,
- Le Sport Tambourin Club de Montpellier,
- Le Tambourin Club Pignanaï,
- Le Sport Club St-Georges-d'Orques,
- Le Lou Joc Tambourin de Saussan,
- Tambourin Club Vendarguais.

2/ 5000 € pour l'organisation de l'édition 2016 des « Masters Tambourin » de Cournontérral.

Depuis 2010 « Les Masters Tambourin » est un évènement médiatique apprécié du public mettant au devant de la scène le sport tambourin durant la période estivale.

La prochaine édition des Masters se déroulera les 02,03 et 04 août 2016.

3/ 1000€ pour l'organisation du Grand Prix Montpellier Méditerranée Métropole de Tambourin à Cournontérral organisé par le tambourin club cournonterralais pendant les Masters de Tambourin.

Des conventions d'attribution seront formalisées avec chacun de ses clubs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions susvisées,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions financières afférentes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13945

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1127280-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

TRANSPORT ET MOBILITE



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – DÉLIBÉRATION CADRE SUR LA LOGISTIQUE ET LE TRANSPORT DE MARCHANDISES EN VILLE - DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LES ÉTUDES D'ÉLABORATION DU SCHÉMA DIRECTEUR DE LA LOGISTIQUE DE LA MÉTROPOLE

Mme I. GIANIEL, Conseillère Métropolitaine, rapporte :

La logistique désigne une série d'opérations physiques portant sur des produits agricoles ou industriels et complétant leur fabrication : transport, entreposage, manutention, emballage notamment, qui constituent une part substantielle de la valeur des produits finals.

Le transport de marchandises en ville est l'art d'acheminer dans les meilleures conditions les marchandises qui entrent, circulent et sortent de la ville.

Au niveau urbain, la logistique recouvre une réalité très large et complexe :

- l'approvisionnement des commerces,
- les livraisons à domicile,
- la collecte des ordures ménagères,
- le transport de fonds,
- les courses des particuliers,
- l'acheminement du courrier,
- les flux des chantiers du bâtiment et des travaux publics, etc.

La mise en place d'un plan d'actions sur la logistique et le transport de marchandises en ville vise de nombreux objectifs :

- promouvoir et valoriser le secteur de la logistique,
 - attirer des entreprises sur l'ensemble de la chaîne de valeur (transporteurs, logisticiens, armateurs ...) en cohérence avec le Schéma d'Accueil des Entreprises,
 - participer à la création d'emplois adaptés aux demandes du tissu local,
 - optimiser le fonctionnement de l'ensemble des réseaux de déplacements (voiries, transports en commun...) afin de limiter la congestion et de prévenir les perturbations,
 - être innovant dans le domaine des transports et participer à l'évolution écologique et numérique du secteur,
 - contribuer à améliorer la qualité de l'air et réduire les nuisances liées au transport. Les véhicules liés à la logistique représentent 25% des CO₂ émis par les véhicules en milieu urbain et 20% de l'occupation de la voirie.
- Au droit de Montpellier, les poids-lourds circulant sur l'A9 contribuent entre 30% et 40% des émissions de CO₂ et de particules et, à plus de 51%, des émissions d'oxydes d'azote (source AIR LR),
- assurer la durabilité de la croissance de la métropole : aujourd'hui 13 000 camions circulent chaque jour sur l'autoroute A9 et le trafic de transit est estimé à 40% des tonnages,
 - accroître les circuits de distribution de proximité notamment dans le domaine agro-alimentaire.

Avec ses 430 000 habitants, et une croissance de la population de 4 300 habitants par an, la Métropole et son grand bassin économique et de vie représentant plus d'un million d'habitants, est le lieu de flux intenses de marchandises.

En outre, le territoire est situé sur un des principaux axes européens de transport (le RTE-T) : l'axe méditerranéen qui relie les ports ibériques d'Algésiras, Valence, Barcelone, traverse le Sud de la France avec une liaison jusqu'à Marseille, remonte jusqu'à Lyon, en direction de Turin et de la Slovénie.

Montpellier est situé à une trentaine de kilomètres du Port de Sète, port en eau profonde avec un tirant d'eau de 14,5 mètres permettant d'accueillir des navires de type Panamax. En 2014, ce sont 3,5 millions de tonnes qui ont transité par Sète. Grâce à cette porte d'entrée pour les flux de marchandises, le territoire dispose d'un rôle pivot dans l'organisation des échanges internationaux à travers la valorisation de la vocation portuaire et logistique. Ceci représente un enjeu économique majeur avec des retombées potentielles très importantes pour Montpellier Méditerranée Métropole.

A l'échelle plus locale, ce sont 26 000 mouvements quotidiens de marchandises à Montpellier. Ces flux qui montrent le dynamisme du commerce de proximité, méritent d'être optimisés pour améliorer la

qualité de vie des citoyens et pour renforcer l'attractivité commerciale grâce à des espaces piétonniers apaisés.

La logistique qui participe au pilier « **transports et mobilité** », s'inscrit pleinement dans les autres piliers stratégiques de développement de la Métropole :

- **la santé**, au sens de l'Organisation Mondiale de la Santé. L'optimisation des flux logistiques permet de réduire le nombre de camions sur l'espace public, ce qui contribue à améliorer le cadre de vie des habitants de la Métropole. Les mesures visant à moderniser la flotte des camions et à privilégier les véhicules électriques et au Gaz Naturel Véhicule (GNV) permettent de réduire les émissions de CO₂ et de polluants locaux.
- **le numérique**. Les acteurs de la nouvelle économie sont en train de réinventer la logistique et le transport de marchandises. Avec l'essor du e-commerce et le développement des objets connectés notamment, des nouvelles opportunités se présentent pour les entreprises de la communauté French-Tech. L'enjeu pour la Métropole est de favoriser le développement de ces entreprises sur le territoire.
- **l'agro-écologie et l'alimentation**, par les actions favorisant la massification et la distribution de produits locaux. La feuille de route de la politique agro-écologique et alimentaire constitue une opportunité pour mettre en œuvre des actions publiques favorisant les organisations logistiques à faible bilan carbone, à l'amont comme à l'aval.
- **le développement économique, le tourisme et l'industrie.**
- **et l'artisanat et le commerce**. Pour ces deux piliers, l'enjeu pour la Métropole est de créer des passerelles entre les sociétés du numérique, les sociétés du transport et de la logistique ainsi que celles du commerce et de l'artisanat afin de développer un écosystème favorable à des nouvelles opportunités en termes d'affaires pour les entreprises, et de développement pour le territoire.

En outre, concernant l'égalité des chances, le développement social et la citoyenneté, il convient de noter que le secteur de la logistique participe à l'augmentation du nombre d'emplois. Il s'agit en effet de faire de la logistique un tremplin pour l'emploi, permettant à ce secteur de drainer des ressources humaines, d'une part et d'offrir à des publics en difficultés une voie d'insertion professionnelle et sociale, d'autre part.

Ces piliers sont aussi ceux qui irriguent les coopérations émergentes au sein du pôle métropolitain.

Ainsi, pour répondre à cette croissance de la population et des flux de transport, et fort de ce positionnement stratégique, l'enjeu est de construire une filière logistique innovante qui soit un véritable atout économique, social et environnemental pour la Métropole.

Au niveau économique, la logistique est un élément essentiel de la compétitivité du territoire. Avec la croissance du e-commerce, les commandes multi-canal et multiservices se développent. Les attentes des citoyens pour des délais de livraison très courts nécessitent d'avoir des lieux d'entreposage et d'assemblage près des centres villes. Ceci constitue une opportunité pour une relocalisation de la production au plus près du bassin de consommation de Montpellier.

Au niveau social, il convient de rappeler que la Métropole concentre 40% des effectifs salariés de la branche transport/logistique du Languedoc-Roussillon (source Pôle Emploi). Il s'agit de conforter ces emplois et d'identifier de nouvelles perspectives de croissance en termes d'emplois non délocalisables.

Au niveau environnemental, il s'agit de répondre aux objectifs de la loi Grenelle qui a pour objectif d'augmenter la part modale du transport de marchandises non-routier et du non-aérien de 14% à 25 % d'ici à 2022. L'engagement fort porté par Montpellier Méditerranée Métropole sur les enjeux environnementaux, en particulier à travers le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) et le

Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), ainsi que les processus de labellisation CIT'ERGIE et « Ville Respirable en 5 ans », renforce la nécessité d'une feuille de route claire et précise dans le domaine du transport de marchandises et de la logistique.

Afin de permettre une organisation optimale des flux, la filière logistique devra être appréhendée dans son ensemble : de la logistique amont (massification depuis les ports notamment) à la logistique urbaine.

Pour répondre à ces enjeux, Montpellier Méditerranée Métropole dispose de toutes les compétences requises :

- Parmi les compétences de Montpellier Méditerranée Métropole figurent les transports collectifs et la voirie métropolitaine, avec l'objectif de restreindre le trafic automobile et les circulations de transit au cœur des villes. De plus, il convient de rappeler que la loi du 27 janvier 2014 de « modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles », par son article 52, modifie le Code des transports pour intégrer la possibilité aux Autorités Organisatrices de Mobilité (AOM), la mise en place de services de logistique urbaine : « afin de réduire la congestion urbaine ainsi que les pollutions et nuisances affectant l'environnement, les AOM peuvent, en outre, en cas d'inadaptation de l'offre privée, organiser des services publics de transport de marchandises et de logistique urbaine ».
- Le développement économique. Montpellier Méditerranée Métropole. promeut et assure l'essor des entreprises basées sur son territoire. Elle aménage, entretient et gère les zones d'activités, dont les zones à vocation logistique.

De plus, le positionnement stratégique du pôle métropolitain (proximité autoroutière, réseaux ferroviaire et fluvial directement connectés au Port de Sète) sera conforté grâce aux importants investissements en cours :

- o le Contournement ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM) mixte fret et grande vitesse, dont la mise en service est prévue en 2017,
- o la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP) conçue pour être mixte passagers et fret,
- o le déplacement de l'A9, dont la mise en service est prévue en 2017,
- o le Contournement Ouest de Montpellier (COM) et la déviation de la RN113 prévus au CPER ainsi que la déviation Est de Montpellier (DEM) dont la programmation est liée à ce contrat,
- o les nouveaux terminaux au Port de Sète,
- o le programme de modernisation du canal du Rhône à Sète avec pour objectif l'augmentation de la capacité d'emport des bateaux et l'amélioration de la navigation.

Ce positionnement stratégique se trouve également être renforcé grâce à un grand nombre d'atouts territoriaux :

- des entreprises performantes et dynamiques regroupées au sein des fédérations professionnelles,
- le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier qui concentre un grand nombre de flux,
- une main d'œuvre abondante,
- une filière agro-écologique en émergence,
- des centres de formation et d'innovation de haut niveau,
- la labellisation French Tech qui participe au développement d'un écosystème sur le numérique.

A l'heure de l'élaboration du projet « Montpellier Métropole Territoires » et de la mise en révision des documents de planification et de programmation (SCoT, PLUi, PLH, PDU, PCAET...),

la politique de la logistique urbaine doit se déployer en lien avec les intercommunalités voisines. L'ensemble des politiques menées sur le territoire doivent prendre en compte en effet la problématique des marchandises en ville de manière systématique et intégrée. Pour cela, il convient d'arrêter une stratégie dans la durée afin d'identifier des axes de travail jusqu'à 2025 et de donner une vision claire aux entreprises du territoire.

Les professionnels du transport et de la logistique sont prêts à opérer des changements dans leurs pratiques à condition d'avoir une bonne visibilité sur les contraintes à venir et leurs échéances, et de bénéficier d'avantages compétitifs favorisant les opérateurs vertueux en échange de leurs efforts.

Il s'agira en outre de continuer à insuffler sur la Métropole une véritable culture de la logistique depuis la planification jusqu'aux projets auprès des planificateurs, aménageurs et gestionnaires de la ville. Il s'agira également de contribuer à la démarche de « ville intelligente » en encourageant l'expérimentation et l'évolution des pratiques.

La présente délibération a pour objet de valider la feuille de route de la Métropole sur la logistique et le transport de marchandises en ville.

La feuille de route logistique de Montpellier Méditerranée Métropole se compose des 3 axes suivants :

- Axe 1 : Mise en place d'un schéma directeur de la logistique.
- Axe 2 : Prise en compte de la logistique dans les aménagements urbains.
- Axe 3 : Favoriser l'émergence d'une instance logistique.

Axe 1 : Mise en place d'un schéma directeur de la logistique et du transport de marchandises en ville.

La mise en place d'un schéma directeur doit permettre de définir la stratégie de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de logistique et de transport de marchandises en ville.

Ce schéma directeur contribuera à nourrir les réflexions du projet Montpellier Méditerranée Territoires, ainsi que les objectifs et orientations des futurs documents de planification.

Le schéma directeur de la logistique a pour objectifs de contribuer :

- ✓ à l'amélioration de la qualité de vie dans la Métropole,
- ✓ au développement économique durable du territoire,
- ✓ à la pérennisation et au développement de l'emploi,
- ✓ à l'émergence de solutions logistiques innovantes sur le territoire.

A travers ce schéma directeur, il s'agira notamment :

- d'anticiper l'évolution des besoins en logistique (identification des flux par filières, et des sites) ;
- de développer la complémentarité entre les modes et de favoriser l'usage des modes alternatifs à la route des flux entrants et sortants (ferroviaire, voie d'eau, maritime) ;
- de prendre en compte la logistique dans les projets d'aménagement et de déplacements ;
- de mieux prendre en compte la logistique dans les actions de Montpellier Méditerranée Métropole : insertion de clauses liées à l'amélioration de la logistique dans les marchés publics ; dispositions à intégrer dans le PLUi concernant les livraisons, le stationnement et le stockage, etc. ;
- d'améliorer la gestion des trafics de transit ;
- de mieux maîtriser l'empreinte environnementale du transport routier ;
- d'optimiser les livraisons des marchandises dans les communes de la Métropole ; de favoriser la massification donc la mutualisation du fret ;
- d'établir des préconisations pour développer une logistique métropolitaine intelligente et durable sur le territoire de la Métropole en lien avec les centres générateurs de trafic régionaux et internationaux : aéroports, ports de Sète et de Marseille ;
- d'établir des préconisations en termes de réglementation et de favoriser l'harmonisation des réglementations sur le territoire de la Métropole.

Sous la pression foncière, les sites logistiques sont repoussés de plus en plus en périphérie des villes. Cette tendance, observée partout en France, dégrade fortement le bilan environnemental de l'activité logistique car elle accroît de manière exponentielle le nombre de kilomètres parcourus ; sans

compter la consommation de foncier naturel ou agricole, qui est ainsi générée par les relocalisations de bâtiments logistiques.

La révision du SCoT et du PDU permettront d'intégrer les enjeux de la logistique et du transport de marchandises en ville et le PLUi rendra opposable une réglementation intégrant les problématiques liées à la logistique.

Une attention particulière devra être portée aux sites multimodaux, sans lesquels le transfert modal ne sera rendu possible. La préservation des installations terminales embranchées (embranchements particuliers des entreprises) devra être assurée, même lorsqu'elles ne reçoivent plus de trains, afin de préserver la possibilité d'utiliser ultérieurement le mode ferroviaire.

Pour ce qui est de la voie d'eau, les réserves de capacité doivent être mises à profit dans un contexte de saturation des infrastructures routières et ferroviaires. Une des conditions préalable à la mise en place de services est de pérenniser les sites bord à voie d'eau : le triangle de l'Avranches à Pérors et le site des 4 canaux à Palavas. Un travail sur ces installations portuaires sera poursuivi avec Voies Navigables de France (VNF) et les services de l'Etat.

Axe 2 : La prise en compte de la logistique dans les aménagements urbains.

Le transport des marchandises suppose d'une part, des infrastructures de transport, et d'autre part, des plates-formes logistiques correctement dimensionnées.

Il s'agit de rassembler sur des plates-formes urbaines bien situées et bien desservies les flux d'approvisionnement provenant de l'extérieur de la ville. La distribution "capillaire" vers le destinataire final, "le dernier kilomètre", peut ensuite être assurée avec des véhicules propres (électrique, gaz naturels pour véhicules, etc.). Cette organisation permet de réduire les kilomètres produits par les transporteurs grâce à l'optimisation des tournées et à la mutualisation des moyens.

L'axe 2 se déclinera en actions opérationnelles. Certaines ont d'ores et déjà été identifiées :

Action 1 : Mise en place d'un CDU au Marché d'Intérêt National de Montpellier.

Un Centre de Distribution Urbain (CDU) est une plateforme située en ville qui reçoit des marchandises de différents expéditeurs et qui assure un dispatching coordonné en ville. Cette organisation permet donc de limiter les entrées de véhicules en ville, d'améliorer la fluidité et l'efficacité des livraisons en milieu urbain grâce à cette mutualisation de moyens.

Les objectifs consistent à :

- exploiter les potentialités offertes par un foncier protégé,
- pérenniser la vocation agro-alimentaire en cherchant une diversification maîtrisée,
- contribuer au développement économique et à l'emploi,
- développer les circuits courts d'approvisionnements, l'économie circulaire, la promotion des produits régionaux, réduire le nombre de véhicules, les distances parcourues, favoriser les transports non polluants...

Les fonctions de développement à considérer sont les suivantes :

- massification des flux amont (grâce au ferroviaire notamment),
- mutualisation de la distribution vers le centre-ville,
- location et maintenance de véhicules utilitaires propres pour la distribution finale,
- plate-forme de distribution de la restauration collective,
- offre de locaux de stockage déportés pour les commerçants et les PME du centre-ville,
- développement d'activités de transformation agro-alimentaires à forte valeur ajoutée,
- fonction tertiaire liée à la distribution urbaine (formation, lieux de réunion, locaux « pépinière »),
- système de partage d'informations sur les offres et demandes de transport,
- installation de tri sélectif.

Action 2 – Affirmer la fonction logistique de la zone industrielle du Salaison.

La zone industrielle du Salaison, dont le programme de requalification engagé par la Métropole a été labellisé HQE, comporte une réserve foncière pouvant accueillir de nouveaux acteurs économiques, tout en permettant à ceux déjà existants d'augmenter leurs capacités de production.

Ce site est un des deux seuls sites logistiques de la Métropole, avec le Marché d'Intérêt National, qui soit raccordé au réseau ferré.

La coopérative *Système U* utilisait l'embranchement ferroviaire jusqu'en 2006. L'embranchement n'a pas été utilisé depuis cette date. Or ce raccordement est un atout potentiel pour développer le transport de fret ferroviaire à l'import et à l'export vers des destinations à l'échelle nationale ou européenne.

Une politique de report modal de la route vers le fer ne pourra se réaliser que si les infrastructures existent et sont en bon état de fonctionnement. Aussi, il conviendra dans un premier temps, de réaliser un audit de l'état du réseau ferré sur cette zone d'activités. Parallèlement, il s'agira de réaliser une étude de marché.

Ce site offre un potentiel pour la mise en place de circuits d'écologie industrielle au sein desquels les solutions de logistique urbaine ont naturellement leur place.

Action 3 – Une gestion cohérente des problématiques logistiques sur l'ensemble des communes grâce aux plans locaux de déplacement et aux études de déplacement.

Les Plans Locaux des Déplacements (PLD) réalisées et en cours d'élaboration, notamment dans les villes de Montpellier, Saint-Jean-de-Védas et Pérols, permettent d'intégrer la problématique de la logistique dans toutes ses composantes (circulation, stationnement, espaces logistiques, réglementation...). Afin d'améliorer les conditions de livraison et la lisibilité pour les professionnels, il conviendra d'assurer la cohérence des PLD sur l'ensemble du territoire métropolitain, en particulier au regard de la réglementation (heures autorisées pour l'accès aux centres-villes pour les livraisons...).

Action 4 - Favoriser l'émergence d'espaces logistiques urbains (ELU) en zones denses.

Il convient de favoriser l'émergence d'espaces logistiques urbains de différentes tailles par la mise à disposition, en centre-ville, de foncier accessible à des coûts abordables aux opérateurs de logistique urbaine, et par l'accompagnement de projets de ce type émanant d'initiatives privées.

Ces outils logistiques ont pour objectif d'optimiser et rationaliser le nombre de kilomètres routiers parcourus et l'occupation de l'espace public par les véhicules de livraisons. Le principe de fonctionnement est une dépose de la marchandise en heures creuses par de gros véhicules et une distribution terminale avec un chargement et un parcours optimisés, avec des petits véhicules peu émissifs (hybrides, électriques, cargo-cycles).

Une analyse particulière sera portée aux parkings relais (P+TRAM) et aux autres parkings pour identifier leurs potentiels d'accueil d'ELU.

Action 5 - Mettre en place un ou des centres de distribution des matériaux de construction.

Le principe de cet outil logistique est la mise en place d'une ou plusieurs plates-formes de gestion approvisionnant en matériaux et marchandises diverses, les grands chantiers de BTP. À partir de ces plates-formes où seraient arrêtés les flux amont, des camions avec un taux de chargement optimal seraient organisés, ajustés au moment où le chantier a besoin de la marchandise, afin de limiter le stockage sur place, diminuer les surfaces des bases travaux et réduire le nombre de véhicules utilisés.

Compte tenu du nombre et de l'ampleur des chantiers programmés sur la Métropole, cette mesure constitue une réponse à un enjeu stratégique de partage de l'espace public, dans un contexte de rareté de cette ressource. Les parcs d'activités seront notamment étudiés.

Action 6 - Apporter des réponses aux nouvelles pratiques de consommation et de livraisons en s'appuyant sur l'innovation organisationnelle et numérique.

La logistique urbaine doit également se penser comme un véritable service urbain. Elle doit trouver des solutions aux pratiques nouvelles de consommation et de livraison : retours des enseignes de proximité en centre-ville, demande accrue de livraisons à domicile des achats effectués sur internet mais aussi dans les commerces de proximité, besoin de portage à domicile lié au vieillissement de la population et au souhait de prolongement de la vie autonome, besoins de consignes pour les particuliers, mais aussi pour les artisans et les commerçants (découplage de la livraison massifiée en heure creuse et de la récupération de la marchandise par le commerçant).

À l'instar de l'action mise en œuvre en partenariat avec la Poste qui permet aux facteurs d'effectuer leurs tournées de livraison de courriers en tramway et vélos à assistance électrique, il s'agit de mettre en œuvre des projets innovants avec les transporteurs et les chargeurs afin de réduire le nombre de camions dans les centres villes. Dans cet objectif, des appels à projets pourront être lancés, notamment dans les pôles d'échanges. La Métropole devra pour cela identifier, avec ses partenaires, les

solutions organisationnelles et technologiques (points-relais, services de portage à domicile, consignes automatiques, etc.) et favoriser leur mise en place au travers des initiatives privées.

L'étude *EcoCité* sur la logistique urbaine a permis de démontrer le potentiel important pour des innovations organisationnelles, technologiques, réglementaires. La récente labellisation French Tech de Montpellier a contribué à amplifier une forte dynamique entrepreneuriale sur le territoire. Ce dynamisme constitue un atout pour la mise en place de projets innovants pour répondre aux nouvelles pratiques de consommation.

Action 7 - Prendre systématiquement en compte les livraisons avec des aménagements qualitatifs de l'espace public.

Des formations internes à Montpellier Méditerranée Métropole (élus et techniciens) et externes (aménageurs) sur la problématique des marchandises en ville permettront une meilleure prise en compte de ces enjeux dans les projets d'aménagement.

La rédaction de guides techniques sur les arrêtés de circulation, les aires de livraison et les itinéraires poids-lourds fera partie des premières actions.

Il conviendra d'intégrer aux cahiers des charges d'aménagement la thématique de la logistique urbaine. Les fonctionnalités urbaines liées au transport de marchandises en ville et à la logistique devront être réalisées en veillant à la bonne conception qualitative des espaces publics.

Action 8 – Améliorer le partage de l'espace public et favoriser les bonnes pratiques respectueuses de l'environnement urbain

Il s'agit d'améliorer le partage de l'espace public à travers notamment :

- une gestion des rythmes urbains qui concilie les différentes fonctions de la ville et qui s'assure notamment du bon fonctionnement des livraisons au regard des ouvertures des commerces ;
- le développement de livraisons nocturnes silencieuses. Il s'agira d'identifier les secteurs dont la "sensibilité sonore" peut accepter une livraison nocturne effectuée dans les conditions de la charte Certibruit (chaîne du silence, moins de 60 décibels). Cette réflexion pourra être menée dans le cadre de la révision des cartes stratégiques du plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) en lien étroit avec les communes ;
- la priorité offerte aux entreprises vertueuses en termes environnementaux. En l'absence d'avantages concurrentiels, les professionnels risquent de ne pas trouver de raisons suffisantes pour motiver des investissements financiers lourds de renouvellement de flottes (moins émissives, plus silencieuses, etc.). Des réflexions pourront être engagées au sein d'une instance logistique ou de groupes de travail mis en place dans les communes afin d'offrir des avantages telles que des plages horaires de livraison élargies aux entreprises vertueuses, comme le propose la Ville de Montpellier.

Axe 3 : Favoriser l'émergence d'une instance logistique à l'échelle métropolitaine.

A l'échelle de la Métropole et de son bassin de vie, il n'existe pas d'instance de coopération regroupant le monde économique et les acteurs institutionnels pour faire de la logistique un levier de croissance pour le territoire. Or ceci pénalise l'émergence de solutions logistiques créatrices d'emplois. Le transport de marchandises relevant de logiques privées, la mise en place de nouveaux schémas organisationnels ne peut être établie avec succès sans la participation active des partenaires privés : transporteurs, commerçants, logisticiens, producteurs, chargeurs, auquel il convient d'associer les partenaires publics concernés.

Grâce au travail de concertation qui sera mené dans le cadre de cette instance et à la confiance mutuelle qui se consolidera au fil du temps, des études partenariales pourront être lancées. L'émergence de projets innovants en logistique nécessite du foncier disponible, des réseaux de transport performants, des lieux de chargement et de déchargement opportuns. C'est pourquoi un dialogue étroit entre les collectivités, les aménageurs, les entreprises, constitue la première étape essentielle à la mise en place de solutions logistiques performantes et adaptées aux exigences des citoyens et des professionnels.

Au sein de cette instance pourront siéger les membres suivants : les communes de la Métropole, les EPCI intéressés, le département, la Région LRMP, les services de l'Etat et établissements

publics (DDTM, DREAL, ADEME), AIR LR, les fédérations et associations professionnelles (Association des Utilisateurs du Transport de Fret, l'Association Française pour la Logistique, la Fédération Nationale des Transports routiers, l'association Transport et Logistique de France, les chambres consulaires, les gestionnaires d'infrastructures et opérateurs de transport, TAM, SNCF Réseau, La Poste, l'aéroport de Montpellier, VNF, le Port de Sète, le Marché d'intérêt National de Montpellier, les aménageurs (SA3M, SERM), l'Université, l'écosystème « French Tech », les chambres d'agriculture...

Cette instance logistique dont l'objet sera d'alimenter les réflexions mais également de mettre en œuvre des actions rapidement opérationnelles, aura pour mission de :

- Contribuer au schéma directeur et établir des propositions thématiques :
 - par sites dont le Marché d'Intérêt National de Montpellier
 - par filières (agro-alimentaires, grande distribution, matériaux de construction, déchets, fret express, e-commerce...)
 - par mode d'approvisionnement (ferroviaire, fluvial, portuaire, aéroportuaire ...)
 - par solutions : mutualisation, véhicules, action foncière
 - par technologies et systèmes d'information
 - en fonction de l'actualité ou des nouveaux projets d'infrastructure : écotaxe, « drives », réforme ferroviaire ...
- Favoriser l'établissement d'une convention ou « charte des bonnes pratiques de transports et de livraison » avec l'ensemble des partenaires précisant les sites stratégiques et les engagements respectifs de tous les membres.
- Décliner les actions de la charte en projets. Ceux-ci seront formalisés par les acteurs concernés et suivis dans le cadre d'un groupe de référents pour le suivi des projets opérationnels.
- Mobiliser les transporteurs afin qu'ils s'engagent à signer la charte « *objectif CO₂ les transporteurs s'engagent* », charte d'engagements volontaires de réduction des émissions de CO₂ du transport routier de marchandises et de voyageurs.
- Favoriser et poursuivre les collaborations avec le monde de la recherche. En 2013, une convention a été mise en place avec le Master « Mobilités spatiales et Aménagement » de l'Université Montpellier 3 pour mobiliser les étudiants sur la thématique de la logistique urbaine. Celle-ci a permis de renforcer les liens et les connaissances mutuelles entre l'Université et Montpellier Métropole. Il conviendra également de poursuivre les échanges avec la communauté scientifique et technique « agriculture, agro-alimentaire, circuits-courts ».
- Faire émerger des projets innovants. L'avenir de la logistique urbaine est étroitement lié aux impressionnants développements numériques. Il s'agira pour la Métropole de développer un écosystème performant avec les transporteurs, les chargeurs et les entreprises du numérique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- valider les enjeux associés à une prise en compte efficace et globale de la logistique et du transport de marchandises en ville dans les interventions de la Métropole ;
- approuver la mise en œuvre de la feuille de route dont les 3 principaux axes sont définis ci-dessus ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter toutes subventions pour les études et les projets liés à la logistique et au transport de marchandises en ville ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1102237-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – MARCHÉ N°4562DM16 DE FOURNITURES DE SUPPORTS DE FEUX TRICOLORES POUR LA MAINTENANCE DU PARC EXISTANT DE LA MÉTROPOLE - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION DES ENTREPRISES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

Mme I. GIANIEL, Conseillère Métropolitaine, rapporte :

Dans le cadre des nouvelles compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, le marché « fournitures et équipements pour la maintenance du parc existant des feux de signalisation » de la Ville de Montpellier, a été transféré à la Métropole.

Afin d'assurer la maintenance des supports de feux tricolores de l'ensemble des carrefours situés sur le territoire de la Métropole, un nouveau marché doit être attribué.

A cet effet, il convient de faire appel à des entreprises spécialisées dans le cadre d'un accord cadre de fournitures à bons de commande, dont le montant annuel maximum est fixé à 200 000 € HT.

Ce marché sera attribué au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles 25, 67, 68, 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Il prendra effet dès sa notification en 2016 jusqu'au 31 décembre de la même année. Il pourra ensuite être reconduit 2 fois, de manière tacite, par périodes successives d'un an.

Le montant global pour la durée du marché est de 480 000 € TTC, toutes reconductions comprises..

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert pour l'attribution du marché N°4562DM16 de fournitures de supports de feux tricolores pour la maintenance du parc existant de la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire le marché avec le candidat retenu par la commission d'appel d'offres à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21, à signer ce marché, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, son éventuelle résiliation.
- dire que les crédits nécessaires à ces opérations sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 908 et 938.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1125907-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – MARCHÉ N°4550DM16 DE CONTRÔLE DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES DES CARREFOURS À FEUX TRICOLORS ET DES DISPOSITIFS DE FERMETURES AUTOMATIQUES DE LA MÉTROPOLE - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION DES ENTREPRISES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

Mme I. GIANIEL, Conseillère Métropolitaine, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences voirie et mobilité, Montpellier Méditerranée Métropole doit assurer le contrôle des installations électriques des carrefours à feux de signalisation tricolore et des dispositifs de fermeture automatique sur l'ensemble de son territoire.

A cet effet, il convient de faire appel à des entreprises spécialisées dans le cadre d'un accord cadre de fournitures et de services à bons de commande, dont le montant annuel maximum est fixé à 170 000 € HT.

Ce marché sera attribué au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles 25, 67, 68, 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Il prendra effet dès sa notification jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. Il pourra ensuite être reconduit 3 fois, de manière tacite, par périodes successives d'un an.

Le montant global pour la durée du marché est de 816 000 € TTC, toutes reconductions comprises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de la procédure d'appel d'offres pour l'attribution du marché N°4550DM16 de contrôle des installations électriques des carrefours à feux tricolores et des dispositifs de fermetures automatiques de la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire le marché avec le candidat retenu par la commission d'appel d'offres à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales, à signer ce marché, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, dont son éventuelle résiliation,
- dire que les crédits nécessaires à ces opérations seront inscrits aux budgets 2017 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1125928-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - AVENANT N°1 AU MARCHÉ 8.483 DES TRAVAUX PRÉPARATOIRES D'ÉQUIPEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Conseillère Métropolitaine, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière de l'opération permettant le bouclage de la Ligne 4 de tramway.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, les missions complètes d'étude et de réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré ce projet d'utilité publique.

Par délibération n°12351 du 14 juin 2014, le Conseil a autorisé TaM à signer le marché n°8.483 portant sur les travaux préparatoires d'équipements avec le groupement d'entreprises SPIE Sud-Ouest / CEGELEC Languedoc / SOTEM, dont le mandataire est SPIE Sud-Ouest de Saint Jean de Vedas (34) pour un montant minimum de 500 000 € HT et un maximum de 3 000 000 € HT.

Ce marché a été conclu pour une durée de 5 ans à compter de sa date de notification. Il intègre notamment la pose et la dépose d'équipements d'éclairage public, d'enseignes lumineuses, de bornes escamotables semi-automatiques, de caméras vidéo, de barrières automatiques, de totems, guichets et armoires, de barrières de parking et distributeurs de tickets, de réseaux électriques de mobiliers urbains y compris publicitaires et de feux tricolores et armoires de feux. Il comprend également l'installation et la gestion des équipements de carrefours provisoires en phase chantier.

Le projet d'avenant n°1 a pour objet de prendre en compte des travaux et demandes d'aménagements complémentaires, non prévus initialement, concernant notamment les opérations connexes suivantes :

- Illuminations des bâtiments historiques,
- Extension de la zone piétonne.

Au vu du planning très contraint de la mise en service du bouclage de la ligne 4 et de l'intégration de ces demandes complémentaires d'aménagements après la définition du programme initial du marché, il est proposé, pour réaliser ces travaux complémentaires dans le respect du planning d'augmenter le montant maximum du marché, étant entendu que les travaux concernés figurent dans le bordereau de prix unitaires.

Le montant maximum du marché de 3 000 000 € HT serait augmenté de 420 000 € HT, représentant une hausse de 14% du montant initial et portant le nouveau montant maximum du marché à 3 420 000 € HT.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 14 juin 2016 a donné un avis favorable à la conclusion de cet avenant n°1.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché 8.483 des travaux préparatoires d'équipements dans le cadre du bouclage de la ligne 4 de tramway avec le groupement d'entreprises SPIE Sud Ouest / CEGELEC Languedoc / SOTEM, mandataire SPIE Sud Ouest de Saint Jean de Védas (34) portant le montant maximum du marché à 3 420 000 € H.T,
- autoriser TaM, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer cet avenant,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget annexe des transports de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13957

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127113-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – MARCHÉ N°4549DM16 DE TRAVAUX DE MAINTENANCE DES CARREFOURS À FEUX TRICOLORES DE LA MÉTROPOLE - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION DES ENTREPRISES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

Mme I. GIANIEL, Conseillère Métropolitaine, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences voirie et mobilité, Montpellier Méditerranée Métropole gère les carrefours à feux de signalisation tricolore sur l'ensemble de son territoire.

Afin d'assurer la maintenance de ces carrefours à feux tricolores, il convient de faire appel à des entreprises spécialisées dans le cadre d'un accord cadre de travaux à bons de commande se décomposant en deux lots :

- lot n° 1 : travaux de maintenance des carrefours à feux tricolores ;
- lot n° 2 : travaux neufs pour la création de carrefours à feux tricolores ;

Le montant annuel des commandes pour chaque lot est le suivant :

- lot n° 1 : montant maximum est de 2 000 000 € HT ;
- lot n° 2 : montant maximum est de 1 000 000 € HT.

Ce marché sera attribué au terme d'une procédure d'appel d'offres en application des articles 25, 67, 68, 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Il prendra effet à partir du 1^{er} janvier 2017 pour une durée d'un an. Il pourra ensuite être reconduit 3 fois, de manière tacite, par périodes successives d'un an.

Le montant global maximal pour la durée du marché est de 14 400 000 € TTC, toutes reconductions comprises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de la procédure d'appel d'offres pour l'attribution du marché N°4549DM16 de travaux de maintenance des carrefours à feux tricolores de la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire le marché avec le candidat retenu par la commission d'appel d'offres à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales, à signer ce marché, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, notamment sa résiliation,
- dire que les crédits nécessaires à ces opérations seront inscrits aux budgets 2017 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, aux chapitres 908 et 938.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1125919-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – MARCHÉ N°4564DM16 DE RÉCOLEMENT ET DE CARTOGRAPHIE DES RÉSEAUX SECS ET DU PATRIMOINE DE LA MÉTROPOLE - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION DES ENTREPRISES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

Mme I. GIANIEL, Conseillère Métropolitaine, rapporte :

Dans le cadre des nouvelles compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, le marché de récolement et de cartographie du réseau de régulation trafic a été transféré à la Métropole.

Afin d'assurer la gestion des réseaux secs et du patrimoine de l'ensemble des carrefours à feux tricolores et des fermetures automatiques situés sur le territoire de la Métropole, un nouveau marché doit être attribué.

A cet effet, il convient de faire appel à des entreprises spécialisées dans le cadre d'un accord cadre de fournitures et services, à bons de commande, dont le montant annuel maximum est fixé à 200 000 € HT.

Ce marché sera attribué au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles 25, 67, 68, 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Il prendra effet dès sa notification jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. Il pourra ensuite être reconduit 3 fois, de manière tacite, par périodes successives d'un an.

Le montant global pour la durée du marché est de 960 000 € TTC, toutes reconductions comprises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert pour l'attribution du marché N°4564DM16 de récolement et de cartographie des réseaux secs et du patrimoine de la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire le marché avec le candidat retenu par la commission d'appel d'offres à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales, à signer ce marché, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, notamment son éventuelle résiliation,
- dire que les crédits nécessaires à ces opérations sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 905 et 908.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 13/07/16
Déposé En Préfecture
Le : 13/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160630-lmc1125956-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – ADHÉSION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE
MÉTROPOLE À L'ASSOCIATION FRANÇAISE DE L'ECLAIRAGE (AFE) -
APPROBATION**

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

L'Association française de l'éclairage (AFE), porteuse de l'intérêt général, a pour but de diffuser le savoir et le savoir-faire de l'éclairage à tous. Dans une époque où le monde de l'éclairage est en pleine effervescence et mutation, l'AFE accompagne tous les acteurs de l'éclairage pour les aider à trouver leurs repères et à réaliser une transition éclairagiste aussi harmonieuse que possible. L'association promeut la notion d'éclairer juste, en prenant en compte la dimension technologique, économique, énergétique, sociale et sociétale de l'éclairage. De par ses statuts, cette association est neutre et indépendante. Elle réunit en son sein le monde de l'entreprise, les concepteurs, les fournisseurs, les collectivités locales ainsi que la société civile. Son siège social est situé 17, rue de l'Amiral Hamelin - 75783 Paris Cedex 16.

L'adhésion à cette association permettra à Montpellier Méditerranée Métropole de bénéficier d'un support technique et d'une veille réglementaire et normative, mais surtout d'être représentée et de participer au groupe de travail et de réflexion initié par les 14 Métropoles françaises, profitant ainsi des échanges entre professionnels du secteur, des retours d'expérience et propositions techniques de territoires équivalents.

Le montant de l'adhésion annuelle est fonction du nombre d'agents travaillant dans ce domaine de compétence au sein de la Métropole. Pour l'année 2016, ce montant s'élève à 1 030 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association Française de l'Eclairage (AFE) à compter de l'année 2016,
- dire que les crédits nécessaires au paiement de la cotisation annuelle sont inscrits au budget principal de l'exercice en cours et seront renouvelés dans les budgets ultérieurs, au chapitre 935.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127168-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le trente juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, M. P. DUDIEUZERE à M. J.-L. MEISSONNIER, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, Mme J. FRÊCHE à Mme C. HART, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, M. H. MARTIN

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – SAINT GÉNÈS DES MOURGUES - CRÉATION D'UN CHEMINEMENT PIÉTONNIER DU BALADAS - DEMANDES DE SUBVENTIONS

M. R. YOUSSEUS, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Sur la commune de Saint Geniès des Mourgues, depuis la construction des hangars agricoles en 2000, puis avec la création du quartier Vigneron du chemin d'Encornet en 2010, le paysage urbain du quartier s'est totalement modifié.

La rue du Moulin, qui jusqu'à présent, était une rue en limite d'agglomération, dans une zone urbaine peu dense, mal aménagée et sans trottoir, se retrouve une rue inter-quartier. Elle est empruntée, chaque jour, matin, midi et soir, par des jeunes couples souvent avec enfants qui se rendent à l'école élémentaire située Avenue de St Christol.

Très sensible à la sécurité de ses administrés, la commune envisage la création d'un cheminement piétonnier, sécurisé et accessible aux personnes à mobilité réduite.

Les axes traités concerneront les accès aux écoles, les trajets école/restaurant scolaire ainsi que les accès aux abris-bus.

Cette opération est inscrite au programme de travaux 2016.

Le projet de décompose comme suit :

- Création d'un cheminement piétonnier le long de la rue du Moulin, connecté aux chemins piétonniers existants de l'avenue de Saint Christol et de l'Encornet. Vu la configuration du terrain, la création de ce trottoir nécessite la mise en place d'un mur de soutènement,
- Création d'une passerelle piétonne au-dessus du ruisseau « Le Baladas » pour assurer un cheminement continu et lisible,
- Diminution de la largeur de la voie au niveau de la passerelle piétonne afin de créer un effet « pincement » de la chaussée dans le but de réduire la vitesse des véhicules,
- Amélioration de la qualité de l'éclairage public des espaces publics.

Le coût prévisionnel de l'opération est le suivant :

- travaux VRD :	158 000 € HT
- travaux d'amélioration de l'éclairage public :	41 000 € HT
- maîtrise d'œuvre :	11 000 € HT
Total HT :	210 000 € HT, soit 252 000 € TTC

Une recette de 16 000€ est attendue d'Hérault Energie. D'autres subventions pourraient être demandées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter des partenaires potentiels leurs meilleures aides financières,
- dire que les crédits nécessaires à la création de ce cheminement sont et seront inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les demandes de subventions susvisées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 13/07/16

Déposé En Préfecture

Le : 13/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160630-lmc1127385-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 13/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

PARTIE 2

DECISIONS

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 30 juin 2016
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2015-821	Décision relative à une convention de mise à disposition pour l'accueil du concert de l'Orchestre d'Harmonie du Conservatoire à Rayonnement Régional, (C.R.R.), par la ville de Castelnau-le-Lez	323
D2016-22	Avenant n°1 au marché 3631 relatif à la desserte en eau potable du parc Caubel à Montferrier-sur-Lez - lot 2 Création d'une station de reprise d'eau potable	325
D2016-28	Décision relative à l'occupation du domaine public - Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - Association des professeurs de formation musicale (APFM)	327
D2016-103	Décision relative au Marché n°4409VD16 lots 1 et 2 concernant le "Nettoyage des locaux des sites d'exploitation de la Régie de collecte de Montpellier Méditerranée Métropole", conclu avec la société SMDS	329
D2016-136	Décision relative à la convention de dépotage de sous-produits de l'assainissement en station d'épuration sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'entreprise CLIMAT MEDITERRANEE	331
D2016-173	Décision relative à un contrat n°C14957 de maintenance du logiciel de gestion de planning et des modules associés de la gamme 'VISUAL PLANNING'	333
D2016-210	Décision relative aux avenants de co-utilisation de marchés par la ville de Juvignac et Montpellier Méditerranée Métropole	335
D2016-213	Décision relative au marché n°4237EA16 de prestations de service avec la société Prédic Services pour l'aide à la décision en vue de la gestion des risques hydrométéorologiques sur le territoire métropolitain	337
D2016-216	Décision relative aux avenants de co-utilisation de marchés par la ville de Pignan et Montpellier Méditerranée Métropole	339
D2016-228	Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain - Parcelle cadastrée section AV n° 3 - Commune de Jacou	341
D2016-233	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3923RI15 (lot 1) d'assistance technique pour des développements informatiques et des prestations d'intégration continue	343
D2016-241	Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation théâtre auprès des publics 11-17 ans sur le mois d'avril 2016	345
D2016-243	Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation cirque auprès des publics 11-17 ans.	347
D2016-244	Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation cirque auprès des publics 11-17 ans sur les mois d'avril, mai, juin, juillet 2016	349
D2016-257	Décision relative à la conclusion d'un contrat de location concernant une maison d'habitation située au 626 rue de la Cavallade à Montpellier	351
D2016-262	Décision relative à l'avenant de co-utilisation de marchés par Murviel-lès-Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole	353
D2016-268	Décision relative à la signature d'une convention pour la mise à disposition du CRR, par l'Union Musicale de Gignac, d'une salle pour un concert	355

PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2016-271	Décision générale relative à un avenant prorogeant les conventions d'occupation du domaine public conclu avec les sociétés AQUAFADAS, AVINEON, AWEX, DP TECHNOLOGY, SKETCHPIXEL, THY ENGINEERING et les associations PÔLE EAU et SWELIA pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI	357
D2016-280	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3979 MG15, refonte des équipements audiovisuels de la salle Zeus	359
D2016-284	Décision relative à l'attribution du marché n°8.86G portant sur la mise à disposition de personnel intérimaire pour le bouclage de la 4ème ligne de tramway	361
D2016-290	Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec la société DECISIONBRAIN pour des locaux au sein du bâtiment MIBI	363
D2016-292	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ALLIANCE SOINS 34 dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier	365
D2016-295	Décision relative à un avenant n°1 au marché 3853 de maîtrise d'œuvre relative au dévoiement des réseaux d'eaux usées publics situés sur le site du CHRU à Montpellier	367
D2016-296	Décision relative à un marché n°4289MG16 - Assistance à maîtrise d'ouvrage - Installations photovoltaïques en autoconsommation	369
D2016-297	Décision relative à la cession d'un décompacteur du stade de la Mosson	371
D2016-298	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société INNERSHIP pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI	373
D2016-299	Décision relative à la rétrocession par la SERM des terrains supportant les voiries et équipements publics de la ZAC Malbosc - Commune de Montpellier	375
D2016-302	Décision relative au marché n°4478RI16 de mise en place d'antennes LoRa et d'une solution de consolidation des données	377
D2016-303	Décision relative à la modification de la régie d'avance de la Direction des Finances	379
D2016-306	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société PRESTIZIA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	381
D2016-307	Décision relative à la conclusion d'un contrat de location de véhicule avec la société ADA	383
D2016-308	Décision relative à un marché n°4175EA16 de Contrôle Technique pour les travaux d'amélioration du Bassin d'Orage des Aiguerelles à Montpellier	385
D2016-309	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société OCTIPAS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	387
D2016-310	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NETAC au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	389
D2016-311	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ZIWIT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	391
D2016-312	Décision relative à un marché n°4053ea15 de travaux de dévoiement des réseaux d'eaux usées publics situés sur le site du CHRU à Montpellier	393

PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2016-313	Décision relative à la signature d'un marché de location et d'assistance technique pour la mise en place de dispositifs de collecte en apport volontaire de bio déchets	395
D2016-320	Décision relative à un marché n°4469DC16 de projection de films en plein air dans la Métropole de Montpellier	397
D2016-327	Décision relative à un mandat d'études préalables à la création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Étienne sur le site de Grammont à Montpellier	399
D2016-335	Décision relative à un transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de CLAPIERS	401
D2016-338	Décision relative à un marché n°4174EA16 d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage relatif à l'amélioration du fonctionnement du bassin d'Orage des Aiguerelles à Montpellier	403
D2016-341	Décision relative à la désaffectation des chemins ruraux dits "de la Tuilerie au Mas Martin" et "du Salinier" sur la commune de Grabels	405
D2016-342	Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - Parcelles CP n°4, 13 et 39/68ème de CP n°8 - Commune de Juvignac	407
D2016-343	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SYNDICAT DES COPROPRIÉTAIRES dans la ZAC Euromédecine II à Montpellier - Abrogation de la décision D2016-180	409
D2016-344	Décision d'ester en justice "MOREAU - Tribunal d'Instance Montpellier"	411
D2016-345	Décision d'ester en justice "Madame Raymonde AIMES - Cour d'Appel de Montpellier"	412
D2016-348	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public pour un partenariat pédagogique des élèves danseurs du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, avec la ville d'Arles, dans le cadre du festival "Tems d'Arles" - Autorisation de signature	413
D2016-350	Signature de l'avenant n°1 au marché 4334AT16 relatif aux travaux de réfection de voirie du centre ancien, rue des Arts, impasse des Arts à Saint Génès des Mourgues	415
D2016-351	Décision relative à la signature des annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Clapiers	417
D2016-352	Décision relative à un agrément de candidature du Groupement d'Intérêt Économique (GIE) SERM-SAAM dans le VEAS Hannibal à Cournonsec	419
D2016-353	Décision relative à l'agrément de candidature de la société OC MILLÉNAIRE sur la ZAC Port Marianne - Hippocrate à Montpellier	421
D2016-354	Décision relative au marché n°3927DC16 de "Rénovation des couvertures de la salle Bagouet et isolation du dôme de l'Opéra Comédie à Montpellier"	423
D2016-355	Décision relative à un marché n°4513RI16 d'acquisition de petites fournitures informatiques et réseaux	425

PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2016-356	Décision relative au marché n° 3945DS15 de "Rénovation de la pelouse synthétique n° 2 du stade Yves du Manoir à Montpellier"	427
D2016-357	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°4004EA15 - Sécurisation en eau potable de l'étage 105 - Secteur Ovalie - Boulevard Paul Valéry à Montpellier	429
D2016-359	Décision relative à l'attribution d'un Fonds d'aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle " Les inattendus "	431
D2016-360	Décision d'ester en justice "SDC Immeuble 7 rue Ecole de Médecine - requête n°1602291-8 TA"	433
D2016-361	Décision relative à un marché n°2985 - S16.01 de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études confié à la SAAM pour l'aménagement du secteur de la Lauze - Est à Saint Jean de Védas - Étude d'impact	434
D2016-362	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EVAL & GO et son extension sur une surface complémentaire au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	436
D2016-363	Décision portant rectification d'une erreur matérielle sur la décision 2015-656 du 30 novembre 2015 relative à l'acquisition des parcelles section AE n°68 - 69 - 71 - Commune de Saint Georges d'Orques	438
D2016-364	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NAMAÉ CONCEPT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	440
D2016-365	Décision relative au marché n°4495DC16 de travaux de muséographie de l'exposition "Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme"	442
D2016-367	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ASTOGA dans la ZAC Euromédecine II à Grabels	444
D2016-369	Décision relative à l'agrément de candidature de la société MISTRAL ENTERTAINMENT dans la zone d'activités commerciales du Fenouillet à Pérols	446
D2016-370	Marché n°4501DS16 relatif à une mission de contrôle technique pour l'étude et la réalisation de téléskis nautiques et d'une structure d'accueil dans le parc Gérard Bruyère à Baillargues	448
D2016-371	Décision relative au marché n°4216DS16 de Réparation des coupoles des piscines Tournesols sur la commune de Montpellier - Lots 1 et 2	450
D2016-372	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ASA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	452
D2016-373	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ERNEO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	454
D2016-375	Décision relative à la signature du marché n°4064VD16 pour le démantèlement et le remplacement des unités de combustion du biogaz du CET du THÔT à Lattes	456
D2016-376	Décision relative à l'acquisition de la parcelle section AD n° 37 - Commune de Saint Georges d'Orques	458
D2016-377	Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux Commune de Saint Georges d'Orques - Terrain section AD n°37	460

PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2016-382	Décision d'ester en justice "SERPE Assignment TGI"	462
D2016-383	Décision relative au marché 4276DC15 de "Travaux de mise en accessibilité du Zénith sud à Montpellier - Lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13"	463
D2016-384	Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Parcelle cadastrée section AS n°42 - commune de Saint Jean de Védas	465
D2016-385	Décision d'ester en justice "requête n°1602490-3 TA"	467
D2016-387	Commune de Saint-Brès - Proposition d'aliénation des Chemins Ruraux dits "Du Roué à Lansargues" et "n°24" à la SERM	468
D2016-397	Décision relative au marché n°4017DC15 de Travaux de réhabilitation de l'Agora de la Danse à Montpellier - dernière phase - Lots 1 à 9 et 11	470
D2016-399	Décision relative à une indemnisation définitive de dommage de travaux public - La Comtesse	472
D2016-400	Décision d'ester en justice "Parking - 220 rue Montels Eglise Montpellier"	474
D2016-401	Décision relative à une indemnisation définitive de dommage de travaux public - Snack Albert 1er	475
D2016-402	Décision relative à une indemnisation définitive de dommage de travaux public - Bar Le Black Pearl II	477
D2016-403	Décision relative à une indemnisation définitive de dommage de travaux public - Tabac des Facs	479
D2016-410	Décision relative à la mise à disposition du complexe sportif Yves du Manoir pour l'accueil de l'édition du Tour de France cycliste 2016	481
D2016-426	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SERVICES MAINTENANCE ÉNERGIES (SME) dans les Ateliers du Millénaire à Montpellier	483
D2016-431	Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain au profit de Décathlon Montpellier Odysseum - Parcelle cadastrée section RA n°1 - Commune de Montpellier	485
D2016-432	Décision relative à l'agrément de candidature de la société RIPATON dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	487



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de mise à disposition pour
l'accueil du concert de l'Orchestre d'Harmonie du Conservatoire à
Rayonnement Régional, (C.R.R.), par la ville de Castelnau-le-Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT la nécessité de proposer aux élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional, (C.R.R.), des pratiques pédagogiques et artistiques de grande qualité, témoignant du haut niveau d'excellence requis au sein de l'établissement, et de favoriser leur apprentissage sur la scène.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Dans le cadre de ses actions transversales internes avec la MJC dont elle fait partie, l'Ecole de Musique de Castelnau-le-Lez a proposé d'associer les élèves du Jeune Orchestre symphonique du C.R.R à un petit concert symphonique de musique russe. La ville de Castelnau-Le-Lez autorise donc, par convention, l'occupation, par le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, d'un lieu d'accueil pour le concert sus -visé.

ARTICLE 2 : La soirée aura lieu lors de l'inauguration de la semaine d'expositions, concerts et conférences appelés « Regards sur la Russie », au centre André MALRAUX de la ville de Castelnau-le-Lez. Le concert aura lieu à 19h30. L'accord des instruments se fera à 18h30 dans la grande salle de jeux du centre André Malraux qui servira de loge. Deux répétitions sont prévues sont également prévues.

ARTICLE 3 : La mise à disposition des lieux par la ville de Castelnau-le-Lez est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 4 : Monsieur, Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention, visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015 – 17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-821
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	26/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526- lmc1108866-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Avenant n°1 au marché 3631 relatif à la desserte en eau potable du parc Caubel à Montferrier-sur-Lez - lot 2 Création d'une station de reprise d'eau potable

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics de 2006 et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés publics qui n'ont pas été soumis eux même à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU la décision n°D2015-25 du 26/01/2015 relative au marché 3631 de desserte en eau potable du parc Caubel à Montferrier-sur-Lez – Création d'une station de reprise d'eau potable lot n°2 Station de reprise

CONSIDÉRANT la nécessité de prendre en compte l'augmentation de la masse des travaux,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3631 de desserte en eau potable du parc Caubel à Montferrier sur Lez – Création d'une station de reprise d'eau potable lot n°2 Station de reprise est passé avec le groupement SAUR/LE MARCORY dont le mandataire est l'entreprise SAUR sise Rue de l'Aven – ZAE Les Verries – 34 985 SAINT GELY DU FESC CEDEX.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne la validation de prix nouveaux. Ils concernent l'ajout d'un enduit sur les parties hors-sol de la bache de reprise, la mise en place d'une barrière entre la noue et le bord du chemin, la mise en place d'un géotextile coco sur les talus et enfin l'ajout d'un stabilisateur de pression au niveau du Parc Caubel.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 10 041,64 € HT.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 473 361,64 € HT. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'Eau Potable de la Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-22
Reçue en Préfecture le	11/05/16
Affichée le	12/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1109732-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/05/16

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'occupation du domaine public - Conservatoire
à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole
- Association des professeurs de formation musicale (APFM)**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée par l'Association des Professeurs de Formation Musicale (APFM) pour occuper des locaux du Conservatoire à Rayonnement Régional, en vue d'y réaliser une journée de formation intitulée « Rythme et oralité », à destination des élèves et des enseignants, dans le cadre du partenariat artistique et pédagogique entre le CRR et l'APFM,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise, par convention, l'occupation temporaire par l'Association des Professeurs de Formation Musicale de locaux situés au Conservatoire à Rayonnement Régional.

ARTICLE 2 : Les locaux occupés sont situés à l'annexe du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, 3, rue de Candolle à Montpellier.

ARTICLE 3 : L'occupation est consentie à titre ponctuel et non exclusif pour la réalisation d'une formation pédagogique « rythme et oralité » en février 2016.

ARTICLE 4 : Compte-tenu de l'intérêt général, l'occupation est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-28
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	26/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526-lmc1109787-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au Marché n°4409VD16 lots 1 et 2 concernant le
"Nettoyage des locaux des sites d'exploitation de la Régie de collecte
de Montpellier Méditerranée Métropole", conclu avec la société SMDS**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur, Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public »,

CONSIDÉRANT qu'à la suite de la mise en ligne le 24 février 2016 d'un Avis d'Appel Public à la Concurrence sur la plateforme de dématérialisation de la Métropole, la société SMDS a présenté l'offre économiquement la plus avantageuses pour le marché n°4409VD16 relatif au nettoyage des locaux des sites d'exploitation de la Régie de collecte de déchets ménagers de Montpellier Méditerranée Métropole : lot 1 (Pignan) et lot 2 (Castries/Vendargues et Grammont),

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4409VD16 est passé avec la société SMDS - 11 rue Claude François - Cap 2000 - 34085 MONTPELLIER

ARTICLE 2 : Ce marché concerne le nettoyage des locaux des sites d'exploitation de la Régie de collecte de déchets Ménagers de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de un an. Il pourra être renouvelé pour deux périodes supplémentaires d'un an chacune.

ARTICLE 4 : Le montant annuel du marché s'élève à un maximum de 28 000 € H.T pour les 2 lots. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 5 : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-103
Reçue en Préfecture le	04/05/16
Affichée le	04/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1111048-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/05/16

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Prévention et valorisation des déchets et
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la convention de dépotage de sous produits de l'assainissement en station d'épuration sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'entreprise CLIMAT MEDITERRANEE

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26 décembre 2014 portant transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Vu** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **Vu** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **Vu** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **Vu** les délégations permanentes du Conseil au Président de Montpellier Méditerranée Métropole en vue d'autoriser la signature de convention de dépotage des sous-produits de l'assainissement,
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction accordée à Monsieur René REVOL dans le domaine du « Service public de l'eau et de l'assainissement »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif (ANC), pour le dépotage des matières de vidange aux stations d'épuration de Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues..
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des déchets gras extraits des équipements de traitement des graisses de type domestiques et non domestiques, pour le dépotage des déchets gras aux stations d'épuration de Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues.
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges de matières mélangées (matières de vidange ANC et déchets gras ou autres) et le curage de réseaux prenant en charge le transport et l'élimination des matières mélangées extraites des équipements de traitement des graisses de type domestiques et non domestiques, de l'ANC et des équipements de transport et de traitement des effluents, pour le dépotage des matières mélangées aux stations d'épuration de Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues.

D E C I D E

ARTICLE 1: Une convention de dépotage les matières mélangées des sous-produits de l'assainissement, est passée avec la société :

Pour la station d'épuration de Maera à Lattes

CLIMAT MEDITERRANEE, dont le siège social est situé au 200 Allée Jean François Lesueur à 34070 Montpellier,

Pour la station d'épuration de Baillargues

CLIMAT MEDITERRANEE, dont le siège social est situé au 200 Allée Jean François Lesueur à 34070 Montpellier,

Pour la station d'épuration de Fabrègues

CLIMAT MEDITERRANEE, dont le siège social est situé au 200 Allée Jean François Lesueur à 34070 Montpellier.

ARTICLE 2 : La convention prend effet à compter de la date fixée par la notification de la convention à l'entreprise. Sa validité est de 3 ans à compter de la date de notification de la dite convention.

ARTICLE 3 : Les tarifs sont les suivants : (valeurs au 1^{er} janvier 2015)

Station d'épuration de Maera à Lattes :

Matières mélangées (MDV et déchets gras et autres) : 30 € hors taxes par tonne.

Station d'épuration de Baillargues et Fabrègues :

Matières mélangées (MDV et déchets gras et autres) : 40 € hors taxes par tonne.

La TVA est à 10%.

La facturation s'effectue semestriellement (1er Juillet, 1er Janvier) par l'Exploitant. Les sommes dues sont exigibles sous un délai de 45 jours.

A défaut de règlement dans ce délai, l'Exploitant est en droit de demander des intérêts de retard, calculés au taux d'intérêt légal.

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL Vice-Président délégué au Service Public de l'Eau et de l'Assainissement est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté A 2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-136
Reçue en Préfecture le	03/05/16
Affichée le	03/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1111498-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/04/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat n°C14957 de maintenance du logiciel de gestion de planning et des modules associés de la gamme 'VISUAL PLANNING'

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret 2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics, notamment son article 27,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** l'acquisition du logiciel de gestion de planning VISUAL PLANNING auprès de la société SABATIER GEOLOCALISATION,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer la maintenance de ce logiciel,
- **CONSIDERANT** que seule la société SABATIER GEOLOCALISATION peut réaliser cette prestation au regard de l'exclusivité dont elle dispose concernant les paramétrages réalisés sur ce logiciel pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat n°C14957 de maintenance informatique est conclu avec la société SABATIER GEOLOCALISATION, Ecoparc, 90 rue de la Sauge, 34130 SAINT-AUNES.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne les licences du logiciel de gestion de planning VISUAL PLANNING et les modules associés de la gamme VISUAL PLANNING, installés à la régie de collecte des déchets ménagers.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016.

ARTICLE 4 : Le montant de ce contrat s'élève à mille huit cent trente-six euros TTC (1 836 € TTC). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-173
Reçue en Préfecture le	06/06/16
Affichée le	06/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160606-lmc1113099-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative aux avenants de co-utilisation de marchés par
la ville de Juvignac et Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Juvignac en date du 31 décembre 2015
- VU la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT La nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les avenants de co-utilisation ci-après sont passés entre la Commune de Juvignac, Montpellier Méditerranée Métropole et les entreprises suivantes :

1° marché n°4333AT16 (012-18) relatif au « marché subséquent de l'Accord Cadre pour la location et la maintenance de la flotte automobile – Lot 2 : Mini Citadines ou citadines polyvalentes », d'un montant maximum de 150 000, 00 € HT pour la durée du marché et conclu pour trois ans à compter de la livraison, soit jusqu'au 06/05/2016 concernant le véhicule transféré, avec l'entreprise DIAC Location à Noisy le Grand.

2° marché n°4333AT16 (012-18) relatif au « marché subséquent de l'Accord Cadre pour la location et la maintenance de la flotte automobile – Lot 4 : véhicules utilitaires », d'un montant maximum de 300 000, 00 € HT pour la durée du marché et conclu pour trois ans à compter de la livraison, soit jusqu'au 07/06/2016 pour le Master Benne EV et jusqu'au 23/01/2017 pour le Kangoo Benne, avec l'entreprise DIAC Location à Noisy le Grand.

3° marché n°4335AT16 (013-14) relatif à la « Fourniture serrurerie quincaillerie outillage », d'un montant annuel maximum de 25 000, 00 € HT, conclu jusqu'au 30/09/2016 pour une durée d'un an renouvelable deux fois, avec l'entreprise BAURES à Montpellier.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-210
Reçue en Préfecture le	03/05/16
Affichée le	03/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1114950-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 27/04/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4237EA16 de prestations de service
avec la société Prédicit Services pour l'aide à la décision en vue de la
gestion des risques hydrométéorologiques sur le territoire métropolitain**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et notamment son article 30,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-4 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques »,

CONSIDÉRANT la nécessité de désigner une entreprise en vue de la gestion en temps réel des risques hydrométéorologiques sur le territoire de la Métropole, prestation ne pouvant être confiée qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques et tenant à la protection de droits d'exclusivité dont il dispose,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4237EA16 de prestations de service est passé avec la société PREDICT SERVICES, Parc Mermoz, 20 rue Didier Daurat, 34170 Castelnau-le-Lez, en vue de la gestion en temps réel des risques hydrométéorologiques sur le territoire de la Métropole.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une assistance en temps réel 24h/24h et 7j/7 aux services de la Métropole et à ses communes membres pour aider à gérer les risques hydrométéorologiques à travers des informations expertisées permettant d'anticiper les phénomènes générateurs d'inondations fluviale et par ruissellement, mais aussi générateurs de tempête, de submersion marine ou de fortes chutes de neige et d'accompagner la mise en œuvre à bon escient des actions de sauvegarde face à ces phénomènes à risque.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa date de signature. Sa durée est de 1 an.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 31 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-4 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-213
Reçue en Préfecture le	09/05/16
Affichée le	09/05/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160509- lmc1114967-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/05/2016

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à la
Prévention des risques majeurs et gestion
des milieux aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative aux avenants de co-utilisation de marchés
par la ville de Pignan et Montpellier Méditerranée Métropole**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Pignan en date du 31 décembre 2015
- **VU** la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT La nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les avenants de co-utilisation ci-après sont passés entre la commune de Pignan, Montpellier Méditerranée Métropole et les entreprises suivantes :

1° Marché n°4383AT16 relatif à la « Réfection et aménagement de voirie et réseaux divers », d'un montant annuel maximum de 400 000, 00 € HT et conclu jusqu'au 27/08/2019 avec le groupement EIFFAGE (mandataire) / SARL Solive, à Saint Jean de Védas.

2° Marché n°4325AT16 (GC2013-001) relatif à « l'Entretien et maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations », d'un montant global estimé à 42 446, 80 € HT / an avec les options, et conclu jusqu'au 30/11/2016, avec la société BOUYGUES Energies et services à St Gely du Fesc.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-216
Reçue en Préfecture le	03/05/16
Affichée le	03/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1115001-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 27/04/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain -
Parcelle cadastrée section AV n° 3 - Commune de Jacou**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n° 2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de contrat de prêt à usage de terrain consenti par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de l'association des Scouts et Guides de France, domiciliée Maison Diocésaine, Villa Maguelone, 31 ter avenue Saint Lazare à Montpellier, représentée par Monsieur Jean Marie COSTAMAGNA, sur une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 3, d'une contenance totale de 53 393m², située sur la commune de Jacou,

CONSIDERANT que l'association des Scouts et Guides de France a demandé à pouvoir occuper temporairement une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 3, d'une contenance totale de 53 393m², située commune de Jacou pour accueillir, au cours de l'année 2016, plusieurs rassemblements dont certains seront ouverts aux autres associations du Scoutisme Français,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de prêt à usage de terrain est signé entre l'association des Scouts et Guides de France et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, autorisant l'occupation d'une partie de la parcelle située sur la commune de Jacou, section AV n° 3, d'une contenance totale de 53 393m² au cours de l'année 2016.

ARTICLE 2 : Le présent contrat de prêt à usage est consenti et accepté à titre gratuit. Les frais induits par la consommation d'eau et d'électricité seront à la charge de l'association.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat de prêt à usage de terrain et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-228
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	26/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526- lmc1122205-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3923RI15 (lot 1) d'assistance technique pour des développements informatiques et des prestations d'intégration continue

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés Publics de 2006 et notamment son article 20,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés et accords cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU la décision n°D2015-311 approuvant le marché n°3923RI15 d'assistance technique pour des développements informatiques et des prestations d'intégration continue, lot 1 (assistance technique pour la spécification et la réalisation de développements spécifiques en langages JAVA et PHP5 et participation aux travaux d'intégration continue du système d'information de Montpellier Méditerranée Métropole), conclu avec la société ACELYS INFORMATIQUE,
- VU l'apport partiel d'actif de la société ACELYS INFORMATIQUE à la société ACELYS SERVICES NUMERIQUES,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3923RI15 d'assistance technique pour des développements informatiques et des prestations d'intégration continue, lot 1 (assistance technique pour la spécification et la réalisation de développements spécifiques en langages JAVA et PHP5 et participation aux travaux d'intégration continue du système d'information de Montpellier Méditerranée Métropole) est conclu avec la société ACELYS INFORMATIQUE, Parc Eureka, Business Plaza, bâtiment 3, 159 rue de Thor, 34000 MONTPELLIER.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'apport partiel d'actif de la société ACELYS INFORMATIQUE à la société ACELYS SERVICES NUMERIQUES, notamment sa branche complète et autonome d'activité de « prestations matérielles ou immatérielles liées au secteur informatique hors R&D, vente de matériels ou de fournitures informatiques, formation informatique, conseils et services informatiques ».

ARTICLE 3 : Cet avenant ne modifie pas la durée du marché initial.

ARTICLE 4 : Cet avenant ne modifie pas le montant du marché initial.

ARTICLE 6 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-233
Reçue en Préfecture le	24/05/16
Affichée le	25/05/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160524-lmc1122892-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/05/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation
théâtre auprès des publics 11-17 ans sur le mois d'avril 2016**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
 - VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
 - VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
 - VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
 - VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
 - VU la délibération du Conseil de Communauté n°13448 du 16 décembre 2015 relative à la mise en œuvre d'un schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole en matière du développement de l'accès aux pratiques culturelles des publics jeunes, notamment déclinée sous l'action N°15 du schéma de mutualisation « offre culturelle pour les 11-17 ans ».

CONSIDERANT la nécessité de continuité des projets culturels engagés par les publics déjà inscrits dans les cycles concernés.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole achète la prestation d'animation théâtre à la Compagnie Maritime pour le mois d'avril 2016.

ARTICLE 2 : Le montant de la prestation s'élève à 630 €. Association non assujettie à la TVA. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 923.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Décision n°	D2016-241
Reçue en Préfecture le	04/05/16
Affichée le	04/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1122570-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 02/05/16

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'achat d'une prestation
d'animation cirque auprès des publics 11-17 ans.**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la délibération du Conseil n°13448 du 16 décembre 2015 relative à la mise en œuvre d'un schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole en matière du développement de l'accès aux pratiques culturelles des publics jeunes, notamment déclinée sous l'action N°15 du schéma de mutualisation « offre culturelle pour les 11-17 ans ».

CONSIDERANT la nécessité de continuité des projets culturels engagés par les publics déjà inscrits dans les cycles concernés.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole achète la prestation d'animation cirque du centre des arts du cirque Balthazar.

ARTICLE 2 : Le montant de la prestation s'élève à 3 922 €. Association non assujettie à la TVA. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 923.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-243
Reçue en Préfecture le	04/05/16
Affichée le	04/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1122587-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 02/05/16

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation cirque auprès des publics 11-17 ans sur les mois d'avril, mai, juin, juillet 2016

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,

VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

- VU la délibération du Conseil n°13448 du 16 décembre 2015 relative à la mise en œuvre d'un schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole en matière du développement de l'accès aux pratiques culturelles des publics jeunes, notamment déclinée sous l'action N°15 du schéma de mutualisation « offre culturelle pour les 11-17 ans ».

CONSIDERANT la nécessité de continuité des projets culturels engagés par les publics déjà inscrits dans les cycles concernés.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole achète la prestation d'animation cirque de l'école de cirque Zépétra pour les mois d'avril, mai, juin, juillet 2016.

ARTICLE 2 : Le montant de la prestation s'élève à 1213,50 €. Association non assujettie à la TVA. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 923.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-244
Reçue en Préfecture le	04/05/16
Affichée le	04/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1122589-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 02/05/16

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la conclusion d'un contrat de location concernant une maison d'habitation située au 626 rue de la Cavallade à Montpellier

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une maison d'habitation située au 626, rue de la Cavallade à Montpellier,
- CONSIDERANT** qu'il est d'intérêt général d'optimiser le patrimoine immobilier de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec Monsieur Mickaël Kromberger et Madame Véronique Gemminger.

ARTICLE 2 : Le contrat porte sur une maison d'habitation d'une surface de 81m² habitables, située au 626, rue de la Cavallade à Montpellier.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée de 6 ans à compter de la signature.

ARTICLE 4 : Le montant du loyer mensuel est de 729 euros H.T. et hors charges.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-257
Reçue en Préfecture le	17/05/16
Affichée le	17/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160517- lmc1124522-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant de co-utilisation de marchés par
Murviel-lès-Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue avec la commune de Murviel-lès-Montpellier en date du 31 décembre 2015,
- VU la délégation permanente accordée au Président par le Conseil de prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs,

CONSIDÉRANT La nécessité de passer des avenants de co-utilisation afin de permettre l'exercice des compétences transférées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les avenants de co-utilisation ci-après sont passés entre la Commune de Murviel-lès-Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les entreprises suivantes :

1° marché n°4325AT16 (GC2013-001) relatif à « l'entretien et maintenance des installations d'éclairage public et d'illuminations », d'un montant annuel estimé à 19 851 € avec les options de travaux et relampage, et conclu le 01/01/2014, pour une durée d'un an reconductible deux fois, avec l'entreprise BOUYGUES Energies et Services à SAINT GELY DU FESC, soit jusqu'au 31/12/2016.

2° marché n°4381AT16 relatif à la « maîtrise d'œuvre réhabilitation et aménagement d'espaces publics du Centre avec étude préliminaire », conclu jusqu'à la fin des travaux (mission de 32 semaines), avec le groupement ATELIER SITES (mandataire) / BnB Ingénierie, dont la rémunération est fixée à 9% du montant des travaux (estimés à 285 300, 30 €), soit 25 677, 03 € H.T. en estimation.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-262
Reçue en Préfecture le	17/05/16
Affichée le	17/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160517- lmc1122901-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention pour la mise à disposition du CRR, par l'Union Musicale de Gignac, d'une salle pour un concert

- VU L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** la nécessité de permettre aux élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - C.R.R.- des pratiques pédagogiques et artistiques de hautes qualités témoignant du haut niveau d'exigence requis au sein de l'établissement et de favoriser leur apprentissage sur scène,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'Union Musicale de Gignac mettra à disposition de l'ensemble des Cuivres du CRR, « OR NOTES BRASS », la salle du Chai de la Gare à Gignac.

ARTICLE 2 : Un concert avec l'ensemble « OR NOTES BRASS », aura lieu dans la salle précitée le jeudi 14 avril 2016 à 20h00.

ARTICLE 3 : La convention prendra effet à compter du jeudi 14 avril à 17h00 et prendra fin le même jour à l'issue du concert.

ARTICLE 4 : La mise à disposition des lieux est à titre gracieux.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A-2017 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-268
Reçue en Préfecture le	04/05/16
Affichée le	04/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1123009-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/05/16

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision générale relative à un avenant prorogeant les conventions d'occupation du domaine public conclu avec les sociétés AQUAFADAS, AVINEON, AWEX, DP TECHNOLOGY, SKETCHPIXEL, THY ENGINEERING et les associations PÔLE EAU et SWELIA pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2016 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté n° 2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat »,
- VU les conventions d'occupation du domaine public en date du 1^{er} mai 2013 passées entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole et les sociétés AQUAFADAS, AVINEON, AWEX, DP TECHNOLOGY, SKETCHPIXEL, THY ENGINEERING d'une part et les associations POLE EAU et SWELIA d'autre part pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI pour une durée de 3 ans,
- **CONSIDERANT** que les conventions précitées arrivent à échéance le 30 avril 2016 et que les sociétés et associations susmentionnées ont sollicité la prorogation de leur convention pour une durée complémentaire de 3 ans,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant les conventions d'occupation du domaine public susvisées, est conclu avec les sociétés AQUAFADAS, AVINEON, AWEX, DP TECHNOLOGY, SKETCHPIXEL, THY ENGINEERING d'une part et les associations POLE EAU et SWELIA d'autre part pour une période de trois ans à compter du 1^{er} mai 2016, soit jusqu'au 30 avril 2019.

ARTICLE 2: A compter du 1^{er} mai 2016, les redevances mensuelles hors taxes et hors charges à payer par les sociétés et associations susmentionnées pour les surfaces respectives qu'elles occupent dans le bâtiment MIBI s'élève à 13,52 euros HT le m²/mois conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 13462 du Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice - Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-271
Reçue en Préfecture le	03/05/16
Affichée le	03/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1123143-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/04/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3979 MG15,
refonte des équipements audiovisuels de la salle Zeus**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 3 décembre 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, contentieux et affaires juridiques, protocole»,

CONSIDÉRANT le nécessaire report des travaux de refonte des équipements de la salle Zeus,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3979MG15 de refonte des équipements audiovisuels de la salle Zeus est passé avec la société Sud Média Système sis à 34670 Baillargues.

ARTICLE 2 : Ce marché a été notifié le 6 janvier 2016 pour une durée de 5 mois. Cet avenant prolonge de 6 mois de la durée du marché qui prendra fin le 5 décembre 2016.

ARTICLE 3 : Le présent avenant ne présente pas d'impact financier.

ARTICLE 5 : Madame I. GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-280
Reçue en Préfecture le	13/05/16
Affichée le	13/05/16
Notifiée le	
Identifiant	IMC1123386

Fait à Montpellier, le 12/05/16

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
l'Administration Générale, Contentieux
et Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'attribution du marché n°8.86G portant sur la mise à disposition de personnel intérimaire pour le bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics de 2006 et notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics de 2006 applicable en l'espèce, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** les résultats de la consultation lancée par TaM le 11 janvier 2016 selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article 148 du Code des marchés publics pour le marché n°8.86G, portant sur le personnel intérimaire dans le cadre du bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché n°8.86G est passé avec l'entreprise PIL EMPLOI de Montpellier (34).

ARTICLE 2 : Ce marché porte sur la mise à disposition de personnel intérimaire en accompagnement aux travaux de construction du bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway et au lancement du nouveau réseau bus-tramway.

ARTICLE 3 : Le marché est passé pour une durée de 24 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Le marché n°8.86G est un marché à bons de commande d'un montant maximum de 70 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget Transport de la Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-284
Reçue en Préfecture le	11/05/16
Affichée le	12/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1124116-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 11/05/16

Mme I. GIANIEL

SIGNE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec la société DECISIONBRAIN pour des locaux au sein du bâtiment MIBI

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2016 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine «Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat»,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} novembre 2014 passée entre la Communauté d'Agglomération devenue Montpellier Méditerranée Métropole et la société DECISIONBRAIN pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** que la société DECISIONBRAIN a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu à compter de sa date de notification entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société DECISIONBRAIN pour la restitution d'une surface de 29,30 m² constituée du module B0.25 situé au rez de chaussée contre la location d'une surface totale de 59,20 m² constituée des modules B2.11 et B2.14 situés au deuxième étage du bâtiment MIBI.

ARTICLE 2 : La surface occupée par la société DECISIONBRAIN au sein du bâtiment MIBI passe ainsi de 29,30 m² à 59,20 m² à compter du 1^{er} mai 2016.

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} mai 2016, la durée d'occupation de cette nouvelle surface est consentie jusqu'au terme de la convention initiale, soit jusqu'au 31 octobre 2017.

ARTICLE 4 : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface totale de 59,20 m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 800,38 euros

Décision n° D2016-290
conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 5 : La recette résultant du présent avenant est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6 : Madame Chantal MARION, Vice - Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant à la convention visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-290
Reçue en Préfecture le	03/05/16
Affichée le	03/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1124264-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/04/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
ALLIANCE SOINS 34 dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier : la société ALLIANCE SOINS 34, représentée par Monsieur Youcef ABOUBEKER a pour activité la coordination de soins à domicile.
Elle est candidate à la location du lot A07 de 224.72 m² pour une période de 36 mois.
L'entreprise projette un effectif de 6 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ALLIANCE SOINS 34 ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-292
Reçue en Préfecture le	03/05/16
Affichée le	03/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1124307-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/04/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant n°1 au marché 3853 de maîtrise d'œuvre relative au dévoiement des réseaux d'eaux usées publics situés sur le site du CHRU à Montpellier

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **VU** la décision D2015-138 du 18/03/2015 relative au marché 3853 de maîtrise d'œuvre en vue du dévoiement des réseaux d'eaux usées publics situés sur le site du CHRU de Montpellier,

CONSIDÉRANT l'augmentation de la masse de travaux et la nécessité de fixer le coût prévisionnel des travaux ainsi que le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3853 de maîtrise d'œuvre en vue du dévoiement des réseaux d'eaux usées publics situés sur le site du CHRU de Montpellier est passé avec l'entreprise LS INGENIERIE sise 1949 rue François Xavier Fafeur 11000 CARCASSONNE.

ARTICLE 2 : Cet avenant prend en compte l'augmentation de la masse des travaux liée à des contraintes techniques plus fortes que celles envisagées initialement ou imprévues, induisant une complexité accrue de la réalisation du chantier.

Cet avenant fixe :

- le coût prévisionnel des travaux à 2 830 000,00 € HT.
- le forfait définitif de rémunération à 69 335,00 € HT.

ARTICLE 3 : Le montant total de la mission de maîtrise d'œuvre s'élève à 77 055 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-295
Reçue en Préfecture le	09/06/16
Affichée le	09/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160609-lmc1124384-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/06/2016

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4289MG16 - Assistance à maîtrise d'ouvrage - Installations photovoltaïques en autoconsommation

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
 - **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
 - **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
 - **VU** la délibération du Conseil n°13051 du 29 juin 2015 relative à l'élection de Madame Michelle CASSAR en qualité de Vice-Présidente,
 - **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU** l'arrêté n°A2015-130 du 15 juillet 2015 portant délégation de fonction à Madame Michelle CASSAR dans le domaine « Energie et transition énergétique»,

CONSIDÉRANT la volonté de Montpellier Méditerranée Métropole de participer au développement des énergies renouvelables, notamment dans le cadre du label « Territoire à Energie Positive pour la croissante Verte », par la mise en place d'installations photovoltaïques en autoconsommation sur la piscine des Néréides à Lattes et le bâtiment Cap Oméga à Montpellier,

CONSIDÉRANT le rapport d'analyse des offres effectué suite à l'avis d'appel public à concurrence en date du 17 février 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4289MG16 d'assistance à maîtrise d'ouvrage, installations photovoltaïques en autoconsommation, est passé avec l'entreprise PLUS DE VERT, sise Saint Clément de Rivière.

ARTICLE 2 : Ce marché porte sur les prestations suivantes :

- Rédaction d'étude de faisabilité et de dimensionnement,
- Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rédaction du Dossier de Consultation des Entreprises,
- Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'analyse des offres,
- Suivi de chantier et réception.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de la date de notification pour une durée d'un an.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 12 500€ HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 5 : Madame Michelle CASSAR, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-130 du 15 juillet 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-296
Reçue en Préfecture le	09/05/16
Affichée le	09/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160509-lmc1124387-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/05/16

Mme M. CASSAR

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à la
Sécurité

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la cession d'un décompacteur du stade de la Mosson

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle Guiraud en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle Guiraud dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, et Affaires Juridiques et du Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un engin « décompacteur » devenu inadapté à l'entretien du substrat de l'aire de jeu du stade de la Mosson changé à la suite des graves intempéries de septembre 2015,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le décompacteur de marque TERRA SPIKE GXI6, n° de série 495AS1355, est cédé à la sarl COMBES FRERES, sise à Saint-Elix-le-Château, lieu-dit Gaubert.

ARTICLE 2 : Le décompacteur de marque TERRA SPIKE GXI6 est remis au stade de la Mosson.

ARTICLE 3 : Le prix de cession a été fixé d'un commun accord à 4 500 € TTC.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents de cession du compacteur visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-297
Reçue en Préfecture le	10/05/16
Affichée le	10/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160509- lmc1124391-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/05/16

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
l'Administration Générale, Contentieux
et Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société INNERSHIP pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat »,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise INNERSHIP a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour prendre à bail un local au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** que l'activité de l'entreprise INNERSHIP répond aux critères exigés pour une installation au MIBI.

D E C I D E

ARTICLE 1: Une convention d'occupation du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise INNERSHIP pour la location d'un bureau d'une surface de 14,70 m².

ARTICLE 2: La surface occupée est constituée du module B2.10 situé au deuxième étage du bâtiment MIBI- 672, rue du Mas de Verchant – CS3777, 34 967 MONTPELLIER cedex 02.

ARTICLE 3: La convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa date de notification pour se terminer le 31 mai 2019.

ARTICLE 4: La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise INNERSHIP pour la surface de 14,70 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à ce jour à 185,80 euros conformément au tarif jeune entreprise innovante étrangère applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 5: La recette résultant de la présente convention d'occupation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6: Madame Chantal MARION, Vice - Présidente déléguée dans le domaine est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-298
Reçue en Préfecture le	03/05/16
Affichée le	03/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1124484-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/04/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la rétrocession par la SERM des terrains supportant les voiries et équipements publics de la ZAC Malbosc - Commune de Montpellier

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacements et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU le procès-verbal de remise d'ouvrage en date du 23 décembre 2014,
- **CONSIDERANT** que les travaux relatifs à la ZAC Malbosc à Montpellier, confiés à la SERM, sont achevés et qu'il convient d'intégrer les voiries et terrains supportant les équipements publics dans le domaine public métropolitain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SERM, domiciliée 45, Place Ernest Granier Montpellier (34000), représentée par son Président en qualité, plusieurs emprises, sises commune de Montpellier, pour permettre leur intégration dans le domaine public métropolitain. Ces emprises correspondent à la rue Adolphe Alphand, à la rue Semiramis, à la rue Jean-Claude Forestier, à la rue Paul Choulot, à la rue des Jardins Omeyades, à l'avenue de Fès, à la rue Jean-Joseph Laborde, à une partie de l'avenue Aglaé Adanson, à une partie de la rue François Henry d'Harcourt, à l'avenue des Frères Buhler, à la rue Louis Martin Berthoud, à la rue Louis Girardin, ainsi que les trottoirs aménagés en bordure de ces rues.

ARTICLE 2 : L'acquisition sera réalisée à l'euro symbolique, Maître André Bonnary, notaire à Montpellier, à la demande et aux frais de la SERM, sera verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-299
Reçue en Préfecture le	06/06/16
Affichée le	07/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160606- lmc1124513-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4478RI16 de mise en place
d'antennes LoRa et d'une solution de consolidation des données**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU la mission pour Montpellier Méditerranée Métropole de permettre la mise en œuvre de services innovants visant à optimiser les services de la Métropole, faciliter la vie des citoyens et apporter de nouveaux services aux entreprises implantées sur le territoire,
- VU les résultats de la procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics lancée le 05 mars 2016,
- **CONSIDERANT** la nécessité de mettre à disposition une infrastructure partagée et ouverte permettant d'obtenir un nombre plus important de services, notamment par l'utilisation croisée des données collectées tout en maîtrisant le coût des solutions,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4478RI16 de mise en place d'antennes LoRa et d'une solution de consolidation des données est conclu avec la société SYNOX, 836 rue du Mas de Verchant, 34000 MONTPELLIER.

ARTICLE 2 : L'objectif du présent marché est un ensemble de prestations de services nécessaires à la mise en place d'antennes LoRa sur les différents sites identifiés sur le territoire de la Métropole ainsi qu'un système de supervision et de consolidation de données. Les travaux comprennent les études, la fourniture des pièces et des services pour la mise en œuvre de la solution en accord avec la réglementation en vigueur. Les lieux, pour l'installation des antennes LoRa, sont situés sur les sites des stations de tramway Pablo Picasso et Parc Expo.

ARTICLE 3 : Ce marché est conclu pour une durée de 24 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Le montant maximum de ce marché à bons de commande est estimé à quatre-vingt-dix mille euros H.T. (90 000 € HT) sur la durée du marché. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900 et 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-302
Reçue en Préfecture le	11/05/16
Affichée le	10/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1124544-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/05/16

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la modification de la régie d'avance de la Direction des Finances

- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la délibération modifiée n° 4532 du Conseil en date du 28 décembre 2001, instituant une régie d'avance auprès de la Direction des Finances,
- VU l'avis conforme du 12 avril 2016, du comptable assignataire,

CONSIDERANT, la nécessité de mettre à jour la liste des dépenses autorisées.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La délibération modifiée n° 4532 du Conseil en date du 28 décembre 2001 a institué une régie d'avance auprès de la Direction des Finances

ARTICLE 2 : Cette régie est située 50, place Zeus à Montpellier

ARTICLE 3 : La régie prend en charge les dépenses suivantes :

- Frais d'actes et de contentieux (délivrance des documents cadastraux, droits d'enregistrements et de publications),
- Dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de denrées alimentaires, achat de petites fournitures, frais postaux et de télécommunication),
- Certificat d'immatriculation des véhicules,
- Exécution de travaux et réparations courantes,
- Achat d'espaces publicitaires sur internet,
- Paiement des redevances pour dépôt de marques,

- Frais de colloques, adhésions, parutions, dont les paiements ne peuvent s'effectuer que par internet.

ARTICLE 4 : Le paiement des dépenses peut s'effectuer :

- en numéraire,
- au moyen de chèques bancaires,
- par carte bancaire.

ARTICLE 5 : Le montant maximum de l'avance consentie est fixé à 7 000 €.

ARTICLE 6 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 7 : Le régisseur verse auprès l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de paiement tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 8 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 9 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur

ARTICLE 10 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-303
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	26/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526-lmc1125221-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société PRESTIZIA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} mai 2013 passée entre « la Communauté d'Agglomération de Montpellier » et la société PRESTIZIA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 1^{er} janvier 2014,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 30 avril 2016 et que la société PRESTIZIA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société PRESTIZIA pour une période d'un an à compter de sa date de notification jusqu'au 30 avril 2017.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société PRESTIZIA pour la surface de 148,00 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1790,80 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-306
Reçue en Préfecture le	03/05/16
Affichée le	03/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1124585-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/04/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la conclusion d'un contrat de location de véhicule avec la société ADA

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole participera du 20 au 30 juillet 2016 à la manifestation nationale intitulée « Lire en short », visant à promouvoir la lecture auprès du jeune public,
- **CONSIDERANT** que l'organisation logistique de cette manifestation nécessite la location d'un véhicule adapté,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de location à titre payant d'un véhicule utilitaire de 20m³ avec hayon est conclu avec la société ADA, 11 rue de la Gaité, 75014 Paris.

ARTICLE 2 : Ce contrat de location est conclu pour une période allant du lundi 18 juillet 2016 à 8h00 au lundi 2 août 2016 à 18h15.

ARTICLE 3 : Ce contrat de location est conclu pour un montant total de 1 648,40 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Dans le cadre de ce contrat de location, un chèque de caution d'un montant de 270 €, à l'ordre de la société ADA, sera émis par Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-307
Reçue en Préfecture le	04/05/16
Affichée le	04/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1124589-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 02/05/16

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4175EA16 de Contrôle Technique pour les travaux d'amélioration du Bassin d'Orage des Aiguerelles à Montpellier

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres relevant des articles 17,18, 19 et 20 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL, dans le domaine « service public de l'eau et de l'assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité de l'intervention d'un contrôleur technique pour procéder à des travaux de renouvellement d'équipements électriques, hydrauliques et électromécaniques lors des phases de conception et de réalisation de travaux d'amélioration du Bassin d'Orage des Aiguerelles à Montpellier ainsi que sur les réseaux amont et aval,

CONSIDÉRANT la procédure de publicité et de mise en concurrence suivie après publication d'un avis d'appel public à la concurrence en date du 12 février 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4175EA16 de Contrôle Technique pour les travaux d'amélioration du Bassin d'Orage des Aiguerelles à Montpellier est passé avec la société QUALICONSLT sis Parc Club du Millénaire – Bât 18 – 1025 rue Henri Becquerel – 34000 MONTPELLIER.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission de Contrôle Technique en vue des travaux d'amélioration du Bassin d'Orage des Aiguerelles. Le marché comprend des missions de base : L, S (STI) ainsi que des missions complémentaires (PI, F, Pha, Av, LE, HYSA). Il comprend une tranche ferme et une tranche conditionnelle. Les missions de la tranche ferme comprennent des travaux de remplacement d'équipements électriques, hydrauliques et électromécaniques. Les missions de la tranche conditionnelle comprennent des travaux de modifications des écoulements amont et aval, de modification des conditions d'exploitation de l'ouvrage.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 13 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 9 010 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-308
Reçue en Préfecture le	31/05/16
Affichée le	31/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160531-lmc1124597-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 31/05/2016

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société OCTIPAS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° 13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 29 octobre 2010 passée entre « la Communauté d'Agglomération de Montpellier » et la société OCTIPAS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 8 novembre 2013, 26 novembre 2014 et 28 janvier 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 30 avril 2016 et que la société OCTIPAS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société OCTIPAS pour une période de six mois à compter sa date de notification et jusqu'au 31 octobre 2016.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société OCTIPAS pour la surface de 44,92 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 654,03 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-309
Reçue en Préfecture le	03/05/16
Affichée le	03/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1124603-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/04/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NETAC au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 18 mai 2012 passée entre « La Communauté d'Agglomération de Montpellier » et la société NETAC pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 19 novembre 2012, du 3 juin 2013 et du 27 mai 2015,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 30 avril 2016 et que la société NETAC n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NETAC pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 avril 2017.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NETAC pour la surface de 106,25 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 547,00 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-310
Reçue en Préfecture le	03/05/16
Affichée le	03/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1124610-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/04/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ZIWIT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 4 avril 2013 passée entre « La Communauté d'Agglomération de Montpellier » et la société ZIWIT pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 30 avril 2016 et que la société ZIWIT n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ZIWIT pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 avril 2017.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ZIWIT pour la surface de 89,62 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 211,66 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-311
Reçue en Préfecture le	03/05/16
Affichée le	03/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1124628-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/04/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4053ea15 de travaux de dévoiement des réseaux d'eaux usées publics situés sur le site du CHRU à Montpellier

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-15 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « service public de l'eau et de l'assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité d'effectuer des travaux de dévoiement de réseaux d'eaux usées publics situés sur le site du CHRU à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4053EA15 de travaux est passé avec le groupement d'entreprises SOGEA SUD/RAMPA TP/SCAM TP sise à Montpellier (34078).

ARTICLE 2 : Ce marché concerne les travaux de dévoiement de réseaux d'eaux usées publics situés sur le site du CHRU à Montpellier.

ARTICLE 3 : Le délai d'exécution des travaux prend effet à compter de la notification du marché. La durée des travaux proposée par le groupement d'entreprises est de 24 semaines.

ARTICLE 4 : Le montant estimatif du marché s'élève à 2 680 040 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n° D2016-312

Décision n°	D2016-312
Reçue en Préfecture le	06/06/16
Affichée le	07/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160606- lmc1124653-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/2016

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'un marché de location et d'assistance technique pour la mise en place de dispositifs de collecte en apport volontaire de bio déchets

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur C.MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A-2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur C.MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public »,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de mettre en place un marché de location et d'assistance technique pour la mise en place de dispositifs de collecte en apport volontaire de bio déchets,

CONSIDERANT la procédure de mise en concurrence et l'analyse des offres afférentes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4496VD16 de FCS est passé avec la société RECYBIO sise 26 rue Edouard BRANLY 68000 COLMAR.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la location et l'assistance technique pour la mise en place de dispositifs de collecte en apport volontaire de bio déchets.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 24 mois.

ARTICLE 4 : Le montant estimatif du marché s'élève à 69 580,50 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 5 : Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article n°A2015-14 du 21 janvier 2015 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-313
Reçue en Préfecture le	19/05/16
Affichée le	19/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160519- lmc1124661-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/2016

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Prévention et valorisation des déchets et
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4469DC16 de projection
de films en plein air dans la Métropole de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur, Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de conclure un marché pour la projection de films en plein air sur le territoire de la Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4469DC16 de « Projection de films en plein air dans la métropole de Montpellier » est passé avec la société DECIPRO, sise 5 rue du Lantissargues - 34070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la projection de films en plein air sur le territoire de la Métropole.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Il prend fin au terme de la manifestation « La Métropole fait son cinéma 2016 », soit au 31 août 2016.

ARTICLE 4 : Le montant estimatif du marché est de 49 500 € H.T. Les prestations concernées seront rémunérées par application d'un prix mixte, constitué :

- d'un prix global et forfaitaire de 46 500 € H.T. pour la rémunération des prestations relatives aux 31 projections dans les 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole,
- de prix unitaires concernant des projections supplémentaires dans des équipements sportifs, qui pourront être commandées par Montpellier Méditerranée Métropole, dans la limite de 3 projections complémentaires maximum.

Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-320
Reçue en Préfecture le	04/05/16
Affichée le	04/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1125041-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 02/05/16

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un mandat d'études préalables à la création
d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière
communal Saint Étienne sur le site de Grammont à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- VU la délégation permanente du Conseil au Président lui permettant de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres relevant des articles 17, 18, 19 et 20 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-11 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche »,
- VU la délibération n°13245 du 30 septembre 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a défini les critères relatifs à la compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain »,
- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire,
- VU l'article L300-3 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDÉRANT qu'en vertu des statuts précités, la SAAM est compétente pour réaliser, pour le compte de ses actionnaires, toutes actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels,

CONSIDÉRANT que dans le cadre de sa compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain », Montpellier Méditerranée Métropole envisage de réaliser un ensemble d'études préalables destinées à vérifier la faisabilité de la création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier,

D E C I D E

Page 1 sur 2

ARTICLE 1 : un marché de mandat d'études préalables pour la création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier est conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), société publique locale d'aménagement (SPLA) dont le Siège Social est en l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2.

ARTICLE 2 : Par ce marché, Montpellier Méditerranée Métropole donne mandat à la SAAM pour faire procéder en son nom et pour son compte aux études préalables pour la création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, dont le montant est estimé à 78 750 € HT.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de la date de sa notification. Sa durée est de dix-huit mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 54 000 € HT, soit 64 800 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 5 : Monsieur Laurent JAOUL, Vice-Président, est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-11 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-327
Reçue en Préfecture le	04/05/16
Affichée le	04/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1125078-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 02/05/16

M. L. JAOUL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la proximité, relations aux usagers, complexe funéraire, chasse et pêche

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de CLAPIERS

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'espace public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Clapiers n°2016/02/07 en date du 14 Avril 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier, situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des nouvelles compétences, sont transférés dans le patrimoine de celle-ci au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil de Métropole, lesdits transferts étant réalisés à titre gratuit, ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaire ou honoraire,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit de la totalité du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires de la commune de Clapiers au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Les biens ainsi transférés sont classés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-335
Reçue en Préfecture le	06/06/16
Affichée le	07/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160606- lmc1125115-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4174EA16 d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage relatif à l'amélioration du fonctionnement du bassin d'Orage des Aiguerelles à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « service public de l'eau et de l'assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité d'une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'accompagnement de Montpellier Méditerranée Métropole pour les travaux d'amélioration du fonctionnement du Bassin d'Orage des Aiguerelles,

CONSIDÉRANT l'avis d'appel public à la concurrence publié le 12 /02/2016 et l'analyse des offres,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4174 d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage relatif à l'amélioration du fonctionnement du bassin d'Orage des Aiguerelles est passé avec la société EGIS EAU sise 889 rue de la Vieille Poste – CS 89017 – 34965 MONTPELLIER Cedex 2.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage d'ordre technique, administratif et financier.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 28 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 42 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget annexe de la Métropole, chapitre 20.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-338
Reçue en Préfecture le	01/06/16
Affichée le	01/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160518- lmc1125129A-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 18/05/2016

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la désaffectation des chemins ruraux dits "de la Tuilerie au Mas Martin" et "du Salinier" sur la commune de Grabels

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code rural et notamment ses Articles L 161.10 et L 161.10.1, et R 161-25 à R 161-27,
- **VU** le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la commune de Grabels n°08/15-02-16 en date du 15 février 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **VU** la décision du Président n°D2016-202 en date du 5 Avril 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Grabels dans le domaine public métropolitain
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine.
- **VU** la délibération n°118/18-11-2015 du Conseil Municipal de Grabels en date du 18 Novembre 2015, entérinant la désaffectation de certains chemins ruraux de la ZAC Euromédecine II et approuvant l'ouverture d'une enquête publique.
- **CONSIDERANT** que la convention de gestion signée le 31 Décembre 2014, autorisant la Commune à agir au nom et pour le compte de la métropole est aujourd'hui caduque, et que les différents documents en relation avec cette désaffectation ne peuvent pas être signés par Monsieur le Maire de Grabels, comme le prévoyait la délibération du 18 Novembre 2015.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole poursuit la procédure de désaffectation des chemins ruraux du Salinier et de la Tuilerie au Mas Martin engagée par délibération n°118/18-11-2015 en date du 18 Novembre 2015.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole constate, dans la ZAC Euromédecine II, la désaffectation des chemins ruraux de la Tuilerie au Mas Martin (2777 m²), et du Salinier (947m²).

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole engagera la procédure d'enquête publique conformément aux articles L161.10 et R161.25 à R 161.27 du Code Rural et de la Pêche Maritime, et dont les frais seront supportés par la SERM, aménageur de la ZAC.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-341
Reçue en Préfecture le	09/06/16
Affichée le	09/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160609-lmc1125194-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD -
Parcelles CP n°4, 13 et 39/68ème de CP n°8 - Commune de Juvignac**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,
- VU l'arrêté Préfectoral n°2010-01-337 en date du 4 février 2010, instituant une Zone d'Aménagement Différé sur la Commune de Juvignac,
- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), datée du 14 mars 2016, envoyée par Maître PONCIE, Notaire à Montpellier (34000), mandataire de l'Indivision JUNILLON, reçue en Mairie de Juvignac le 18 mars 2016 et transmise à Montpellier Méditerranée Métropole le 14 avril 2016, concernant les parcelles cadastrées CP n° 4, 13 et 39/68^{ème} de CP 8, d'une superficie totale de 21 103 m², situées sur la Commune de Juvignac, aux lieudits Ravin de Naussargues, en nature de landes et de chemins au prix de 84 504 euros en valeur libre,
- VU l'avis de France Domaine en date du 15 avril 2016,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir ces parcelles afin de constituer des réserves foncières destinées à la mise en oeuvre d'un projet urbain compatible avec les objectifs du SCOT de la Métropole, à répondre aux orientations de la politique locale de l'habitat conformément au Programme Local de l'Habitat, ou à l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, des parcelles cadastrées CP n° 4, 13 et 39/68ème de CP 8, d'une superficie totale de 21 103m², situées sur la Commune de Juvignac, aux lieudits Ravin de Naussargues, en nature de landes et de chemins, auprès de l'Indivision JUNILLON :

- Monsieur JUNILLON Jean-Christophe domicilié Domaine de Naussargues 34990 JUVIGNAC;
- Madame JUNILLON Marie-Agnès domiciliée 5 rue de Courpouyran 34990 JUVIGNAC;
- Monsieur JUNILLON Fabrice domicilié Domaine de Naussargues 34990 JUVIGNAC.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition des biens libres d'occupation est fixé à 84 504 euros au vu de l'avis de France Domaine, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, et à l'Habitat est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-342
Reçue en Préfecture le	04/05/16
Affichée le	04/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1125201-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
SYNDICAT DES COPROPRIÉTAIRES dans la ZAC Euromédecine
II à Montpellier - Abrogation de la décision D2016-180**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU la décision 2016-180,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Euromédecine II à Montpellier : LE SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES représenté par la SCI IN FINE est candidate à l'acquisition du lot 35B de 351 m² pour la réalisation de 12 places de stationnement. Les utilisateurs finaux seront l'association A.P.A.R.D (association pour l'assistance et la réhabilitation à domicile) et la société FININDEV (expertise en finances publiques).
- **CONSIDERANT** la mauvaise localisation de la parcelle 35b indiqué dans la décision 2016-180 située sur la ZAC Euromédecine II à Montpellier et non Grabels.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision D2016-180 est abrogée.

ARTICLE 2 : La candidature du SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 3 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 3 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-343
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	26/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526-lmc1125210-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "MOREAU - Tribunal d'Instance Montpellier"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts consécutivement à la déclaration déposée le 6 avril 2016 près le Tribunal d'instance de Montpellier par Monsieur et Madame Moreau contre le titre exécutoire en date du 24 février 2016 émis par Montpellier Méditerranée Métropole correspondant à la participation pour le financement de l'assainissement collectif.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME Avocats ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-344
Reçue en Préfecture le	04/05/16
Affichée le	04/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101- lmc1125215-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Madame Raymonde AIMES - Cour d'Appel de Montpellier"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour d'Appel de Montpellier consécutivement à l'appel interjeté par Madame Raymonde AIMES contre la décision prononcée le 24 février 2016 par le Juge de l'expropriation de l'Hérault dans l'instance RG n°15/00108 fixant l'indemnité globale d'expropriation de la parcelle cadastrée section CO n°29 et ce, dans le cadre des travaux d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats «Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-345
Reçue en Préfecture le	04/05/16
Affichée le	04/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160101-lmc1125218-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/05/16

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public pour un partenariat pédagogique des élèves danseurs du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, avec la ville d'Arles, dans le cadre du festival "Temps d'Arles" - Autorisation de signature

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** la nécessité de permettre à onze élèves danseurs du cycle III, spécialisés en contemporain, du Conservatoire à Rayonnement Régional -CRR- de Montpellier Méditerranée Métropole, de disposer d'espaces et de partenariats de qualité dans le cadre de leurs pratiques artistiques et pédagogiques et de favoriser leur apprentissage de la scène

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention est établie, entre la ville d'Arles et Montpellier Méditerranée Métropole, afin d'accueillir, dans le cadre du festival « Temps d'Arles », onze élèves danseurs du cycle III, spécialisés en contemporain, invités par l'association de « l'Atelier Saugrenu » à danser une pièce d'Hélène CATHALA, chorégraphe contemporaine.

ARTICLE 2 : Cette prestation des élèves danseurs et de leur professeur aura lieu, courant mai, en Arles, à la chapelle Ste Anne.

ARTICLE 3 : Les élèves assisteront aux répétition et derniers réglages et se produiront avec leur professeur. La convention et les engagements qui en découlent prendront fin dès que le retour des élèves à Montpellier, sera effectif.

ARTICLE 4 : La mise à disposition, pour les élèves du CRR et de leur professeur, du lieu du spectacle, par la ville d'Arles, est faite à titre gracieux. De plus, la Ville d'Arles prendra à sa charge, le transport, aller et retour des élèves et de leur professeur ainsi que leurs repas et catering. .

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention, visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-348
Reçue en Préfecture le	31/05/16
Affichée le	31/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160531-lmc1125456-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 31/05/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Signature de l'avenant n°1 au marché 4334AT16 relatif aux travaux de réfection de voirie du centre ancien, rue des Arts, impasse des Arts à Saint Génès des Mourgues

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment approuver ou conclure toutes les modifications à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine «voirie – espace public»,

CONSIDÉRANT le marché N°4334 AT 16 relatif aux travaux de réfection de voirie dans le centre ancien – Rue du Bassin et Impasse des Arts à Saint Génès des Mourgues, conclu avec l'entreprise Eiffage Route Méditerranée sise à Saint Jean de Védas (34430) et ce pour un montant HT de 83 331,55 €, notifié le 28/12/2015,

CONSIDÉRANT la nécessité de s'adapter aux nouvelles situations de chantier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°4334 AT 16 de travaux de réfection de voirie dans le centre ancien - Rue du Bassin – Impasse des Arts à Saint Génès des Mourgues est passé avec l'entreprise Eiffage Route Méditerranée sise à Saint Jean de Védas (34430).

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne des travaux nécessaires pour s'adapter aux nouvelles situations de chantier.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 4 500 € HT.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 87 831,55 € HT. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-350
Reçue en Préfecture le	08/06/16
Affichée le	08/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160608-lmc1125422-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 08/06/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature des annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Clapiers

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13517 du 16 décembre 2015 relative aux conventions de mise à disposition et de gestion de services,
- VU la délibération n° 2016/01/02 du 15 mars 2016 du Conseil Municipal de Clapiers autorisant la signature d'une convention de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules avec Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Clapiers ont signé une convention de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules le 22 mars 2016,
- **CONSIDERANT** qu'il convient que Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Clapiers établissent et signent les listes des locaux, matériels et véhicules concernés la mise à disposition, ces listes étant annexées à la convention,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Clapiers établissent et signent les listes des locaux, matériels et véhicules faisant l'objet de la convention de mise à disposition du 22 mars 2016.

ARTICLE 2 : Les listes des locaux, matériels et véhicules concernés par la convention sont annexées à la convention.

ARTICLE 3 : La mise à disposition de l'ensemble des biens est à titre gracieux. Les frais de fonctionnement seront remboursés par les bénéficiaires de la mise à disposition.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 3 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-351
Reçue en Préfecture le	19/05/16
Affichée le	19/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160519- lmc1125427-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un agrément de candidature du Groupement d'Intérêt Économique (GIE) SERM-SAAM dans le VEAS Hannibal à Cournonsec

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature du GIE (Groupement d'Intérêt Economique) ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Hannibal à Cournonsec : Le GIE SERM-SAAM, représenté par son secrétaire Général Monsieur Franck KPADET est candidat à la location du lot A7 de 122,74 m² pour une période de 36 mois,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature du GIE SERM-SAAM ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-352
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	26/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526- lmc1125451-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société OC
MILLÉNAIRE sur la ZAC Port Marianne - Hippocrate à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Port Marianne - Hippocrate : la SCI OC MILLENAIRE est candidate à l'acquisition du lot K de 1 429 m² pour la réalisation de l'extension de la Clinique du Millénaire de 2 260 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 2 260 m². La Clinique du Millénaire prévoit l'embauche de 40 personnes d'ici 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI OC MILLENAIRE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-353
Reçue en Préfecture le	19/05/16
Affichée le	19/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160519- lmc1125457-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°3927DC16 de "Rénovation des couvertures de la salle Bagouet et isolation du dôme de l'Opéra Comédie à Montpellier"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics de 2006, notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur TRAVIER en qualité de Vice-Président
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché de « Rénovation des couvertures de la salle Bagouet et isolation du dôme de l'Opéra Comédie à Montpellier » et la procédure de mise en concurrence suivie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n° 3927DC16 de travaux passé avec la société STRUCTURE BOIS COUVERTURE, rue du Puy du Marin Z.A., 34 920 LE CRES.

ARTICLE 2 : Le délai d'exécution des travaux est de 6 mois, période de préparation de 1 mois comprise, à compter de la date fixée par l'ordre de service.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 397 635, 38 € H.T. soit 477 162, 46 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Monsieur TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-354
Reçue en Préfecture le	31/05/16
Affichée le	31/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160531-lmc1125455-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 31/05/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4513RI16 d'acquisition
de petites fournitures informatiques et réseaux**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** Code des marchés publics de 2006 et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** l'extension du réseau informatique de Montpellier Méditerranée Métropole à l'ensemble de ses sites,
- **CONSIDERANT** la nécessité pour la Direction des Ressources Informatiques de pouvoir répondre rapidement à un très large panel de demandes concernant les besoins en réseau informatique et au regard des résultats de la procédure adaptée,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4513RI16 d'acquisition de petites fournitures informatiques et réseaux est conclu avec la société NETRAM, 115-117 avenue Jean Jaurès, 69007 LYON.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne des petites fournitures de communication et de réseau tels que switches, convertisseurs fibre optique, points d'accès et routeurs Wifi, câbles réseaux, jarretières optiques, visserie et connectique, destinés à tous les sites de la Métropole en réseau.

ARTICLE 3 : Ce marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification. Il sera renouvelable par reconduction tacite par période d'un an sans pouvoir excéder deux renouvellements.

ARTICLE 4 : Le montant du marché est sans minimum et avec un maximum de quarante-cinq mille euros H.T. (45 000 € H.T.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitres 900 et 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-355
Reçue en Préfecture le	24/05/16
Affichée le	25/05/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160524-lmc1125597-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/05/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n° 3945DS15 de "Rénovation de la pelouse synthétique n° 2 du stade Yves du Manoir à Montpellier"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics de 2006, notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur MEISSONNIER en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché de travaux pour la « Rénovation de la pelouse synthétique n° 2 du stade Yves du Manoir à Montpellier » et la procédure de mise en concurrence réalisée,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n° 3945DS15 de travaux est passé avec l'entreprise LAQUET SAS, 643 Route de Beaurepaire, 26 210 Lapeyrouse Mornay.

ARTICLE 2 : Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Le délai d'exécution est de 3 mois.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 424 887, 24 € H.T. soit 509 864, 69 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Monsieur MEISSONNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-356
Reçue en Préfecture le	19/05/16
Affichée le	19/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160519- lmc1125603-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/2016

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°4004EA15 - Sécurisation en eau potable de l'étage 105 - Secteur Ovalie - Boulevard Paul Valéry à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics, notamment son article 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment d'approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité de prendre en compte un prix nouveau pour la mise à disposition d'une équipe de nuit liée à la découverte de réseaux existants,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°4004EA15 de sécurisation en eau potable de l'étage 105 – secteur Ovalie – boulevard Paul Valéry à Montpellier est passé avec le groupement SCAM TP/FAURIE/BRAULT dont le mandataire est l'entreprise SCAM TP sise 825 avenue de la Cresse Saint Martin – 34660 COURNONSEC.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne la validation d'un prix nouveau pour la mise à disposition d'une équipe de nuit liée à la découverte de réseaux existants non connus au moment de la conclusion du marché initial.

ARTICLE 3 : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-357
Reçue en Préfecture le	31/05/16
Affichée le	31/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160531-lmc1125624-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 31/05/2016

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'attribution d'un Fonds d'aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle " Les inattendus "

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 3,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « *Les inattendus* » diffusé le 28 mai à Murviel-lès-Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la Compagnie *International Alligator* et la Compagnie Art Mixte, diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 2 350 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-359
Reçue en Préfecture le	31/05/16
Affichée le	31/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160531- lmc1125651-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 31/05/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'estimer en justice "SDC Immeuble 7 rue
Ecole de Médecine - requête n°1602291-8 TA"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête en référé expertise n°1602291-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 28 avril 2016 par la SDC Immeuble 7 rue Ecole de Médecine à Montpellier tendant à la désignation d'un expert consécutivement à des désordres affectant leur copropriété et ce, dans le cadre des travaux de réseaux liés à la prolongation de la ligne n°4 du tramway.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-360
Reçue en Préfecture le	17/05/16
Affichée le	17/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160517- lmc1125683-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°2985 - S16.01 de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études confié à la SAAM pour l'aménagement du secteur de la Lauze - Est à Saint Jean de Védas - Étude d'impact

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- **VU** l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat »,

CONSIDÉRANT que la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) s'est vue confiée par décision n°D2013-496 du 18 juillet 2013 un mandat d'études préalables destinées à l'aménagement du secteur de la Lauze Est sur la Commune de Saint Jean de Védas,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°de 2985 – S16.01 est passé avec EGIS.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne l'étude d'impact.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 24 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 30 304,00 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-361
Reçue en Préfecture le	08/06/16
Affichée le	08/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160608- lmc1125783-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 08/06/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux
par la société EVAL & GO et son extension sur une surface
complémentaire au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 14 décembre 2010 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, et la société EVAL & GO pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 19 novembre 2011, 26 janvier 2012, 28 juin 2013, 28 novembre 2013, 6 octobre 2014, 19 décembre 2014 et 17 novembre 2015,
- **CONSIDERANT** d'une part que la convention précitée arrive à échéance le 31 mai 2016 et que la société EVAL & GO n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,
- **CONSIDERANT** d'autre part que la société EVAL & GO a exprimé le souhait d'étendre son activité sur une surface complémentaire de 88,84 m² libre de toute occupation,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société EVAL & GO pour une période de six mois à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : Conformément à l'article III.2 de la convention initiale prévoyant l'extension et le transfert des entreprises sur des surfaces libres au sein de la pépinière, la société est autorisée à compter du 1^{er} juin 2016 à libérer la surface de 89,98 m² des modules répertoriés B118 et B119 situés au premier étage de la pépinière en zone verte pour transférer et étendre son activité sur les modules B214 d'une surface de 44,95 m², B213 d'une surface de 45,03 m², B225 d'une surface de 44,28 m² et B226 d'une surface de 44,56 m², libres, contigus et situés au deuxième étage de la pépinière en zone bleue.

A compter de cette date, la surface totale occupée au sein de la pépinière par la société passe de 89,98 m² à 178,82 m².

ARTICLE 3: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EVAL & GO pour la surface totale de 178,82 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 2 603,61 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 4: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-362
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	26/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526- lmc1125794-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision portant rectification d'une erreur matérielle sur la décision
2015-656 du 30 novembre 2015 relative à l'acquisition des parcelles
section AE n°68 - 69 - 71 - Commune de Saint Georges d'Orques**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la décision n°2015-656 du 30 novembre 2015 portant autorisation d'acquisition des parcelles appartenant à la Commune de Saint Georges d'Orques, situées sur la commune de Saint Georges d'Orques, cadastrées section AE n° 68 – 69 et 71, pour une contenance respective de 2 065m² ; 622m² et 615m²,
- **CONSIDERANT** que l'article 1er de la décision précitée comporte une erreur matérielle sur l'identité du propriétaire, étant indiqué « Commune de Castries »,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de rectifier cette erreur matérielle en précisant que Montpellier Méditerranée acquiert auprès de la Commune de Saint Georges d'Orques,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'identité du vendeur est rectifiée. Montpellier Méditerranée acquiert auprès de la Commune de Saint Georges d'Orques les parcelles précitées.

ARTICLE 2 : Les autres dispositions de la décision 2015-656 restent inchangées.

Décision n°	D2016-363
Reçue en Préfecture le	01/06/16
Affichée le	01/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160601- lmc1125816-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NAMAÉ CONCEPT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 28 mai 2010 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole et la société NAMAÉ CONCEPT pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 3 juin 2013, du 10 juin 2014 et du 30 novembre 2015,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 mai 2016, que la société NAMAÉ CONCEPT n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NAME CONCEPT pour une période de trois mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 août 2016.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NAME CONCEPT pour la surface totale de 29,80 m² qu'elle occupe dans la pépinière d'entreprises Cap Omega s'élève à 433,88 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-364
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	26/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526-lmc1125822-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4495DC16 de travaux de muséographie de l'exposition "Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment son article 27,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché de travaux de muséographie de l'exposition «Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme» au musée Fabre,

CONSIDERANT la procédure de mise en concurrence à la suite de la parution d'un avis d'appel public à la concurrence en date du 8 avril 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4495DC16 de travaux de muséographie est passé avec la société SED (Stand Expo Déco) - Route de Randan – 03800 BIOZAT

ARTICLE 2 : Ce marché concerne les travaux de muséographie de l'exposition «Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme» au musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification et se termine le 24 juin 2016.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 73 733 € H.T. (offre de base : 72 873 € H.T. ; prestation complémentaire : 860 € H.T.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 5 : Monsieur TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-365
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	27/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526-lmc1125829-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
ASTOGA dans la ZAC Euromédecine II à Grabels**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC EUROMEDECINE II à Grabels : la société ASTOGA est une SCI. Elle est candidate à l'acquisition du lot 330 de 4 050 m² pour la réalisation d'un immeuble de bureaux de 1 550 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 2 025 m². L'utilisateur final sera la société ACHAT SOLUTIONS, spécialisée dans les solutions de gestion des achats et des marchés publics.
ACHAT SOLUTIONS prévoit un effectif de 100 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI ASTOGA ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-367
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	26/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526-lmc1125839-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de la société MISTRAL ENTERTAINMENT dans la zone d'activités commerciales du Fenouillet à Pérols

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (SAAM), en vue de la location d'un bâtiment situé ZAC du Fenouillet à Pérols : la société MISTRAL ENTERTAINMENT, représentée par Monsieur Olivier CHARPENTIER est une SARL. Elle est candidate à la location du bâtiment situé sur la parcelle bâtie AH64, anciennement La Halle aux vêtements, pour une période de 2 ans renouvelable 1 an. Ce bâtiment a une surface totale de 1 000 m² sdp et 200 m² d'extérieurs. L'utilisateur final sera la société INTERVILLE SUPERPARC pour une activité de loisirs pour enfants. L'entreprise projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société MISTRAL ENTERTAINMENT ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-369
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	26/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526- lmc1125845-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Marché n°4501DS16 relatif à une mission de contrôle technique
pour l'étude et la réalisation de téléskis nautiques et d'une
structure d'accueil dans le parc Gérard Bruyère à Baillargues**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives »,

CONSIDÉRANT la nécessité d'effectuer des missions de contrôle technique pour l'étude et la réalisation de téléskis nautiques et d'une structure d'accueil dans le parc Gérard Bruyère à Baillargues,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4501DS16 à procédure adaptée de prestations de service concerne des missions de contrôle technique pour l'étude et la réalisation de téléskis nautiques et d'une structure d'accueil dans le parc Gérard Bruyère à Baillargues. Il est constitué de deux lots : le lot 1 concerne une mission de contrôle technique pour l'étude et la réalisation de téléskis nautiques pour un montant de 11 360 € HT, le lot 2 une mission de contrôle technique pour l'étude et la réalisation d'une structure d'accueil pour un montant de 4 540 € HT.

ARTICLE 2 : Le marché composé des deux lots est passé avec la société QUALICONSLT sise à Montpellier (34000)- Parc Club du Millénaire-Bât.18 – 1025rue Henri Becquerel.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 30 mois.

ARTICLE 4 : Le montant global du marché s'élève à 15 900 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions Sportives est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-370
Reçue en Préfecture le	06/06/16
Affichée le	06/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160606-lmc1125852-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/2016

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4216DS16 de Réparation des coupoles des piscines Tournesols sur la commune de Montpellier - Lots 1 et 2

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché pour la « réparation des coupoles des piscines Tournesols sur la commune de Montpellier – Lot 1 : réparation de la coupole de la piscine Jean Taris et lot 2 : contrôle mécanique et révision d'entretien des piscines Jean Vivès, Jean Taris et Suzanne Berlioux »,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4216DS16 de travaux est passé, pour les lots 1 et 2, avec la société BAUDIN CHATEAUNEUF, rue de la Brosse, BP 30019, 45 110 CHATEAUNEUF SUR LOIRE.

ARTICLE 2 : Le marché, pour le lot 1, prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. La durée des travaux est de 15 jours calendaires.
Le marché, pour le lot 2, prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. La durée des travaux est de 5 jours calendaires.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève pour le lot n°1 à 68 932,36 € HT soit 82 718,83 € TTC et pour le lot n°2 à 11 177,00 € HT soit 13 412,40 € TTC.
Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Monsieur MEISSONNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-13 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-371
Reçue en Préfecture le	03/06/16
Affichée le	03/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160603- lmc1125890-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/06/2016

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux
par la société ASA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,

VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,

VU la délibération du Conseil n° 13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,

VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,

VU la convention d'occupation du domaine public en date du 12 novembre 2007 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole et la société ASA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 19 février 2008, 02 mai 2008, 20 février 2009, 06 mai 2011, 26 décembre 2011, 31 décembre 2012, 24 juin 2013, 01 juillet 2013, 25 novembre 2013, 12 juin 2014, 14 novembre 2014 et 1^{er} décembre 2015,

CONSIDERANT que la convention précitée arrive à échéance le 31 mai 2016 et que la société ASA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ASA pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 novembre 2016.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ASA pour la surface de 62,65 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 723,60 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 13462 du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-372
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	26/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526- lmc1125894-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ERNEO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,

VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,

VU la délibération du Conseil délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015,

VU l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,

VU la convention d'occupation du domaine public en date du 01 mai 2009 passée entre « la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, et la société ERNEO pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 01 juin 2012, 28 mai 2013, 07 avril 2014, 05 mai 2015 et 24 novembre 2015,

CONSIDERANT que la convention précitée arrive à échéance le 31 mai 2016 et que la société ERNEO n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ERNEO pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 novembre 2016.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ERNEO pour la surface de 111 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 802,29 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-373
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	26/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526- lmc1125901-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature du marché n°4064VD16 pour le démantèlement et le remplacement des unités de combustion du biogaz du CET du THÔT à Lattes

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public »,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de démanteler et remplacer les unités de combustion du biogaz du CET du Thôt à Lattes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4064VD16 de Fourniture Courantes et Services est conclu avec la société RAZEL-BEC sise 1111 avenue Justin BEC, 34680 Saint Georges d'Orques.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne le démantèlement et le remplacement des unités de combustion du biogaz du CET du Thôt à Lattes.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Sa durée maximum est de 4 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 69 750,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 5 : Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-375
Reçue en Préfecture le	31/05/16
Affichée le	31/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160531-lmc1125909-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 31/05/2016

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Prévention et valorisation des déchets et
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle section
AD n° 37 - Commune de Saint Georges d'Orques**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté n°2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du Service Public de l'Eau et de l'Assainissement,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** le projet de promesse unilatérale de vente consenti par Monsieur PAGES Daniel au profit de Montpellier Méditerranée Métropole concernant la vente de la parcelle lui appartenant, située sur la commune de Saint Georges d'Orques, cadastrée section AD n° 37, d'une contenance de 4 237m²,
- **CONSIDERANT** que ce terrain est nécessaire pour permettre l'extension de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur PAGES Daniel domicilié 377 Chemin de Bouisson à Saint Georges d'Orques (34680), la parcelle située sur la commune de Saint Georges d'Orques, cadastrée section AD n° 37, d'une contenance de 4 237m²,

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de quarante mille deux cent quatre vingt neuf euros (40 289 €) toutes indemnités confondues, décomposé comme suit :

- 36 033 € au titre de la valeur vénale du bien,
- 4 256 € au titre des indemnités d'éviction induites par la nature des plantations.

Les frais d'acte sont à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-15 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-376
Reçue en Préfecture le	01/06/16
Affichée le	01/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160601-lmc1125924-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux
Commune de Saint Georges d'Orques - Terrain section AD n° 37**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté n° 2015-15, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du Service Public de l'Eau et de l'Assainissement,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, par Monsieur PAGES Daniel, domicilié 377 Chemin de Bouisson à Saint Georges d'Orques (34680),

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise de 100m² sur la parcelle cadastrée section AD n° 37, d'une contenance totale de 4 237m², située sur la commune de Saint Georges d'Orques afin de permettre la mise en œuvre des travaux d'extension de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est signée pour une durée de six mois à compter du jour d'occupation du terrain, entre Montpellier Méditerranée Métropole, et Monsieur PAGES Daniel, propriétaire de la parcelle située sur la commune de Saint Georges d'Orques afin de permettre la mise en œuvre des travaux d'extension de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire d'un montant de six mille trois cent cinquante et un Euros (6 351€).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 4 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-15, du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-377
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	26/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526- lmc1125930-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "SERPE Assignment TGI"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de l'assignation près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier par la Société d'entretien et de restauration du Patrimoine et de l'environnement (SERPE) sollicitant la résiliation judiciaire du bail commercial d'un bâtiment, situé 3024 avenue Albert Einstein à Montpellier, liant cette société à Montpellier Méditerranée Métropole et tendant à obtenir réparation pour préjudice subi et ce, consécutivement à l'installation d'un camp de gens du voyage à proximité du bâtiment concerné.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats «Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-382
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	26/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526-lmc1126008-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché 4276DC15 de "Travaux de mise en accessibilité du Zénith sud à Montpellier - Lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics de 2006, notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur TRAVIER en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché de « Travaux de mise en accessibilité du Zénith sud à Montpellier »

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n° 4276DC16 de travaux est passé, pour le lot n°1, avec la société Concept Serrurerie Service, 15 rue de la Plaine, BP 9, 34 290 Alignan du Vent.

Il est passé, pour le lot n°2, avec la société Cid Menuiserie, 239 avenue de l'Industrie, BP 60097, 66 000 Perpignan.

Il est passé, pour le lot n° 3, avec la société Darver, 235 rue les Portes Domitiennes, 34 740 Vendargues.

Il est passé, pour le lot n°4, avec la société Chiche, 9 rue Patrice Lumumba, 34 070 Montpellier.

Il est passé, pour le lot n°5, avec la société Energys, 11/8 rue des Vergers, 34 130 Mudaison.

Il est passé, pour le lot n°6, avec la société Clément et Fils, 2 rue des terres du Sud, 34 990 Juvignac.

Il est passé, pour le lot n°7, avec la société Joulié TP, rue des Barrys, 34 660 Cournonsec.

Il est passé, pour le lot n°8, avec la société Energys, Campus du Golf, 8 rue des Vergers, 34 130 Mudaison.

Il est passé, pour le lot n°9, avec la société ACS Production, ZI de Cadrean, Le Pre Cadeau, 44 550 Montoir de Bretagne.

Il est passé, pour le lot n°10, avec la société Constructions Métalliques de la Vaunage, 1 avenue du Midi, 30 111 Congenies.

Il est passé, pour le lot n°11, avec la société Midilev, 24 route de Toulouse, 81 710 Saix.

Il est passé, pour le lot n°12, avec la société EO Guidage, 6 rue des Aulnes, 69 410 Champagne-au-Mont-D'Or.

Il est passé, pour le lot n°13, avec la société Impact Signalétique, RN 543, Lieu dit « le Petit Péage », 13 240 Septemes les Vallons.

ARTICLE 2 : Les marchés prennent effet à compter de la date fixée par ordre de service. Le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 4 mois, période de préparation de 1 mois incluse.

ARTICLE 3 : Le montant du marché, pour le lot n°1, s'élève à 43 970 € HT. soit 52 764 € T.T.C.
 Le montant du marché, pour le lot n°2, s'élève à 12 000 € H.T. soit 14 400 € TTC.
 Le montant du marché, pour le lot n°3, s'élève à 8 274, 59 € H.T. soit 9 929, 51 € TTC.
 Le montant du marché, pour le lot n°4, s'élève à 10 436 € H.T. soit 12 523, 20 € TTC.
 Le montant du marché, pour le lot n°5, s'élève à 25 823, 37 € H.T. soit 30 988, 04 € TTC.
 Le montant du marché, pour le lot n°6, s'élève à 14 812 € H.T. soit 17 774, 40 € TTC.
 Le montant du marché, pour le lot n°7, s'élève à 39 718, 31 € H.T. soit 47 661, 97 € TTC.
 Le montant du marché, pour le lot n°8, s'élève à 39 905, 92 € H.T. soit 47 887, 10 € TTC.
 Le montant du marché, pour le lot n°9, s'élève à 17 150 € HT. soit 20 580 € TTC.
 Le montant du marché, pour le lot n°10, s'élève à 76 798 € HT. soit 92 157, 60 € TTC.
 Le montant du marché, pour le lot n°11, s'élève à 20 799, 21 € HT. soit 21 943, 17 € TTC.
 Le montant du marché, pour le lot n°12, s'élève à 35 768, 20 € HT. soit 42 921, 84 € TTC.
 Le montant du marché, pour le lot n°13, s'élève à 8 572 € HT. soit 10 286, 40 € TTC.

Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Monsieur TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-383
Reçue en Préfecture le	08/06/16
Affichée le	08/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160608-lmc1126019-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 08/06/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux
- Parcelle cadastrée section AS n°42 - commune de Saint Jean de Védas**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°2016-66, en date du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, par la SCEA DE BOISGELIN, représentée par Monsieur Pierre de Boisgelin, exploitant, domicilié Domaine le Claud 12 Avenue Georges Clémenceau à Saint Jean de Védas (34430),

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise de 160m² sur la parcelle cadastrée section AS n° 42, d'une contenance totale de 15 757m², située sur la commune de Saint Jean de Védas afin de permettre la réalisation de sondages préalables aux travaux d'aménagement du secteur des Jasses et plus particulièrement des bassins de rétention,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est signée pour une durée de un mois à compter du jour de sa signature pour terminer au plus tard le 30 juin 2016, entre Montpellier Méditerranée Métropole, et la SCEA DE BOISGELIN, exploitant de la parcelle située sur la commune de Saint Jean de Védas, cadastrée section AS n°42, afin de permettre la réalisation de sondages préalables aux travaux d'aménagement du secteur des Jasses et plus particulièrement des bassins de rétention

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de mille cinq cents euros (1 500 €).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-384
Reçue en Préfecture le	09/06/16
Affichée le	09/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160609- lmc1126053-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "requête n°1602490-3 TA"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1602490-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 mai 2016 par Monsieur Michel CALAS, agent de Montpellier Méditerranée Métropole, tendant à obtenir communication de documents administratifs concernant sa situation administrative.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-385
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	26/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526-lmc1126062-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Commune de Saint-Brès - Proposition d'aliénation des Chemins
Ruraux dits "Du Roué à Lansargues" et "n°24" à la SERM**

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code rural et notamment ses Articles L 161.10 et L 161.10.1, et R 161-25 à R 161-27,
- **VU** le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Saint-Brès n°2016-106 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- **VU** la décision du Président n°D2015-813 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint-Brès dans le domaine public métropolitain,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **VU** la décision n° 2016-123 du 26/02/2016 approuvant le principe de la désaffectation des Chemins Ruraux dits « Du Roué à Lansargues » et « N° 24 » et l'ouverture d'une enquête publique conformément aux dispositions des articles R161.25 à R 161.27 du Code Rural et de la Pêche Maritime,
- **VU** l'Arrêté n°2016-113 du 9/03/2016 approuvant l'ouverture de l'enquête publique du 14 au 29 avril 2016 pour la désaffectation des Chemins Ruraux dits « Du Roué à Lansargues » et « N°24 »,
- **VU** l'avis favorable du Commissaire Enquêteur en date du 12 Mai 2016,
- **CONSIDERANT** que l'emprise de ces chemins est nécessaire à l'aménagement de la ZAC de Cantaussels menée par la SERM,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SERM, propriétaire riverain et aménageur de la ZAC de Cantaussels, les parcelles créées, nouvellement cadastrées A 1845 pour une superficie de 1460 m², et B 772 d'une superficie de 1277 m², afin de permettre la réalisation du projet.

ARTICLE 2 : La présente vente est consentie à l'euro symbolique.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-387
Reçue en Préfecture le	09/06/16
Affichée le	09/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160609-lmc1126180-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4017DC15 de Travaux de réhabilitation
de l'Agora de la Danse à Montpellier - dernière phase - Lots 1 à 9 et 11**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché pour les travaux de réhabilitation de l'Agora de la Danse à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4017DC15 de travaux est passé :

- pour le lot n° 1 "Gros œuvre", avec la société CBTP Sud Atlas, 228 avenue de Lodève, 34 080 Montpellier,
- pour le lot n° 2 «Charpente couverture tuiles », avec la société Environnement Bois, 9 -10 rue de la Garrigue, ZA le Bosc, 34 130 Mudaison,
- pour le lot n°3 «Menuiseries bois », avec la société Menuiserie Cardonnet, 405 rue des Avants, 34 270 Saint Mathieu de Tréviers,
- pour le lot n°4 «Cloisons doublages faux plafonds », avec la société Concept Habitat, 565 avenue de la Royale, 34160 Castries,
- pour le lot n°5 «Revêtements de sols », avec la société Fir Bâti, 161 rue Hébert, 34 070 Montpellier,
- pour le lot n°6 «Serrurerie », avec la société Concept Serrurerie Service, 15 rue de la Plaine, BP 9, 34 290 Alignan du Vent,
- pour le lot n°7 «Peinture », avec la société Cornil, ZA 40 avenue du Progrès, 34 820 Teyran.
- pour le lot n°8 «Tribunes télescopiques », avec la société Hugon, ZAC des Grands Camps, 46 090 Mercuès,
- pour le lot n°9 «Appareils élévateurs», avec la société Orona Méditerranée, 415, rue Claude Nicolas Ledoux, Eiffel Park Bât D, CS 30 407, 13 591 Aix en Provence cedex 3,
- pour le lot n° 11 «Electricité courants faibles », avec la société Cofely Ineo GDF Suez, ZA Font de la Banquière, « Le Météor », BP 20 032, 34 872 Lattes.

ARTICLE 2 : Le début d'exécution des travaux prendra effet à compter de la date fixée par ordre de service. Le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 11 mois, période de préparation de 30 jours comprise.

ARTICLE 3 : Le montant du marché, pour le lot n°1, s'élève à 575 985 € HT soit 691 182 € TTC.
 Le montant du marché, pour le lot n°2, s'élève à 77 240, 75 € HT soit 92 688, 89 € TTC.
 Le montant du marché, pour le lot n°3, s'élève à 150 000 € HT soit 180 000 € TTC.
 Le montant du marché, pour le lot n°4, s'élève à 31 000 € HT soit 37 200 € TTC.
 Le montant du marché, pour le lot n°5, s'élève à 34 000 € HT soit 40 800 € TTC.
 Le montant du marché, pour le lot n°6, s'élève à 49 284 € H.T. soit 59 140, 80 € TTC.
 Le montant du marché, pour le lot n°7, s'élève à 23 036, 39 € HT soit 27 643, 67 € TTC.
 Le montant du marché, pour le lot n°8, s'élève à 26 450 € HT soit 31 740 € TTC.
 Le montant du marché, pour le lot n°9, s'élève à 43 000 € H.T. soit 51 600 € TTC.
 Le montant du marché, pour le lot n°11, s'élève à 82 899, 63 € HT soit 99 479, 56 € TTC.

Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 5 : Monsieur TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-397
Reçue en Préfecture le	01/06/16
Affichée le	01/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160601- lmc1126320-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 01/06/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une indemnisation définitive
de dommage de travaux public - La Comtesse**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération bouclage de la 4^{ème} ligne du tramway de Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant des dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable.
- **VU** la décision n°2015-676 du 23 novembre 2015, qui a proposé une indemnisation de 6 785 € pour la période de juillet à septembre 2015,
- **VU** la décision n°2016-118 du 26 février 2016, qui a proposé une indemnisation de 12 451 € pour la période d'octobre à novembre 2015,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 8 février 2016, qui propose d'accorder à Madame OLMOS Marie Véronique, gérante représentant la SARL LOLIGO exploitant le commerce « La Comtesse » au 7 Place Albert 1^{er} à Montpellier, une 3^{ème} indemnité définitive évaluée à **25 211 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de juillet à décembre 2015, soit 6 mois. Déduction faite de la somme de 19 236 € déjà versée (6 785 € pour la 1^{ère} demande et 12 451 € pour la 2^{ème} demande), le solde s'élève à 5 975 € pour le mois de décembre 2015.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une 3^{ème} indemnisation définitive à Madame OLMOS Marie Véronique pour le commerce « La Comtesse », au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le montant du solde de l'indemnisation définitive est de **5 975 €** pour le mois de décembre 2015, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 4 mai 2016.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-399
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	26/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526- lmc1126331-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Parking - 220 rue Montels Eglise Montpellier"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier consécutivement à l'occupation sans autorisation d'une annexe de la voirie routière situé face au 220 rue Montels Eglise à Montpellier par un groupe de gens du voyage.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Avocats ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-400
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	26/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526-lmc1126329-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une indemnisation définitive de
dommage de travaux public - Snack Albert 1er**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération bouclage de la 4^{ème} ligne du tramway de Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant des dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable.
- **VU** la décision n°2015-672 du 23 novembre 2015, qui a proposé une indemnisation de 2 301 € pour la période de juillet à septembre 2015,
- **VU** la décision n°2016-114 du 26 février 2016, qui a proposé une indemnisation de 6 991 € pour la période d'octobre à novembre 2015,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 8 février 2016, qui propose d'accorder à Monsieur PIERRE ALEXIS Bruno et Madame DOM PIERRE ALEXIS Lisiane, gérants représentant la SARL ZALEX exploitant le commerce « Snack Albert 1^{er} » au 4, Place Albert 1^{er} à Montpellier, une 3^{ème} indemnité définitive évaluée à **10 503 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de juillet à décembre 2015 (6 mois). Déduction faite de la somme de 9 292 € déjà versée (2 301 € pour la 1^{ère} demande et 6 991 € pour la 2^{ème} demande), le solde s'élève à **1 211 €** pour le mois de décembre 2015.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une 3^{ème} indemnisation définitive à Monsieur PIERRE ALEXIS Bruno et Madame DOM PIERRE ALEXIS Lisiane pour le commerce « Snack Albert 1^{er} », au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le montant du solde de l'indemnisation définitive est de **1 211 €** pour le mois de décembre 2015, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 4 mai 2016.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-401
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	26/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526-lmc1126337-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une indemnisation définitive de
dommage de travaux public - Bar Le Black Pearl II**

- I- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération bouclage de la 4^{ème} ligne du tramway de Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant des dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable.
- **VU** la décision n°2015-582 du 28 octobre 2015, qui a proposé une indemnisation de 9 094 € pour la période de janvier à juin 2015,
- **VU** la décision n°2016-115 du 26 février 2016, qui a proposé une indemnisation de 5 477 € pour la période de juillet à octobre 2015,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 4 mai 2016, qui propose d'accorder à Monsieur BOFFETTI, représentant le Bar le BLACK PEARL II, 2 Boulevard Pasteur à Montpellier, une 3^{ème} indemnité définitive évaluée à **19 162 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de janvier 2015 à janvier 2016 (13 mois). Déduction faite de la somme de 14 571 € déjà versée (9 094 € pour la 1^{ère} demande et 5 477 € pour la 2^{ème} demande), le solde s'élève à 4 591 € pour 3 mois (de novembre 2015 à janvier 2016).

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une 3^{ème} indemnisation définitive à Monsieur BOFFETTI pour le commerce Bar Le Black Pearl II au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le montant du solde de l'indemnisation définitive est de **4 591 €** de novembre 2015 à janvier 2016, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 4 mai 2016.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-402
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	26/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526-lmc1126341-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une indemnisation définitive
de dommage de travaux public - Tabac des Facs**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- **VU** l'arrêté préfectoral n° 2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération bouclage de la 4^{ème} ligne du tramway de Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'indemniser les préjudices résultant des dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable.
- **VU** la décision n°2015-580 du 28 octobre 2015, qui a proposé une indemnisation de 11 301 € pour la période de janvier à juin 2015,
- **CONSIDERANT** l'avis de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 4 mai 2016, qui propose d'accorder à Monsieur Christian LEONE, représentant le commerce TABAC DES FACs, 2 Boulevard Henri IV à Montpellier, une indemnité définitive évaluée à **30 091 €** correspondant à la prise en compte du préjudice avéré et justifié pour la période de janvier 2015 à décembre 2015, soit 12 mois. Déduction faite de la somme de 11 301 € déjà versée, le solde s'élève à 18 790 € pour la période de juillet à décembre 2015, soit 6 mois.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accorde une indemnisation définitive à Monsieur Christian LEONE pour le commerce TABAC DES FACs, au titre du préjudice économique subi, généré par le chantier de réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne de Tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le montant du solde de l'indemnisation définitive est de **18 790 €** de juillet à décembre 2015, correspondant à la perte de marge brute, conformément à l'évaluation de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 4 mai 2016.

ARTICLE 3 : La convention d'indemnisation est signée par le Directeur Général de TaM.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-403
Reçue en Préfecture le	26/05/16
Affichée le	26/05/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160526-lmc1126345-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/05/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la mise à disposition du complexe sportif Yves du Manoir pour l'accueil de l'édition du Tour de France cycliste 2016

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été fixé préalablement par délibération,
- **VU** l'arrêté n°A2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole accueille la 11^{ème} étape du Tour de France cycliste le 13 juillet 2016, et qu'il y a lieu de mettre à disposition des espaces du complexe sportif Yves-du-Manoir du 27 juin 2016 au 27 juillet 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation, précaire et révocable, détaillant les modalités d'utilisation du complexe sportif Yves-du-Manoir est passée avec la ville de Montpellier représentée par son Adjoint au Maire délégué aux Sports, M. Fabien ABERT.

ARTICLE 2 : Le complexe sportif Yves-du-Manoir est situé avenue de Vanières à Montpellier. Son utilisation porte sur la salle de réception, le local médias (presse), les vestiaires visiteurs, la zone mixte et les parkings et abords.

ARTICLE 3 : La mise à disposition du complexe sportif Yves du Manoir aura lieu du 27 juin 2016 au 27 juillet 2016.

ARTICLE 4 : Compte tenu de l'intérêt général que représente l'accueil de la 11^{ème} étape du Tour de France cycliste pour la Métropole la ville de Montpellier n'a pas de redevance à acquitter, la convention est conclue à titre gratuit.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président, Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-13 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-410
Reçue en Préfecture le	03/06/16
Affichée le	03/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160602-lmc1126446-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 02/06/2016

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société SERVICES
MAINTENANCE ÉNERGIES (SME) dans les Ateliers du Millénaire à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier : la société SERVICES MAINTENANCE ENERGIES (SME), représentée par Monsieur Christophe GINES est une SAS dont l'activité est la maintenance et l'installation de courants forts, faibles et génie climatique.
Elle est candidate à la location du lot M2 de 199 m² pour une période de 36 mois.
L'entreprise projette un effectif de 20 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SERVICES MAINTENANCE ENERGIES ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-426
Reçue en Préfecture le	09/06/16
Affichée le	09/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160609- lmc1126576-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain au profit de Décathlon
Montpellier Odysseum - Parcelle cadastrée section RA n°1 - Commune de Montpellier**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2016-66 en date du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du développement, de l'aménagement durable du territoire de l'habitat et de l'espace public,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de contrat de prêt à usage de terrain par lequel Montpellier Méditerranée Métropole autorise Décathlon Montpellier Odysseum à occuper temporairement et à titre gratuit la parcelle cadastrée section RA n°1 lieu-dit « Rastouble » sur la Commune de Montpellier,
- **CONSIDERANT** que la société Décathlon Montpellier Odysseum souhaite organiser un événement destiné à faire découvrir au grand public de multiples activités sportives, les samedi 3 et dimanche 4 septembre 2016, animées par des associations locales qui pour la plupart sont exclusivement représentées par des bénévoles,
- **CONSIDERANT** que la Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire de la parcelle cadastrée section RA n°1 en nature de sol, est compétente pour apporter son soutien à toute manifestation ou action d'animation dans le domaine culturel et sportif d'intérêt métropolitain,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de la société Décathlon Montpellier Odysseum, représentée par Monsieur Grégory ARVIS dûment habilité en sa qualité de directeur, à prêter l'usage de sa parcelle située sur la Commune de Montpellier cadastrée section RA n° 1 en nature de sol, lieu-dit « Rastouble », pour une contenance de 98a88ca.

ARTICLE 2 : Le contrat est consenti à titre gratuit compte tenu de l'intérêt que représente cette manifestation.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée de huit jours, du 31 août 2016 au 7 septembre 2016 inclus.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-431
Reçue en Préfecture le	09/06/16
Affichée le	09/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160609-lmc1126718-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la
société RIPATON dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier : la société RIPATON, représentée par Monsieur Tom MILLON est une SAS dont l'activité est la fabrication de pieds de table et de mobilier en bois et ferronnerie. Elle est candidate à la location du lot A08 de 221.64 m² pour une période de 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 3 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société RIPATON ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-432
Reçue en Préfecture le	09/06/16
Affichée le	09/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160609- lmc1126750-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES JUIN 2016

N° ARRETES	TITRES	PAGES
Arrêté n°A2016-120 : Autorisation de stationner le taxi n°4 sur le territoire de la commune de Prades le Lez - Présentation d'un successeur à titre onéreux		491
Arrêté n°A2016-169 : Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement GROUPE SOFILEC dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021		493
Arrêté n°A2016-170 : Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021		500
Arrêté n°A2016-176 : Représentant de M. le Président à la CDSP pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum : Jean-François AUDRIN		506
Arrêté n°A2016-192 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°30		508
Arrêté n°A2016-193 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°40		510
Arrêté n°A2016-195 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°35		512
Arrêté n°A2016-196 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°60		514
Arrêté n°A2016-197 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°69		516
Arrêté n°A2016-198 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°84		518
Arrêté n°A2016-199 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°104		520
Arrêté n°A2016-200 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°112		522
Arrêté n°A2016-201 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier, « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°117		524
Arrêté n°A2016-252 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier Autorisation de stationner n°6		526
Arrêté n°A2016-253 : Délégation de signature relative aux bons de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et inférieur ou égal à 90 000 € HT		528
Arrêté n°A2016-254 : Composition de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole		530
Arrêté n°A2016-256 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Juvignac "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°3		532
Arrêté n°A2016-258 : Autorisation de stationner le taxi n°1 sur le territoire de la commune de Fabrègues - Présentation d'un successeur à titre onéreux		536
Arrêté n°A2016-259 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Fabrègues "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°2		536
Arrêté n°A2016-262 : Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Clapiers		538
Arrêté n°A2016-264 : Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Pérols		540
Arrêté n°A2016-267 : Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pérols		542



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation de stationner le taxi n°4 sur le territoire de la commune de Prades le Lez - Présentation d'un successeur à titre onéreux

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 237/2014 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté A2016-61 de Montpellier Méditerranée Métropole relatif au changement de véhicule ;

- **CONSIDERANT** que **M. Philippe DEVEZE** est titulaire d'une autorisation de taxi à **Prades-le-Lez** ;

- **VU** la faculté donnée à **M. Philippe DEVEZE** de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;

- **VU** la demande présentée par **M. Stéphane MALLIA**, agissant pour le compte de la SARL Ambulances du Millénaire (605, Avenue Blaise Pascal à Castelnau-le-Lez), pour la succession de cette autorisation ;

- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue sous seing privé le 18 mai 2016 au terme duquel, **M. Philippe DEVEZE** consent la présentation à titre onéreux de **M. Stéphane MALLIA** en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi délivrée sous le n°4.

A la lecture de l'acte précédemment cité, il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 60 000 €.

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} : **M. Stéphane MALLIA** né le 11 octobre 1979 à Montpellier (34), domicilié au 605, Avenue Blaise Pascal à Castelnau-le-Lez (34170), est autorisé à stationner avec le véhicule Citroën type C5, immatriculé BX-145-GD, sur le territoire de la commune de **Prades-le-Lez** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 4, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 15 janvier 2016, n° A2016-61 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, le Directeur Général des Services de la Commune de **Prades-le-Lez** sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2016-120
Transmis en Préfecture le	1 7 JUIN 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Inc11/4974-AI

Fait à Montpellier, le 17 JUIN 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement GROUPE SOFILEC dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif de la Métropole pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14;
- **Vu** la délibération du Conseil n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement GROUPE SOFILEC (LOC +, SFT/ FERRAT SA - JCB) reçue le 01/04/2014 ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole.
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement GROUPE SOFILEC (LOC +, SFT/ FERRAT SA - JCB),
dont le siège social est situé au 620 Avenue du Marche Gare à MONTPELLIER 34070,
- représenté par Monsieur Antoine LE QUELLEC, en qualité de Président,

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 412 893 463
- N° SIRET : 412 893 463 00031
- Code NAF : 6420Z

GROUPE SOFILEC ci-après désigné « l'Etablissement »

Cet établissement est constitué par deux entités :

1) SFT (Société Financière du TREBOUL) / FERRAT SA - JCB

- situé au 620 Avenue du Marche Gare à MONTPELLIER 34070,
- représenté par Monsieur Juan MUNOZ, en qualité de Directeur Général,
- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : OM 43 et 44,

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Atelier mécanique,
- Piste de lavage.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 511 317 406
- N° SIRET : 511 317 406 00029
- Code NAF : 6630Z

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Vente, location et maintenance d'engin de chantier, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Rue du Mas de Portaly à MONTPELLIER.

2) LOC +

- situé à 560 Avenue du Marche gare à MONTPELLIER 34070,
- représenté par Monsieur Laurent MERER, en qualité de Directeur Général,
- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : OM 62, 45 et 41

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Atelier mécanique d'entretien,
- Piste de lavage.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 377 566 070
- N° SIRET : 377 566 070 00159
- Code NAF : 7732Z

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Location d'engins et d'outillage de chantier, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé rue du Mas de Portaly gare à MONTPELLIER.

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...)
- à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement GROUPE SOFILEC (LOC +, SFT / FERRAT SA - JCB) doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement GROUPE SOFILEC (LOC +, SFT / FERRAT SA - JCB), dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658

de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement GROUPE SOFILEC (LOC +, SFT / FERRAT SA - JCB) désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement GROUPE SOFILEC (LOC +, SFT / FERRAT SA - JCB) devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement GROUPE SOFILEC (LOC +, SFT / FERRAT SA - JCB) et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement GROUPE SOFILEC (LOC +, SFT / FERRAT SA - JCB) s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6. A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,

de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement GROUPE SOFILEC (LOC +, SFT / FERRAT SA - JCB), Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement GROUPE SOFILEC (LOC +, SFT / FERRAT SA - JCB) de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filiale eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement GROUPE SOFILEC (LOC +, SFT / FERRAT SA - JCB) sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,

- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,

- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7. A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L.1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l' article L.1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7. B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-169
Transmis en Préfecture le	2 2 JUIN 2016
Affiché le	2 2 JUIN 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc1125577-AR

Fait à Montpellier, le
M. R. REVOL

2 2 JUIN 2016

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole
au service public de l'eau et de
l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2224-19-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1331-10 et L 1337-2 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;

Vu le Décret n°2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L 2224-7 à L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;

Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil du 18/12/14 ;

Vu la délibération du n°12658 du Conseil du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

Vu la demande de l'établissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA ;

Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;

Vu l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Vu l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA,
dont le siège social est situé au 715 Chemin du Mas de Rochet à Castelnau Le Lez,
- représenté par Monsieur MICHEL Bernard, en qualité de Directeur Général,
L'Etablissement est situé au 715 Chemin du Mas de Rochet à Castelnau Le Lez 34170,
et implanté sur la parcelle dont la référence cadastrales est : AT 29,
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Chemin du Mas de Rochet à Castelnau-le-Lez.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Ateliers de maintenance,
- Cuisine collective,
- Soins médicaux,
- Buanderie.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 349 490 094
- N° SIRET : 349 490 094 00019
- Code NAF : 8610 Z.

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole , représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des

effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution, d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filrière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :
de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :
informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7. A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L.1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article-L.1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7. B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses

d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-170
Transmis en Préfecture le	2 2 JUIN 2016
Affiché le	2 2 JUIN 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc 1425585 AR

Fait à Montpellier, le
M. R. REVOL

2 2 JUIN 2016

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole
au service public de l'eau et de l'assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Représentant de M. le Président à la CDSP pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum : Jean-François AUDRIN

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L.5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12211 du 22 avril 2014 relative à la composition et à l'élection des membres de la Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum,
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de dix-huitième Vice-Président,
- **VU** la délibération n°13676 du 24 février 2016 relative à l'approbation du principe d'exploitation par délégation de service public et au lancement d'une procédure de délégation de service public concernant l'aquarium Mare Nostrum,
- **VU** l'arrêté n°A2016-118 du 30 mars 2016, portant désignation du représentant de M. le Président à la CDSP pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum,
- **CONSIDERANT** que le Président de la Métropole, président de droit de la Commission de Délégation du Service Public, peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté 2016-118 est abrogé.

ARTICLE 2 : Monsieur Jean-François AUDRIN est désigné en qualité de représentant du Président de la Métropole à la présidence de Commission de Délégation du Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum,

ARTICLE 3 : Monsieur Jean-François AUDRIN est autorisé à signer tous documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de cette Commission et à signer tous les documents relatifs à la délégation de service public afférente.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François AUDRIN, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 4 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-176
Transmis en Préfecture le	2 9 JUIN 2016
Affiché le	2 9 JUIN 2016
Notifié le	
Identifiant	<i>Inc 1125959 AR</i>

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

2 9 JUIN 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°30

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté Municipal du 4 avril 2012, n°46/2012 ;

- **CONSIDERANT** que Madame Nachida BOUROUIBA, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Madame Nachida BOUROUIBA née le 5 février 1956 à Alger, domicilié au 39, rue de l'Harmattan 34830 Jacou, est autorisé à stationner avec le véhicule RENAULT type MEGANE SCENIC immatriculé EB-233-WX, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 30, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 4 avril 2012, n°46/2012 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de Montpellier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-192
Transmis en Préfecture le	1 7 JUIN 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Imc 1126330-AJ

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

1 7 JUIN 2016

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°40

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté Municipal du 8 novembre 2010, 1071/2010 ;

- **CONSIDERANT** que Monsieur Jean-Marc BENHAMOU, titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Jean-Marc BENHAMOU né le 6 janvier 1960 à COLOMB BECHARD (Algérie), domicilié au 2, rue Beau séjour 34000 Montpellier, est autorisé à stationner avec le véhicule KIA type Sportage immatriculé DZ-118-ZJ, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 40, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 8 novembre 2010, n°1071/2010 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-193
Transmis en Préfecture le	21 JUIN 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Enc 1126348-AI

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°35

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté Municipal du 26 mai 2014, 2014/I555/ T/N;

- **CONSIDERANT** que la SARL DJAM TAXI (RCS 518 219 126) titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : la SARL DJAM TAXI (RCS 518 219 126), domiciliée au 449, rue du Pic Saint Loup 34570 Montarnaud, est autorisée à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **Kombi** immatriculé **EA-260-XA**, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **35**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-I du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 26 mai 2014, n°2014/1555/ T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-195
Transmis en Préfecture le	2 1 JUIN 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Lmc 1126361-AA

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

2 1 JUIN 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°60

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté Municipal du 26 septembre 2012, 174/2012 ;

- **CONSIDERANT** que Monsieur Alain GALLE titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Alain GALLE né le 23 avril 1959 à Marc en Baroeul (59), domicilié au 60, rue Pierre d'Auvergne 34080 Montpellier, est autorisé à stationner avec le véhicule RENAULT type LATITUDE immatriculé DE-866-RC, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 60, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 26 septembre 2012, n°174/2012 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-196
Transmis en Préfecture le	2 1 JUIN 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	ImcM26422-AS

Fait à Montpellier, le 2 1 JUIN 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°69

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 20 novembre 2015, A2015-238;

- **CONSIDERANT** que la SARL TAXI KAM (N° SIRET 525 104 162), titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : La SARL TAXI KAM (N° SIRET 525 104 162), domiciliée au 1025, avenue Henri Becquerel 34000 Montpellier, est autorisée à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **Passat** immatriculé **EA-938-XK**, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 69, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 20 novembre 2015, n°A2015-238 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-197
Transmis en Préfecture le	2 1 JUIN 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Imc1126429-AE

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

2 1 JUIN 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°84

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté Municipal du 18 novembre 2013, 2013/2759/T/N;

- **CONSIDERANT** que **Monsieur Maxime MOURET** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : **Monsieur Maxime MOURET** né le **30 décembre 1969** à **Montpellier**, domicilié au **72, rue Azalais d'Altier 34080 Montpellier**, est autorisé à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **Touran** immatriculé **EA-660-CQ**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **84**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du **18 novembre 2013**, n°**2013/2759/T/N** susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-198
Transmis en Préfecture le	2 1 JUIN 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	<i>Lmc1126435-AI</i>

Fait à Montpellier, le **2 1 JUIN 2016**
M. Philippe SAUREL

Président de
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°104

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 20 novembre 2015, A2015-235;

- **CONSIDERANT** que TAXI MEDICAL HERAULTAIS titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : TAXI MEDICAL HERAULTAIS (RCS Beziers 810775528), domicilié au 25, avenue de Badones 34500 Beziers, est autorisé à stationner avec le véhicule SKODA type OCTAVIA immatriculé EA-190-CT, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 104, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 20 novembre 2015, n°A2015-235 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de Montpellier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-199
Transmis en Préfecture le	2 1 JUIN 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Emc1126437.A5

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL 2 1 JUIN 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°112

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté Municipal du 2 décembre 2011, 1155/2011 ;

- **CONSIDERANT** que **Madame Mariette JOLY** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : **Madame Mariette JOLY** née le **14 avril 1977** à **Avignon**, domicilié au **12, rue Pauline Ramart 34070 Montpellier**, est autorisé à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **TOURAN** immatriculé **EA-776-SC**, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **112**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du **2 décembre 2011**, n°1155/2011 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-200
Transmis en Préfecture le	2 1 JUIN 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	<i>Smc1126441-AS</i>

Fait à Montpellier, le **2 1 JUIN 2016**
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier, « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°117

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 2 septembre 2013, 2013/1899/T/N ;

- **CONSIDERANT** que Alain Services Transports (n° unique d'identification 498 381 326), titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Alain Services Transports (n° unique d'identification 498 381 326, domicilié au 760, rue de Bugarel 34070 Montpellier, est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **MEGANE SCENIC** immatriculé **EA-108-LG**, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **117**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 2 septembre 2013, n°2013/1899/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-201
Transmis en Préfecture le	2 1 JUIN 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	LmcM26496 AI

Fait à Montpellier le 2 1 JUIN 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°6

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du 19 août 2011, n°827/2011 ;
- **CONSIDERANT** que **Madame Hélène PACHON** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du 19 août 2011, n°827/2011 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Madame Hélène PACHON**, née le 4 avril 1958 à **Vergèze (Gard)**, domiciliée au 1 chemin du Cammaous à **Vacquières (34 270)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENZ** type **Classe M** immatriculé **DY-566-BT**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 6, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016- 252
Transmis en Préfecture le	22/12/16
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20161222-lmc1136171-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 22/12/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux bons de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et inférieur ou égal à 90 000 € HT

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2014-24 du 16 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Christian FINA concernant les bons de commande compris entre 50 000 € H.T et 90 000 € HT,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2014-24 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, à l'effet de signer les bons de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et inférieur ou égal à 90 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian FINA, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur du Département Développement Territorial.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Christian FINA et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN, Directeur du Département Services publics de l'Environnement et des Transports.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-253
Transmis en Préfecture le	21/06/16
Affiché le	21/06/16
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20160621- lmc1127298-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 21/06/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté de représentation du Président au sein de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10
- VU le Code de la construction et de l'habitation et notamment son article R 321-10,
- VU la délibération du Conseil n°13711 du 14 avril 2016 relative à la mise en œuvre de la délégation de compétence de l'État et de l'ANAH, d'attribution des aides à la pierre,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Noël SÉGURA en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre de droit de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat, peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Noël SÉGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour siéger au sein de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat en lieu et place du Président. Dans ce cadre, Monsieur Noël SÉGURA est autorisé à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Noël SÉGURA, la délégation définie à l'article 1^{er} est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Laurent JAOUL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 4 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

arrêté.

Arrêté n°	A2016-254
Transmis en Préfecture le	17/05/16
Affiché le	17/05/16
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20160517-lmc1126011-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 17/05/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Juvignac "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°3

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du **15 janvier 2016, n°A2016-62** ;
- **CONSIDERANT** que **M. Jean-Michel ARNAL** titulaire d'une autorisation de taxi à **Juvignac**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : **M. Jean-Michel ARNAL**, né le **22 décembre 1976** à **Montpellier**, domicilié au **48, rue des Cigales – Juvignac (34 990)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **Land rover** type **Range Rover Vogue** immatriculé **DZ-663-TH**, sur le territoire de la commune de **Juvignac** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **03**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du **15 janvier 2016, n°A2016-62** susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Juvignac** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-256
Transmis en Préfecture le	21/06/16
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20160621-lmc1127456-AI-1-1

Fait à Montpellier, le 21/06/2016
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation de stationner le taxi n°1 sur le territoire de la commune de Fabrègues - Présentation d'un successeur à titre onéreux

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté n°14/10/590 du 9 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 10 janvier 2012, n°12/01/012, autorisant le changement de véhicule ;

- VU la faculté donnée à la société **Ambulances de Lodève**, représentée par Monsieur Gérard FLECHELLE, de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande présentée par la société **CAR'GO DU SUD**, représentée par Monsieur Rakotoarisoa Andriamahery, pour la succession de cette autorisation ;
- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 02 juin 2016 au terme duquel, la société **Ambulances de Lodève** consent la présentation à titre onéreux de la société **CAR'GO DU SUD** en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de Fabrègues délivrée sous le n°01.

A la lecture de l'acte précédemment cité, il ressort que le montant de la transaction a été fixé 50 000 €.

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : La société **CAR'GO DU SUD**, représentée par Monsieur Rakotoarisoa Andriamahery, né le 08 octobre 1969 à Antananarivo (Madagascar) et domicilié au 15, rue des Platanes à Montpellier (34 000), est autorisée à stationner avec le véhicule **Renault** type **Mégane Scénic** immatriculé **BP-341-GQ**, sur le territoire de la commune de **Fabrègues**, dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **01**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 10 janvier 2012, n°12/01/012 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Fabrègues** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-258
Transmis en Préfecture le	2 1 JUIN 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Imc1127571-AA

Fait à Montpellier, le 2 1 JUIN 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Fabrègues "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°2

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 14/10/590 du 9 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 9 mai 2012, n°12/03/121, portant autorisation pour changement de véhicule ;

- **CONSIDERANT** que **M. Robert CANOVAS**, titulaire d'une autorisation de taxi à **Fabrègues**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : **M. Robert CANOVAS**, né le **30 septembre 1956** à **Montpellier**, domicilié **2 impasse des Courèches à Fabrègues (34 690)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **AUDI A4** type **AVANT** immatriculé **CC-566-LH**, sur le territoire de la commune de **Fabrègues** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **02**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un **centre de contrôle agréé** par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du **9 mai 2012, n°12/03/121** susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Fabrègues** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-259
Transmis en Préfecture le	2 1 JUIN 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Lmc 1127760 AR

Fait à Montpellier, le **2 1 JUIN 2016**
M. Philippe SAUREL

Président de la Métropole
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Clapiers

- VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-45 et suivants ;
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 24 janvier 2013 approuvant le PLU de la commune de Clapiers ;
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de réduire de l'emplacement réservé n°13, institué au bénéfice de la Métropole pour organiser la réalisation du projet de ligne 5 de TCSP, les emprises dont l'inscription au PLU de la commune de Clapiers n'a plus lieu d'être (et sur lesquelles la Commune souhaite implanter ses ateliers techniques) ;
- **CONSIDERANT** que ces ajustements relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :
 - de changer les orientations définies dans le PADD,
 - de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
 - de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisances de la qualité des sites des paysages où des risques naturels ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances.
- **CONSIDERANT** qu'en application de l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme, la procédure de modification simplifiée peut être retenue dans la mesure où les modifications envisagées n'auront pas pour conséquences :
 - de majorer de plus de 20% les possibilités de construction,
 - de diminuer les possibilités de construire,
 - de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

ARRETE

ARTICLE 1 : La procédure de modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Clapiers est engagée.

ARTICLE 2 : Le projet de modification simplifiée n°2 du PLU a pour objet de réduire de l'emplacement réservé n°13, institué au bénéfice de la Métropole pour organiser la réalisation du projet de ligne 5 de TCSP, les emprises dont l'inscription au PLU de la commune de Clapiers n'a plus lieu d'être (et sur lesquelles la Commune souhaite implanter ses ateliers techniques).

ARTICLE 3 : Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°2 seront définies par délibération du Conseil Métropolitain.

ARTICLE 4 : Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de Clapiers préalablement à sa transmission pour avis à Monsieur le Préfet, ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme. Il sera ensuite mis

à disposition du public. A l'issue de cette mise à disposition, Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole, qui délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Arrêté n°	A2016-262
Transmis en Préfecture le	1 6 JUIN 2016
Affiché le	1 6 JUIN 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc1127952.AR

Fait à Montpellier, le
Mme S. JANNIN

1 6 JUIN 2016

Vice-Présidente de
Méditerranée Métropole
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Pérols

- **VU** le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-45 et suivants ;
- **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 23 janvier 2007 approuvant le PLU de la commune de Pérols ;
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;
- **CONSIDERANT** la nécessité, dans le cadre de la mise en œuvre de la 2^e tranche la ZAC Ode acte 1, d'ajuster les surfaces de plancher constructibles dans les sous-secteurs UI2 et 1AUI2 du PLU de la commune de Pérols au sein du périmètre de la ZAC et leur répartition entre les deux sous-secteurs ;
- **CONSIDERANT** que cette procédure permettra parallèlement de :
 - corriger une erreur matérielle intervenue à l'occasion de la récente modification n°5 du PLU concernant les hauteurs maximales de clôtures,
 - supprimer l'emplacement réservé n°10, au bénéfice de la Métropole, qui prévoyait l'élargissement de l'Avenue Bir Hakeim et pour lequel l'inscription au PLU n'a plus lieu d'être, du fait du report de cet élargissement sur le côté opposé de l'Avenue (projet Ode Acte 2).
- **CONSIDERANT** que ces ajustements relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :
 - de changer les orientations définies dans le PADD,
 - de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
 - de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisances de la qualité des sites des paysages où des risques naturels ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances.
- **CONSIDERANT** qu'en application de l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme, la procédure de modification simplifiée peut être retenue dans la mesure où les modifications envisagées n'auront pas pour conséquences :
 - de majorer de plus de 20% les possibilités de construction,
 - de diminuer les possibilités de construire,
 - de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

ARRETE

ARTICLE 1 : La procédure de modification simplifiée du PLU de la commune de Pérols est engagée.

ARTICLE 2 : Le projet de modification simplifiée du PLU a pour objet :

- d'ajuster, dans le cadre de la mise en œuvre de la 2^e tranche la ZAC Ode acte 1, les surfaces de plancher constructibles dans les sous-secteurs UI2 et 1AUI2 du PLU de la commune de Pérols au sein du périmètre de la ZAC et leur répartition entre les deux sous-secteurs,

- de corriger une erreur matérielle intervenue à l'occasion de la récente modification n°5 du PLU concernant les hauteurs maximales de clôtures,
- de supprimer l'emplacement réservé n°10, au bénéfice de la Métropole, qui prévoyait l'élargissement de l'Avenue Bir Hakeim et pour lequel l'inscription au PLU n'a plus lieu d'être, du fait du report de cet élargissement sur le côté opposé de l'Avenue (projet Ode Acte 2).

ARTICLE 3 : Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU de la commune de Pérols seront définies par délibération du Conseil Métropolitain.

ARTICLE 4 : Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de Pérols préalablement à sa transmission pour avis à Monsieur le Préfet, ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme. Il sera ensuite mis à disposition du public. A l'issue de cette mise à disposition, Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole, qui délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Arrêté n°	A2016-264
Transmis en Préfecture le	1 6 JUIN 2016
Affiché le	1 6 JUIN 2016
Notifié le	
Identifiant	Inc 1127960-AR

Fait à Montpellier, le 1 6 JUIN 2016
Mme S. JANNIN

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pérols

VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-45 et suivants ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 23 janvier 2007 approuvant le PLU de la commune de Pérols ;

VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 portant élection de Mme Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente

VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat, en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;

VU l'arrêté n°2016-264 prescrivant l'engagement de la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Pérols du 16 juin 2016 ;

CONSIDERANT la nécessité, dans le cadre de la mise en œuvre de la 2^e tranche la ZAC Ode acte 1, d'ajuster les surfaces de plancher constructibles dans les sous-secteurs UI2 et 1AUI2 du PLU de la commune de Pérols au sein du périmètre de la ZAC et leur répartition entre les deux sous-secteurs ;

CONSIDERANT que cette procédure permettra parallèlement de :

- corriger une erreur matérielle intervenue à l'occasion de la récente modification n°5 du PLU concernant les hauteurs maximales de clôtures,
- supprimer l'emplacement réservé n°10, au bénéfice de la Métropole, qui prévoyait l'élargissement de l'Avenue Bir Hakeim et pour lequel l'inscription au PLU n'a plus lieu d'être, du fait du report de cet élargissement sur le côté opposé de l'Avenue (projet Ode Acte 2),
- procéder à des adaptations mineures graphiques et réglementaires.

CONSIDERANT que ces ajustements relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :

- de changer les orientations définies dans le PADD,
- de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisances de la qualité des sites des paysages où des risques naturels ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances.

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme, la procédure de modification simplifiée peut être retenue dans la mesure où les modifications envisagées n'auront pas pour conséquences :

- de majorer de plus de 20% les possibilités de construction,
- de diminuer les possibilités de construire,
- de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°2016-264 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : La procédure de modification simplifiée du PLU de la commune de Pérols est engagée.

ARTICLE 3 : Le projet de modification simplifiée du PLU a pour objet :

- d'ajuster, dans le cadre de la mise en œuvre de la 2e tranche la ZAC Ode acte 1, les surfaces de plancher constructibles dans les sous-secteurs UI2 et 1AUI2 du PLU de la commune de Pérols au sein du périmètre de la ZAC et leur répartition entre les deux sous-secteurs,
- de corriger une erreur matérielle intervenue à l'occasion de la récente modification n°5 du PLU concernant les hauteurs maximales de clôtures,
- de supprimer l'emplacement réservé n°10, au bénéfice de la Métropole, qui prévoyait l'élargissement de l'Avenue Bir Hakeim et pour lequel l'inscription au PLU n'a plus lieu d'être, du fait du report de cet élargissement sur le côté opposé de l'Avenue (projet Ode Acte 2),
- de procéder à des adaptations mineures graphiques et réglementaires.

ARTICLE 4 : Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU de la commune de Pérols seront définies par délibération du Conseil Métropolitain.

ARTICLE 5 : Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de Pérols préalablement à sa transmission pour avis à Monsieur le Préfet, ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme. Il sera ensuite mis à disposition du public. A l'issue de cette mise à disposition, Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole, qui délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Arrêté n°	A2016-267
Transmis en Préfecture le	2 3 JUIN 2016
Affiché le	2 3 JUIN 2016
Notifié le	
Identifiant	Enc M 28383 - AR

Fait à Montpellier, le
Mme S. JANNIN

2 3 JUIN 2016

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE IV - SOMMAIRE

TITRES	PAGES
--------	-------

Certificat d'affichage - Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 26 avril 2016 entre Montpellier Méditerranée métropole, la SCCV Les Terrasses de la Maison Blanche	545
---	-----



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je, soussigné Philippe SAUREL Président de Montpellier Méditerranée, certifie qu’ :

une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 26 avril 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV Les Terrasses de la Maison Blanche dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie (90%) des équipements publics dont la réalisation par Montpellier Méditerranée Métropole sera rendue nécessaire par une opération de construction de nouveaux logements et d’une surface commerciale sur un terrain sis 1796 avenue de la Pompignane à Montpellier (parcelles cadastrées section CR n°327, 328 et 329) a été affichée du 19 mai 2016 au 20 juin 2016 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le 21 JUIN 2016

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole

